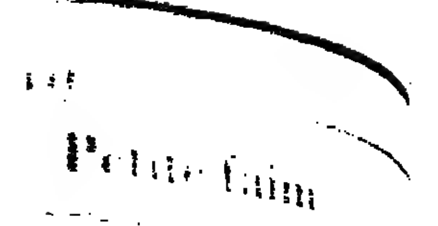


Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — Nº 12480 — 4,20 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — VENDREDI 15 MARS 1985

LES DÉCHIREMENTS DES CHRÉTIENS LIBANAIS

M. Gemayel s'efforce de réduire la dissidence ouverte des forces phalangistes

L'épreuve de force entre le président Gemayel, soutenu par le Parti phalangiste, et la milice chrétienne des Forces libanaises se poursuivait ce jeudi 14 mars. Exclu du parti pour insubordination, M. Samir Geagea, le chef de l'aile radicale des Forces libanaises, a déclenché un mouvement de dissidence ouverte qui a gagné la quasi-totalité des miliciens. Le mercredi 13 mars, deux accrochages limités entre factions chrétiennes rivales ont fait deux morts. Le président Amine Gemayel a réuni la plupart des chefs politiques et religieux de la communauté chrétienne dans l'espoir de réduire la dissidence par des moyens pacifiques.

Une épreuve supplémentaire

La tragédie libanaise, ponctuée par tant de cruelles épreuves, est entrée dans une nouvelle phase, qui modifiera peut-être le paysage politique du pays du Cèdre. La dissidence des Forces libanaises (l'aile militaire du parti phalangiste), qui, jusqu'au mercredi 13 mars, avaient fait preuve d'une remarquable cohésion, a de quoi inquiéter le président Amine Gemayel, aux prises avec un redoutable dilemme. Il peut difficilement lancer l'armée régulière contre une force qui constituait l'un des piliers de son pouvoir face à la contestation ou à l'hostilité des communautés musulmanes ; en même temps, il lui est virtuellement impossible de céder à ses exigences.

Les dissidents ont sommé le chef de l'Etat de rompre son « alliance » avec la Syrie, qui, à l'heure actuelle, joue un rôle crucial dans les négociations engagées entre toutes les factions pour aboutir à une réconciliation nationale. Entraînées et armées par Israël depuis le début de la guerre civile en 1975, les Forces libanaises — que Bechir Gemayel, le frère de l'actuel président, avait forgées avec une main de fer bien avant son assassinat en septembre 1982 — s'étaient déjà dressées contre M. Amine Gemayel quand celui-ci avait refusé de ratifier l'accord conclu entre Beyrouth et Jérusalem le 17 mai 1983. La grogne s'est exacerbée quand le chef de l'Etat s'est solidarisé avec les guérilleros qui résistent à l'armée israélienne dans le sud du pays.

Cette fois-ci la contestation a pris la forme d'une rébellion armée, dirigée par la quasi-totalité des responsables des Forces libanaises, y compris par leur chef, M. Fouad Abou Nader, le propre neveu du président de la République. Les miliciens de M. Samir Geagea — considéré comme l'« âme » de la dissidence — ont pris le contrôle des casernes de Beyrouth-Est et de la province du Kesrouan, ce qui laisse supposer qu'une minorité loyaliste est cantonnée dans le Bas-Metn, le fief du chef de l'Etat.

Si l'on s'en tient au seul rapport des forces militaires, il ne resterait plus à M. Gemayel qu'à capituler. Mais celui-ci a d'autres atouts, ceux-là politiques, qui finiront, tôt ou tard, par peser dans la balance. Il peut s'appuyer tout autant sur le parti phalangiste, qui demeure uni à ses côtés, que sur beaucoup de chrétiens qui ne se sont jamais identifiés aux Forces libanaises. A ceux-là se mêleront sans doute les « déçus » de l'« alliance israélienne » pour soutenir la politique de réconciliation nationale menée par le chef de l'Etat.

Ce dernier a déjà enregistré, à cet égard, un succès de taille. Une soixantaine de personnalités chrétiennes de toutes dénominations et de tendances diverses, avec à leur tête le patriarche maronite, le cardinal Khoreiche, réunies au palais présidentiel mercredi, ont publié une déclaration condamnant « toute tentative d'empiéter sur l'unité du peuple libanais ou de prendre les armes contre l'autorité de l'Etat ».

Cette nette prise de position devrait rehausser le prestige et la crédibilité du chef de l'Etat aux yeux des dirigeants musulmans, dont certains persistaient à le présenter comme un « chef chrétien » s'appuyant sur une milice partisane. Toute la question est de savoir s'il parviendra, et comment, à réduire une rébellion qui pourrait bénéficier du soutien, officiel ou occulte, d'Israël.

A bout d'espoir

par PAUL-JEAN FRANCESCHINI

Il s'est passé tant de choses stupéfiantes au Liban au cours de dix années de guerre qu'aucune nouvelle en provenance de Beyrouth, pas même la rébellion dans le camp chrétien ne peut plus étonner. Sauf celle-ci, confirmée chaque jour : les Libanais, désormais, désespèrent de leur pays. En dépit de leur prodigieuse aptitude à relever les ruines, à croire en l'avenir, ils avouent, dans toutes les conversations, que le malheur a eu raison de leur courage.

« Dix ans, c'est assez ! », criaient les étudiants, las du règne pourtant pacifique du général de Gaulle. Il aura fallu une décennie sinistre, une interminable trame d'affrontements, de massacres, d'enlèvements et d'invasions pour que les Libanais soupirent leur *« dix ans, c'est trop »*.

Que s'est-il donc passé pour que des gens qui, par leur ténacité et leur passion de survivre, ont fait l'admiration du monde en arrivent à lâcher prise ? Les mauvaises langues, s'il en reste dans une telle situation, attribuent la débâcle du moral de la nation à la chute de sa monnaie. Et il est vrai que l'effondrement — assez récent et sans précédent — de la livre libanaise a accompagné le « coup de cafard » actuel.

Comme Tyr, la phénicienne chantée par Chateaubriand, Beyrouth fut *« la reine des cités dont les marchands étaient des princes »*. Mais à la table des changeurs, on pèse moins l'or que la confiance. La dégringolade de la monnaie n'a fait que refléter, en l'accentuant sans aucun doute, un climat de désespérance. Tout comme son extraordinaire bonne tenue aux jours les plus sombres de la guerre témoignait d'un indestructible espoir.

On a cent fois énuméré les raisons de l'actuel retournement : la crise due à la guerre du Golfe qui appauvrit les émigrés, les effets de la coupure persistante du pays sur l'agriculture, l'appauvrissement paradoxal dû au fait que certains étrangers ont cessé de financer leurs batailles locales menées par Libanais interposés, le départ des Palestiniens et de leur argent... Mais l'essentiel est peut-être ailleurs. Il tient à ce que les nations, comme les hommes, supportent plus mal les déceptions que les épreuves.

(Lire la suite page 4.)

LA RELÈVE AU BRÉSIL

M. Neves affronte le lourd héritage du régime militaire

Le nouveau président brésilien, M. Tancredo Neves, élu le 15 janvier, prendra officiellement ses fonctions vendredi 15 mars à Brasilia en présence de nombreuses personnalités étrangères. M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, représentera la France aux cérémonies d'investiture.

Le chef de l'Etat, qui a rendu publique, mardi, la composition de son gouvernement (*le Monde* du 14 mars) va devoir affronter le lourd héritage laissé par le régime militaire, notamment dans le domaine économique.

Un changement de société ?

De notre correspondant

Brasilia. — Rarement, l'arrivée au pouvoir d'un président brésilien aura été précédée d'un tel suspense. Depuis l'élection du 15 janvier, tout le pays retient son souffle. Que peut-il attendre de la « nouvelle république » annoncée par M. Tancredo Neves ? La fin et seulement la fin du régime militaire, ou un véritable changement de société ?

Les premières réponses ont été données quand la composition du gouvernement a été connue. Ce sera le changement, a-t-on dit, *« mais dans la continuité »*. Auparavant, des voix s'étaient élevées pour doucher le formidable espoir qui s'est emparé du pays. Selon l'ancien président de la Conférence épiscopale, Mgr Aloisio Lorscheider, le nouveau chef de l'Etat est issu d'un pacte passé entre les « élites », auquel le 3 « peuple » n'a pas participé. « Lula », le président du Parti des travailleurs, *a dit* à peu près la même chose et s'est placé, dès le premier jour, dans l'opposition au nouveau pouvoir.

La tâche qui attend M. Neves n'est pas des plus simples. Il en a *souligné* lui-même la difficulté en annonçant des objectifs qui paraissent contradictoires *a priori* : diminuer l'inflation — le mal numéro 1 — et reprendre la croissance compromise par les programmes d'austérité préconisés par le FMI.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 5.)

Une nouvelle réforme du Conseil d'Etat

A l'appel du Syndicat de la juridiction administrative, les membres des tribunaux administratifs observeront une grève symbolique d'une heure le mercredi 20 mars.

Ils entendent ainsi protester contre les lenteurs mises par le gouvernement à l'élaboration de leur statut, au sujet duquel ils ont écrit au premier ministre (*le Monde* du 23 février) sans avoir encore reçu de réponse. Les magistrats des tribunaux administratifs veulent aussi attirer l'attention sur le projet de réforme du Conseil d'Etat que prépare le gouvernement, et auquel ils n'ont pas été associés.

Le projet qu'étudie le gouvernement vise à créer auprès de la section du contentieux trois nouvelles instances d'appel, les « chambres adjointes », qui jugeront les arrêts rendus en première instance par les tribunaux administratifs. Il s'agit surtout de trouver un moyen de « désengorger » le Conseil d'Etat et d'accélérer ses décisions.

Toutefois, le recrutement des nouveaux juges qui siégeront dans ces chambres provoque de nombreuses réactions défavorables, notamment dans le corps des conseillers de tribunaux administratifs. Ces derniers estiment que, en raison du développement du nombre des recours, c'est aussi à leur niveau que des réformes doivent intervenir.

(Lire page 12 l'article d'ANDRÉ PASSERON.)

Le Québec, ou la souveraineté introuvable

I. — *Rendez-vous vers l'an 2000*

De notre envoyé spécial MANUEL LUCBERT

Montréal. — L'homme qui est assis en face de nous dans ce petit bureau d'angle surchauffé de l'Ecole des hautes études commerciales, à Montréal, a du mal, sous une distinction d'allure toute britannique, à dissimuler les sentiments mêlés qui l'assaillent. Inamovible ministre des finances depuis 1976, jusqu'à sa démission récente, il est l'une des grandes figures historiques de l'« indépendantisme ». Mais, aujourd'hui, M. Jacques Parizeau, comme des centaines de militants, encore sous le coup du « virage » amorcé en novembre par le premier ministre, M. René Lévesque, et entériné le 19 janvier dernier par un congrès extraordinaire du Parti québécois, est en rupture de ban.

Atmosphère de drame au Québec. Un drame de famille. Avec son cortège de déchirements, de passions étouffées et de fidélités rompues. *« Vingt-deux ans de charges de cavalerie menées en commun, ça ne s'efface pas comme ça »*, confesse le vieux grognard meurtri. Le renoncement de son « chef » à faire des prochaines élections provinciales, probablement d'ici à la fin de l'année, un test de la volonté populaire *en faveur de la souveraineté* — contrairement à une décision prise six mois plus tôt, — a visiblement secoué ce technocrate à la compétence reconnue, mais qu'anime une fois indépendantiste indéfectible. *« C'est tellement gros »*, répète-t-il, encore incrédule, en évoquant les événements des dernières semaines.

Profond, le conflit qui, en ce rude hiver, secoue le Parti québécois, illustre une fois de plus l'incompatibilité en politique entre idéalistes et réalistes. Le jargon local désigne les premiers sous le nom *« d'orthodoxes »*, les seconds sous celui de *« révisionnistes »*. Des dénominations inhabituelles sous ces latitudes et qui rappellent plutôt d'autres régimes. Au point que certains observateurs mi-sérieux, mi-plaisants, suggèrent que, si ça continue, *« on assistera bientôt à des procès de type stalinien »* !

(Lire la suite page 7.)

Le Monde des livres

Pages 27 à 34

AU JOUR LE JOUR

Guerre

Guerre d'usure, mobilisation des classes d'âge les plus jeunes, villes bombardées, positions prises, perdues, reprises et reperdues dans l'acharnement : la guerre entre l'Irak et l'Iran est l'un des plus sinistres feuilletons de notre époque, qui, pourtant, n'en manque pas.

Propagande, bourrage de crâne, fanatisme entretenu, des morts par dizaines, par centaines de milliers et plus seulement des soldats. Sans atteindre encore au lourd bilan de notre « grande guerre » à laquelle on a pu la comparer, cette boucherie l'a dépassée au moins sur un point : elle a déjà duré plus longtemps.

Les armes des non-belligérants y font merveille.

BRUNO FRAPPAT.

Le Cameroun entre féodalité et modernisme

(Notre supplément pages 19 à 23.)

LIRE

étranger

DIPLOMATIE

La personnalité de M. Gorbatchev a plus frappé ses visiteurs que ses arguments sur le dialogue Est-Ouest

Pendant que les dirigeants occidentaux, dont M. Bush, s'entretenaient à Moscou avec M. Gorbatchev, la négociation soviéto-américaine de Genève sur les armements a marqué une pause dans l'attente de la seconde rencontre, ce jeudi 14 mars, des deux délégations cette fois au complet. Selon un porte-parole américain, le moment auquel les négociateurs se scinderont comme prévu en trois groupes (l'un sur les armes intercontinentales, le second sur les forces nucléaires intermédiaires, le troisième sur la défense spatiale) n'a pas encore été fixé. Mais, a ajouté ce porte-parole, « *nous n'avons pour l'instant aucun problème avec les Soviétiques sur ce point* ».

A Washington cependant, le département d'Etat a fait savoir que l'arsenal soviétique de SS-20 atteint maintenant quatre cent quatorze lanceurs au total. Le dernier chiffre communiqué, au début de janvier, était de trois cent quatre-vingt-huit. – *(AFP.)*

De notre correspondant

Moscou. – Le contraste physique était éclatant, mercredi après-midi, dans la salle Saint-Georges du Kremlin, entre les quatre responsables soviétiques alignés qui recevaient les condoléances des dirigeants étrangers venus assister aux funérailles de Constantin Tchernenko. Le visage animé, parfois souriant, le geste rapide, l'air décidé, M. Gorbatchev donnait une impression de vivacité et d'assurance. Le nouveau « numéro un » n'hésitait pas à interrompre quelques instants l'interminable défilé des délégations pour s'adresser familièrement à M. Gromyko qui, sous l'effet de la fatigue, accusait fortement, pour une fois, ses soixante-quinze ans. Pour les deux autres, c'était quasiment la débâcle. M. Tikhonov, le président du conseil des ministres (*soixante-dix-neuf ans*), qu'on dit désireux de prendre sa retraite, avait du mal à rester debout. Quant à M. Kouznetsov (quatre-vingt-quatre ans), premier vice-président du Soviet suprême, il était presque plié en deux et semblait avoir l'esprit ailleurs.

Les dirigeants occidentaux qui se sont entretenus en aparté tout au long de l'après-midi et de la soirée avec le nouveau secrétaire général brossent de lui un portrait qui confirme cette première image d'un homme énergique tenant solidement les rênes du pouvoir. Le vice-président américain, M. Bush, qui a eu droit à la plus longue audience (une heure vingt-cinq), a déclaré que M. Gorbatchev lui avait fait « *une très forte impression* ». Il a noté que le secrétaire général avait « *conduit l'entretien avec beaucoup d'assurance* » et ne paraissait nullement inhibé par la présence, à ses côtés, de l'inamovible ministre soviétique des affaires étrangères. Lors du ballet diplomatique quasiment identique qui avait suivi, les 14 et 15 février 1984, les obsèques d'Andropov, les mêmes interlocuteurs occidentaux avaient été, au contraire, frappés à la fois par la fragilité physique de son successeur et par l'autorité assumée par M. Gromyko.

En février 1984, ce dernier parlait bien davantage que Constantin Tchernenko, l'interrompait à l'occasion et dirigeait manifestement la conversation. M. Gromyko a, certes, assisté mercredi à tous les entretiens – sans exception – de M. Gorbatchev avec les chefs d'Etat ou de gouvernement étrangers, mais il avait retrouvé son rôle d'exécutant, conseillant le « numéro un », le renseignant au besoin, mais ne se substituant jamais à lui.

Mme Thatcher, qui a été reçue pendant cinquante-cinq minutes, a répété qu'elle « *aimait bien* » M. Gorbatchev, un homme avec lequel on peut « *traiter affaires* », comme elle l'avait dit en le recevant à Londres à la mi-décembre, mais n'a pas voulu, cette fois, s'étendre davantage. M. Mitterrand et le président italien, M. Sandro Pertini, ont porté des jugements comparables.

Il y a donc une sorte de consensus occidental sur la personnalité du nouveau maître de l'Union soviétique, que devrait confirmer, ce jeudi matin 14 mars, M. Kohl. Le chancelier ouest-allemand a, en effet, été victime du dérapage intervenu en début de soirée dans le déroulement des audiences du secrétaire général, de plus en plus en retard sur l'horaire annoncé. M. Kohl devait être reçu entre Mme Thatcher et M. Bush, mais il a été décommandé au dernier moment et devait être, jeudi, le dernier responsable occidental important à rencontrer M. Gorbatchev.

Cette unanimité de jugement porté sur la personnalité de M. Gorbatchev, ainsi que sur l'étendue de son pouvoir qui semble très grand, n'empêche pas ses interlocuteurs de reconnaître qu'il n'a apporté aucun élément nouveau dans sa formulation de la politique extérieure de l'URSS. Autant l'homme paraît vif et décidé à agir vite, autant le dirigeant s'est borné à répéter les arguments maintes fois ressassés au Kremlin sur les deux grands dossiers de la militarisation de l'espace et du contrôle des armements nucléaires, ainsi que, de façon plus générale, sur le dialogue Est-Ouest. On sait que la politique étrangère est un domaine qui ne s'est ouvert que récemment à sa compétence. Mais force est de reconnaître que le secrétaire général s'est montré très prudent pour définir l'attitude de l'URSS face au reste du monde, et en particulier à l'Occident.

Les Américains demandeurs ?

Cette retenue et l'absence de toute ouverture ou innovation tranchent singulièrement avec l'attitude adoptée en politique intérieure. Dans son discours sur la place Rouge, que reproduit intégralement, ce jeudi en première page la *Pravda*, M. Gorbatchev a fait bien plus que dire adieu à Constantin Tchernenko. Il a carrément enterré l'immobilisme social et économique observé sous le règne de son prédécesseur. Le pays et le parti sont sévèrement invités à davantage de discipline et de rigueur et des réformes dans la ligne andropovienne sont implicitement annoncées. Il faut s'attendre à quelques remous, voire quelques mesures spectaculaires, dans un avenir proche.

Rien de tel en politique extérieure. Le vice-président américain a admis devant les journalistes que M. Reagan souhaitait désormais, assez rapidement, une rencontre avec M. Gorbatchev : « *Le président estime qu'un tel sommet serait utile et nous y sommes prêts*, a-t-il dit. *Mais il faut que les Soviétiques le soient aussi.* » Autant dire que les Américains, dans cette affaire, sont davantage demandeurs que les Soviétiques. C'était un singulier aveu après une heure vingt-cinq d'entretien. A propos des relations soviéto-américaines, le vice-président a indiqué qu'« *il y avait beaucoup de problèmes* » mais que c'était « *le bon moment pour aller de l'avant* ». On ne trouve nulle part dans les diverses déclarations de M. Gorbatchev, et surtout pas dans son discours sur la place Rouge, l'idée que ce « moment » soit arrivé.

La *Pravda* de ce jeudi n'a pas publié la dépêche de Tass consacrée à l'entretien entre MM. Bush et Gorbatchev, alors qu'elle n'a pas omis de le faire pour Mme Thatcher, ainsi que pour MM. Mitterrand et Pertini. La présence du vice-président américain est seulement signalée au passage dans la liste, par ordre alphabétique, des délégations venues présenter leurs condoléances. L'argument selon lequel l'entrevue a été trop tardive, mercredi soir, pour être signalée par le quotidien du parti, qui paraît le matin, n'est pas très convaincant pour qui connaît les prouesses de la *Pravda* en matière de délai d'impression, dès lors que l'article vient « d'en haut ».

La seule formulation un peu nouvelle sur la politique étrangère du Kremlin concerne, non pas les rapports Est-Ouest, mais le camp socialiste. On a appris, en effet, mercredi à Moscou, de très bonne source, que le sommet des pays du pacte de Varsovie, qui n'avait pu avoir lieu à la mi-janvier en raison de la maladie de Constantin Tchernenko, se tiendrait à Sofia dans les premiers jours d'avril. Il y avait, en effet, une certaine urgence, au moins formelle, dans la mesure où il faut renouveler ce pacte militaire signé en 1955 et dont la validité expire le 14 mai prochain. Le pacte avait été prévu, à l'origine, pour une durée de vingt ans, avec une clause automatique de prorogation de dix ans qui a joué en 1975.

M. Gorbatchev préfère donc, pour ses premiers pas sur la scène internationale, s'avancer sur le terrain connu, bien que peut-être moins ferme qu'il n'y paraît, des « pays frères ».

Dans le ballet diplomatique de mercredi, ces derniers ont d'ailleurs eu la place protocolaire qui leur revient : la première. Le secrétaire général a reçu collectivement, immédiatement après les obsèques, MM. Jivkov (Bulgarie), Kadar (Hongrie), Honecker (RDA), Jaruzelski (Pologne), Ceausescu (Roumanie) et Husak (Tchécoslovaquie).

M. Gorbatchev a également donné audience à MM. Djuranovic, président de la présidence collective yougoslave, Menguistu Haile Mariam, président du conseil militaire administratif provisoire éthiopien, Daniel Ortega, président du Nicaragua et Rajiv Gandhi, premier ministre indien.

Les Chinois ont, une fois de plus, brillé par leur discrétion. Certes, un des vice-premiers ministres, M. Li Peng, est venu exprimer les condoléances officielles de Pékin, mais il n'avait toujours pas été reçu ce jeudi en fin de matinée en audience particulière par M. Gorbatchev, alors qu'il devait, en principe, regagner la capitale chinoise dès le début de l'après-midi. La *Pravda* de ce jeudi se contente de mentionner sa présence parmi les délégations. Le quotidien du parti publie en revanche, en *assez bonne place*, le message de condoléances des dirigeants chinois.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Le nouveau secrétaire général invité en France

De notre envoyé spécial

Moscou. – M. Mikhaïl Gorbatchev a accepté une invitation à se rendre en France à une date qui reste à fixer, a déclaré, mercredi soir 13 mars, avant de regagner Paris, M. Mitterrand. Le président de la République, qui venait de s'entretenir quarante-cinq minutes avec le nouveau secrétaire général – après avoir rencontré les premiers ministres canadien et japonais, MM. Mulroney et Nakasone – s'est déclaré satisfait de sa conversation dont le ton a été « *direct, précis, intéressant* ». Il a expliqué son voyage à Moscou – où il n'était pas venu pour les obsèques de Brejnev et d'Andropov – par le fait qu'il connaissait Constantin Tchernenko puisque ce dernier l'avait accueilli à Moscou en juin 1984. Dans son entourage, on ne cache pas qu'on ait aussi voulu prendre date, maintenant que la « vraie succession » est accomplie.

M. Mitterrand, qui a été le premier responsable occidental à être reçu par M. Gorbatchev (mais cela peut s'expliquer par des raisons purement protocolaires puisqu'il était le seul chef d'État du groupe), était accompagné de M. Roland Dumas, le ministre des relations extérieures, et de M. Hubert Védrine, son conseiller diplomatique. Du côté soviétique, M. Gromyko était présent ainsi que M. Alexandrov, un des conseillers diplomatiques du Kremlin. La conversation a porté essentiellement sur les problèmes de limitation des armements et sur la guerre des étoiles.

A plusieurs reprises M. Gorbatchev a exprimé la nécessité d'en revenir « *à la politique de la détente* ». Bien que préoccupé par le problème des armements dans l'espace, M. Gorbatchev a donné l'impression à ses interlocuteurs d'être moins obnubilé par ce problème que d'autres dirigeants soviétiques. Rien ne permet, dans les discours prononcés lundi et mercredi par M. Gorbatchev, d'affirmer que l'URSS est à la veille de modifier sa position sur la guerre des étoiles, mais rien n'interdit non plus une évolution de cette position. Le secrétaire général a pris soin, en effet, de s'en tenir à des déclarations de bonne volonté et de fermeté très générales, qui ne verrouillent rien. On est loin du langage tenu habituellement par M. Gromyko et de sa tactique qui consiste à camper avec obstination sur des positions nettement définies à l'avance.

Mais mercredi, ce n'est pas M. Gromyko qui a parlé avec M. Mitterrand : c'est un Gorbatchev qui a donné l'impression d'être sûr de lui, d'avoir la durée de son côté, de comprendre que le dossier de la guerre des étoiles n'est pas aussi simple que M. Reagan veut bien le dire et que, peut-être, les choses sont moins urgentes qu'on ne le prétend au Kremlin. Contrairement à ce qui était le cas lors des entretiens avec Tchernenko, M. Gromyko ne s'est pas permis de le couper et n'est intervenu que lorsqu'il en était prié. Amorce d'un changement ? Simple répartition des rôles entre le « bon » et le « méchant » ? Il est encore trop tôt pour le dire.

Prié de brosser un portrait de M. Gorbatchev, M. Mitterrand a donné une image plutôt positive du nouveau secrétaire général. Il l'a décrit comme un homme « *solide, calme, à l'esprit délié, qui a déjà la pratique des affaires et qui aborde sa fonction avec la volonté de saisir l'événement pour que les quelques questions qui obscurcissent la situation mondiale soient traitées avec audace et précision. (...) Croire que la venue d'un homme nouveau peut suffire à modifier une politique construite patiemment à travers plusieurs décennies, ce serait une erreur. Mais croire que les décisions politiques d'un grand pays sont indifférentes à la qualité d'une personne, ce serait une autre erreur. Alliez ces deux éléments et vous comprendrez ce qui vient de se passer à Moscou* », a ajouté le président, décidément bien normand.

JACQUES AMALRIC.

LE REPORT DU SOMMET MAGHRÉBIN EST CONFIRMÉ OFFICIELLEMENT

(De notre correspondant.)

Tunis. – Le report du sommet maghrébin, qu'il était envisagé de réunir durant ce mois de mars à Tunis, a été officiellement confirmé (*le Monde* du 5 mars) par le ministre tunisien des affaires étrangères, M. Beji Caïd Essebsi.

« *Le président Bourguiba a jugé utile de surseoir à la convocation dans l'immédiat de ce sommet afin de permettre aux frères maghrébins de poursuivre le dialogue* », a déclaré le ministre, devant le comité central du Parti socialiste destourien, réuni samedi 9 mars, et dont les propos ont été seulement rapportés mercredi 13 mars par la presse locale. Il a expliqué ce report par le fait que « *le différend fondamental sur l'approche de l'affaire du Sahara occidental n'avait pas encore permis de lever les obstacles* ».

M. Beji Caïd Essebsi a cependant tenu à souligner que les consultations « *se poursuivent encore au niveau bilatéral entre les pays concernés pour intensifier le dialogue, assainir le climat et préparer le terrain à la rencontre tant attendue* ».

M. D.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 500.000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

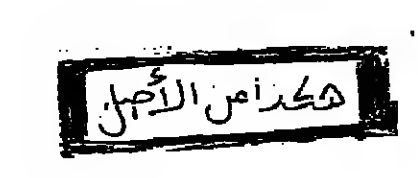
	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. – SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

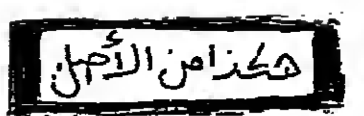
Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 330 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 315 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.







EUROPE

RFA

DEUX TERRORISTES DE LA FRACTION ARMÉE ROUGE CONDAMNÉS A LA RÉCLUSION A PERPÉTUITÉ

Le tribunal de Düsseldorf a condamné, le mercredi 13 mars, à la prison à vie deux anciens dirigeants de la Fraction armée rouge (RAF), Adelheid Schulz (vingt-neuf ans) et Rolf-Klemens Wagner (quarante et un ans), reconnus coupables de participation à l'enlèvement du chef du patronat ouest-allemand, Hans-Martin Schleyer, en septembre 1977, et à son assassinat ainsi qu'au meurtre de ses quatre gardes du corps. Adelheid Schulz a également été reconnue coupable de participation au meurtre du directeur de la Dresdner Bank, Jürgen Ponto, en juillet 1977.

Les deux accusés, qui ne reconnaissent qu'une « *responsabilité collective* », n'ont pas donné de détails quant au rôle qu'ils ont joué dans ces actions terroristes. Le tribunal a néanmoins estimé que ces deux meurtres n'aurait pas été possibles sans leur participation.

Adelheid Schulz, comme Rolf-Klemens Wagner sont entrés dans la clandestinité en 1976. Ils appartenaient à l'état-major de la RAF et ont contribué activement à la constitution de stocks d'armes ainsi qu'à l'organisation logistique de la série de meurtres de l'année 1977. Wagner a été arrêté en 1979 à Zurich après un hold-up sanglant, condamné à la prison à vie en Suisse et extradé en République fédérale. Adelheid Schulz n'a été arrêtée qu'en 1982, comme Brigitte Monhaupt et Christian Klar, deux autres grandes figures du terrorisme ouest-allemand, dont le procès est actuellement en cours à Stuttgart et qui avaient participé en décembre et janvier dernier à la grève de la faim menée par les détenus de la Fraction armée rouge. – (*AFP*).

Bulgarie

Un étrange accident de train

Sept personnes ont été tuées et neuf blessés dans un wagon du train Bourgas-Sofia, le 9 mars dernier, et la manière dont la presse bulgare a rendu compte de l'affaire, trois jours plus tard et sans donner aucun détail, rend vraisemblable l'hypothèse d'un attentat. Il ne semble pas que le train ait déraillé, toutes les victimes se trouvaient dans le même wagon, et les journaux utilisent, dans leur brève information, un terme qui, en bulgare, peut signifier aussi bien incident qu'accident, alors qu'ils auraient pu utiliser un autre mot, moins équivoque.

A la fin du mois d'août dernier, plusieurs bombes avaient explosé en Bulgarie, en particulier dans une gare et dans un aéroport, sans que ces attentats aient jamais été clairement revendiqués, et sans que les autorités aient jamais ouvertement admis qu'il s'agissait bien d'attentats. Des *rumeurs – non confirmées –* avaient établi une corrélation avec le mécontentement de la minorité turque.

Depuis, et en particulier au cours des derniers mois, s'est développée en Bulgarie, apparemment dans la perspective d'un prochain recensement, une campagne de bulgarisation des noms des Turcs de Bulgarie (qui représentent un dixième de la population). La presse d'Ankara, d'abord, les autorités turques ensuite, ont dénoncé les violences et les exactions commises à cette occasion. Il y aurait eu plusieurs dizaines ou plusieurs centaines de morts dans la minorité turque, des viols, des humiliations publiques.

Les autorités bulgares, tout en empêchant les journalistes d'enquêter sur place, ont régulièrement démenti ces informations, et ont *même fait état d'une lettre écrite* par sept muftis bulgares, « *dirigeants du culte islamique en Bulgarie* » qui « *réagissent à ces informations fausses et calomnieuses (...) concernant [leur] patrie, la République populaire de Bulgarie* ». Dans cette lettre, *toute remplie d'hommages aux* autorités de Sofia, les muftis affirment que « *les musulmans en Bulgarie jouissent d'une liberté totale garantie par la Constitution et les lois* », y compris la liberté de culte, mais ils ne disent mot de la campagne de bulgarisation des noms. Eux-mêmes portent d'ailleurs tous des noms « bulgarisés ».

De son côté, un secrétaire du comité central du PC bulgare, M. Dimitar Stanichev, a affirmé que, à la fin de l'année dernière, « *un vaste processus s'était déclaré spontanément parmi les Bulgares ayant des noms turcs musulmans, qui souhaitaient en changer pour adopter des noms bulgares (...).* » « *Ce processus,* a-t-il ajouté, *a duré deux ou trois mois dans certaines régions, quelques jours seulement dans d'autres.* » Une manière sans doute pour Sofia de faire comprendre que, de son point de vue, l'affaire est terminée.

J. K.

Tchécoslovaquie

Interpellations dans les milieux « dissidents »

Quarante-huit personnes ont été interpellées à Prague, dans la soirée du lundi 11 mars, alors qu'elles assistaient à une séance privée de cinéma, annonce l'agence France-Presse. La plupart d'entre elles ont été relâchées après plusieurs heures d'interrogatoire et onze personnes, parmi lesquelles deux porte-parole de la Charta 77, Eva Kanturkova et Jiri Dienstbier, ont été maintenues quarante-huit heures en garde à vue et libérées mercredi soir. *Des films,* un appareil de projection et des machines à écrire ont été confisqués. Selon un autre représentant de la Charte 77, Mme Sustrova, la séance était consacrée à la projection de films datant des années 60 qu'« *on ne voit pas souvent dans les cinémas* ».

Quelques jours plus tôt, la Charte 77 avait rendu public un appel adressé au Congrès pour la paix, qui doit se tenir à Amsterdam l'été prochain. Les signataires y expriment le souhait que l'OTAN et le pacte de Varsovie entreprennent, « *le plus tôt possible, des négociations sur la dissolution de leurs organisations militaires* », sur l'élimination des armes nucléaires installées en Europe, sur le retrait des troupes soviétiques et américaines « *stationnant sur le territoire de leurs alliés européens* ». La Charte y voit le moyen de bâtir une « *nouvelle Europe* », réunifiée, qui ne serait « *pas une troisième puissance* », mais « *une alliance de nations libres et indépendantes* ».

« *Seuls des citoyens libres et vivant dans la dignité sont en mesure de garantir la liberté et l'autodétermination des peuples* », et « *seuls des peuples souverains pourront créer l'Europe en tant que communauté de partenaires égaux* » (...), écrivent notamment les signataires, qui ajoutent que, dans une telle Europe, la réunification de l'Allemagne ne serait plus un sujet tabou – étant entendu qu'elle ne saurait être interprétée « *comme une occasion pour des récidives nationalistes* ».

Ce texte est signé par vingt-quatre personnes, parmi lesquelles les trois porte-parole actuels de la Charte 77, et des personnalités comme Vaclav Havel, Jaroslav Sabata et Petr Uhl.

ASIE

Thaïlande

PERSONNALITÉ CONTROVERSÉE

Le général Arthit Kamlang-Ek est confirmé pour un an dans ses fonctions de commandant en chef des armées

Correspondance

Bangkok. – On s'y attendait. La nouvelle a été confirmée, ce jeudi 14 mars, par le *Bangkok Post*. Le général Arthit Kamlang-Ek, commandant suprême des forces armées thaïlandaises et commandant en chef de l'armée de terre, se verra reconduit dans ses deux fonctions pour une période d'un an.

Il y a *quelques* mois, plusieurs officiers, dont le commandant de la première région militaire, le général Pichitr Kullavanijaya, avaient proposé au premier ministre, M. Prem, que soient prolongées les fonctions du général Arthit, qui arrivent normalement à terme en octobre prochain, lorsqu'il atteindra l'âge limite de soixante ans.

On savait que les partis politiques qui forment l'actuelle coalition au pouvoir, et principalement les démocrates du vice-premier ministre, M. Bichai Rathakul, montraient peu d'enthousiasme pour cette extension. Ils mettaient en cause non seulement le principe, mais aussi la personnalité du commandant en chef, personnage controversé et dont on craint parfois les ambitions politiques.

Ambitions

L'aide du général Arthit au général Prem lors de la tentative manquée de coup d'Etat d'avril 1981 lui avait valu une promotion rapide qui en fit bientôt un rival potentiel du premier ministre.

Tout récemment encore, lorsque le gouvernement avait procédé à une dévaluation du baht, le général Arthit, dans une intervention inattendue à la télévision, avait condamné la mesure et demandé une réévaluation immédiate de la monnaie locale. *Il avait dû revenir sur cette démarche* quelques jours plus tard lorsqu'il apparut clairement qu'il ne disposait pas, au sein de l'armée, du soutien suffisant pour une éventuelle aventure personnelle.

La présente Constitution ne permet pas aux militaires d'active d'occuper des fonctions politiques. L'armée a *tenté à plusieurs reprises* d'amender la loi fondamentale, mais sans succès. La présente reconduction du général Arthit dans ses fonctions devrait lui permettre de s'assurer pour l'avenir le soutien de son successeur, sans doute le général Pichitr lui-même. En principe, le premier ministre, M. Prem, devrait rester *en place jusqu'en 1987*, date des prochaines élections législatives. Ce serait le moment que pourrait choisir *un* général Arthit rendu à la vie civile pour chercher à prendre la tête du gouvernement. A condition, bien sûr, que ses ambitions politiques soient à la mesure de ses ambitions militaires.

Il semble que ce qui a finalement conduit le pouvoir à se décider à accorder au général Arthit une extension de son mandat soit le désir du roi et d'une partie des autorités civiles de sauvegarder à tout prix l'unité de la nation, particulièrement au moment où la Thaïlande doit faire face à de sérieuses difficultés économiques et voit son territoire partiellement menacé par les incursions de l'armée vietnamienne. En échange de cette prolongation de ses *fonctions de commandant en chef*, le général Arthit aurait assuré le premier ministre de son soutien, notamment envers une série de mesures d'austérité qui seront sans doute peu populaires. On ne connaît pas encore les réactions des partis politiques, mais on peut s'attendre à quelques réserves, surtout de la part des démocrates (1).

JACQUES BEKAERT.

(1) Le général Arthit Kamlang-Ek a effectué tout récemment une visite de travail en France, à l'invitation du chef d'état-major des armées, le général Jeannou Lacaze.

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU LIBAN

A bout d'espoir

(Suite de la première page.)

C'est, en effet, au moment où il entrevoyait la fin d'un long cauchemar que le Liban — fragilisé par l'espérance — a senti tout le poids de sa peine, comme s'écroule soudain le boxeur obsédé par la nécessité de tenir jusqu'au coup de gong. Une série de désillusions cruelles a accompli ce que les destructions et les morts n'avaient pu faire. La première étant, en un radieux été 1982, la présidence mort-née de Béchir Gemayel.

A l'époque, le président Sarkis s'était cru enfin récompensé de son effort tenace pour sauver l'essentiel, sans panache mais non sans mérite. *« Béchir édifiera un Etat fort. Yasser Arafat va quitter le Liban. Je suis comblé »*, disait-il à un témoin (1). Arafat est parti, certes. Mais si le drame palestinien changeait de décor, la tragédie libanaise ne quittait pas le scène.

Tout le Liban, pour un temps, s'était cru réconcilié. Un jeune chef, assagi par la triomphe, allait le sauver enfin. Il fut assassiné avant d'avoir fait ses preuves. Aujourd'hui encore, si ses partisans chrétiens les plus fervents entrent en dissidence, c'est parce qu'ils ne se consolent pas que le soleil d'Austerlitz se soit levé, pour eux, cinq minutes avant Waterloo. Ils reprochent au frère de leur héros héritier d'une déroute d'avoir pactisé avec Damas.

Seconda et tarribla déeilluaion pour beaucoup de Libaneis : l'intervention manqué des Etats-Unis at de le France, avec l'eppui non négligeable de l'Italie et le soutien symbolique de la Grande-Bretagne. On se souvient de la belle allure qu'avait ce quadrille des lenciers. Il a fini sur un messacra de soldats, endormis dans leurs casernements.

Sur le moment, les Libanais ont rendu hommaga à leurs amis malheureux et expliqué que la nature de « leur » guerre, la férocité des procédés employés chez eux, n'étaient pas à la mesure des lourdes armées mécanisées d'Occident. Mais dans l'inconscient collectif d'un pays qui admire — bien au-delà du domaine proprement politique — le richesse at le puissance de l'Amérique où émigrèrent tant da cousins, le dommaga était incalculabla. Les obus terrifiants at vains du *New Jersey* martelaient una évidanca : aucune force au monde ne pouvait mettre un terme à la folle guerre du Liban.

Les Américains en ont si bien pris conscience qu'ils hésitent à se risquer — on vient de le voir avec le pas de clerc de M. Moubarak à Washington — dans toute initiative de quelque portée au Proche-Orient. Désarçonné dans ce rodéo si peu texan dès la levée de la barrière, le géant endolori a rendu ses éperons.

Enfin la longue et désastreuse intervention d'Israël a achevé de décevoir ceux-là mêmes qui en attendaient la salut. Aujourd'hui, tout le Liban le maudit, mais il a été naguère beaucoup moins unanime. Dans le sud comme à Beyrouth, on a accueilli avec des fleurs ces jeunes hommes dont les cercueils, par dizaines, rentrent au pays sous le bâche sombre des camions, à travers des villages dynamités et quadrillés. Là encore, le Liban a joué de malheur.

Israël apprenti sorcier

Pour briser les reins de l'OLP et aussi pour ramener leurs alliés américains — alors tentés par d'autres sirènes — à un soutien sans nuances, les stratèges de Jérusalem avaient lancé leur opération « paix en Galilée ». Ces maîtres sorciers redevenus apprentis s'en mordent peut-être les doigts. Mais pour le Liban, le bilan est effroyable. La retrait de l'envahisseur est plus calamiteux que son arrivée.

Dans le Chouf, il avait laissé dans son sillage les massacres des chrétiens. Dans le sud, le début de son évacuation prend des allures de soulèvement férocement réprimé. A quoi les Israéliens répondent que si leurs voisins n'avaient pas le génie de la guerre civile ils ne se seraient pas entretués. Que si les gens du Sud les laissait se retirer en bon ordre, ils n'auraient pas à y tirer sur tout ce qui bouge... Mais ignoraient-ils que le Liban est une poudrière at qu'on n'y entre pas en battant le briquet ?

S'ils ont le cœur à dresser des bilans, les Libanais y porteront, outre ces désillusions amères, une simple constatation : tout, depuis deux ans, va dans le sens d'un morcellement accru de leur pays. Le gouvernement dit d'union nationala, avec ses deux ministres en dissidence ouverte qui viennent, sur injonction de Damas, de feindre une énième réconciliation, mat une touche saugrenue d'humour noir sur une situation trop connue. Et voici que la camp palestinien se disloque !

Jamais les communautés n'ont été aussi éloignées. Socialement, culturellement, dans les systèmes de référence, la vie quotidienne, le rêve at le réel, les différences sont devenues divorces, les démarcations coupures. L'est et l'ouest de Beyrouth, lea musulmans et las chrétiens, n'usent plus des mêmes mots, n'écoutent plus les mêmes radios, ne regardent plus le même télévision. Chacun s'enclôt dans son univers cerné de barbelés. Au début de ce mois, on vient à l'Ouest de fermer pour la première fois boutique le vendredi à l'heure de la prière.

L'Etat, tuteur théorique d'une citoyenneté éclatée, ne fonctionne plus en fait qu'à usage externe : il délivre les passeports, porte plainte — vainement — à l'ONU, recueille l'aide extérieure mais n'exerce plus son pouvoir sur ses administrés.

L'heure des chiites

Pourtant, une communauté — le plus déshéritée — galvanisée par sa résistance contre Israël au Sud, est moins encline à la dépression que les autres. Les chiites, soit neuf cent mille âmes et près d'un tiers de le population, entendent bien que leur victoire, leurs sacrifices, se traduisent par un bénéfice un jour.

En leur sein, des modérés comme leur chef spirituel Cheikh Chamseddine ou leur dirigeant « laïque », M. Nabih Berri, sont exposés à la surenchère constante des extrémistes. L'effet le plus dévastateur de l'intervention israélienne et da le façon tragique dont elle se termine, serait de faire triompher cette frénésie-là. Le Liban, multicommunautaire et tolérant par vocation, risquerait d'y perdre son âme.

Comme dans d'autres cantons du monde arabe, on commence à voir les « fous d'Allah », secouant leur Coran tels jadis chez nous les lépreux leurs claquettes, semer la frayeur sur leur passage. Les sunnites, traditionnellement modérés, seront-ils de force à enrayer l'épidémie ? Et si elle se répand, quel sera la sort des chrétiens ? La réponse à ces questions dépend largement du rapport de forces qui va s'établir après le départ des Israéliens du Sud et leur remplacement par un autre pouvoir qui, de toute évidence, ne sera pas celui du gouvernement central.

Syriens et Israéliens, tuteurs arabes et redoutables voisins juifs, les uns et les autres princes de la manœuvre et du triple jeu, se meuvent avec aisance sur cet échiquier où tant de pièces sont des fous. Vieux adversaires madrés, ils s'y tendent des pièges savants. Mais, en fin de compte, ce sont les Libanais qui perdent partie sur partie.

Après dix années de ce jeu mortel qu'ont alimenté leurs divisions et leurs haines civiles, ils ont plus que jamais besoin d'aide. La France les oublie-t-elle ? L'héroïsme discret des « casques blancs », observateurs d'un « cessez-le-feu » baroque, qui se font tuer de temps à autre d'une balle dans le dos, l'attitude courageuse des Français de la FINUL au Sud, prouvent que Paris n'exprime pas seulement par des mots son soutien à l'unité et à la souveraineté du Liban.

Le président Mitterrand souhaite « *étonner* » avec une initiative sur l'Europe. N'a-t-il rien imaginé pour le Liban à bout d'espoir ?

P.-J. FRANCESCHINI.

(1) Cité par K. Pakradouni *in la Paix manquée*, FMA éd. distr. par Alternatives diff.

Israël n'entend pas modifier le calendrier du retrait du Sud

Le Parlement israélien a approuvé, mercredi 13 mars, une motion présentée par les différents partis de la coalition gouvernementale préconisant la poursuite du plan de retrait par étapes des troupes israéliennes du Liban « *en fonction de critères logistiques* ».

Défendant son plan de retrait — déjà approuvé le 14 janvier dernier par le cabinet israélien, par seize ministres contre six, — M. Rabin a tenu à souligner à la tribune de la Knesset que la guérilla chiite au Liban du Sud ne modifierait pas le calendrier du retrait israélien et qu'Israël devra « *faire face* au *terrorisme barbare des chiites* ». « *Ces derniers doivent comprendre que la paix doit régner des deux côtés de la frontière internationale israélo-libanaise*, a-t-il affirmé. *Nous n'accepterons pas, d'autre part, qu'on frappe impunément nos soldats.* »

Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a réaffirmé, pour sa part, qu'Israël entendait maintenir une zone de sécurité au nord de la frontière internationale avec le Liban, après l'évacuation de ses forces du sud du pays. M. Pérès a estimé que le contrôle de cette zone par des forces alliées d'Israël était « *indispensable pour la sécurité des localités du nord d'Israël* ». Il n'a pas indiqué quelle profondeur le gouvernement israélien entendait donner à cette zone tampon.

Le premier ministre israélien a, d'autre part, indiqué que le raid, mercredi, de l'aviation israélienne contre une base de l'organisation palestinienne Saïka (prosyrienne), dans la Bekaa libanaise, avait été décidé à la suite d' « *informations précises sur des préparatifs d'attaques anti-israéliennes à partir de cette base* ».

Selon l'agence d'information palestinienne Wafa, à Damas, le raid israélien à l'ouest de Bar-Elias, dans la plaine libanaise de la Bekaa, a fait un mort parmi les combattants de la Saïka et plusieurs civils libanais blessés.

A Beyrouth, l'un des dirigeants du mouvement extrémiste chiite Hezbollah (parti de Dieu), le cheikh Ibrahim Al-Amin, a exigé, mercredi, la fin de toute présence américaine au Liban et a exhorté à la lutte contre Israël.

Au cours d'une conférence de presse — initiative inhabituelle du mouvement Hezbollah, — le cheikh a défini en quelques phrases les trois principaux buts de son organisation : « *L'Amérique doit quitter le Liban pour de bon* », « *Israël doit être anéanti* » et le Parti phalangiste (chrétien) doit être « *traduit en justice* » pour ses actions contre la nation arabe.

Cette intervention intervient au lendemain du veto américain opposé à la proposition de résolution libanaise au Conseil de sécurité demandant la condamnation d'Israël pour ses actions au Liban du Sud.

A Jérusalem, l'ambassadeur d'Israël en France, M. Ovadia Sofer, actuellement en congé en Israël, a estimé, mercredi, que les votes français au Conseil de sécurité et à la Commission des droits de l'homme à Genève ne remettaient pas en cause les relations bilatérales entre la France et l'Etat hébreu. « *Certes, nous avons été profondément déçus par l'attitude de la France*, a-t-il dit, *mais ces deux votes s'expliquent par la position fondamentale de Paris dans le conflit israélo-arabe. Bien que cette position n'ait pas changé, les rapports bilatéraux entre nos deux pays se sont nettement améliorés* », a déclaré M. Sofer. — *(AFP, Reuter.)*

APRÈS L'ÉCHEC DE SA MISSION A WASHINGTON

M. Moubarak déplore le « défaitisme » des Etats-Unis

Le président Hosni Moubarak a déploré, mercredi 13 mars, la « *tendance quasi défaitiste* » de ceux qui, à Washington, ne jugent pas propice un engagement américain plus ferme en vue d'une relance de la négociation de paix au Proche-Orient.

Le président égyptien, qui était l'invité du National Press Club de Washington, au dernier jour de sa visite officielle aux Etats-Unis, répondait ainsi à la fin de non-recevoir que son plan de relance en trois phases des négociations au Proche-Orient a reçue aux Etats-Unis.

Devant les journalistes américains, M. Moubarak a souligné qu'une telle attitude équivalait à une politique d'attentisme délibéré, à « *une tendance quasi défaitiste fondée sur des arguments spécieux, qui reviennent à dire que les Etats-Unis ne peuvent jouer que les seconds rôles au Proche-Orient.* »

Il a ajouté qu'il avait demandé au président Reagan, au cours de sa rencontre de mardi, de reprendre le processus de paix et d'abandonner son approche « *attentiste* » au Proche-Orient.

« *Vous êtes la superpuissance* », a-t-il déclaré. « *Je vous le dis, entrez en contact avec ces gens. Vous n'aurez rien à perdre et vous leur procurerez un sentiment de sécurité.* » « *Eprouvez-les, rencontrez-les. (...) Parce que sans eux la paix ne pourra être atteinte.* ». Il a ajouté : « *Yasser Arafat est un homme très modéré. Il essaie de toutes ses forces d'atteindre un règlement global. Nous devrions l'aider. Ce n'est pas un terroriste comme certains pourraient le penser.* »

« *Tout est en train de changer* », a-t-il expliqué, ajoutant que la décision du chef de l'OLP de se joindre aux efforts du roi Hussein de Jordanie pour la recherche d'une solution pacifique constituait « *une occasion en or pour la paix au Proche-Orient* ».

Cet accord, a-t-il ajouté, signifie que Yasser Arafat s'est plié aux conditions américaines pour une reconnaissance de l'OLP, dans la mesure où il reconnaît implicitement le droit d'Israël d'exister et les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies sur le conflit au Proche-Orient.

L'accord conclu entre Yasser Arafat et le roi Hussein signifie que l'OLP, « *la seule organisation politique représentant le peuple palestinien, a choisi la voie de la paix* », a-t-il dit, en ajoutant que « *l'on ne peut plus dire que l'autodétermination du peuple palestinien constitue une menace pour la sécurité d'Israël* ».

La Libye a estimé, pour sa part, par la voix de l'agence Jana, que le refus des Etats-Unis de recevoir une délégation jordano-palestinienne à Washington, comme le souhaite le président Hosni Moubarak, constitue une « *humiliation* » pour l'Egypte. « *Le président Moubarak*, a affirmé l'agence libyenne, *a été relégué ainsi à sa position naturelle d'employé du département d'Etat américain.* » — *(Reuter, AP.)*

Soudan

LE PRÉSIDENT NEMEIRY DÉSIGNE LES PERSONNALITÉS POUR ENGAGER DES NÉGOCIATIONS DE PAIX AVEC LES REBELLES DU SUD

Le président Nemeiry a désigné le mercredi 13 mars une « *commission nationale suprême* », qu'il a chargée « *d'engager des négociations de paix avec les rebelles dans les provinces méridionales du Soudan* ». Composée de vingt personnalités originaires de toutes les régions du pays, et présidée par l'ancien chef du gouvernement M. Serr AL-Khatin Khalifa, la commission est tenu, selon le décret présidentiel, à « *élaborer une stratégie*, un *cadre et des projets précis pour mener un dialogue pacifique avec le Sud-Soudan, avec l'objectif de mettre* au *point une formule de réconciliation, de paix* et *d'unité nationale* ».

Cette démarche intervient quarante-huit heures après l'arrestation de centaines de personnes soupçonnées de sympathiser avec le mouvement des Frères musulmans, dont les chefs, y compris M. Hassan Tourabi, le secrétaire général, ont été appréhendés il y a une dizaine de jours. Les Frères musulmans étaient parmi les plus chauds partisans de la poursuite de la guerre contre les sudistes, dans les quasi-totalités chrétiens ou animistes.

Selon l'envoyé spécial du *Times* de Londres, les provinces de Bahr el Ghazal, Equatoria et Nil supérieur sont presque entièrement aux mains des rebelles de l'armée de libération du peuple soudanais (SLPA). Seules Juba, capitale de la province d'Equatoria et quelques villes-garnison résistent aux forces de la SLPA dans la région.

Environ 60 % de la population des provinces de Bahr el Ghazal et de Nil supérieur, soit trois millions de personnes, souffrent en outre de la famine, selon les agences internationales d'aides citées par le *Times*.

Enfin, une épidémie de la maladie du sommeil dévaste des villages entiers de la province d'Equatoria où la tuberculose, la bilharziose, et les trachomes sont endémiques, écrit encore le quotidien de Londres.

AFRIQUE

Tunisie

Trente-six membres du Parti de libération islamique comparaissent en justice

De notre correspondant

Tunis. — Le tribunal correctionnel de Tunis rendra son jugement samedi 16 mars à l'encontre de trente-six Tunisiens dont douze en état d'arrestation, les autres étant en liberté provisoire, accusés d'appartenance à une association illégale, la section tunisienne du Parti de libération islamique. Pour la plupart fonctionnaires, enseignants ou étudiants, ils sont passibles de cinq ans de prison.

Lors du procès qui s'est limité mercredi 13 mars à une seule audience, les accusés ont reconnu militer en vue de substituer aux régimes en place dans les pays islamiques des pouvoirs calqués sur le système de gouvernement califal tels qu'ils existaient dans la communauté islamique depuis la mort du prophète Mahomet jusqu'à la chute de l'empire ottoman. Mais tous ont insisté sur leur intention « *de revenir aux vraies sources de l'islam* » non en employant la force ou la violence, mais par une action basée uniquement sur des campagnes d'explication auprès de l'opinion publique.

C'est la seconde fois que le Parti de libération islamique, qui n'a aucun rapport avec le courant intégriste représenté par le Mouvement de la tendance islamique, fait parler de lui en Tunisie. Durant l'été 1983, une trentaine de ses militants, parmi lesquels dix-neuf sous-officiers de l'armée tunisienne, avaient déjà été condamnés à des peines de deux à huit ans de prison.

La direction et les structures de ce parti demeurent mystérieuses. On sait seulement que depuis plusieurs années il a tenté d'implanter des sections dans divers pays — en Egypte, en Libye, en Algérie, en Tunisie notamment — et que son commandement « opérationnel » est très probablement installé en Europe où il recrute surtout parmi les intellectuels musulmans immigrés appelés à regagner leur pays. Le Parti de libération islamique aurait été créé en Jordanie au début des années 50 par le cheikh Takieddine Nabhani.

MICHEL DEURÉ.

AMÉRIQUES

LA RELÈVE AU BRÉSIL

Un changement de société ?

(Suite de la première page.)

Le jugement qu'il formule sur l'« *état de la nation* » est lui-même complexe. Bien qu'il ait été un opposant sans faiblesse au régime militaire, il n'est pas de ceux qui font un bilan schématique ou unilatéral.

Le pays qu'il va gouverner, il le reconnaît, s'est beaucoup modernisé ces vingt dernières années. Il est partout en chantier. Il a satisfait son besoin de grandeur – ou de démesure – en construisant à Itaipu « *le plus puissant barrage du monde* » et en exploitant à Carajas « *le plus important bassin minier de la planète* ». Il a ouvert des routes dans la forêt vierge, placé dans le ciel d'Amazonie son premier satellite de télécommunications. Sa production pétrolière augmente régulièrement et lui donnera peut-être un jour l'autonomie énergétique. Il s'est doté d'une industrie informatique déjà avancée. Il est le premier exportateur d'armes du tiers-monde.

Bref, il est devenu la huitième puissance économique de l'Occident.

Mais, dans le même temps, deux Brésiliens sur trois continuent d'être *sous-alimentés*. Le Nordeste, qui abrite le quart de la population, reste une zone de famine au même titre que le Tchad ou l'Ethiopie. Les écarts sociaux se sont aggravés. Les revenus des catégories « supérieures » sont deux cent vingt-cinq fois plus élevés que ceux des catégories les plus modestes. Les villes sont devenues, pour le tiers de leurs habitants, parfois la moitié, des bidonvilles. Les trois quarts des paysans sont sans terre ou n'en ont pas assez, alors que la moitié des surfaces cultivables, dans les grands domaines, restent inexploitées.

Les contradictions, les paradoxes, n'ont jamais manqué au Brésil. M. Tancredo Neves lui-même est le fruit d'un paradoxe : leader d'une opposition que les militaires voulaient écarter du pouvoir, c'est à lui finalement qu'ils se sont fiés pour assurer une transition démocratique sans revanche et sans heurt. A soixante-quinze ans, il est le plus vieux président que le Brésil ait jamais eu et celui qui incarne le plus l'espoir de *nouveauté*.

Moraliser la vie publique

La République qui commence devra démocratiser la vie politique, rétablir les équilibres économiques compromis par une énorme dette extérieure (100 milliards de dollars), un déficit public correspondant à 18 % du PNB et une inflation qui a atteint 223 % l'an dernier et s'est encore accélérée ces derniers mois. Elle devra assurer également un minimum de justice sociale. Mais le plus difficile sans doute sera de rendre au pays la substance morale qu'il a en partie perdue ces deux dernières décennies.

« *Moraliser l'administration publique* », tel est l'un des objectifs du nouveau président. Rude programme. L'un des mots les plus prononcés dernièrement a été celui d'immoralité. Le règne des généraux a pris fin dans une ambiance de corruption généralisée. Les scandales se sont succédé : dans la marine marchande, la Sécurité sociale, le système bancaire. Des militaires, des ministres, ont été impliqués dans quelques affaires retentissantes sans que la justice se soit jamais prononcée.

Le scandale le plus choquant sans doute est celui de la Sécurité sociale : des médecins d'hôpitaux et de hauts fonctionnaires de l'Institut de prévoyance sociale avaient formé une véritable mafia pour falsifier des actes médicaux et détourner l'équivalent de plusieurs milliards de francs. L'escroquerie était connue en haut lieu depuis longtemps, mais les coupables n'ont commencé à être poursuivis qu'à l'approche du 15 mars, sans doute pour éviter que l'opposition une fois au pouvoir s'empare du dossier.

La corruption, au Brésil, n'est pas une nouveauté. Mais, de l'avis général, elle s'est institutionnalisée avec les militaires. Elle a bénéficié de l'impunité propre aux régimes d'exception. Les entreprises qui veulent signer des contrats avec la puissance publique doivent verser en sous-main une commission de 10 %. A chaque niveau de l'administration le bakchich est nécessaire. La justice est vénale autant qu'inefficace. Non seulement la police torture ceux qu'elle interroge, mais elle est, aux dires d'un avocat, « *corrompue à 100 %* ».

Le mode de développement choisi par les militaires a favorisé une telle situation. Il n'a pas seulement enrichi les riches et appauvri les pauvres, comme on l'a dit souvent, mais perverti la société en y répandant l'esprit mercantile et en faisant de la puissance matérielle une fin qui justifiait les moyens.

L'immoralité au sommet a fait tache d'huile et démoralisé le reste du pays. La montée fantastique de la délinquance s'explique certes par l'appauvrissement brutal de ces dernières années, mais aussi par un système où le voleur des rues sait que la fraude et le vol sont souvent la règle ailleurs.

De telles constatations sont faites par l'un des avocats brésiliens les plus connus, M. Evaristo de Morais, professeur à l'université de Rio-de-Janeiro. Dans une interview à l'hebdomadaire *Veja*, M. de Morais constatait récemment qu'il passait « *plus de temps à transmettre des valeurs morales* » à ses élèves qu'à leur enseigner la technique juridique proprement dite. La plupart des jeunes, disait-il, « *accordent, en effet, plus d'importance à l'argent qu'à l'ethnique de leur profession* ». Et c'est un autre avocat célèbre, M. Paulo Brossard, qui affirme : « *L'abandon des normes morales est quelque chose de terrifiant. Il faut tout recommencer de zéro.* »

Autre événement symbolique en cette fin de règne des généraux : la façon dont le général Figueiredo a pris congé du pays qu'il a gouverné pendant six ans. Interrogé par la télévision il y a quelques semaines et invité à dire ce qu'il attendait de ses compatriotes à la veille de son départ, il répondit : « *Qu'ils m'oublient !* » Pendant une demi-heure, devant les caméras, il ne parla que de lui-même pour se plaindre, avouant qu'il ne se sentait pas fait pour le poste qu'il occupait. L'émission terminée, quand un photographe lui demanda de prendre la pose qui serait la sienne en quittant la présidence, il fit ce qu'on appelle en France un « bras d'honneur », et plus familièrement au Brésil, une « banane ».

La dette et la croissance

Les Brésiliens auront conclu d'eux-mêmes, comme on dit. Un geste, malgré tout, ne résume pas une politique. De l'amnistie générale, décrétée cinq mois après son arrivée au pouvoir, en 1979, jusqu'à la remise de l'écharpe présidentielle à un opposant, le général Figueiredo aura finalement fait du Brésil une « démocratie », comme il l'avait promis, ou du moins il lui aura ouvert la voie. Son peu d'aptitude à gouverner aura été bénéfique en fin de compte. Renonçant à trouver et à imposer un successeur, il a laissé le champ libre à M. Tancredo Neves et celui-ci en a profité pour monter une opération digne d'un chef d'état-major : il a multiplié les ruses tactiques pour envelopper, puis faire céder l'adversaire. Il y est si bien parvenu que le général Figueiredo, à plusieurs reprises, a loué publiquement son successeur, lui souhaitant de réussir là où il a lui-même échoué.

La compétence, l'habileté sont les qualités les plus marquantes du nouveau président. Elles ont frappé la dizaine de chefs d'Etat et de gouvernement qu'il a rencontrés après son élection au cours d'une tournée en Europe et dans les Amériques. Jamais les Brésiliens n'avaient senti, comme à cette occasion, à quel point le label démocratique était la meilleure des recommandations possibles sur la scène internationale. Ils ont été fiers d'avoir, pour la première fois depuis longtemps, un chef d'Etat qui se situait d'emblée au niveau des plus grands.

Il faudra beaucoup d'habileté à M. Tancredo Neves pour affronter une situation intérieure inquiétante et reprendre les négociations interrompues en février avec le FMI et les créanciers étrangers. « *De l'argent se rembourse avec de l'argent, pas avec la faim et la misère des gens* », a-t-il affirmé à propos de la dette extérieure. La formule a eu du succès au Brésil. Comment se traduira-t-elle dans la réalité ? Opposé par réalisme à tout moratoire unilatéral, soucieux de ne pas rompre avec les créanciers du pays, M. Tancredo Neves dispose d'une marge de manœuvre très étroite. La réduction du déficit public et de l'inflation, que réclame avec insistance le FMI, passe par l'adoption de mesures dont l'effet récessif est connu. M. Tancredo Neves sait – il l'a répété – que le freinage des prix est un préalable à la croissance. L'équipe économique qu'il a choisie semble d'une orthodoxie sans faille à cet égard. Mais la gauche du PMDB, le parti pilier du nouveau gouvernement, estime qu'il serait dangereux pour lui et pour la démocratie de commencer son mandat par une nouvelle récession.

Déjà des grèves ont éclaté dans l'Etat de Sao-Paulo chez les coupeurs de canne à sucre, dans les postes et les transports urbains. D'autres s'annoncent chez les métallos, qui viennent d'engager une négociation serrée avec le patronat. Les chefs d'entreprise craignent des troubles sociaux à la veille du réajustement général des salaires qui aura lieu en mai. Certains même redoutent une explosion revendicative après deux décennies de répression patronale, de législation antisyndicale et de grèves interdites. Ils sont les premiers intéressés par le pacte social dont M. Tancredo Neves a lancé l'idée, à l'image de celui qui a été signé en Espagne au sortir du franquisme. Même si ce pacte n'impose pas de nouveaux sacrifices aux salariés, comme le nouveau président l'a promis, il risque de se heurter à l'opposition de « Lula » et du Parti des travailleurs, qui croient davantage, ainsi que la gauche de l'Eglise, à la dynamique de la lutte des classes.

La « Nouvelle République » devra aussi tenir très vite ses engagements avec les affamés, qui sont légion, en finançant des programmes d'assistance qui seront laissés à l'initiative régionale. La démocratie viendra dans une seconde étape. C'est seulement l'année prochaine, en effet, que sera élu le Parlement chargé de débattre de la nouvelle Constitution, laquelle supprimera vingt ans de législation autoritaire. Entre-temps, M. Tancredo Neves devra mettre en route les deux réformes qui marqueront, aux yeux de la majorité, que quelque chose a changé dans le pays : la réforme agraire pour donner la terre à ceux qui la travaillent, mais sans compromettre sa productivité, et la réforme fiscale dont le nouveau président veut faire l'instrument d'une vraie redistribution des revenus.

CHARLES VANHECKE.

● *Onze détenus abattus lors d'une tentative d'évasion.* – Des gardiens de prison ont abattu par balles, mercredi 13 mars, onze détenus qui tentaient de s'évader, a déclaré la police de l'Etat de Sao-Paulo évoquant pour les gardiens l'« *état de légitime défense* ». – *(AP.)*

Chili

Amnesty International saisit l'ONU de nombreux cas de tortures et d'exécutions sommaires

De notre correspondante

Genève. – La commission des droits de l'homme de l'ONU, qui siège du 4 février au 15 mars au Palais des nations (*le Monde* du 6 février), a été saisie par Amnesty International de la situation au Chili : tortures « *couvertes au plus haut niveau par le gouvernement chilien* » et nombreuses exécutions sommaires. La représentante de cet organisme auprès des Nations unies, Mme Claudine Rey, a affirmé que nombre de victimes ne sont que des prisonniers d'opinion. Les persécutions qui les frappent sont une des conséquences de la réintroduction, en novembre dernier, de l'état de siège, qui avait été déjà instauré depuis le coup d'Etat militaire de 1973 jusqu'en 1978.

Amnesty International cite, entre autres, le cas de M. Juan Aguirre Ballesteros, arrêté par les carabiniers, le 4 septembre dernier, dont le corps mutilé et décapité a été retrouvé dans un cours d'eau le 24 octobre, et celui de M. Mario Fernandez Lopez, arrêté le 17 octobre et décédé le lendemain dans un hôpital, à la suite de blessures internes. Ou encore ceux de deux autres détenus, MM. Carlos Godoi et Patricio Manzano, torturés à mort par les forces de sécurité. Amnesty s'élève également contre les mesures de bannissement dont sont actuellement victimes d'autres prisonniers d'opinion, dont trois médecins connus pour leur dévouement à la cause des droits de l'homme, accusés d'avoir soigné les séquelles de la torture chez des détenus libérés, ainsi que plusieurs avocats qui ont défendu des prisonniers politiques.

Amnesty International a, en outre, demandé à la commission des droits de l'homme de l'ONU de prendre note des déclarations publiées en décembre dernier par un ancien membre des forces de sécurité chiliennes, M. Andrés Valenzuela Morales, concernant le sort de six cent cinquante détenus « disparus », dont la plupart auraient été enterrés dans des fosses clandestines, ou drogués, puis jetés d'un avion dans la mer, après avoir été éventrés, afin que leurs corps ne puissent pas remonter à la surface.

ISABELLE VICHNIAC.

Etats-Unis

Quarante minutes pour mourir

Le quarantième condamné à mort exécuté aux Etats-Unis depuis que la peine capitale n'est plus anticonstitutionnelle (1976) a mis quarante minutes pour passer de vie à trépas. Le personnel de la prison de Huntsville au Texas a dû s'y reprendre à plusieurs reprises pour réussir l'injection fatale qui a mis fin aux jours de Stephen Morin, un criminel âgé de trente-sept ans, condamné dans deux Etats pour trois meurtres.

Après plusieurs tentatives infructueuses dans les veines des bras et des jambes, une piqûre contenant le mélange mortel a pu être administrée dans le bras droit de Stephen Morin. Selon un porte-parole de la prison, « *les veines du condamné étaient dures, probablement en raison de son passé de drogué ou d'autres problèmes psychologiques* ». Mais tout est bien qui finit bien. Le condamné « *est mort très calmement* », a déclaré après l'exécution le procureur du Texas, M. Jim Mattox. « *Il a exprimé sa foi dans la rédemption et a demandé le pardon de ses fautes.* »

Stephen Morin est le huitième condamné à mort exécuté aux Etats-Unis depuis le début de l'année et le deuxième au Texas. Quelque mille cinq cents criminels attendent actuellement leur exécution dans les prisons américaines. La peine capitale est appliquée dans trente-sept Etats sur cinquante, et la mort par injection infligée dans treize d'entre eux.

Le nouvel *attorney general* (secrétaire à la justice), M. Edwin Meese, partisan convaincu comme M. Reagan de la peine de mort, envisage de faire voter par le Congrès une loi fédérale prévoyant le châtiment suprême pour les crimes de trahison, espionnage, meurtre de fonctionnaires étrangers, enlèvement et tentative d'assassinat du président. Actuellement, seule la piraterie aérienne est punissable de la peine de mort à l'échelon fédéral.

M. NIXON NE VEUT RIEN COUTER AU GOUVERNEMENT

New-York *(AFP)*. – M. Richard Nixon a demandé à ne plus bénéficier de la protection officielle qui lui est accordée, comme à tous les anciens présidents, préférant faire assurer celle-ci par des gardes du corps privés « *ne coûtant rien au gouvernement* », a affirmé, mardi 12 mars, le quotidien de New-York *Daily News*.

Selon une source citée par le journal, l'ancien président a décidé que sa sécurité, organisée par l'administration, coûtait trop cher aux contribuables. Le *Daily News* écrit que la protection de *M. Nixon par le gouvernement* était revenue à 3 millions de dollars en 1984. Selon la même source, la protection des anciens président Nixon, Gerald Ford et Jimmy Carter, ainsi que de la veuve du président Lyndon Johnson, coûte plus de 26 millions de dollars par an.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● EXPLOSION DANS UN SILO A BLÉ. – Sept ouvriers ont été tués et vingt-cinq autres blessés à la *suite d'une explosion suivie* d'un incendie dans un silo à grains du port de Bahia-Blanca (à 500 kms au sud-ouest de Buenos-Aires), ont annoncé, mercredi 13 mars, les autorités locales. – *(AFP.)*

Honduras

● ARRESTATION DE JOURNALISTES ÉTRANGERS. – Un journaliste suédois, M. Torbiornsson, sa fille Eléna et un photographe indépendant, M. Aparicio, ont été arrêtés, par mesure de sécurité, avant la visite que doit faire cette semaine au Honduras le vice-président américain, M. George Bush, a annoncé, mercredi 13 mars, la police, sans indiquer les raisons de les arrestations. – *(Reuter.)*

Inde

● ARRESTATION D'UN DIX-HUITIÈME SUSPECT DANS L'AFFAIRE D'ESPIONNAGE. – Un ancien haut fonctionnaire indien, actuellement employé à la Banque mondiale à Washington, a été arrêté à New-Delhi, mardi 12 mars, dans le cadre de l'enquête sur le vaste réseau d'espionnage, militaire et industriel, découvert en Inde au début de l'année, a annoncé, mercredi 13 mars, l'agence Press Trust of India (PTI). L'arrestation de *M. K.-C. Sharma, ancien conseiller* au ministère indien des transports et de la navigation, soupçonné d'avoir transmis des documents secrets à M. Coomar Narayan, chef présumé de ce réseau d'espionnage, porte à dix-huit le nombre total des arrestations opérées dans le cadre de cette affaire. – *(AFP.)*

Indonésie

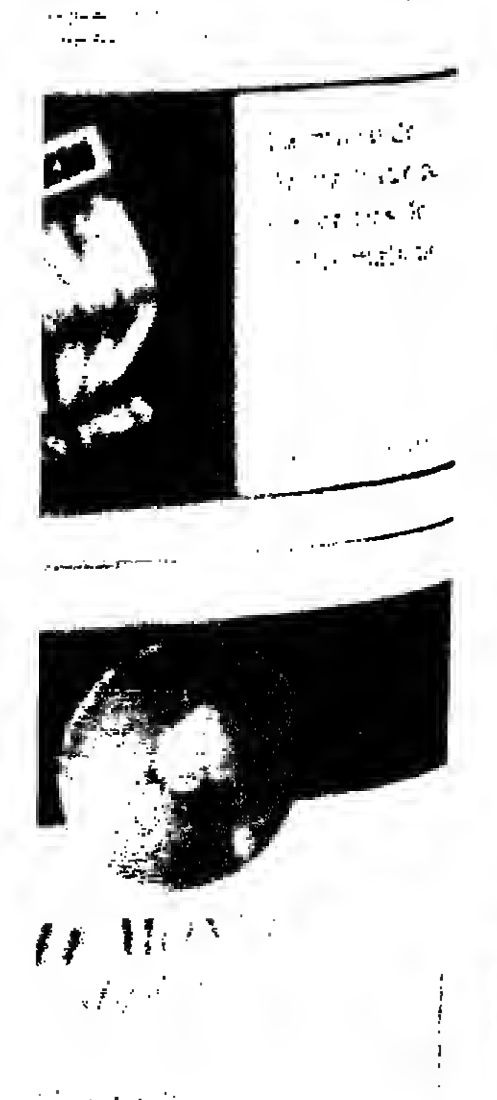
● DIX-HUIT MORTS A LA SUITE D'UNE EXPLOSION DANS UN DÉPOT DE MUNITIONS. – Une forte explosion dans un dépôt de munitions de Bandung, mercredi 13 mars, a tué dix-huit ouvriers et soldats, a-t-on appris de sources sûres, à Djakarta. « *L'accident s'est produit lors du déchargement d'un vieux stock de munitions destinées à être détruites* » a-t-il été précisé. C'est la troisième explosion de ce genre en Indonésie en cinq mois mais les autorités ont indiqué à chaque fois qu'il s'agissait d'accidents. Une censure limitée avait cependant été imposée sur les informations à ce sujet. – *(AFP, Reuter, UP.)*

Uruguay

● NOUVELLES LIBÉRATIONS. – En vertu de la loi d'amnistie promulguée la semaine dernière par le président Sanguinetti, seize membres du Mouvement de libération nationale dissous (MLN, Tupamaros), dont un ressortissant espagnol, ont été libérés mercredi 13 mars. Selon le ministre de l'intérieur du nouveau gouvernement démocratique, M. Chiarino, 47 autres prisonniers seront libérés entre jeudi et vendredi. La totalité des prisonniers politiques de l'ancien régime militaire auront ainsi été libérés à la fin de cette semaine. – *(AFP.)*

Venezuela

● *NOUVEAU MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES.* – A la suite de la démission collective du cabinet, la semaine dernière, le président Lusinchi a nommé, mercredi 13 mars, M. Simon Alberto Consalvi au poste de ministre des affaires étrangères en remplacement de M. Isidro Morales. Les autres principaux ministres ont conservé leur portefeuille. Ancien secrétaire de la présidence, M. Consalvi est un *ami personnel* du président et avait déjà dirigé la diplomatie vénézuélienne, en 1978, dans le dernier gouvernement d'« alliance démocratique » du président Carlos Andres Perez (1974-1979). – *(AFP.)*



(Publicité)

LA FÉDÉRATION HOSPITALIÈRE DE FRANCE

communique

LE LIVRE BLANC DE L'HOSPITALISATION PUBLIQUE

● L'hôpital est une institution humaine qui entretient une relation active avec autrui. Profondément intégré dans la société, tour à tour revendiqué par les collectivités locales ou par l'Etat centralisateur, l'hôpital participe très activement à l'évolution des courants sociaux, économiques et politiques de notre pays. ***Les responsables des établissements hospitaliers doivent donc pleinement participer à la mise en œuvre de tous les moyens propres à préserver la vie au meilleur prix, mais ils ne peuvent admettre une subordination de la vie humaine à des impératifs autres que moraux.***

● L'hôpital est aujourd'hui un élément actif et dynamique du système sanitaire et du service public hospitalier. Il n'est plus un lieu de renfermement, mais un *espace ouvert*, une ville aux dimensions réduites, *sensible aux évolutions économiques et sociales*, où le malade ayant pris conscience de ses droits en matière de santé demande une médecine efficace, alliée à un environnement de qualité.

L'hôpital, un service public

● L'hôpital doit obéir aux principes essentiels du système de santé français : *le libre choix du médecin et de l'établissement* ; d'autre part, *il doit rester un composant prépondérant* de ce même système dans ses missions : examen, diagnostic, traitement, hébergement des personnes âgées, pédagogie, prévention, hygiène publique, éducation sanitaire et missions de recherche.

● *L'hôpital n'est donc pas une simple unité de soins*, mais possède aussi ***une fonction largement sociale.***

● L'hôpital doit, à son tour, relever *un défi : toujours moins pour le financement, toujours plus pour l'usager.* Les hospitaliers sont prêts à répondre à ce défi et à ***faire vivre l'hôpital autrement,*** ce qui suppose une dynamique nouvelle, engagée en trois directions :

– *Une gestion concentrée et économe de ses moyens ;*
– *Une utilisation plus rationnelle et intensive de ses moyens techniques* d'exploration et de traitement ;
– *La création et le développement d'alternatives à l'hospitalisation.*

Rendre l'hôpital plus performant

La constitution de l'hôpital est le gage de son efficacité. Cela implique *une réoffirmation de ses structures* dans le cadre de la ***décentralisation.*** L'hôpital doit être admis à disposer d'un statut d'établissement public à caractère spécifique, sanitaire et social, plus souple, donc plus performant, car mieux adapté à l'exercice de ses missions. Cette exigence passe par :

● *Le respect*, par les pouvoirs publics, *du rôle du conseil d'administration,* en mettant fin aux facilités dangereuses d'une étatisation insidieuse et stérilisante ;

● *La confirmation des responsabilités des directeurs d'hôpitaux* dans l'exécution de la politique du conseil d'administration ;

● *Deux principes* essentiels pour l'hôpital : ***son autonomie*** juridique et financière, et *son rattachement à la collectivité* territoriale.

L'hôpital et les médecins

Le corps médical hospitalier fait l'objet d'une réforme en profondeur dans son recrutement et son statut.

● *La réforme des études médicales, ou comment ne pas sacrifier les malades à la formation des futurs médecins.* La liste des postes d'internes doit impérativement être établie en fonction des besoins réels exprimés par le conseil d'administration, et les insuffisances qualitatives qui relèvent du nouvel internat compensées par un post-internat d'un à deux ans.

● *L'augmentation de la démographie médicale ne doit pas*, par les contrôles qu'elle entraîne *(numerus clausus), porter atteinte* à la qualité des soins et à la sécurité médicale, dans le cadre d'une planification des besoins, notamment hospitaliers.

● *Médecins traitants et médecins à temps partiel doivent trouver leurs places respectives et complémentaires* au sein des établissements publics.

● *La départementalisation devra respecter les principes de base* qui régissent le fonctionnement interne des établissements.

● *La formation médicale continue est un investissement pour l'avenir* et le moyen d'associer mieux le corps médical au fonctionnement et à la gestion de l'hôpital.

Le personnel hospitalier : un des éléments essentiels d'une économie hospitalière efficace

La Fédération hospitalière de France réaffirme son attachement particulier à la poursuite des améliorations des conditions de travail, en même temps qu'à la modernisation et à l'accroissement de l'efficacité des hôpitaux. Cela implique des réformes à promouvoir, des défis à relever, des enjeux à vaincre.

● *Une réforme du statut :* pour un statut clair du personnel s'appliquant à l'ensemble des établissements publics, et l'application du principe de mobilité dans le respect des droits des agents.

● *Le renforcement des effectifs,* notamment dans certains services : urgence, réanimation, nuit, personnes âgées, en coordination avec les investissements techniques.

● *Une nécessaire formation permanente,* facteur d'efficacité et permettant de concilier les impératifs techniques et économiques par la maîtrise des procédures et technologies nouvelles, les exigences sociales et les besoins de développement personnel.

● *Les défis à relever :* une nécessaire et rapide adaptation aux besoins et aux évolutions des structures actuelles. L'hôpital doit encore *assouplir* son fonctionnement, *personnaliser* ses prestations, *responsabiliser* ses acteurs.

● *Un enjeu de taille :* les hôpitaux publics doivent continuer à gérer les ***écoles de formation*** des paramédicaux sous l'autorité du ministère de la santé par un rejet total des aspirations du ministère de l'éducation nationale d'intégrer les formations, les formateurs, les élèves et les écoles.

Une réforme du financement et de la gestion, ou comment dépenser mieux sans dépenser plus, en maintenant la qualité du service et la sécurité des soins

Les pouvoirs publics ont instauré le budget global, mis en place des centres de responsabilité, réformé le plan comptable hospitalier et la comptabilité analytique.

Pour la Fédération hospitalière de France, entreprendre et mettre en œuvre ces réformes exige le respect de la spécificité de chaque établissement et leur application sans discrimination. Ne se limitant pas à des aspects techniques, il s'agit d'une *refonte totale* des règles de fonctionnement, nécessitant un changement d'état d'esprit et des comportements des différents partenaires de l'hôpital.

● **Trois propositions :**
– *Une urgente nécessité de simplifications administratives* et donc d'économies ;
– *Une possible révision budgétaire en cours d'année* pour tenir compte des évolutions économiques ;
– *Une évaluation globale du système* dans un délai de cinq ans.

● **Trois conditions :**
– Découper des centres de responsabilité en ***harmonie*** avec les départements ;
– Respecter la totale ***liberté*** de l'hôpital dans le découpage ;
– Fournir les ***moyens*** humains et informatiques.

● *La réforme de la comptabilité analytique* et la mise en place du ***projet de médicalisation du système d'information,*** destinées à une meilleure connaissance du « produit » hospitalier, ne doivent pas conduire à une médecine hospitalière à deux niveaux par le biais d'allocations *a minima* de ressources et d'une planification restrictive des moyens.

● *L'assainissement de la trésorerie des hôpitaux passe par le renforcement de leurs réserves*, au moyen de dotations permanentes des Caisses d'assurance-maladie, d'aide sociale et d'aide médicale, et d'emprunts à des taux préférentiels, par la mise en œuvre d'un véritable plan de trésorerie et par le versement aux hôpitaux des dettes des organismes de Sécurité sociale.

● *L'Etat doit supprimer les charges indues des hôpitaux* en abrogeant l'impôt sur les salaires et en remboursant la TVA sur les investissements.

De nouveaux rapports entre l'hôpital et la Sécurité sociale

La Fédération hospitalière de France propose :

● *Des simplifications et des économies :* généraliser la carte d'assuré social, supprimer la procédure des prolongations de séjours, instaurer pour l'aide médicale et l'aide sociale des caisses pivots avec une coordination interrégimes, généraliser le tiers payant et forfaitiser en partie les tarifs de consultations externes.

● *Une convention nationale type* pour tous les hôpitaux, fixant les conditions d'admission et de séjour des malades, l'échange d'informations, les modalités d'exercice d'un nouveau contrôle médical de la Sécurité sociale, privilégiant l'analyse fonctionnelle au détriment de l'actuel contrôle paperassier sur pièces, inutile et coûteux.

Pour une organisation plus efficace

Le coût croissant d'une technologie sophistiquée en progrès constant et l'augmentation continue de la demande de soins dans une structure hospitalière de haut niveau exigent aujourd'hui une *gestion moderne et stricte.*

Les objectifs de modernisation et de rentabilisation de l'appareil hospitalier sous-entendent :

● *Le développement d'une coopération interhospitalière,* en particulier par la voie des syndicats interhospitaliers.

● *La définition et la mise en œuvre d'une véritable complémentarité* des établissements de soins, publics et privés, dans le respect des statuts juridiques, constituant les bases d'un système pluraliste de distribution des soins, et sur la base d'un principe « *à égalité de missions, de devoirs et d'obligations (du service public), égalité de droits et de traitements (planification, globalisation budgétaire, forfaitisation de la médicalisation...)* ».

● *L'accomplissement, en priorité, des missions du service public,* par une nouvelle planification sanitaire et sociale décentralisée, liant liberté et responsabilité (notamment financière) des collectivités territoriales, dans un ***schéma régional d'aménagement sanitaire et social.***

● *La rénovation de l'hôpital local,* en temps qu'alternative à l'hospitalisation lourde, outil privilégié du médecin praticien et premier point de rencontre avec la médecine hospitalière.

● *La mise en œuvre, volontariste, des alternatives à l'hospitalisation classique* (consultations et soins externes, centres de diagnostics, hôpitaux de jour, de nuit, de week-end, hospitalisation de semaine, soins et hospitalisation à domicile). L'hôpital doit y participer, sans monopole, mais aussi sans exclusive.

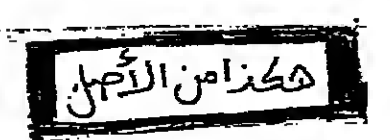
● *La création d'établissements publics départementaux de santé mentale,* dans un objectif d'indispensable unité de politique et de gestion de la santé mentale.

● *Une réponse urgente et adaptée aux besoins grandissants des personnes âgées invalides :* abandon de la séparation arbitraire et dispendieuse du sanitaire et du social ; réalisation d'une sectorisation gérontologique départementale ; association des établissements d'hébergement social aux structures de soins et d'hospitalisation à domicile ; enfin, octroi aux institutions pour personnes des troisième et quatrième âges des moyens financiers et humains adaptés à l'évolution des besoins, pour le développement de services médico-sociaux à intensité de soins variable.

Notre croyance, celle de toute la **Fédération hospitalière de France,** *est entière dans le rôle prédominant dont sont chargés, dans les sociétés modernes en quête d'une nouvelle « qualité de vie », les hommes et les organismes qui* **servent** *la santé.*
« Les **hôpitaux publics** *en sont et en seront toujours les instruments essentiels. »*

FÉDÉRATION HOSPITALIÈRE DE FRANCE

33, avenue d'Italie, 75013 Paris



AMÉRIQUES

Canada

Le Québec, ou la souveraineté introuvable

(Suite de la première page.)

Pour brutal qu'il ait été, le revirement du premier ministre ne pouvait être, pour ses amis purs et durs, totalement inattendu. En ce sens, M. Pierre-Marc Johnson, ministre de la justice, considéré aujourd'hui comme le dauphin de M. Lévesque, est fondé à dire que « *nul ne peut plaider l'ignorance* ». La « bombe » lancée par le chef du gouvernement en novembre avait été précédée de discussions à l'intérieur et en dehors du cabinet et d'échanges de lettres entre M. Lévesque et plusieurs de ses ministres. La désaffection de l'opinion tant à l'égard d'une formation au pouvoir depuis huit ans que, plus généralement, du discours indépendantiste impliquait, de façon presque inéluctable, qu'à l'approche de la future consultation électorale le Parti québécois abandonnât, fût-ce tactiquement, ses chimères.

Une étoile montante

L'amertume des déçus du combat pour l'indépendance du Québec est vraisemblablement à la mesure de leur impuissance à réaliser leur rêve. Deux dates, principalement, jalonnent cet échec : 20 mai 1980, le « non » l'emporte au référendum sur la souveraineté-association ; novembre 1981 : la Chambre des communes à Ottawa vote le « rapatriement » au Canada de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui tient lieu de Constitution au pays, mais se trouvait toujours sous l'autorité du Parlement de Londres. Lâché par les provinces anglophones, le Québec, qui n'a pas réussi à faire admettre les garanties qu'il demandait pour son autonomie, a l'affreux sentiment d'être totalement isolé. Le premier ministre canadien, M. Trudeau, triomphe. Son adversaire québécois, M. Lévesque, boit le calice jusqu'à la lie.

Venant après ces deux défaites majeures, le refus de M. Lévesque de lier le prochain renouvellement de l'Assemblée québécoise à la question de la souveraineté est apparu aux « orthodoxes » comme l'enterrement quasi définitif de toute ambition nationale. Comme le dit M. Parizeau, « *le dossier de la souveraineté dans le cadre de la vie politique est probablement flambé pour quelques années* ». M. Vincent Lemieux, professeur de sciences politiques à l'université Laval, à Québec, est encore plus net : « *Ce n'est pas une mise au réfrigérateur, c'est une mise au rencart.* » Et il ajoute : « *L'idée souverainiste revient en vogue tous les vingt ans. Alors peut-être faut-il se donner rendez-vous vers l'an 2000.* »

Bête noire des « orthodoxes » et l'un des principaux artisans du changement de cours, M. Pierre-Marc Johnson, étoile montante du Parti québécois et fils de l'ancien premier ministre Daniel Johnson, ne voit, quant à lui, dans cet aggiornamento que des aspects positifs. Moins charismatique que M. Lévesque, il jouit dans le parti et dans l'opinion, en particulier chez les jeunes, d'une réelle popularité en raison de son sens du concret, de sa passion pour l'économie et de sa bonne connaissance des dossiers.

Non sans logique, il fait remarquer que faisant des prochaines élections une sorte de nouveau référendum sur la souveraineté, le Parti québécois risque, en cas d'échec, d'être complètement « *marginalisé* » et le Québec d'en sortir « *affaibli dans le contexte canadien* ». Cela dit, ajoute-t-il, « *la question nationale reste posée. Il y a au Québec une spécificité territoriale avec des richesses sur lesquelles nous exerçons un certain contrôle* ». Mais, poursuit-il, « *le Québec ne peut pas se permettre d'aborder la phase économique actuelle en position de vulnérabilité politique* ».

Très réaliste, le ministre de la justice et des affaires intergouvernementales canadiennes reconnaît que son soutien au premier ministre dans la réorientation stratégique du 19 janvier est le résultat d'« une *longue réflexion, qui a commencé au lendemain du rapatriement constitutionnel* ». Le « *tremblement de terre* » qu'a connu le Canada lors des élections fédérales du 4 septembre dernier – déroute des libéraux honnis, avènement d'une majorité conservatrice écrasante, dirigée par M. Mulroney – a été, à ses yeux, l'occasion à ne pas manquer pour agir. A l'en croire, c'est la « *lune de miel* » entre Ottawa et Québec. « *Jamais depuis vingt-cinq ans un climat si propice n'a existé pour que le Québec puisse progresser* », affirme M. P.-M. Johnson, à l'évidence ravi de la politique de la « *main tendue* » du nouveau premier ministre canadien, un homme, précise-t-il, au demeurant « *pas chicanier* ».

Et il est vrai qu'à Ottawa comme à Québec on multiplie sourires et amabilités. Le gouvernement de M. Lévesque participe de nouveau aux conférences fédérales provinciales qu'il boycottait depuis l'humiliation du rapatriement de la Constitution en 1982. Les contacts bilatéraux entre ministres québécois et fédéraux sont, eux aussi, autorisés. De son côté, M. Mulroney a exprimé l'espoir que la « Belle Province » réintègre formellement la fédération « *dans l'honneur et dans l'enthousiasme* ». Une formule jugée annonciatrice, ici, de concessions à venir. M. P.-M. Johnson est en tout cas catégorique : en trois mois, « *quantité de problèmes* » ont été réglés, dont certains, comme le dossier des ententes de développement économique, étaient « *en suspens depuis cinq ans* ».

Tout le monde au sein du cabinet de M. Lévesque n'est pas aussi émerveillé. « *Lévesquiste depuis vingt ans* », mais néanmoins soucieux d'entretenir « *des relations convenables avec toutes les tendances* », M. Bernard Landry, ministre des relations internationales et du commerce extérieur, est plus circonspect. Il admet « *une certaine décrispation* » avec Ottawa, mais il regrette que la révision du 19 janvier ait « *coûté très cher en hommes et en militantisme* ». Pour un peu, il avouerait que s'il est, lui, resté au gouvernement, c'est pour s'assurer que celui-ci ne signera pas avec M. Mulroney « *un accord au rabais* ».

Concrètement, M. Landry estime que les discussions constitutionnelles qui s'engageront après Pâques avec Ottawa devraient poursuivre deux grands objectifs. Primo, « *la réparation de l'injustice historique de 1982, notamment par la reconnaissance dans la Constitution de la réalité juridique du peuple québécois et de son droit corollaire à l'autodétermination* » – cette dernière demande paraît fort difficile à satisfaire, – ainsi qu'un droit de veto sur les institutions fédérales et un droit de retrait, avec compensation financière, de tout amendement constitutionnel. Secundo, « *la recherche de la compétence exclusive du Québec sur le développement économique interne, la politique sociale, les relations internationales découlant des juridictions internes et enfin l'éducation et la culture* ». A M. Mulroney de montrer sa sincérité, semble penser M. Landry, qui précise : « *Nous jugerons aux fruits. Tout pourra être remis en question, si les fruits sont amers ou pourris.* »

Tiraillé entre les divers courants de son parti, touché dans les sentiments par la défection de certains amis de longue date et la suspicion dont il est désormais l'objet de leur part, M. René Lévesque a paru un moment dépassé par les événements. On l'a dit déprimé et même atteint d'un mal mystérieux, ce qui, à vrai dire, n'est pas nouveau – « *cela fait vingt ans que cela dure* », a-t-il l'habitude de plaisanter – mais qui, pour une fois, semblait exact. Après des vacances en Floride, il a fait sa rentrée politique début février, à Québec, dans une forme physique apparemment bonne. Mais il sait que son « leadership » n'est plus incontesté et que la fronde gronde jusqu'au sein de son gouvernement.

Dans la bataille fratricide qui vient de se dérouler, le chef charismatique a déjà perdu l'un des éléments sur lesquels se fondait son pouvoir : il n'est plus désormais le rassembleur lucide en mesure d'imposer son autorité aux différentes variétés du nationalisme québécois. Le même doute frappe le Parti québécois : la formation souverainiste n'est plus le parti unificateur capable d'intégrer les « durs » venus du Rassemblement pour l'indépendance nationale, d'anciens libéraux, compagnons de Jean Lesage pendant la « révolution tranquille » *(1960-1965)*, *et les modérés* issus de l'Union nationale.

Les conditions d'un accord

Le 4 mars, la création d'un nouveau mouvement souverainiste, le Rassemblement démocratique pour l'indépendance (*RDI*), a été annoncée par les dissidents, de préférence à un véritable parti concurrent du Parti québécois, dont les chances d'implantation seraient minces. Déjà certains « *indépendantistes de toujours* », comme M. Gerald Larose, président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), se réjouissent de voir, ainsi qu'il nous l'a déclaré, « *le débat libéré de l'hégémonie d'un seul parti* ».

Pour éviter de passer à l'histoire comme l'homme d'une espérance déçue et, finalement, de la résignation, M. Lévesque a donc absolument besoin d'arriver à un accord avec le gouvernement d'Ottawa dans un délai relativement rapide, et à un bon accord. Même si M. Mulroney, québécois d'origine, est incontestablement mieux disposé à cet égard que ne l'était M. Trudeau, les obstacles sur la voie de cette entente historique sont de taille. Le déficit du budget fédéral, de l'ordre de 30 milliards de dollars canadiens (1), ne permet pas au premier ministre conservateur de grandes libéralités. Or les aspects financiers tiendront une place importante dans les futures négociations. D'autre part, il n'est pas évident que les chefs des provinces anglophones, satisfaits de la situation constitutionnelle actuelle, soient prêts à rouvrir un dossier, par nature délicat, simplement pour tirer d'affaire M. Lévesque.

M. Mulroney saura-t-il convaincre ses amis que le Québec vaut bien un nouvel effort d'adaptation du compromis canadien ? M. Lévesque aura-t-il la force de persuader les tenants de l'indépendance « maintenant et tout de suite » que la souveraineté peut s'atteindre en douceur, sans rupture brutale et qu'en fin de compte le système canadien, « *ce n'est pas le goulag* » ? C'est en tout cas, pour lui, l'occasion de la dernière chance. Car, en l'an 2000, il aura, à coup sûr, disparu de la scène depuis belle lurette.

MANUEL LUCBERT.

Prochain article :

LA CHANCE HISTORIQUE

(1) 1 dollar canadien = 7,47 F.

La « révolution tranquille » de Jean Lesage

Evolution ou révolution ? Rupture ou continuité ? M. René Lévesque n'est pas le premier homme politique québécois à être déchiré entre la fidélité envers son peuple et son appartenance au grand ensemble canadien. Avant lui, dans les années 60, Jean Lesage, le « père du Québec moderne » – mort en décembre 1980, – se trouva confronté à plusieurs reprises, ainsi que le montre bien l'historien Dale C. Thomson dans son ouvrage monumental intitulé *Jean Lesage et la révolution tranquille* (1), à la même alternative dramatique. Un dilemme on ne peut mieux résumé par ces deux déclarations également catégoriques : « *Je suis québécois à cent pour cent* » et « *Je suis canadien à cent pour cent* » lancées par l'ancien premier ministre libéral lors d'un échange avec son rival de l'Union nationale, Daniel Johnson.

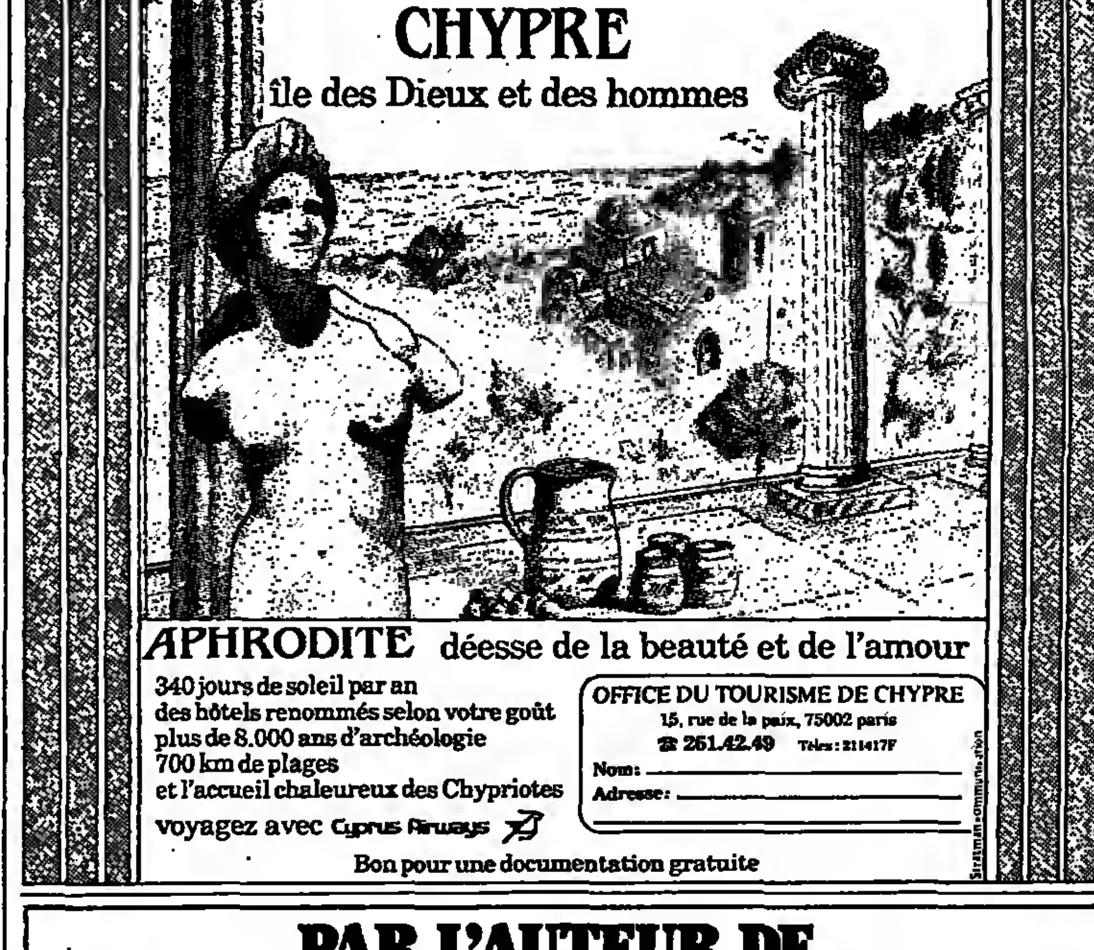
Ce fut l'immense mérite de Jean Lesage, homme d'Etat de grande stature, de tourner radicalement le dos au « vieux » Québec et, en même temps, d'éviter les heurts pour réaliser le « *changement de vie* » qu'il annonçait lors de son arrivée au pouvoir en 1960. En quelques années (1960-1966), la province francophone, encore tout engourdie par le régime clérical et paternaliste de Duplessis, connut un bouleversement en profondeur, un véritable « *tournant historique* », comme l'écrit Dale C. Thomson.

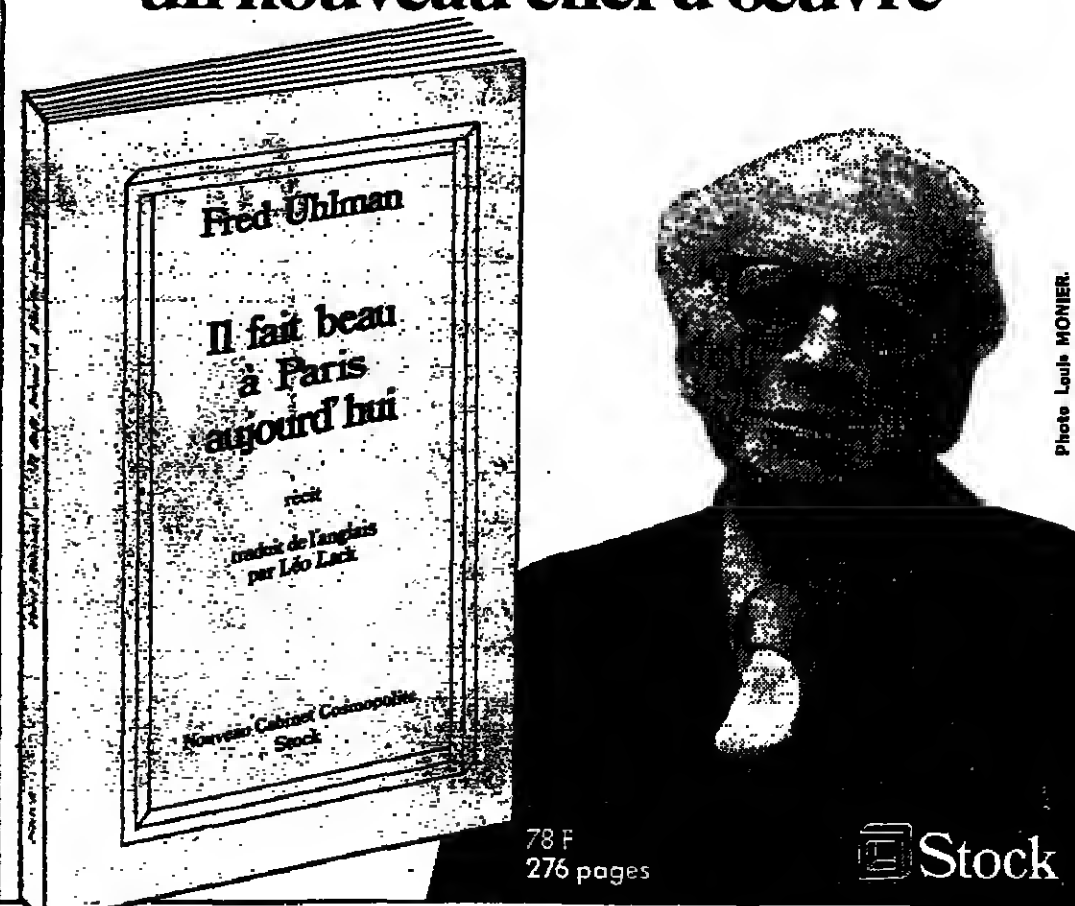
Fédéraliste convaincu, Lesage dota le Québec des moyens administratifs, politiques et économiques d'un Etat moderne. De la sorte, il ouvrait le chemin aux partisans de l'indépendance dont certains, comme René Lévesque, se trouvaient au demeurant dans son propre cabinet. Mais lorsque, devenu premier ministre, René Lévesque, sous la bannière du Parti québécois, organisa en 1980 le référendum sur la souveraineté-association, il dut affronter dans le camp des « non » son ancien chef, alors au crépuscule de sa vie. Vingt ans plus tôt, Lesage n'avait pourtant pas hésité à se présenter aux électeurs comme le représentant d'un « *mouvement de libération* » décidé à mettre fin au « *régime d'occupation* » canadien.

Tel fut le paradoxe de cet homme d'action partagé entre deux loyautés, mais qui sut faire entrer dans le siècle la terre ancestrale des premiers Canadiens, illustration aiguë de ces ambiguïtés québécoises, toujours réelles. Il reste que, depuis les réformes certes « tranquilles » mais réalisées de façon fulgurante par Jean Lesage, le Québec a changé à jamais.

M. L.

(1) Editions du Trécarré, Saint-Laurent, Québec. Titre de l'édition originale : *Jean Lesage and the Quiet Revolution.*







EXCLUSIF

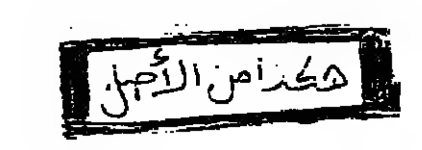


MONTAND VOUS PARLE

Après un an de silence c'est sa grande rentrée. Les communistes, les socialistes, Mitterrand, Le Pen, les missiles, a-t-il pensé être Président... Tout y passe. En toute liberté.



LE POIDS DES MOTS LE CHOC DES PHOTOS



politique

LA PRÉPARATION DU DEUXIÈME TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

La volte-face de M. Le Pen relance le débat

L'opposition républicaine continue de dénoncer *tout* accord avec le Front national et affirme, dans une déclaration commune signée par les présidents des deux formations, MM. Jean Lecanuet et Jacques Chirac, que « *tout autre choix* » que celui de l'opposition parlementaire « *ne peut que favoriser M. Mitterrand et un pouvoir socialiste désavoués par le pays* » (nos dernières éditions datées 14 mars). Mais dans les départements les rapports entre les candidats du RPR ou de l'UDF et ceux du Front national ne sont pas toujours aussi clairs. Avant l'annonce, par M. Jean-Marie Le Pen, du retrait de ses candidats là où leur maintien pourrait favoriser une victoire de le gauche, des contacts (et des négociations) avaient été pris dans différents départements, notamment dans les Bouches-du-Rhône, l'Hérault et le Territoire de Belfort.

Dans ce dernier département, la publication d'une déclaration commune RPR-UDF constatant « *l'existence du Front national comme courant d'opposition ayant ses propres options* » a fait réagir M. Toubon, secrétaire général du RPR, qui a précisé, mercredi, qu'une telle prise de position « *ne saurait en aucun cas engager le RPR* ». Au siège de l'UDF à Paris, l'attitude de M. Jean-Claude Gaudin invitant, sans succès, le candidat du RPR à se retirer au profit du Front national dans le quatorzième canton de Marseille, suscite le même genre de réaction. Il ne s'agit que d'un cas sur deux mille, dit-on, en cherchant à minimiser cette affaire. Les réactions de différents responsables de la confédération ne sont pourtant pas aussi « souples ». C'est ainsi que Mme Veil estime qu'il vaut mieux « *perdre éventuellement certains cantons* », mais « *assurer un placement pour l'avenir* », tandis que M. Méhaignerie, président du CDS, affirme qu'il « *ne vendrait pas ses convictions pour une poignée de sièges* ».

Le « *réalisme* » de M. Gaudin – qui s'explique largement par la situation à Marseille – est toutefois approuvé par M. Malaud, président du CNIP, qui a coutume de dénoncer l'ostracisme dont souffrirait le parti de M. Le Pen, et par M. Masson, député RPR de Moselle, qui juge qu'« *à l'avenir le Front national sera nécessaire au RPR et à l'UDF* ».

Ces quelques flottements dans l'opposition et les volte-face de M. Le Pen, dont le parti ne devrait finalement plus être présent que dans une cinquantaine de cantons, alors qu'il aurait pu se maintenir dans plus d'une centaine, ravivent les critiques des principaux responsables de la majorité. Le bureau exécutif du PS dénonce « *les connivences et les alliances de fait entre la droite dite « parlementaire » et l'extrême droite du Front national* », et appelle « *à faire barrage aux candidats de la droite et aux idées de l'extrême droite* ». Pour sa part, le député socialiste des Alpes-Maritimes Jean-Hugues Colonna explique qu'il s'apprête à voter au second tour pour un candidat UDF à Antibes, « *afin de faire barrage au candidat d'extrême droite* ».

A gauche, après une période d'atermoiements, il semble que les désistements des candidats du PC en faveur du PS soient acquis, à quelques exceptions près. Dans le Puy-de-Dôme notamment, où les licenciements de délégués CGT à l'entreprise Ducellier ne favorisent pas la conclusion d'accords de désistement entre communistes et socialistes, ceux-ci ont finalement été conclus dans dix-huit des dix-neuf cantons en jeu.

C.F.-M.

LA CIOTAT : POUSSÉE D'EXTRÊME DROITE ET CHUTE DU PC

La peur des lendemains qui chôment

De notre envoyé spécial

La Ciotat. – *Qui* l'aurait attendu ici, M. Jean-Marie Le Pen, dans cet horizon balnéaire que découpent les grues des chantiers navals ? Il y a pourtant remporté un de ses succès les plus significatifs. Ce n'est pas affaire de chiffres : le Front national n'a obtenu, si l'on ose dire, « que » 23,63 % des voix dans le canton, contre 26,24 % dans le département. Mais dans sa conquête des esprits, M. Le Pen a peut-être gagné, sur fond de restructurations industrielles, de préretraites, de carnets de commandes vidées, une nouvelle bataille.

Son fonds de commerce habituel, jusqu'alors limité à l'insécurité et à l'immigration, s'est ici enrichi d'une denrée inespérée, ô combien prometteuse : la crainte des lendemains qui chôment. On ne vote plus seulement Le Pen parce qu'on tremble le soir en rentrant chez soi, ou qu'on enrage à la vue des visages basanés, on vote Le Pen parce que, tout simplement, on redoute de perdre son emploi.

A décortiquer les scores, bureau par bureau, le verdict de La Ciotat n'est certes pas aussi explicite. M. Ronald Perdomo, avocat marseillais, candidat du Front national à La Ciotat, n'atteint pas ses meilleurs résultats dans les quartiers populaires, mais plutôt sur les hauteurs, dans la zone des résidences secondaires qui ont poussé comme des champignons depuis que l'autoroute a placé La Ciotat à une demi-heure de Marseille. Il se maintient autour de 20 % dans les premiers, tandis qu'il dépasse, chez les résidents secondaires, les 25 %.

Certes, il bat tous ses records (37 %) dans le village de Carnoux, où sont rassemblés de nombreux rapatriés, qui constituent dans le Midi le noyau dur de l'électorat de l'ancien lieutenant Le Pen. Certes encore, les commerçants de La Ciotat, touchés par ricochet par l'effondrement de l'activité des chantiers navals (passés en quelques années de 6 000 à 3 000 emplois), sont sans doute de plus fervents supporters de M. Le Pen que les ouvriers eux-mêmes.

Il n'empêche. Même limité numériquement, même difficilement cernable, le phénomène crève les yeux. On a voté Le Pen parce qu'on a peur du chômage. On a voté Le Pen contre les plans de la Communauté européenne, parce que « *la gauche nous a trahis et que nous ne pouvons rien espérer de la droite* », dit un syndicaliste.

On vote Le Pen après avoir tout épuisé : « *L'année dernière, la direction nous a proposé une augmentation de 3,5 %*, raconte René Amoros, secrétaire de la section CFDT des chantiers navals. *Nous nous sommes battus. Nous sommes allés jusqu'à séquestrer la direction. Nous n'avons rien obtenu. Cette année, on nous propose 3 %. Bien sûr, nous allons encore nous battre. Mais, au fond de nous-mêmes, nous savons que nous n'obtiendrons rien. Ces échecs, et les menaces sur leur emploi, incitent les travailleurs à courber l'échine. Et ils votent Le Pen.* »

« *Une femme est venue me rendre visite l'autre semaine*, raconte le sénateur (PCF) Louis Minetti. *Son mari et ses deux enfants sont au chômage. La famille entière était sur le point d'être expulsée. Ceux-là sont devenus désespérés. Marchais, Chirac ou Le Pen, ils s'en fichent.* » « *Les gars ont conscience d'être pris dans une mécanique qui les écrase, et contre laquelle ils ne peuvent rien*, renchérit un autre militant CFDT. *Dès qu'ils ne peuvent se payer quelqu'un, ils se défoulent.* » En l'occurrence, il semble bien que l'on se soit défoulé sur le PCF, qui ne semble plus à même de canaliser ce vote de protestation et de désespoir. Des cantonales de 1979 à celles de 1985, il a perdu ici plus de 3 000 voix, dégringolant de 39 à 19 % des suffrages dans un canton qui compte pourtant 3 000 votants supplémentaires. « *Il s'est complètement décrédibilisé*, estime René Amoros. *Comment faire confiance à un parti qui est un jour dedans, un jour dehors, qui juge un jour génial le bilan de la gauche, et le lendemain le vomit ?* »

Une partie des chantiers, c'est sûr, a donc voté Le Pen, mais presque honteusement, comme on cache une sale maladie. Les adhérents ouvriers que revendique hautement le Front national sont restés, tout au long de cette campagne, invisibles. « *C'est encore aujourd'hui un vote de rejet*, diagnostique un militant CFDT. *Mais cela peut devenir un vote d'adhésion* ». Hier Dreux et Aulnay-sous-Bois. Aujourd'hui La Ciotat. Demain Longwy ?

DANIEL SCHNEIDERMANN.

M. Perdomo, l'extrémisme « à visage humain »

De notre envoyé spécial

Marseille. – M. Ronald Perdomo, Front national, est avocat à la ville et procureur en République. Il faut le voir, dans son bureau, tout affable, expédier avec un doux sourire l'adversité vers un monde meilleur : « *Santoni, oui, bien sûr, Santoni. Personne à Marseille n'écoute plus ce qu'il dit, Santoni, pas même ses amis.* » Un temps, et puis le coup de grâce : « *De Gaulle disait tout et le contraire de tout. Ces gaullistes disent n'importe quoi et le contraire de n'importe quoi.* »

Derrière, l'inévitable M. Jean Goudareau en frétille de bonheur. Il est partout ce charmant vieux monsieur, ci-devant président départemental du CNIP. La veille, on se trouvait chez le bientôt célèbre Me Roussel, autre fervent avocat de la cause lepeniste. Présent, M. Goudareau : « *Goudareau comme Clemenceau.* » Ce mercredi, dans cet autre cabinet, prévenu on ne sait trop comment – le téléphone arabe peut-être, – patatras ! notre inévitable Frère Joseph, M. Goudareau comme...

Dans le fond, cela ferait une jolie fable politique : le jeune loup et le vieux cheval de (grandiose) retour. Mais ce n'est point une fable, pas même un jeu. Et M. Barre qui avait usé du canon de marine pour disqualifier M. Le Pen en le traitant de « *grande gueule* » en serait fort marri. Grande gueule, M. Perdomo est tout sauf cela. Affable, souriant, on l'a dit, pratiquant avec habileté, sinon sans calcul, la « *calinothérapie* » envers les journalistes – « *entre professionnels, messieurs* ». – bien loin de cette imagerie d'Epinal aujourd'hui dépassée des crânes rasés, des barres à mine et des croix celtiques. Avocat un jour, avocat toujours ; l'extrémisme, soit, mais alors à visage humain.

Dans l'Est, s'agissant d'une partie de tarots un peu ardue, on dit parfois qu'il convient de la jouer « fine ». C'est exactement cela. Il la joue « fine », M. Perdomo. Et il la joue bien cette partie des cantonales. Au point que ce jeune homme, patron de la fédération des Bouches-du-Rhône du Front national, est en passe de devenir une personnalité marseillaise, une « figure ». Son bilan est flatteur : plus de 21 % des suffrages exprimés sur le département, 26,24 % à Marseille. Une fédération du Front national passée de deux cents à deux mille militants en deux ans. Même si le mouvement du Front national est généralisé, ici l'ampleur du succès vous pose un homme.

Coup double

M. Perdomo est cet homme-là, qui, aujourd'hui, fait quelque peu joujou avec les grands de l'opposition marseillaise. Un piège pour M. Gaudin (UDF), l'isolement pour M. Santoni (RPR). Coup double. Gagnant ou perdant ? Cela est une autre histoire. Il reste que cet homme de quarante-trois ans trouve là une large consécration après des années de militantisme obscur, presque saharien. « *Je suis né*, raconte-t-il, *à la politique par la télévision. A la maison, l'arrivée du poste a coïncidé avec les événements de Hongrie et l'entrée des chars soviétiques à Budapest. Dès lors, de l'anticommunisme viscéral, j'ai simplement évolué vers un anticommunisme intellectuel.* » L'étudiant en droit, militant « *anticommuniste, évidemment* », a progressé tout naturellement : les comités Tixier-Vignancour d'Alliance républicaine puis, presque à la fondation, l'adhésion au Front national, dès 1973. Douze ans de carrière pour faire d'« *un excellent colleur d'affiches* » le secrétaire national de la commission des institutions de son parti. Et probablement, mais cela il ne le précise pas, une des têtes pensantes du Front national.

C'est qu'il est adroit et connaît bien sa ville. C'est aussi qu'en homme de l'art il sait fort habilement gommer par l'éloquence affable les rugosités du discours, les aspérités de la doctrine. Un discours toujours dur – les mêmes thèmes, inépuisable filon d'électeurs, l'immigration, la sécurité, Marseille aux Marseillais – *mais sur une musique* douce, tout miel, tout sucre, feutrée comme hermine d'avocat.

Il joue finement, M. Perdomo et s'amuse à énoncer cette évidence que tous les Marseillais politologues de droite vous assènent avec constance ces jours-ci. A savoir que Marseille est « *fondamentalement une ville droitière et pas une droite gaulliste* », et que seule la maîtrise extraordinaire du clientélisme defferriste l'aurait fait échapper à son destin normal.

Fini le defferrisme, à droite toute. « *Defferre est mort, mais il ne le sait pas encore* », a dit récemment M. Le Pen ici même lors d'un meeting. Alors, à la ville droitière, appétits droitiers. Ce mercredi, M. Perdomo, qui « *ne négocie pas mais a des contacts* » – pudeur d'avocat, – s'est un peu essayé à enfoncer davantage le coin entre UDF et RPR. Le virage sur l'aile du Front national, ordonné à Paris, a été suivi, mais accommodé à la provençale. Dans l'après-midi, M. Perdomo annonçait le retrait-soutien des candidats du Front national devancés au premier tour par leurs concurrents de l'UDF, branche Parti républicain, branche Gaudin. Il faisait savoir à M. Chelini, UDF branche CDS et candidat dans le dixième canton de Marseille, que s'il ne se retirait pas au profit du poulain du Front national, M. Bardini, arrivé en tête, Mme Chelini, même étiquette, même branche que son époux, aurait bien du souci à se faire dans son canton d'Aix, avec la candidate du Front national. Et, aux candidats du RPR, il a promis simplement de continuer à leur opposer des concurrents-adversaires.

Cela était la vérité du seul mercredi. Jeudi sera un autre jour, puisque le Front national, à force de « *contacts* », est venu contredire à Marseille la fameuse doctrine « *antipoliticarde* ». Ici, la bande des quatre a fait une recrue.

PIERRE GEORGES.

M. MÉHAIGNERIE (CDS) : Le Pen et Mitterrand

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, devant le « Grand Forum *Paris-Match* - radios libres », a confirmé son opposition à tout accord avec le Front national en disant : « *Je ne vendrai pas mes convictions pour une poignée de sièges. Le problème Le Pen ne se pose pas à l'opposition mais à M. Mitterrand.* »

Interrogé sur la cohabitation, M. Méhaignerie a précisé à nouveau qu'il la refusait, mais il a ajouté : « *Je crois que l'honneur du président de la République, l'honneur de sa fonction, c'est de bénéficier d'une légitimité lui permettant de gouverner. S'il faut gouverner demain avec M. Mitterrand, lorsqu'il aura retrouvé une vraie légitimité dans le pays avec un nouveau programme, à ce moment-là, il y aura des possibilités. (...) Dans la situation de 1986, après un nouvel arbitrage, les conditions du pays seront si difficiles qu'il faudra la durée et la confiance.*

● PRÉCISION. – Dans notre compte rendu du procès intenté par M. Le Pen à plusieurs chaînes de télévision et stations radiophoniques (*le Monde* du 14 mars), nous avons écrit que France-Inter n'avait pas donné la parole au président du Front national le 12 février « *se contentant de le faire le lendemain* ». En fait, dès le 12 février, au matin, France-Inter a diffusé une déclaration de M. Le Pen.



(Publicité)

LA PRÉPARATION DU DEUXIÈME TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

M. Jospin dénonce l'« alliance » entre la droite et l'extrême droite

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui tenait, mercredi 13 mars à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise), sa première réunion publique après le premier tour des élections cantonales, a vivement dénoncé la *« connivence »* de la droite classique et de l'extrême droite. *« On a*, a-t-il lancé, *un discours noble sur le plan national et (...) une pratique triviale sur le plan départemental, avec des accords passés systématiquement, comme à Belfort, comme dans les Alpes-Maritimes, comme dans les Bouches-du-Rhône, comme dans le Var, comme dans l'Hérault, avec les leaders départementaux du Front national. »*

M. Jospin a ajouté : *« Où sont les grands leaders du RPR et de l'UDF ? (...) Nous sommes au moment où, pour la première fois, se noue à une telle échelle une alliance entre la droite et l'extrême droite, et Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre, n'ont rien à dire sur cet événement historique ! »* En réalité, selon M. Jospin, *« tout pousse ces gens à s'entendre ». « La droite*, a-t-il expliqué, *n'a pu dominer la gauche dans ce pays qu'en faisant naître et en nourrissant systématiquement l'extrême droite. »* Selon M. Jospin, la droite classique, qui ne peut espérer entraîner l'adhésion des couches populaires sur son programme économique et social, sait qu'elle peut *« élargir potentiellement sa marge de manœuvre et ses soutiens »* en *« semant le trouble dans les milieux populaires »*, en *« levant des tabous »*, en plaçant les choses, avec l'extrême droite, sur un terrain *« passionnel »*. A l'inverse, *« l'extrême droite ne peut espérer durer un temps (...) que si elle n'est pas combattue par la droite classique, sa parente, sa voisine, que si elle est banalisée, je dirais presque respectabilisée »*.

A ce propos, M. Jospin a qualifié d'*« autre hypocrisie »* les attaques de la droite à propos de la réforme du mode de scrutin. *« Il est clair*, a-t-il souligné, *qu'il peut y avoir une alliance (...) entre la droite et l'extrême droite, et donc il peut y avoir aussi des élus avec le scrutin majoritaire (...). Ce qu'ils n'ont pas hésité à faire pour de simples élections cantonales, vous pensez bien que, face aux enjeux de 1986, ils n'hésiteront pas à le faire. »*

Néanmoins, M. Jospin a estimé que la poussée de l'extrême droite est une *« fièvre »* qui *« ne retombera pas tout de suite, mais retombera »*. Pour le premier secrétaire du PS, l'extrême droite ne peut pas avoir de place durable en France, notamment dans la vie parlementaire, parce que, *« un jour ou l'autre, le débouché de l'extrême droite, c'est la rue, la violence physique, l'intimidation »*. *« L'expérience a déjà été faite en Europe*, a souligné M. Jospin, *elle s'est terminée dans les charniers, la boue, le sang et la honte. »*

J.-L. A.

LE PS : appel aux « démocrates »

Le bureau exécutif du PS a affirmé, mercredi 13 mars, que l'affrontement, pour le deuxième tour des élections cantonales, *« aura le mérite d'être clair »*. *« D'un côté*, souligne le bureau exécutif, *tous ceux qui sont attachés aux libertés, aux valeurs de la République ; de l'autre, ceux qui font le choix de la compromission avec l'extrême droite. » « Au prix de quelles tractations obscures, de quelles contreparties inavouables, ces retraits ont-ils été obtenus par le RPR et l'UDF ? »*, demande le bureau exécutif à propos du retrait des candidats du Front national.

La *« collusion »*, les *« alliances de fait »* entre la droite et l'extrême droite, font, ajoute le PS, que *« un certain nombre de représentants du RPR et de l'UDF, s'ils étaient élus, seraient les otages du Front national. Et il pourrait en être de même pour les conseils généraux de certains départements »*. Le PS lance un appel aux *« démocrates »*, à *« tous ceux qui croient au rassemblement nécessaire des forces populaires (...), qui se reconnaissent dans les valeurs de la gauche »* à *« voter partout au second tour pour le candidat de la gauche le mieux placé »* afin de faire *« barrage à l'extrême droite et aux idées de l'extrême droite »*.

DROME : le vent du boulet pour les socialistes

Le coup de semonce est brutal. Certes, en 1982, la gauche avait reçu un premier avertissement en perdant trois cantons – *dont un à Romans, après la spectaculaire défaite du ministre Georges Fillioud,* – mais on ne s'attendait pas à voir les socialistes aussi sérieusement menacés après le premier tour des élections cantonales.

Il suffit *désormais* que la *droite* l'emporte dans cinq des treize cantons en ballottage pour que les données politiques *du département soient modifiées.*

Et même si la gauche parvenait *in extremis* à sauvegarder l'essentiel, il demeure que le problème de son essoufflement se trouverait posé avec acuité. Certains responsables de la droite modérée savent cependant que le fort vote urbain en faveur des candidats du Front national n'est pas sans ambiguïté. Dans la Drôme aussi, le sort des urnes est, objectivement, entre les mains des électeurs d'extrême droite du premier tour...

De notre correspondant régional

Valence. – M. Maurice Pic est un président *« tyrannique et autoritaire »*, un *« notable du style Troisième République »*. La charge de M. Jean Escoffier, maire de Nyons, candidat RPR bien placé pour le second tour, ne s'embarrasse pas de nuances. Selon lui, les socialistes n'ont pas pris la bonne mesure du changement de génération qui s'est opéré il y a deux ans au moment des municipales.

Résultat : ils n'ont pas *« vu venir le coup »*, ils ont laissé leur propre parti se *« scléroser »*, voire se diviser en sensibilités où les pesanteurs géographiques tiendraient plus de place que la solidarité politique. Il y aurait les supporters de M. Pic autour de Montélimar et dans le Sud, ceux de M. Rodolphe Pesce, député, maire de Valence, au centre, enfin les « romanais » – non concernés par le scrutin cantonal – à l'est.

Ajootons, toojoers seloe M. Escoffier, la permanence d'un effet désastreux de l'image négative du congrès PS de Valence, *« qui ne correspond pas à l'image que les socialistes locaux veulent donner d'eux »*. On aura ainsi fait le plein des arguments contre la tradition « rose » d'un département monocolore : trois députés PS, aucun sénateur modéré depuis... la Libération.

M. Maurice Pic, soixante-treize ans, laisse passer l'orage et reste très confiant : *« Dimanche prochain, nous gagnerons. »* Il reconnaît un *« tassement »* de l'électorat socialiste, mais pas plus. L'équilibre arithmétique gauche-droite est en effet presque parfait à 50-50, mais on était habitué à une dizaine de points d'écart. De plus, s'il est vrai que les pertes socialistes sont faibles – ainsi M. Pic n'a perdu que trois points au premier tour par rapport au « bon cru » 1979, – le recul du PCF est plus sensible, surtout en zone urbaine.

A propos des accusations d'« autoritarisme », M. Pic explique : *« Je pense être un président qui connaît ses dossiers et ses collègues. Je pense savoir écouter mes amis... et les autres. D'ailleurs, les conseillers d'opposition qui m'appellent chez eux – et ils m'appellent souvent – n'ont pas l'impression de faire venir un despote. »*

Bref, celui que ses adversaires appellent parfois « Napoléon » (question de taille sans doute) ne donne pas l'impression d'attendre un départ imminent pour un exil définitif. Si ses concurrents espèrent jouer sur les divisions internes du PS, M. Pic les décourage par avance : *« Des divisions par circonscription ? C'est puéril »*. Il concède évidemment que la Drôme, ce département *« tout en longueur »*, est traversée par la frontière nord-sud, celle qui fait chanter l'accent des Montiliens et rejette les Valentinois et les Romanais dans le « Nord ». Jusqu'à présent, les socialistes ont toujours réussi la synthèse de ces subtiles sensibilités.

Plus prosaïquement, M. Hervé Mariton (UDF-PR) qui espère « tomber » le maire, M. Rodolphe Pesce, dans le canton de Valence III, tient des comptes précis, outre les trois cantons du chef-lieu, il voit la droite gagner à Nyons et Montélimar I. Il reconnaît avoir été « déçu » par certains résultats ruraux et constate que la gauche a surtout échoué dans les villes, *« notamment à Valence »*. Il espère un report massif des suffrages de l'extrême droite. Mme Germaine Burgaz, responsable départemental du Front national, ne désespère pas de voir les candidats de l'opposition restant en lice signer et laisser publier par la presse une déclaration dans laquelle ils reconnaîtraient, comme à Belfort, que *« le Front national est une composante de l'opposition nationale »* et où ils se *« désolidarisent »* de l'attitude de leurs propres dirigeants. En cas de refus de signature, Mme Burgaz – qui a fait état d'une *« conversation téléphonique avec Jean-Marie Le Pen »* à propos de cet engagement léonin – avertit simplement : *« S'ils ne signent pas, ils n'auront pas nos voix »*. Mercredi soir, M. Mariton n'avait guère envie de signer...

CLAUDE RÉGENT.

PUY-DE-DOME : Le PC et le PS concluent des accords de désistement dans dix-huit cantons sur dix-neuf

Dans le Puy-de-Dôme, dans la nuit de mercredi à jeudi, de nouveaux accords de désistements entre communistes et socialistes ont été conclus ; la veille ils étaient acquis dans quatre des dix-neuf cantons en question. Jeudi matin ils étaient acquis dans dix-huit cantons. Seule « poche de résistance », le canton d'Issoire où se trouve le siège de l'entreprise Ducellier ; entreprise dans laquelle a été autorisé, par le ministre du travail, le licenciement de cinq délégués syndicaux CGT (*le Monde* du 14 mars).

Mercredi, un accord était intervenu au niveau régional, signé par les membres du conseil régional appartenant au PS et au PC – MM. Souchon, Pourchon, Chaubard (PS) et M. Lajoinie (PC), – pour qu'il y ait report des voix entre communistes et socialistes. Parallèlement, la fédération du Parti communiste du Puy-de-Dôme publiait un communiqué dans lequel elle regrettait l' « impossibilité » de conclure un accord avec le PS. Elle ajoutait, toutefois, qu'il ne saurait être question de *« favoriser un retour de la droite »* à l'assemblée départementale. La fédération du PC demandait donc que soient pris des contacts dans les cantons où un candidat de gauche se trouvait en ballottage. Dans la nuit, ces contacts permettaient d'arriver à la conclusion d'accords de désistement dans tous les cantons à l'exception de celui d'Issoire.

Pour tenter une dernière fois de régler ce problème, le président socialiste du *conseil général* du Puy-de-Dôme demandait une audience à M. Delebarre, ministre du travail. Le porte-parole du Parti communiste d'Issoire déclarait, pour sa part que, son parti restait *« disponible jusqu'au dernier moment pour négocier un accord qui prenne en compte les intérêts de la population »*.

Sans les voix des communistes, M. Lavedrine, conseiller général sortant, député, aurait les plus grandes difficultés à garder son siège face au RPR, M. Pascalon.

Pagaille

La politique, dans les moments d'intense activité, c'est une sorte de kaléidoscope. Agitez, une image se forme. Agitez encore, une autre s'impose. C'est ce à quoi la gauche et la droite s'emploient. Accrochés au même instrument, MM. Mitterrand, Fabius, Jospin, d'une part, Giscard d'Estaing, Chirac, Barre, d'autre part – et Le Pen – le secouent chacun pour son propre compte afin de détruire au plus vite ce que l'adversaire vient de réaliser à grand-peine. Car les batailles d'opinion se jouent le plus souvent en termes d'images.

La campagne des élections cantonales et le premier tour de scrutin en sont l'illustration, que le second tour devrait confirmer. Et, pour une fois, les socialistes ne s'en tirent pas si mal.

Ils reviennent de loin. La manipulation de l'image n'était pas, jusqu'à présent, leur point fort. Par maladresse et prétention – l'effet *« coupeurs de têtes »* du congrès de Valence à l'automne 1981, – par naïveté ou amateurisme dans le débat sur l'école, la loi sur la presse, l'affaire de la Nouvelle-Calédonie, ils ont manifesté leur faiblesse. M. Jacques Chirac, maître en la matière, les a pris de vitesse et leur a donné, chaque fois, la leçon : avec l'avantage d'un cynisme politique qui ne fait plus ni chaud ni froid.

Pour les élections cantonales et, au-delà, les législatives, les socialistes se sont réveillés pleins de bonnes intentions : on ne leur ferait plus le coup. Le petit déjeuner du mardi entre MM. Mitterrand, Fabius et Jospin, les réunions hebdomadaires à Matignon entre quelques ministres, le premier d'entre eux et un représentant du Parti socialiste, font leur effet. Les socialistes agissent de manière coordonnée, prennent l'initiative de lancer les débats, avant que l'opposition ne les place en situation défensive.

Ils l'ont fait, plusieurs semaines avant le premier tour, sur deux thèmes : le *« frémissement »* perçu par leurs élus, et confirmé par des sondages encourageants sur la popularité du président de la République et du chef du gouvernement ; la *« honte »* à laquelle s'expose la droite traditionnelle en *« s'alliant »* avec l'extrême droite. Et la bataille d'images s'est effectivement organisée autour des thèmes exploités par les socialistes.

Un résultat honorable

Pour quel résultat ? Certes, au soir du premier tour, l'idée – qui s'est révélée prématurée – que la droite classique avait obtenu la majorité en voix à elle seule s'est imposée. Mais les socialistes ont pu faire valoir un résultat honorable et incontestable : il se situe, malgré le mauvais état de l'opinion, à leur bon niveau des années de conquête, 25 % des suffrages.

Le *« frémissement »* n'a pas été cassé par une catastrophe cantonale. L'image s'imprime. La gauche est toujours en perdition, mais le parti socialiste n'est plus, *pour ce qui le concerne, à la dérive.*

Quant à l'extrême droite, le pouvoir est parvenu à accentuer les divisions dans l'opposition, le tout produisant, entre les deux tours, l'effet d'une certaine pagaille.

A peine M. Mitterrand avait-il confié, une dizaine de jours avant le premier tour, à quelques visiteurs, qu'il comptait tirer profit des élections cantonales pour démontrer que le scrutin majoritaire obligeait à des alliances honteuses à droite, que M. Chirac s'empressait d'affirmer qu'il n'y aurait ni accord national, ni accords locaux avec l'extrême droite.

M. Chirac s'était drapé dans sa vertu. M. Le Pen la lui a ôtée, en une volte-face spectaculaire, lorsqu'il a annoncé le retrait de tous ses candidats gênants pour l'opposition parlementaire. Dès lors, les socialistes reparlent de *« connivence »*, les *« accords secrets »* n'étant, répète inlassablement M. Jospin, que le prélude à ceux des élections législatives.

Coup double : M. Le Pen, qui a construit une partie de son succès sur le rejet des *« politicards »* et de la *« bande des quatre »*, plonge dans les pires travers de cette politique politicienne. Coup triple : voilà que la campagne lancée par le chef de l'Etat, relayée par M. Fabius et le PS, sur le rassemblement autour des valeurs républicaines – que faire d'autre quand les alliances anciennes ont sauté et que le pouvoir est minoritaire ? – trouve un terrain d'application concret.

Qu'en restera-t-il au lendemain du second tour ? L'argument de complicité droite-extrême droite servira longtemps, et l'opposition parlementaire aura bien du mal à en effacer l'image. Mais le *« frémissement »* risque d'en prendre un coup sévère. Comment résistera-t-il à l'effet produit par la perte éventuelle d'une dizaine de présidences de conseils généraux ?

La troisième carte, le troisième effet d'image, n'est pas encore totalement joué. Il s'agit de la politique économique et de la pénétration lente dans l'opinion de l'idée selon laquelle la gauche gère au moins aussi bien que la droite.

JEAN-YVES LHOMEAU.

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DU DEUXIÈME TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

M. GILBERT BONNEMAISON (PS) EN BALLOTTAGE DIFFICILE A ÉPINAY-SUR-SEINE

« Monsieur Prévention » face à la « démagogie irresponsable »

Comment obtenir 17,19 % des voix sans coller une seule affiche, distribuer un seul tract, apparaître même dans les rues ? Telle est l'énigme électorale qu'il faudra ajouter à la chronique de la chevauchée du Front national. Mme Michèle Montécot, l'une de ses candidates aux cantonales, a en effet réalisé ce score, le 10 mars, à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). *« On a juste lu les proclamations de foi, qui ne parlaient pas des problèmes locaux, d'une dame bon chic bon genre, qui n'habite même pas à Epinay, mais au Raincy ! »*, s'étonne le conseiller général sortant, M. Gilbert Bonnemaison, maire d'Epinay et député socialiste.

Nouveau symbole : c'est dans la ville du vice-président du Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD), du « Monsieur Sécurité » de la gauche, que, sans effort, l'extrême droite réussit à dépasser l'UDF de près de 7 points et à talonner – sans cependant atteindre les 10 % d'inscrits – de 69 voix le candidat RPR, M. Jean-Claude Copin. A qui la faute ?

Pour M. Bonnemaison, la cause est entendue : à la *« démagogie irresponsable »* de l'opposition qui a *« utilisé les thèmes de Le Pen ». « Ce faisant, on a sans doute réussi à me nuire, mais on a surtout convaincu bon nombre d'électeurs que, pour appliquer les thèses Lepénistes, mieux valait voter Le Pen. »* A Epinay, M. Bonnemaison n'a pas mis son drapeau dans sa poche : c'est au nom de son action nationale pour prouver que *« l'insécurité n'est pas fatale et peut être réduite par le travail intelligent du plus grand nombre »* qu'il a mené campagne. *« L'action d'Epinay » ? « Trente villes de Seine-Saint-Denis, trois cents villes de France s'en inspirent »*, proclament ses affiches. Et d'asséner des chiffres : à Epinay, les faits de délinquance ont baissé de 6 points de pourcentage entre 1983 et 1984 ; le nombre d'affaires élucidées a été multiplié par deux ; le nombre de personnes placées en garde à vue a cru de 80 %.

Ces statistiques ne convainquent pas son adversaire du second tour, M. Copin, un étudiant en sciences économiques de vingt-cinq ans. *« M. Bonnemaison proclame : – 6 % ! Mais les gens ne le ressentent pas vraiment, ils parlent toujours d'insécurité ; ce n'est pas avec les mesures Bonnemaison qu'ils se sentent mieux ! »* Quant au résultat du Front national, ce ne serait qu'un *« vote de rejet »* et l'opposition, assure-t-il, n'y aurait pas de responsabilité : *« Je sais où il veut m'emmener, Bonnemaison : le soir du premier tour, à l'entendre, on était à Vichy, carrément ! »*

Pas de responsabilité ? A lire la propagande électorale du premier tour, on peut tout de même s'interroger. *« Le pouvoir n'ose pas dire qu'il existe bel et bien un « seuil de tolérance », que le statut coranique est totalement incompatible avec notre droit civil, que la montée de l'insécurité est liée aux trop fortes concentrations de population étrangère. »* C'est ce qu'on peut lire, sous le parrainage de M. Jacques Toubon, dans la brochure électorale du RPR en Seine-Saint-Denis, qui ajoute : *« L'insécurité submerge le pays, la police est démobilisée, la justice n'a plus les moyens d'être efficace. »*

Le second tour s'annonce serré. Comme ailleurs, l'incertitude est affaire de reports. M. Bonnemaison vit le sort de nombre d'élus socialistes : *« En 1979, j'avais fait 41 % au premier tour, aujourd'hui 37,5 % ; donc je me maintiens. Mais, en 1979, le PC faisait 29 %, aujourd'hui il en fait 11 %. C'est tout le problème. »* En tout cas *« Monsieur Prévention »* n'hésite pas à faire de cette élection un test national : s'il n'était pas réélu, ce serait *« un désaveu de toutes les bonnes volontés, de droite ou de gauche qui ont soutenu la démarche du CNPD, un handicap certain pour une des rares actions qui font l'objet d'une approbation générale dans notre pays »*.

EDWY PLENEL.

● *Le RECOURS soutient trois candidats du PS.* – Le porte-parole du RECOURS, M. Jacques Roseau, le mercredi 13 mars à Montpellier, a recommandé au vote des rapatriés les candidatures : dans l'Aude, de M. Raymond Courrière (PS), secrétaire d'Etat chargé des rapatriés ; dans l'Hérault, de M. Claude Barral (PS), chargé de mission au ministère des affaires sociales et au secrétariat d'Etat aux rapatriés, et de M. André Vézinhet (PS).

Propos et débats

M. Chirac : la triche

A Sarcelles (Val-d'Oise), M. Chirac, accompagné de M. Méhaignerie, président du CDS, a déclaré : « Le seul frémissement perçu dimanche dernier est celui du succès exemplaire de l'opposition. Les 50 % de voix obtenues dimanche nous ont donné le mandat d'assurer le redressement de la France, et nous dénions le droit à M. Mitterrand de faire une réforme du mode de scrutin qui toucherait à l'esprit de nos institutions. L'hypocrisie des gens qui nous gouvernent est pyramidale. La triche, c'est le seul exercice dans lequel ils sont experts. »

Mme Veil : plus tôt

Mme Simone Veil, membre du bureau politique de l'UDF, estime qu'il vaut mieux « perdre éventuellement certains cantons » *et* « assurer un placement pour l'avenir ». *Dans l'hebdomadaire* l'Evénement du jeudi, *elle affirme que,* « si l'opposition s'était manifestée plus tôt et aussi fermement qu'elle l'a fait ces derniers jours, le parti de M. Le Pen n'aurait sans doute pas connu un tel développement ».

M. Léotard (PR) : écouter

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain et député du Var, nous a déclaré, mercredi soir 13 mars, qu'il ne voulait pas « juger » *l'attitude de M. Jean-Claude Gaudin à Marseille, qui a à* « faire face à une situation qui n'est pas simple ». *M. Léotard pense que l'opposition doit* « écouter avec attention ce qu'ont voulu dire les électeurs de M. Le Pen, *qui, selon lui, expriment souvent une* « déception vis-à-vis de l'opposition ». *Elle doit aussi* « proposer », *précise-t-il, c'est-à-dire, comme le souhaita M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR,* « accélérer le mécanisme de rédaction d'un document de base sur les objectifs communs de gouvernement » *qui* « lierait » *l'UDF et le RPR.*

M. Philippe Malaud (CNIP) : les Tartuffe

M. Philippe Malaud, président du CNIP, estime que l'attitude de M. Gaudin est seule conforme à « l'impératif national de battre la gauche », *ajoutant :* « Les Tartuffe qui jouent les belles âmes se laissent en fait entraîner sur le terrain choisi par les socialistes et se laissent complexer par leur intox. »

M. Masson (RPR) : scandaleux

M. Jean-Louis Masson, député RPR de Moselle, écrit dans un communiqué : « Si le Front national a confirmé aux élections cantonales sa percée des « européennes », c'est qu'il répond sur bien des points aux aspirations des Français, notamment en matière d'immigration et de sécurité. A l'avenir, le Front national sera nécessaire au RPR et à l'UDF pour battre les socialo-communistes. J'estime donc qu'il est scandaleux de laisser élire un communiste en refusant de se retirer devant un candidat du Front national arrivé en tête au premier tour. »

M. Colonna (PS) : l'UDF

M. Jean-Hugues Colonna, député socialiste des Alpes-Maritimes (3e circ.), annonce, dans une interview à Libération *du 14 mars, que, dimanche prochain, dans le canton d'Antibes-Centre, où il est électeur, il* « déposera un bulletin pour l'UDF Bunoz, afin de faire barrage au candidat de l'extrême droite. En mon âme et conscience ». *Il révèle que le bureau fédéral du PS des Alpes-Maritimes a adopté, par 10 voix contre 2, une déclaration* « appelant à faire barrage au Front national. Dans le cas où le candidat de droite serait un véritable démocrate, mes camarades devraient appeler à voter pour lui contre le candidat d'extrême droite. (...) C'est une sorte de front électoral anti-extrême droite qui est en train de se constituer. »

● *Yves Montand favorable à la cohabitation.* – Dans une interview publiée par *Paris-Match* du jeudi 14 mars, le chanteur Yves Montand se lance à nouveau dans le commentaire politique. Il estime qu'après les élections législatives de 1986 *« la solution idéale »* serait que M. Mitterrand *« reste président de la République et que les hommes de l'opposition prennent l'économie en main »* : ainsi, pour M. Montand, M. Mitterrand, *« l'un des seuls chefs d'Etat »* européens à *« savoir dire non aux Soviétiques »*, ne s'occuperait que de politique étrangère.

Le gouvernement prépare une nouvelle réforme du Conseil d'Etat

Le projet en cours d'étude au niveau gouvernemental, qui pourrait être présenté au Parlement lors de la prochaine session, tend à trouver un moyen d'accélérer les jugements du Conseil d'Etat. La Haute Juridiction, dans ses missions contentieuses, est, en effet, engorgée. Quelque dix-sept mille recours sont en instance et les délais, avant que les arrêts ne soient rendus, excèdent fréquemment deux ou trois ans. C'est déjà à ce souci que répondait le projet élaboré en 1981 pour créer une nouvelle catégorie de membres du Conseil d'Etat, les « référendaires ». Toutefois, ce texte dû à l'initiative de M. Badinter, garde des sceaux, avait été retiré, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale estimant notamment que l'indépendance de ces nouveaux « juges » n'était pas suffisamment garantie.

Le projet actuellement étudié par le gouvernement crée, au sein de la section du contentieux, trois « chambres adjointes » spécialisées, l'une pour les recours en matière fiscale, l'autre pour ceux concernant la fonction publique et la dernière pour les marchés et les dommages de travaux publics.

Le président de la section du contentieux déciderait lui-même si une affaire doit être, en raison de sa simplicité, soumise à une « chambre adjointe » ou au contraire être traitée par la section du contentieux à cause de l'importance juridique du problème qu'elle soulève.

Ceux qui contestent le bien-fondé de cette réforme estiment qu'il y a là un risque de contradiction de jurisprudence et surtout de discrimination entre les requérants. Une autre critique, émise notamment par les membres des tribunaux administratifs, porte sur la composition de ces « chambres adjointes » nouvelles. Celles-ci devraient comprendre des membres du Conseil d'Etat – choisis notamment parmi les fonctionnaires qui effectuent leur « mobilité » à l'assemblée du Palais Royal, – des conseillers des tribunaux administratifs et enfin et surtout des fonctionnaires de catégorie A et des magistrats de l'ordre judiciaire.

Ces deux dernières catégories, recrutées après simple audition par une commission spéciale et non par concours, seront intégrées dans le *corps* des tribunaux administratifs à un grade élevé et aussitôt affectées au Conseil d'Etat. Ce système n'apporte donc aucun soulagement à la tâche des tribunaux administratifs, devant lesquels plus de soixante-quinze mille affaires sont en instance, puisqu'ils ne recevront directement aucun renfort en personnel. Le nombre des nouveaux membres des chambres adjointes de la section du contentieux du Conseil d'Etat pourraient s'élever à une trentaine.

D'autres conceptions existent cependant pour rendre la justice administrative plus rapide, donc plus efficace, tout en lui conservant son indépendance. Il y a notamment celle qui consisterait à accroître le nombre des postes d'auditeurs au Conseil d'Etat offerts à la sortie de l'Ecole nationale d'administration et qui est depuis toujours au maximum de six par an. Une telle éventualité se heurte cependant à un réflexe quelque peu malthusien de la part des membres du Conseil d'Etat, qu'ils siègent effectivement à l'assemblée du Palais Royal, qu'ils soient détachés dans les cabinets ministériels ou qu'ils exercent des fonctions gouvernementales.

L'augmentation des effectifs enlèverait à ce corps sa réputation de « grand » à laquelle tiennent tant ses membres et qu'ils partagent seulement, mais jalousement, dans l'administration française, avec l'inspection des finances et la Cour des comptes. Ce qualificatif, pensent-ils, ne conserve tout son prestige que si seule une élite restreinte peut s'y référer.

L'élitisme se retrouve au sein même du Conseil d'Etat où, au dire de certains, les sections administratives chargées de donner leur avis sur les projets du gouvernement, de jouer le rôle de conseiller du pouvoir, de conseil de l'Etat, sont plus prestigieuses que celles qui doivent trancher au contentieux de querelles de clocher soulevées par des procéduriers justiciables, qui contestent l'infaillibilité de l'administration.

ANDRÉ PASSERON.

société



Les internes des hôpitaux parisiens en grève

Les internes des hôpitaux parisiens ont commencé, ce jeudi 14 mars, une *« grève des soins, des gardes et des urgences »*. Ce mouvement de protestation et d'*« avertissement »* sera suivi dès le 20 mars – si aucune négociation n'aboutit d'ici là – d'une grève nationale des internes de CHU. Un mouvement qui – on l'a vu en 1983 – perturbe gravement le fonctionnement de l'ensemble des hôpitaux publics.

Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a clairement annoncé sa volonté de négocier (*le Monde* du 14 mars). Le gouvernement a d'ores et déjà répondu favorablement à la première des deux revendications formulées par les internes, le maintien jusqu'en 1991 des taux d'accès aux postes de chef de clinique (1). En revanche les négociations butent sur les revendications salariales.

Une réunion pourrait avoir lieu le 15 mars entre les internes et un représentant de Mme Dufoix.

Les embarras de la voie royale

Avec la colère des internes de CHU, c'est une nouvelle fois toute la machinerie hospitalière qui dans quelques jours va progressivement se gripper. Accès de mécontentement catégoriel ? Nouveau coup de sang juvénile sans véritable fondement ? *On* aurait tort de ne voir dans l'agitation qui depuis quelques années parcourt la communauté médicale hospitalière française une simple résistance corporatiste, une volonté – bornée – de conserver quoi qu'il en coûte des privilèges acquis par la génération précédente. Cette génération des patrons et des mandarins qui a su à merveille se constituer en caste dorée capable de jouer sur tous les registres du public et du privé à une époque où aucune tornade ne se levait à l'horizon du savoir médical et de l'économie nationale.

Gauche ou pas, les temps devaient changer. *Ils* changent. Et si rien ne s'est encore abattu sur l'institution hospitalière, le ciel est bel et bien bouché. D'abord par les mesures – parfois drastiques – que ne craint pas de prendre le gouvernement depuis deux ans pour freiner l'évolution des dépenses de santé. Ensuite par le train de réformes qui devraient en quelques années remodeler la communauté médicale hospitalière, plus attachée que d'autres aux traditions. Que sera le nouveau visage ? Il est trop tôt pour le dire. Le corps médical en revanche s'inquiète et rien n'est fait pour calmer la légitime angoisse des plus jeunes de ses membres. Car aujourd'hui comme en 1983, ce sont les internes des hôpitaux universitaires qui s'alarment et s'indignent.

L'élite pénalisée

Ce sont les modalités de la réforme des études médicales qui sont ici en cause. Mise en œuvre avant 1981 sur un fond de démographie médicale galopante, gelée ensuite puis remise en chantier en 1983, cette réforme prévoyait, entre autres, une adaptation du système de formation aux normes européennes et une amélioration notable de l'enseignement des futurs médecins généralistes. Deux objectifs qu'aucun gouvernement ne pouvait raisonnablement ignorer. D'une part parce que le système précédent avait laissé se développer une série de voies parallèles d'accès à l'exercice des spécialités médicales. D'autre part, les généralistes devaient souvent attendre la fin de leurs études pour commencer à découvrir les réalités de leur pratique, ignorée avec superbe par la Faculté. La réforme de 1983 proposait donc, entre autres mesures, l'allongement d'un an de la durée des études des futurs généralistes, l'octroi du titre d'interne à l'ensemble des étudiants du troisième cycle en même temps qu'une rémunération équivalente (4 900 francs nets mensuels au départ).

Il y avait là matière évidente à contestation. Car si le titre change, les fonctions ne varient guère. L'accès à l'exercice d'une spécialité comme la titularisation dans des fonctions hospitalières demeurant soumis à la réussite à un concours. En d'autres termes, les « internes de spécialité » succédaient aux « internes de CHU », et la « voie royale » de l'internat – celle qui conduisait, *via* le clinicat, au professorat – demeurait. En théorie du moins, car ceux qui s'y préparaient craignaient fort qu'elle ne soit plus qu'une impasse. Des sables mouvants dans lesquels l'élite d'une génération médical, serait prise au piège, tandis qu'un génie malfaisant parviendrait à *« casser la médecine hospitalière française »*.

L'internat pour tous s'accompagne, en effet, d'une égalisation des niveaux de salaires qui pénalise nettement – de près de 40 % – les internes de spécialité par rapport à leurs aînés internes de CHU.

« Pourquoi, interrogent aujourd'hui les internes de spécialité, *payer de la même manière des compétences, des charges de travail et des responsabilités différentes ? Nous ne pouvons accepter un salaire inférieur à celui d'une aide-soignante débutante. Nous ne pouvons imaginer, après les récents discours de MM. Fabius et Chevènement, qu'on n'accorde pas un bonus à ceux qui, volontairement, vont passer un concours difficile et sélectif à la fin de leurs études et qui de vingt-cinq à trente ans acceptent de travailler soixante à soixante-dix heures par semaine à l'hôpital. »* Il n'y a là, de toute évidence que l'expression la plus visible d'un malaise latent, d'une inquiétude née de la disparition des références traditionnelles à l'exercice médical hospitalier.

Conscience syndicale

Il y a peu encore, acceptées voire souhaitées, les lourdes contraintes professionnelles liées aux fonctions d'interne sont aujourd'hui de plus en plus vécues comme une charge méritant salaire. Un rapport différent à l'institution hospitalière qui n'offre plus – du moins le croit-on – les mêmes perspectives professionnelles qu'avant. Un malaise amplifié du fait que l'exercice libéral de la médecine ne procurera plus à l'avenir les mêmes revenus – souvent fort élevés – qu'autrefois. *Avant*, explique un interne de Paris, *la chirurgie était la discipline la plus recherchée, la plus noble. Aujourd'hui, elle est de moins en moins demandée. Au hit-parade on trouve la dermatologie et l'ophtalmologie, deux spécialités qui procurent les meilleurs revenus en exercice libéral. »*

Le gouvernement acceptera-t-il d'aligner le salaire des futurs internes de spécialité sur ceux des promotions précédentes, une mesure dont le coût en année pleine a été estimé à 150 millions de francs ? La réponse est incertaine car la clé de coûte de la réforme actuellement mise en place tient précisément aux traitements égalitaires des différentes catégories de médecins en formation. *« Pas question de donner 150 millions de francs*, confie-t-on au cabinet de Mme Georgina Dufoix. *Il y a d'autres priorités, d'autres choix à faire »*, explique-t-on en reconnaissant toutefois *« que la réussite à un concours, de même que la charge de travail des internes, mériteraient un traitement particulier »*.

La marge de manœuvre du gouvernement est étroite : répondre à la demande des internes de spécialité entraînerait de nouvelles revendications chez les autres internes qui jugent, eux aussi, mériter un salaire plus élevé et qui supporteraient mal ce qu'ils prendraient pour une mesure discriminatoire vis-à-vis de la médecine générale.

Comme en 1983, faute d'avoir su faire à temps les choix qui s'imposaient (le dossier des internes traîne depuis de longs mois entre le secrétariat d'Etat à la santé et le ministère de l'éducation nationale), le gouvernement de M. Fabius risque d'être – comme celui de M. Mauroy en 1983 – confronté à un mouvement revendicatif face auquel il devra concéder plus qu'il n'avait prévu et souhaité. Une action d'autant mieux structurée que les internes et les étudiants en médecine font preuve, dans ce conflit avec le gouvernement, d'une conscience syndicale et politique que n'avaient pas leurs aînés.

JEAN-YVES NAU.

(1) Le coefficient retenu par les internes eux-mêmes est de 0,92, ce qui signifie que sur 100 internes de spécialité, 92 pourront accéder à des postes de chef de clinique.

● *Une réaction du conseil de l'ordre.* – Dans un communiqué publié mercredi 13 mars, le conseil national de l'ordre des médecins indique qu'il *« ne méconnait pas les motifs sérieux qui amènent les internes des hôpitaux à protester contre les conditions qui leur seraient imposées par les textes prévus »*. Le conseil de l'ordre *« rappelle néanmoins au corps médical hospitalier qu'en toutes circonstances, les urgences doivent être assurées ainsi que la continuité des soins pour les malades en traitement »*.

● Magasine-Hebdo *et* le Quotidien de Paris *condamnés pour diffamation envers Cardio-France.* – Pour avoir publié au mois de novembre dernier deux articles mettant en cause la société Cardio-France, qui fabrique des stimulateurs cardiaques, *Magazine-Hebdo* et *le Quotidien de Paris* ont été condamnés, mercredi 13 mars, à 30 000 francs de dommages-intérêts pour diffamation envers M. Buffet, PDG de Cardio-France, et à 75 000 francs pour diffamation envers Cardio-France. D'autre part, dans la même affaire, mais au sujet d'une conférence de presse qui a eu lieu le 19 novembre, la première chambre civile du tribunal de Paris a condamné le docteur Jacques Mugica à 30 000 francs de dommages-intérêts pour diffamation envers Cardio-France.

Les mousquetaires « antiterrorisme » du président

III. – *Un conseil de sécurité à l'américaine*

par ARAMIS

Dans deux articles précédents (*le Monde* des 13 et 14 mars) sous le pseudonyme du mousquetaire Aramis, un membre de l'équipe chargée, à l'Élysée, de la lutte antiterroriste a expliqué le sens de son travail, et il a tenté de rejeter les accusations dont sa cellule a été l'objet après plusieurs affaires – les Irlandais de Vincennes, la Corse ou Action directe – mal élucidées.

Le cellule élyséenne de lutte antiterroriste a permis de renseigner au mieux l'exécutif sur le fonctionnement de ses services. Il convient, ici, de prendre en compte ce que personne n'ignore, à savoir la guerre franco-française entre services.

Une grande partie de l'énergie d'hommes compétents se dépense à alimenter cette guerre fondamentalement perverse, car elle conduit à des réflexes d'autodéfense stupides. Dans un nouvel état d'esprit de collaboration, des services ont dû communiquer au service compétent des renseignements importants qu'ils détenaient mais qu'ils ne pouvaient pas exploiter. Or on constate que, dans la plupart des cas, le service destinataire se mobilise, non pas pour exploiter le renseignement, mais, avant tout, pour savoir comment ce renseignement ne lui était pas parvenu. Ceci, en général, va jusqu'à des sanctions des hommes impliqués et referme un peu plus le service sur lui-même. Le danger existe que les services présentent un événement sous un éclairage différent de celui de l'intérêt public. De même, l'information vers l'exécutif peut être biaisée.

Il appartient à un organisme neutre de corriger ces effets et d'apprendre aux services à coopérer pour renseigner le pouvoir au nom de l'intérêt supérieur.

La tenue de César

Les exemples sont nombreux de *parfaite réussite* en la matière. On peut citer l'attentat d'Orly de juin 1983. Cet attentat avait été précédé d'un meurtre en Belgique et d'une tentative en Angleterre. Ces deux événements avaient été annoncés pratiquement en direct, à M. Prouteau, par les pays concernés. Après une rapide analyse, il était clair que la France avait à redouter une action complémentaire de celle de l'ASALA en Belgique et en Suisse. Le cabinet de M. Franceschi fut averti, avec en corollaire la demande de mise en place d'un dispositif de surveillance de toutes les cibles possibles. On sait aujourd'hui que cette prévention a été déjouée, mais la sonnette internationale avait fonctionné, qui, plus tard, appelera des succès plus importants qu'il n'est pas possible d'évoquer.

Cela fait trois ans, à l'Elysée, que chacun s'est habitué à cette équipe, le plus gros cabinet du « château ». Cela fait trois ans que la mission de cette équipe reste la lutte antiterroriste, la sécurité de l'Etat et celle du président.

Simplement, aujourd'hui, la structure de cette cellule a évolué. Il y a eu d'abord les problèmes du capitaine Barril, bien que ce dernier n'ait pas été intégré à l'équipe élyséenne. Sa collaboration avait été sollicitée au même titre que celle du commissaire divisionnaire Charles Pellegrini, affecté à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

La tenue de César doit être irréprochable. Cette situation n'était pas saine. Paul Barril était mêlé à une affaire qu'un service de l'Etat avait volontairement dramatisée. Il était alors impossible d'engager polémiques et procédures, au risque d'embarrasser le pouvoir pour défendre sa cause. L'intéressé lui-même, comme les membres de la cellule, n'ignorait pas que l'exil ingrat et silencieux est l'issue possible de ce type de mission. Privé provisoirement de ses responsabilités, Paul Barril prit les devants, demanda sa mise en disponibilité de la gendarmerie et entreprit de se refaire dans le civil. Ce départ entraînait, dans la foulée, celui de Charles Pellegrini et de son équipe, car tout donnait alors à penser que celui-ci était désigné comme étant le prochain objectif.

La disparition de la partie active de l'équipe fut interprétée comme la fin de la mission Prouteau. L'expérience, la foi en la mission et le pouvoir aidèrent chaque membre de la cellule à se redéfinir. M. Prouteau réorientait alors toute l'action du groupe sur l'analyse du terrorisme en vue d'être une aide à l'action des services traditionnels.

Cela permit, notamment, de s'attaquer à un vieux problème technique, que l'on avait beaucoup évoqué en 1982, à savoir la saisie, le stockage et l'exploitation de l'information en matière de terrorisme. Les études passent par l'informatique et ont abouti à la mise en place d'une petite informatique à l'échelle d'une l'équipe de quinze à vingt personnes, avec accès à des concentrations d'informations à des niveaux très supérieurs. Un système fonctionne en expérimentation, qui permet de traiter concomitamment information et analyse. On peut dire que cette expérience est unique, différente de celle des Allemands.

Dans le même temps, il convenait de consolider un certain nombre de points d'appui pour alimenter les circuits d'information en amont, les circuits d'aide en aval de la lutte antiterroriste. Une très large collaboration fut entreprise au niveau des principaux responsables de l'Etat, de façon à couvrir des aspects très particuliers de l'analyse, comme celui de la politique et de la justice. Et puis, la coopération internationale fut plus que jamais renforcée. C'est ainsi qu'il existe un véritable réseau entre plusieurs pays européens, quelques Etats du Proche-Orient et la France.

Le meurtre de René Audran

Jour et nuit, une information peut circuler entre tous ces points. Mais que l'on ne s'y trompe pas ! On y échange exceptionnellement des informations techniques et des détails d'enquête. Et lorsque ces derniers sont évoqués, c'est pour être retransmis aux services compétents, qui bénéficient ainsi d'une transmission plus rapide. Ces réseaux ont été mis en place pour habituer les responsables à travailler ensemble, en phase, à créer des liens et, surtout, pour échanger l'information ou la réflexion sur le problème global du terrorisme.

Grâce à ce vaste chantier de réflexion active, M. Prouteau a pu annoncer, en juin 1984, la constitution effective du « Front européen du terrorisme anti-Europe de l'Ouest ». *En janvier 1985, il* annonçait un Front encore plus large, avec l'adhésion au Front européen des mouvements extrémistes du Proche-Orient. Au niveau de l'analyse politique et stratégique, il n'était pas évident de pouvoir ainsi démontrer et annoncer le lien idéologique et fondamental entre l'assassinat, à Paris, de l'ingénieur général de l'armement René Audran et celui du commandant Paul Rhodes, « casque blanc » français à Beyrouth.

Quid de l'avenir de M. Prouteau ? *Quid* de l'avenir de sa mission ? Depuis quelque temps, il a été signifié à M. Prouteau qu'un aussi long parcours pourrait être mal interprété en cas de changement politique. Il y a des personnes en embuscade, qui aimeraient le voir se rebiffer et quitter le navire avec perte et fracas. Il ne faut pas attendre de lui une telle attitude. En revanche, il comprendrait parfaitement, en cas de changement de majorité, de retourner « aux champs ».

Ce pourquoi il œuvre aujourd'hui, c'est le *maintien, sous une forme ou* sous une autre, des deux outils qu'il a créés et dont il pense qu'ils sont indispensables, là où ils sont : le groupe de sécurité de la présidence de la République, un modèle international en matière de protection d'un chef de l'Etat, et l'équipe de coordination de la lutte antiterroriste.

Cabinet non politique

Il est nécessaire, après trois années d'expérience, de conclure à l'aspect totalement positif de la présence d'un cabinet nonpolitique auprès du président de la République. Aux Etats-Unis, ce cabinet existe : il s'agit du National Security Council (NSC). Il serait bon d'institutionnaliser ce cabinet en France. Auraient accès à ce cabinet une dizaine de fonctionnaires, professionnellement au sommet de leurs spécialités, issus de toutes les administrations parties prenantes de la sécurité et qui prendraient alors rang de conseillers. Ce conseil serait présidé par un homme du président, comme aux Etats-Unis où le NSC est présidé par le vice-président.

Ce conseil aurait un rôle de « filtre » des informations sur le terrorisme, d'analyse et de stimulateur des rouages techniques de la lutte antiterroriste.

En permettant de promouvoir des fonctionnaires talentueux indépendamment de la divine et stérile échelle hiérarchique, ce conseil constituerait un véritable vivier de capacités, dans lequel le gouvernement puiserait en cas de situations exceptionnelles. On pourrait, par exemple, imaginer que soit détaché auprès de M. Edgard Pisani, en Nouvelle-Calédonie, un conseiller à titre d'adjoint opérationnel.

Ce conseil pourrait disposer d'une équipe « action », composée de policiers et de gendarmes, hommes de terrain, choisis pour leur compétence. Au nombre d'une trentaine, ils seraient alors détachés auprès du premier ministre et recevraient un pouvoir d'enquête et de poursuite de l'investigation sur l'ensemble du territoire. Tout ceci ne serait mis en place qu'avec des mesures d'ordre judiciaire, lesquelles, sans reconstituer la Cour de sûreté de l'État, définiraient le rôle du juge d'instruction en matière de terrorisme et modifieraient le code dans le sens d'une meilleure définition du terrorisme.

FIN

L'AMÉNAGEMENT DU GRAND LOUVRE

La Ville de Paris pose ses conditions

Le projet du Grand Louvre et de la pyramide qui devrait en marquer l'entrée souterraine font l'objet d'une nouvelle offensive combinée. Dans un article, publié jeudi 14 mars par le quotidien *le Figaro*, Mme Françoise de Panafieu, adjoint au maire de Paris chargé de la culture, paraît prendre ses distances par rapport à un dossier qui jusqu'à présent avait reçu l'accord de principe de M. Jacques Chirac.

Mme de Panafieu pose deux questions et deux conditions. *« Combien coûtera en investissement et en fonctionnement le Grand Louvre ? Sur les deux milliards que le gouvernement entend dépenser, quelle est la part réservée au musée lui-même ? »*

Le 7 février dernier, M. Jacques Chirac avait reçu à l'Hôtel de Ville M. Emile Biasini, directeur de l'établissement public du Grand Louvre et l'architecte M.I.M. Pei, en présence de Mme de Panafieu. Tous s'étaient mis d'accord sur une simulation de la pyramide par un jeu de câbles. Mais l'adjoint chargé de la culture dit maintenant : *« Si des doutes subsistent, il serait souhaitable alors d'avoir recours à une vraie maquette. »* Cela reviendrait en fait à construire la pyramide elle-même quitte à la démonter si elle ne plaisait pas.

Autre condition : *« Il ne serait pas admissible de commencer les travaux avant que le financement du parc de stationnement ne soit établi et acquis. »* Enfin Mme de Panafieu ajoute que, même si ces questions recevaient réponse et, ces conditions étaient remplies, il resterait une inquiétude. Celle de constater qu'on commence le réaménagement du Louvre par le souterrain et la pyramide, et non par l'intérieur du musée lui-même.

Telle est la position de M. Michel Guy, ancien ministre de la culture, qui la veille donnait une conférence de presse à Paris. Mais M. Michel Guy, qui a fondé une « association pour le renouveau du Louvre », tire argument de cette *« inversion des travaux »* pour s'opposer à la totalité du projet actuel du Grand Louvre. Il assure que son association a reçu des milliers d'adhésions et que la pression de l'opinion finira par faire reconsidérer l'ensemble du dossier.

Jumelles de simulation

Interrogé jeudi matin 14 mars, M. Emile Biasini considère l'article de Mme de Panafieu comme un « résumé » des positions de la Ville de Paris. *« Le projet et les maquettes ont été présentés à M. Chirac à deux reprises,* précise le président de l'établissement public. *Il s'est déclaré d'accord sur le principe de cet aménagement. La dernière fois, le 7 février, nous avons retenu l'idée d'une simulation du volume de la pyramide sur place. Des câbles seront tendus dans la cour Napoléon avant la fin du mois d'avril. »*

Prochainement, une terrasse sera installée au-dessus des palissades pour toute la durée du chantier. *« Un procédé optique permettra avec des jumelles binoculaires de « voir » la silhouette de la pyramide dans son site, en permanence. »* M. Biasini n'envisage pas, en revanche, une *maquette* plus élaborée.

Concernant le coût des travaux, M. Biasini confirme l'enveloppe de deux milliards de francs d'investissements correspondant à l'aménagement de la cour Carrée et de la crypte archéologique, la création de l'espace d'accueil dans la cour Napoléon et la transformation en musée du rez-de-chaussée et du sous-sol de l'actuel ministère des finances. Aucune réponse n'est apportée pour l'instant à la question du coût des transformations futures du musée, qui se dérouleront sur une dizaine d'années, à partir de 1988 seulement.

Quant au coût de fonctionnement du musée rénové, il est actuellement à l'étude. *« C'est un musée qui marche mal et dont il est déjà très difficile d'évaluer le coût de fonctionnement réel. Nous voulons faire en sorte qu'il marche mieux et nous étudions aussi quelle structure administrative conviendrait. »*

De son côté, M. Pierre-Yves Ligen, gérant de la Société d'étude pour l'environnement du Grand Louvre – qui associe l'établissement public et la Ville de Paris, – assure que le calendrier du parc de stationnement sera tenu. Une première esquisse de ce projet souterrain a été établie fin février, quatre bureaux d'études donneront leur devis à la mi-mai et la décision sera prise à la fin du mois de juin prochain. M. Ligen pense qu'il trouvera suffisamment de financements privés pour économiser cet investissement à l'Etat et à la Ville.

SCIENCES

Avec une nouvelle fusée

LE JAPON VEUT ACCENTUER SON INDÉPENDANCE SPATIALE

Poursuivant son effort pour devenir d'ici à la fin du siècle une puissance spatiale à part entière, le Japon vient de décider d'inscrire à son budget l'étude d'une nouvelle fusée portant le nom de H-II. Ce lanceur, d'un diamètre de 4 mètres environ et d'une hauteur de 46 mètres, devrait, en 1992, être capable de mettre en orbite géostationnaire un satellite d'environ 2 tonnes, soit à peu de chose près ce que la première version de la fusée européenne Ariane était capable d'accomplir.

Malgré des performances relativement modestes, le lanceur bi-étage H-II témoigne de la volonté des Japonais de se libérer petit à petit de l'aide américaine, dont les matériels entrent parfois pour plus de 70 % dans la réalisation de certains équipements spatiaux. C'est ainsi que l'agence japonaise pour le développement spatial (NASDA) étudie actuellement un lanceur à trois étages, le H-1, à 80 % de construction locale, permettant la mise en orbite géostationnaire de satellites de 550 kilogrammes. Le premier vol d'essai de cet engin devrait avoir lieu en 1987.

Le H-II s'inscrit dans une logique d'accession à une indépendance totale en matière de fusées et de satellites et dont témoigne la mise en chantier de moteurs à propulsion cryogénique, brûlant de l'oxygène et de l'hydrogène liquides. A quand les premières propositions japonaises de services de lancement pour des satellites étrangers ?

SOCIÉTÉ

LE PROCÈS DES FRÈRES WILLOT

« Dior, c'est de l'or ! »

Fini de rire. Le président Pierre Culié a sorti, mereredi 13 mars, le carton jaune à son audience qui prenait un tour un peu trop fou-fou. Il e prié M. Jean-Pierre Willnt de ne plus *« crier si fort »* et la salle *« de se calmer »*, l'un n'allant évidemment pas sans l'autre. Jean-Pierre a entendu l'avertissement mais, du coup, il ne pouvait plus être tout à fait lui-même. Contraint de baisser *pavillon*, c'est avec moins de naturel qu'il lui fallut fournir ses explications sur les derniers abus de biens sociaux reprochés, en l'occurrence ceux dnnt auraient été vietimes La Belle Jardinière et la Société Christian Dior.

Société anonyme, La Belle Jardi*nière, dont la mejorité du capital* était détenue à l'époque Willot par Le Bon Marché (60 %) et Boussac-Saint Frères (9 %), disposait elle-même de 18 % dans Agache-Willot, de 16 % dans BSF et de 4,5 % dans Conforama. La questinn est de savoir ce que devint le produit de la *cession* de *ses immeubles vendus le* 4 mai 1981 pour une somme de 74 500 000 francs. Ni cette vente ni le prix qui en fnt fixé ne sont critiqués. Ce qui l'est, en revanche, c'est le manière doot cet argent se retrouva, encore une fnis, très rapidement dans les caisses de Agache-Willot et de Boussae Saint Frères. Sur ce chapitre, M. Jean-Pierre Willot, qni était alors président du conseil d'administratinn de La Belle Jardinière, répond comme toujours : *« Un groupe est un grnupe. »* La Belle Jardinière, eetinnnaire d'Agache-Willot, n'était-elle pas en droit d'evancer de l'argent à une société qu'elle pouvait considérer comme une filiale ? Et il reprend, une fois de plus, son argument et son thème majeur : toute cette histoire a démarré avec la dénonciation au parquet d'une opération dont les commissaires aux comptes se sont inquiétés seulement eprès le dépôt de bilan de BSF, un dépôt de bilan qui fut une *« belle connerie »* car aussi bien BSF qu'Agache-Willot, malgré une gène de trésorerie, se trouvaient l'une et l'autre dans une excellente situation.

Surcharge locative

« Connerie » nu non, La Belle Jardinière devenait eréancière d'Agache-Willot, une créance qu'il a bien fallo provisionoer, après la liquidation judiciaire, pour 60 millions ; une somme qui fut, pour partie, employée par Agaehe-Willnt à éponger les coûts des mauvaises opérations faites les unes aux Etats-Unis avec Korvettes, les autres eo Belgique avec les Galeries Anspaeh.

Pour Christian Dior, la situation est encore plus enmplexe. Cette société de prestige, les Willot en nnt « hérité » en 1979 lorsqu'ils reprirent le groupe Boussac, dnnt elle faisait partie. Or, en mars 1980, Boussac-Saint Frères, dont Antoine Willot était le président, décide la vente des immeubles dnnt Dior se trouvait locataire, avenue Matignon et rue François-Iᵉʳ, à Paris, à des sociétés de commerce et d'industrie.

Celle-ci reloueront immédiatement à Dior pour quinze ans avec, à la clé, une optinn de racbat. Pour Dior, c'est un bel epport de trésorerie : 75 millions. N'est-ce pas, malgré tout, un cadean empoisonné ? L'accusation le soutient. Dior, dans l'npératinn, dit-elle en substance, se retrouvait dans l'obligation d'avoir désormais à payer 13 millions de loyer par an au lieu des 2 140 000 francs qu'elle acquittait jusqu'en 1979. Au total, une surcharge estimée à 47 millions et qui profiteit toujnurs à BSF et à Agache-Willot.

M. Jean-Pierre Willot n'est évidemment pas d'accord. Tout récemment, il a interrngé l'aetuel président-directeur général de Dior, « *un homme qui travaille très, très bien* », et lui a demandé s'il regrettait l'npération des immeubles. Eh ! bien, *« cet excellent homme non seulement ne regrette rien, mais estime que ce fut lo meilleure opération jamais réalisée par la société depuis longtemps »*. Jean-Pierre rencbèrit encore : *« Dior, dans dix ans, sero propriétaire d'un ensemble immobilier formidable* en *ayant eu ò payer un loyer tout à fait normal. »*

Les experts interrogés paraissent, sur ce chapitre, quelque peu embarrassés. Il leur semble bien que l'estimation faite des immenbles Dinr *« auroit pu être moins chère »*, que le montant des loyers aurait dû être caleulé non sur 95 millions, prix des immeubles s'ils avaient été libres, mais sur 76 millions, s'agissant de locaux occupés. *Cela dit, ils avouent* leur impuissance à *« fournir un calcul précis en raison des trop nombreuses inconnues »*. Ils edmettent, eux aussi, que l'opération sera à terme une très bonne affaire.

Panique

Mais toute la questinn est de savoir si, lorsqu'une opération se fait, elle doit être jugée pour ce qu'elle est immédiatement ou en fonction de perspectives plus lointaines. Le sentiment des experts rejoint d'ailleurs celui des commissaires aux comptes de Dior, M. Villequin et Mᵐᵉ Beaumnnt. L'un et l'autre n'ont vn dans cette opération de cession-bail *« aucune anomalie »*. S'ils s'en sont finalement émus, puisqu'ils signalèrent la chose au procureur de la République, c'est parce qu'en juin 1981 on se mit soudain à parler d'une possibilité de dépôt de bilan de Boussac-Saint-Frères. Et tous ont cité à qui mieux mieux un certain article du *Monde* qui, paraît-il, anrait alors semé une belle panique.

Dès lors, il oe pouvait plus être question, nnt-ils expliqué, de l'existence d'un « pool de trésorerie » entre Dior, BSF et Agache-Willot. M. Jaeques Rnuet, président-directeur général de Dinr à l'époque et de la maison depuis sa fondation en 1946, o'a pas tenu au autre discours. La défense ne pouvait espérer mieux. Cependant, au siège du ministère puhlie, M. Bernard Field n'en a pas paru ébranlé. Il lui suffit que la valeur des immeubles ait été surestimée pour le calcul des loyers, ee dnnt ni le cnmmlssaire aux comptes ni M. Rouet n'avaient été informés.

C'est donc *sans émoi* qu'il a entendu Jean-Pierre Willot proclamer, revenant à ses démons, c'est-à-dire à son caractète : *« Vous savez, aujourd'hui, la situation de Dior c'est 150 à 200 millions à lo banque, un autnfinancement de 100 à 120 millions. Mni je vous le dis : Dior c'est de l'or ! »*

Sur quoi les retrouvailles nnt été fixées à lundi 18 mars, jour où doit paraître à la barre M. Jean-Maxime Lévêque, l'ancien président du Crédit commercial de France, l'homme sans lequel, selon les Willnt, ne se serait jamais produit le dépôt de bilan, autrement dit la *« connerie »*.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

« S.O.S. Racisme » aux hommes politiques :

Et si votre fille épousait un Arabe... ?

TOUCHE PAS A MON POTE

« Le Front netionel est-il un parti racista ? », « Comment réagiriez-vous si l'un de vos enfants voulait épouser un Noir, un juif ou un Arabe ? » Telles sont deux des questions posées à una quinzaine da personnalités politiques par SOS Racisma — Touche pas à man pota, dans le premier numéro de san bulletin d'information hebdomedaire, publié jeudi 14 mars. Parmi les hommas politiques interrogés, seuls MM. Raymond Barre et Jean-Maria Le Pen ont refusé de répondre, précisent les responsables de l'association.

En diffusant sans commentaire les réponses à son questionnaire, Toucha pas à man pote affirma ne pas souhaiter intarvenir dens la campagne électarala des cantonales, mais souhaita fournir des éléments de réflaxinn au public.

La badge à la main tandua resta le pramier nutil de campagne de l'association. Grâce à son succès — près da 200 000 exemplaires vendua selnn ses promotaurs, — « SOS Racisme » espèra créer une *« chaîne de solidarité »* at incite ses sympathisants à arborer systématiquement l'insigne afin que *« le badge ne soit pas une mode, un nouveau look, mais le symbola d'un combat »*.

Si demain un de vos enfants vous annonçait qu'il a l'intention d'épouser un Noir, un juif ou un Arabe, quelle serait votre réaction ?

J. Chaban-Delmas : C'est déjà fait, dans l'hermonie la plus complète. Un de mes fila a épousé una Jeponaise.

J.-P. Chevènement : Ça ne me gênerait pas du tout. D'ailleurs, je n'appartiens pas à la confession de ma femme et ça ne ma gêne pas.

F. Doubin : Je ne vois pes pourquoi j'aurais une réaction là-dessus ; je seraie très heureux de savoir que ma fille ve se marier.

L. Jospin : La jour où mas enfants se manaront et si j'aveie une préoccupation, elle toucherait le qualité da l'individu, aans réserve.

C. *Lebbé* : C'est una question qui ne sa pose pas pour moi.

J. Leng : J'en serais heureux.

J. Lecanuel : Avec un Noir, je penseraia que ce sera un mariege qui ne durera pas, parce que, dans les meriages de ce type que j'ai connus, on est errivé tôt ou tard à un échec. Donc, je ne m'en réjouireis pas. Je craindrais que ce soit un épisode douloureux avec les suitas qui s'attachent à ce genre d'échec et ce sont ces suitee qui laissent presque toujoure des blessures.

Un juif, c'est différent, puisque j'ai épousé pendant le guerre une femme juive. Avec un arabe, je na le souheiterais pas, parce que, là aussi, naîtraient infailliblement des antegonismes.

Mais ne pas souhaitar na veut paa dire s'opposer ou récuser.

F. Léotard : D'abord, elle na ma demanderait pas mon avis. Mais si elle me voyait lui expliquar qu'elle ne doit pas épouser l'homme qu'alla aime sous prétexte qu'il a telle ou telle couleur, elle me regardarait comma si j'étaia un extra-terrestre.

G. Marchais : Pour moi, tous les trevailleurs, les jeunes, les femmes, quelle que soit la couleur de laur paau, sont frères. Il y a les axploités, il y e tous ceux-là, qu'ils soiant blancs, qu'ile soient noirs, qu'ils soient Jaunes, qu'ils soient juifs ou qu'ila soient tout ce que vous voudrez... Par conséquant, si man fils *souhaite se marier avec* l'un ou l'autra ou les uns ou les autres, eh bien ! bravo !

M. Rocard : Ja m'assurerais qu'ils s'aiment at qu'ila sont hauraux.

P. Seguin : Mes enfants épouseront les conjoints qu'ils se seront choisis.

O. Stim : Aucun problème, je direis oui, bien eûr.

J. Toubon : No problem.

S. Veil : L'annonce du mariaga d'un enfant suscita toujours beaucoup da questions sur les chances da bonhaur, compta tenu du choix. Tout eutant, maia ni plus ni moins dans ces cas-là.

Le Front national est-il selon vous un parti politique raciste ?

J. Chaban-Delmae : Sinon raciste dans sa totalité, du moins avec des résonances raciates inacceptablea.

J.-P. Chavènement : Oui.

F. Doubin : C'est un super-racista qui pratique une intolérence générelisée, opposée à tous ceux qui ne sont pas construits eur le mêma schéma que lui et ses amis.

L. Jospin : C'est un perti anti-immigrés et souvent xénophobe, dont beaucoup de dirigeants masquent, par précaution, leur racisme at leur entisémitisme.

C. *Labbé* : Le From national développe des thèmes euxquela je suis sensible touchant un certain nombra de valeurs netioneles. Maia dans le même temps, par l'intermédiaire de certeins de ses représentants, il dévaloppe hélas un racisme primaire d'autam plus condamnable qu'il fait partie d'une certaine démagogie politique, et qu'il peut toucher les classes les moins évoluées.

J. Lang : Oui.

J. Lecanuel : J'hésite à porter un jugement catégorique... parce qu'il n'écrit pas, il ne formule pas, lee dogmes racistes tels qu'ils sont hérités du dix-*neuvième siècla* et du *vingtièma*, da *l'hitlérisme*. Meis sa manière de faire reposer toutes les difficultés de l'emploi ou les troubles qui se traduisent par l'insécurité sur les résidents étrangers en France est une façon d'eborder le problème qui, en effet, a des relents de recisme.

G. Marchaie : Bien évidemment. Evidemment. C'eet même un péril qui est extrêmement dangereux. Il est évident que le crise que nous connaissons *constitue le soubassement* du *développement de* Le Pen. Et l'aggrevetion de la crise dene la dernière périoda, la chômaga, les difficultés pour vivre, etc., ca conduit *n*aturellement Le Pen et les siens à chercher des boucs émissaires. Alors on a commencé, et on continue évidamment, par les immigrés. Mais c'est aussi les jeunes, c'eet les chômeurs, c'est les communistes, at pourquoi pas la Républiqua ?.

M. Rocard : En ce sena, et comme il ne cesse de clamar qua nos maux viennent da l'étranger, oui.

P. Seguin : Oui.

O. Stim : Absolument, c'est un parti politique raciste qui fait huer la nom de Simone Veil en la traitent de juive, qui fait huer le mian en l'associant à mon grand oncle, la captaine Dreyfus.

J. Toubon : Je crois qu'une bonne partia da ses dirigeants et de ses thèses sont affectivement racistes. Mais il est difficila de juger une formation qui ne s'exprima que per interpellations et anathèmes.

S. Veil : Racistes at xénophobes, les thèses du Front nationel tendant à accréditer l'idée que certaines catégories da personnas, du fait même da leur appertenance « étrangèra à la communeuté nationale », contribuent à aggraver les difficultés du pays : insécurité, dépenses de la Sécurité sociale, chômaga, dépérissement des veleurs moreles. En faisant einsi des boucs émissaires, responsables de la pollutinn du pays, ces thèses désignent à la discrimination, voire à la haine, les parsonnes ou les populatinns concernées.

Après la libération de Mᵐᵉ Françoise Verne

LE DOSSIER SUR LES VOLS A L'HOTEL DES MONNAIES EST CONFIÉ AU PARQUET DE PARIS

Mᵐᵉ Françoise Verne, sous-directeur à l'administration des Monnaies et médailles, a été mis en liberté, mercredi 13 mers, par la Chambre d'accusation de la cour d'appel de Caen (nos dernières éditions). Ineulpée de vnl et de recel, Mᵐᵉ Verne avait été écrouée à la maison d'arrêt de Caen le 1ᵉʳ février. Elle est accusée d'avoir vendu des pièces rares et de grande valeur provenant de l'Hôtel des monnaies à Paris.

L'une de ces pièces avait été découverte cbez un numismate de Caen. L'enquête conduite par le service régional de police judiciaire *(SRPJ)* de *Roueo* evait abouti à *la* mise en cause de Mᵐᵉ Verne ; de nouvelles investigations ont établi que Mᵐᵉ Verne aveit cédé d'eutres lots de collection. Désormais, c'est le parquet de Paris qui continuere l'instruction, confiée à M. Alain Sauret, à le suite d'une plainte déposée par le ministère de l'économie, des finances et du budget.

La mise en liberté de Mᵐᵉ Verne avait été refusée le 27 février ; mais Mᵉ Pascal Dewinter, avocat de Mᵐᵉ Verne, a obtenu gain de cause à sa deuxième demande en relevant un vice de fnrme dans la procédure : un réquisitoire supplétif (informatinn supplémentaire sollicitée par le procureur) n'avait pas été communiqué à Mᵉ Dewinter.

● *Un rapport sur lo pollution des forêts allemandes.* — La moitié des sept millions d'hectares de forêts de l'Allemagne de l'Ouest est actuellement endnmmagée par le pollution. Telles sont les conclusions alarmantes du dernier rappnrt scientifique présenté, mercredi 6 mars, au gouvernement de la RFA. En Bade-Wurtemberg et en Forêt-Noire, près de 70 % de la surface boisée est considérée comme *malade*, alnrs que, l'an dernier, on estimait cette proportion à 50 %. M. Heinz Riesenhuber, ministre de la recherche, a indiqué que pour sauver les massifs encnre intacts, il fallait s'attaquer en priorité à la pollution automobila, même si elle n'est pas la seule cause des dégâts.

UNE AFFAIRE D'ESPIONNAGE AUX ASSISES DE PARIS

Le prix de la bonne volonté

Léonard at Wladimir auraient pu former un couple terrible. Lui, Léonard, soixante-quetre ens, directeur de la société Codim, citoyen français résidant eu Meroc, à Casablanca. Et lui, Wladimir, environ trente-cinq ens, collaborateur de la représentation commerciale de l'URSS au Maroc ou, plus crûment, officier du GRU, le service de renseignements militaires soviétique.

Le commissaire Nart de la direction de la surveillance du territoire (DST) l'a fait savoir, mercredi 13 mara, à la cour d'assises de Paris présidée par M. André Giresse qui juge M. Léonard Tavera : *« Nous sommes intervenus avant que les dégâts soient peut-être irrémédiables. »* Léonard et Wladimir — de son nom M. Sapozhnikov — s'apprêtaient à être aussi efficaces qu'un autra tandem mis hors d'état de nuire en RFA et qui avait su faire passer à l'Est un missile tactique grandeur nature et le moteur du char ellemand Léopard.

Comment Léonard — un brave homme — s'est-il laissé entraîner dans cetta galère ? Le plus simplement du monde. Mécanicien dans l'aéronautique, créataur en 1975 d'une société d'import-export, ce père de famille n'evait pas tardé à connaître de sérieuses difficultés financières. En 1978, son entreprise avait enregistré son premier excercica déficitaire et engloutissait allégrement le produit de le vente de son chalet à Marrakech. Wladimir, remarquablement informé, accessoirement jovial et sympathique, pouvait entrer en scène. Paré de son titre de diplomate, accompagné de M. Tchouvine, attaché commercial de l'Union soviétique, il proposa à Léonard d'être son représentant pour le marché des machines-outils.

Il n'y eut jamais de vente, mais ce fut un beau prétexte pour rencontrer, une ou deux fois par mois, Léonard. Et ce dernier, très vite, rendit de petits services à Wladimir, en lui procurant, par exemple, de la documentation technique sur tel ou tel moteur. Un tandem était né. Wladimir, de plus en plus exigeant Léonard consentant. Car il devait, en le croisant dans la rue, négligemment relever une mèche de sa coiffure pour lui indiquer qu'un rendez-vous était possible. Il devait supporter, sans trop broncher, que son compère furète dans son bureau.

A partir d'octobre 1978, Léonard devint un intermédieire particulièrement actif. Il commanda un analyseur de soufre IR-32, fabriqué par Leuco eux Etats-Unis, pour 18 920 dollars. Puia un contrôleur de prassion hydraulique T-33 B mis eu point par la firme Mensor, toujours aux Etets-Unis. Et encore d'autres matériels. Wladimir, qui pensait à tout, avait suggéré e Léonard de se servir, en France, d'une société mixte franco-soviétique at lui avait indiqué un pilote d'UTA, qui ferait office de boîte aux lettres. Dans ce schéma, la Suisse jouait le rôle de pays d'accueil pour les metériels commandés et d'expéditeur.

Tant de bonne volonté a un prix. A deux reprises, Wladimir offrit à Léonard un voyage Rabat-Luxembourg sur un vol de l'Aeroflot et Léonard se vit remettra par un membre de l'équipage une revue contenant une envaloppe bourrée de dollers (respectivement 3 000 et 9 000).

Missiles et avions

Le tandem n'en était qu'à ses débuts. Bientôt Léonard chercha à commander un gyroscope à laser, huit roues de Boeing-747 avec système de freinege, des contrôleurs de circuit électronique de chez Hewlett-Packard. Les difficultés commencèrent, les firmes demandant à quel pays ces matériels étaient destinés et des certificats.

Cela n'empêcha paa Léonard, sous la pression da Wladimir, de s'intéresser encore aux caractéristiques techniques des missiles — les meilleurs — Exocet, Milan, Roland et Hot et aux evions — les plus beaux — le Fouga-90 at le Mirage-2 000. Il essaya même d'acheter ce dernier bijou. A ce train, M. Tavera finit par se faira repérer. *« Il existe un dispositif permanent pour surveiller, en France, les agents des puissances étrangères et un dispositif pour protéger les sociétés sensibles*, a expliqué un inspecteur principal de la DST. *M. Tavera a été détecté dans le cadre normal de nos recherches. »*

C'est ainsi que, le 30 avril 1980, Léonard, qui venait de débarquer à Paris, se retrouvait encadré par une équipe da spécialistes du contre-espionnage. Quelques jours auparavant, Wladimir lui avait proposé de renflouer purement at simplement sa société agonisante. Il s'était alors demandé — l'idée n'était pas si mauvaise — s'il na ferait pas bien d'aller voir les agents de la DST...

Plaidoiriea at verdict jeudi 14 mars.

LAURENT GREILSAMER.

EN BREF

L'AUTEUR DE « NOSTRADAMUS » N'A PAS DÉNATURÉ L'ŒUVRE DE SON PÈRE

M. Jean-Charles Pigeard de Gurbert, alias Jean-Charles de Fontbrune et auteur d'un livre à succès, *Nostradamus, historien et prophète*, n'a pas dénaturé l'œuvre de son père, médecin à Sarlat et auteur d'un nuvrage érudit paru en 1938 sous le titre *les Prophéties de maistre Michel Nostradamus*. Le frère de Jean-Charles, Alain, evait lencé cette grave accusation et entendait faire condamner l'auteur à succès par la justice (*le Monde* du 11 septembre 1981).

Le tribunal d'Aix-en-Provence présidé par M. Gérard Combes Jl'a finalement débouté le 21 février, en affirmant en particulier que les deux livres étaient trop différents pour qu'il y ait dénaturation. Le tribunal est cependant sévère pour le best-seller. Il parle de *« vaticinations »* et de *« succès commerciol que so valeur intrinsèque ne parolssoit pas devoir justifier »*.

● *Condomnation du ministère de lo défense après la mort d'un appelé.* — Le tribunal administratif de Besançon e condamné, mercredi 13 mars, le ministère de la défense à verser 100 000 francs de réparations au père d'un appelé et 50 000 francs à sa mère, estimant que l'Etat était responsable de la mort du jeune homme, qui avait été tué en lançant une grenade. Le ministère devra aussi verser 10 000 francs à chacun de ses trnis frères et sœurs et 6 000 francs à chacun des grands-parents de la victime.

L'appelé, Pascal Gegou, dont les parents demeurent à Montnir-de-Bretagne (Loire-Atlantique), avait été tué, le *20 janvier 1982*, lors d'un exercice de jet de grenades au eamp militaire de Valdahon (Doubs).

Le tribunal a estimé que le jeune homme n'evait pas reçu une formation théorique et pratique suffisante pour pouvoir lancer des grenades.

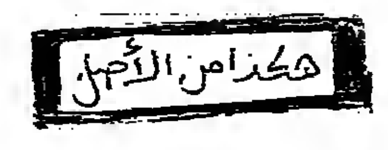
DÉFENSE

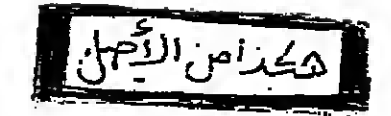
HUIT PAYS ALLIÉS PARTICIPENT AUX MANŒUVRES NATIONALES DE L'ARMÉE DE L'AIR

Depuis le début de la semeine, l'armée de l'air française, associée aux aviations de buit pays alliés, procède à nne série d'axercices d'ampleur nationale, qui s'achèveront le 21 mars, sur l'ensemble du territoire. Elle est, à ce jour, la seule armée de l'eir occidentale à mobiliser ainsi tous ses moyens et tous ses *effectifs* dnrant une manœuvre de longue durée.

L'exercice a lieu en deux périodes. Depuis le 11 mars et jusqu'au 15 mars, deux cent quarante avions de combat doivent faire des sorties eo mettant en jeu vingt-quatre terrains différents, tandis que les armées de l'air alliées nnt prévu d'accomplir, en attaque, sept cent quatre-vingt-cinq missions contre le sol natinnal. Sont représentés, à cette occasion, des avions venus de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de la Belgique, des États-Unis, du Canada de l'Allemagne fédérale, de l'Italie et de l'Espagne. Pour la première fois, l'armée de l'air frençaise met en œuvre ses nouveaux appareile Mirage-2000, ses avinns-ravitsilleurs Transall et elle utilise, dans des raids fictifs contre des ponts de l'Isère, ses armes guidées par laser à bord de ses avions Jaguar.

Une deuxième série d'exercices est programmée pour la semaine du 18 au 21 mars, avec deux cent cinquante-cinq appareils répartis sur vingt-deux terrains différents. Outre l'exercice Scorpion qui permettra à des avions français de simuler des attaques sur des sites de radars et de missiles dans le sud de l'Allemagne fédérale, il est prévu de mettre en alerte les unités des fnrces aériennes stratégiques (les hombardiers Mirage-IV et les missiles du plateau d'Albion).





Le Cameroun entre féodalité et modernisme



C'EST ainsi : le Cameroun, ce pays sans ambition diplomatique déclarée, sans prétentions régionales, qui ne revendique aucun rôle et qui boude les sommets franco-africains, « existe » sur le continent noir comme aucun autre, et la France, avec qui il est lié par des liens historiques d'amitié et de coopération, observe la moindre de ses évolutions avec une extrême attention. Naturellement, c'est-à-dire pour des raisons géographiques et physiques, il rassemble les richesses et les diversités du patrimoine africain, quitte à les pousser jusqu'à la caricature, à l'affrontement. Chrétiens, musulmans et animistes, francophones et anglophones, habitants des forêts, des plateaux et des zones sahéliennes, les Camerounais – qui sont près de neuf millions – se divisent en quelque deux cents ethnies. Comment, dès lors, repousser complètement l'argumentation selon laquelle le tribalisme est l'une des clés pour expliquer les énigmes et les crises camerounaises ?

Le Cameroun, Etat pétrolier et puissance agricole, est un cas. Il le sait, se targue volontiers de sa richesse, de la prudence avec laquelle il gère son économie, et de l'indéniable réputation flatteuse dont il jouit à l'extérieur. Cette hétérogénéité est avant tout humaine, culturelle et sociologique. Pays « moderne » tant par quelques-unes de ses réalités économiques que par la formation de ses cadres, le Cameroun est aussi l'un de ceux qui, sur le continent, ont gardé, presque intactes leurs traditions, avec ce que cela suppose de pesanteurs féodales.

ENVAHIS, à différentes époques, par les Allemands, les Anglais et les Français, les Camerounais tirent sans doute de ces expériences ce nationalisme ombrageux et cette susceptibilité à fleur de peau qui font partie de leur tempérament et qui expliquent beaucoup de leurs réactions exacerbées. Au fond, les Camerounais, collectivement et individuellement, sont persuadés qu'ils échappent au lot commun. Parce que ce sentiment de supériorité est, pour une part, fondé, ce peuple se montre parfois « sûr de lui » et volontiers « dominateur » sur le plan intellectuel. Il est vrai que les élites camerounaises sont parmi les plus remarquables du continent.

L'HISTOIRE du Cameroun, qui, pendant vingt ans, a connu une évolution presque linéaire, s'est emballée depuis un peu plus de deux ans. Le remplacement, le 6 novembre 1982, de M. Ahmadou Ahidjo par M. Paul Biya, avait encore ajouté à l'aura dont bénéficiait le pays : la transition semblait harmonieuse. Cet « état de grâce » ne devait pas durer longtemps. Le bicéphalisme qui s'était instauré à la tête de l'Etat devint insupportable et, en août 1983, M. Ahidjo fut contraint de démissionner de la présidence du parti unique, l'Union nationale camerounaise (UNC). La crise institutionnelle prendra ensuite de l'ampleur : le « complot » fomenté par M. Ahidjo, le « procès » au cours duquel l'ancien président fut condamné à mort par contumace, le 28 février 1984, puis gracié, et, plus grave, la tentative de coup d'État du 6 avril dernier, qui fit vaciller le pouvoir et, ce faisant, l'image de marque du « modèle » camerounais, brusquement ravalé au rang de ces si nombreux régimes africains à la merci d'un « putsch » de la soldatesque...

LE Cameroun, « îlot » de prospérité ? Peut-être... De stabilité ? Sûrement pas, ou plus. Ces derniers événements ont en effet servi de révélateur. Et, pour peu que l'on veuille aller au-delà de la prospérité un peu artificielle qu'a apportée le pétrole, on découvre les faiblesses structurelles de l'économie camerounaise. M. Biya, dont l'ambition est de transformer un pays profondément conservateur et archaïque en un État moderne, se heurte à de multiples résistances. Le Cameroun, société bloquée par le bureaucratisme et la peur du « changement », renâcle...

Le pari du président camerounais est ambitieux et peut-être irréaliste : faire sauter à ce pays quelques-unes des étapes par où passent normalement les pays en développement. Si le Cameroun n'est plus aujourd'hui tout à fait exemplaire, il peut sans doute, s'il réussit cette mutation, le redevenir.

LAURENT ZECCHINI.

Le va-tout de M. Biya

APRÈS le Sénégal, le Cameroun a montré à l'opinion internationale que les changements de régime sur le continent noir ne se font pas nécessairement par l'élimination de l'« homme fort » du moment. Belle leçon de démocratie de la part de M. Ahidjo, belle preuve de maturité pour tout un peuple. Avec Paul Biya, le reste allait suivre. L'essentiel en fait, puisqu'il s'agissait de démontrer que le Cameroun, dont on louait la réussite économique, pouvait aussi être exemplaire sur le plan des libertés démocratiques. Adieu censure, arrestations arbitraires, tribalisme... Deux ans et trois mois ont passé. Le prochain congrès de l'UNC (Union nationale camerounaise) doit être – enfin – celui du « renouveau », et le Cameroun se remet lentement de la plus grave crise qu'il ait traversée depuis celle de la rébellion armée de l'UPC, dans les années 60, au lendemain de l'indépendance.

Novembre 1982 - février 1985 : M. Biya a presque tenu ses engagements ; en tout cas, il n'a pas renié ses convictions. Seulement voilà : le pays, notamment l'administration et une partie de la classe politique, ne l'a pas suivi. Cela, le chef de l'Etat ne peut pas se le cacher à lui-même. Dès lors, une question se pose : de quelle distance un homme d'Etat peut-il précéder son peuple sur la voie du « changement » sans provoquer des soubresauts insupportables ?

Le « printemps » ne fait que commencer

Le fond, le projet, ne sont pas en cause ; la manière, si. Personne ne peut reprocher à M. Biya de ne pas avoir accompli en un peu plus de deux ans tout ce dont il était porteur. Il faudra dix ans, une génération, plus peut-être, pour sortir le Cameroun de ses pesanteurs féodales. En quelque sorte, le « printemps » camerounais – sous réserve que le président confirme sa volonté de « démocratisation » – ne fait que commencer. Il faut, en outre, reconnaître que les événements se sont chargés de réduire à la portion congrue l'« état de grâce » auquel M. Biya aurait pu prétendre, et que son prédécesseur a tout fait pour que la transition s'effectue aussi mal que possible. Mais fallait-il pour autant tout promettre, alors qu'il était évident que tout ne serait pas tenu ? Euphorie du changement, erreur de jugement ou bien apprentissage du pouvoir ?

Le 6 avril 1984, dans son palais présidentiel transformé en bunker, M. Paul Biya a dû se poser ces questions. Ce jour-là, le pouvoir était à prendre, deux fois. Par les mutins d'abord, s'ils avaient été mieux organisés, plus déterminés et sans doute plus nombreux. Par l'armée ensuite, restée loyale au régime, mais qui aurait pu pousser son avantage et décréter que, décidément, le président se révélait incapable de diriger l'Etat. Et qui aurait pu, le 6 avril, prétendre le contraire ? Mais voilà bien le *paradoxe* : l'armée, selon les apparences, est rentrée dans ses casernes ; la population, dans son ensemble, a stigmatisé les auteurs de la tentative de putsch ; le Cameroun a conservé, pour l'essentiel, son image de marque sur le plan international ; après une longue période de mutisme due à un indéniable traumatisme personnel, M. Biya assume à nouveau – ostensiblement – ses fonctions. Et si le chef de l'Etat, finalement, ne s'était pas trompé de beaucoup sur la capacité de son pays à digérer les crises ?

Des cicatrices au sein de l'armée

Ce pays est une énigme. Il se refuse à une analyse réductrice, aux schémas classiques, donc simplificateurs. Ainsi en va-t-il notamment du calque de la rivalité Nord-Sud, de l'affrontement ethnique entre un Nord musulman et un Sud chrétien, et, inversement, de la querelle entre les « anciens » et les « modernes », réputée expliquer la globalité du « problème » camerounais. Tout au plus s'agit-il d'éléments de réponse, indissociables les uns des autres. En voici un autre : le pouvoir, les avantages, les positions sociales, l'argent, et tout ce que cela suppose pour les acquérir, les conserver ou les retrouver, constituent de puissants ressorts qui expliquent, pour une large part, les contraintes de la société camerounaise.

Moins d'un an après le coup d'Etat, des incertitudes demeurent sur la liberté de manœuvre dont jouit le chef de l'Etat, à la fois dans l'armée, dans l'administration et dans le parti, pour faire passer sa politique dans les faits. Et ce d'autant plus que les pesanteurs ethniques sont difficilement contournables.

L'ARMÉE. – Le pouvoir militaire est aujourd'hui concentré entre les mains de trois hommes (tous originaires du Sud) : d'abord M. Michel Meva, secrétaire général du ministère des forces armées, dont l'influence paraît prépondérante ; ensuite M. André Tchoungui, ministre d'Etat chargé des forces armées ; enfin le général Pierre Sémengué, chef d'état-major des armées, dont le poids politique semble se réduire. C'est sous leur impulsion que la vague de répression a été conduite après les « événements », notamment dans les milieux nordistes de Yaoundé et Douala, et que de nombreuses mutations, à forte connotation ethnique, sont intervenues dans les unités.

C'est sans doute au sein de l'armée que les troubles du 6 avril ont laissé le plus de cicatrices. Une atmosphère lourde, faite de délation et de purges, y règne parfois, comme si dans les échelons supérieurs de la hiérarchie on souhaitait faire durer encore un peu les quelques mois au *cours desquels les chefs militaires* ont incarné – moins longtemps qu'on ne l'a dit – le pouvoir. De plus en plus, aussi, les officiers supérieurs font en sorte de profiter de tous les avantages matériels et financiers liés à leur statut, voire à s'en procurer indûment. A terme, et s'il n'est pas mis fin à ces abus, le fossé – qui a toujours existé – entre officiers supérieurs et subalternes risque de se creuser dangereusement.

L'étalage d'une certaine aisance provoque inévitablement des appétits inassouvis chez les officiers plus jeunes et parfois idéologiquement marqués (dans l'armée camerounaise aussi, le capitaine Sankara, chef d'Etat du Burkina, a des admirateurs). A un niveau inférieur, l'octroi de primes, de décorations et de promotions aux soldats qui ont soutenu sans ambiguïté le régime provoque quelques rancœurs. Insensiblement, dans les unités qui ont directement participé aux opérations de rétablissement de l'ordre, un clivage s'est créé entre les « bons », c'est-à-dire les « loyalistes », et les autres.

Le traumatisme est encore plus fort au sein de la gendarmerie (qui a cependant toujours la charge de la sécurité présidentielle), dont une partie des éléments, avec la garde républicaine, s'étaient mutinés. Cette dernière unité, dissoute après la *tentative* de coup d'Etat, *puis* reformée par décret présidentiel, sera dans l'avenir composée de régiments tournants. Chargée d'assurer en permanence la sécurité du chef de l'Etat, elle bénéficiera de l'assistance technique de conseillers militaires israéliens (entre cinq et une vingtaine, selon différentes sources dignes de foi) qui, arrivés à Yaoundé il y a environ cinq mois, ont commencé à revoir les procédures de sécurité.

Si la présence de l'armée reste discrète à Yaoundé et à Douala (quelques barrages la nuit), il est difficile de mesurer avec exactitude son influence politique. Apparemment, une sorte de partage des rôles s'est instaurée *de facto* entre le pouvoir militaire et le pouvoir civil, le second laissant au premier – et, plus précisément à MM. Meva, Tchoungui et Sémengué – le soin d'assurer l'ordre public. Les autres chefs militaires, *les généraux Nganso (Bamiléké)*, chef d'état-major de l'armée de l'air, Tataw (anglophone), chef d'état-major de l'armée de l'air, et Oumarou Djam (Nord), inspecteur général de la gendarmerie, malgré leurs grades et fonctions, ont *été* mis, dans les faits, en dehors des circuits de décision.

Cet abandon partiel des responsabilités d'ordre public aux militaires n'est pas sans engendrer quelques bavures : deux affaires dont, après coup, M. Biya aurait assuré qu'il n'en était *pas à l'origine* le prouvent : la perquisition, à deux reprises, au domicile du général Nganso, et celle à la résidence de M. Blaise Pascal Talla, chargé de mission au groupe Jeune Afrique, accusé de détenir un véritable arsenal (imaginaire) et donc d'« *atteinte à la sécurité de l'Etat* ». Arrêté, M. Talla sera finalement libéré sur intervention directe du chef de l'Etat. Le fait qu'il soit, comme le général Nganso, d'ethnie Bamiléké n'est – probablement – qu'une coïncidence. Il n'empêche : les *Bamilékés*, qui détiennent l'essentiel du pouvoir économique au Cameroun et qui sont, *de facto*, les premiers concernés par la politique de « moralisation économique », n'ont pas apprécié ladite « coïncidence ».

L. Z.

(Lire la suite page 23.)

La semaine prochaine (dans *le Monde* du 22 mars 1985), la deuxième partie de notre supplément, qui sera plus spécialement consacrée au développement économique du Cameroun.

Les aspirations de la jeunesse

L'ARRIVÉE au pouvoir de M. Paul Biya a été fêtée en 1982 par l'ensemble des Camerounais aux yeux desquels elle devait marquer une période nouvelle de la *vie* et de l'*histoire récente* du pays. Mais elle fut surtout une « fête de la jeunesse ». Celle-ci représente aujourd'hui plus des deux-tiers de la population. S'estimant longtemps « étouffée », elle accueillit l'ère nouvelle qui s'ouvrait comme la sienne. Le chef de l'Etat lui-même, à travers des *gestes appropriés*, contribua à créer, entretenir et prolonger cette atmosphère de fête généralisée, au cours de laquelle les langues commencèrent à se délier.

Ses jeunes compatriotes se reconnaissaient facilement en cet homme correct, mais simple, né au village *comme la plupart d'entre eux*, constamment souriant, et qui tentait de décrisper la fonction présidentielle. Ses apparitions lors des visites dans les provinces provoquèrent des manifestations de sympathie. On se bousculait, comme le jour de sa prestation de serment à Ngoa-Ekélé, *pour le voir de ses propres yeux*, toucher ses mains ou, à défaut, sa voiture. M. Biya, que les jeunes baptisèrent de noms aussi affectueux que « Sango Paul » (Monsieur Paul), communiquait partout la joie de vivre, d'être de son temps et de réussir.

Dans ce pays où le taux de scolarisation est l'un des plus élevés d'Afrique noire, les jeunes et les élites intellectuelles ne cachèrent jamais leur irritation d'être gouvernés, sous le régime précédent, par un homme qui n'avait pas eu l'occasion de poursuivre des études poussées. Paul Biya, par contre, représentait aux yeux de ses propres concitoyens le symbole de cette jeunesse qui est allée se former en Occident et en est revenue chargée d'une rationalité neuve, ouverte sur le monde de demain. Il n'était mêlé en rien aux intrigues de la vieille classe politique *créée presque de toutes pièces* par les autorités coloniales et à laquelle échut la gestion d'une indépendance tumultueuse contre le principe de laquelle elle combattit dans les années 50. Face aux méthodes de gouvernement somme toute artisanales de son prédécesseur, Paul Biya fut perçu, dans l'imaginaire des jeunes générations, comme mieux outillé, parce que ayant étudié, pour conduire l'ensemble du pays vers la modernité. En même temps que la confiance qui lui était ainsi accordée *a priori*, il était évident que l'on se montrerait moins enclin à lui pardonner un éventuel échec ou des défaillances trop manifestes.

C'est alors que l'on se mit à échafauder des rêves qui se nourrissaient à des sources diverses. Dans le registre symbolique des manœuvres et des désœuvrés des bidonvilles de Douala et de Yaoundé, le nouveau chef de l'Etat apparaissait comme celui qui était resté un homme *intègre* au cœur d'un régime dont les pratiques de corruption étaient allé de pair avec les détournements de fonds publics et la constitution de fortunes parfois ostentatoires. Des légendes furent tissées autour de son honnêteté.

L'épreuve des faits

On racontait, parmi les jeunes, qu'il ne disposait que d'une seule et petite villa construite dans un quartier moyen de la ville. L'on pensa aussi qu'il fut, pendant longtemps, le seul membre d'un gouvernement de M. Ahidjo à ne vivre que de son salaire. Pour compléter le panorama, on lui prêta, dans un pays où les traditions nationalistes font partie constitutive de l'identité culturelle du pays, un passé dans les mouvements nationalistes, qu'il n'eut apparemment pas. Enfin, certaines aspirations au bien-être, restées insatisfaites au cours du règne de M. Ahidjo, s'exprimèrent à nouveau. L'on se mit à penser que Paul Biya ferait reculer la maladie en faisant construire davantage de dispensaires et d'hôpitaux.

Sous son règne, imaginait-on, l'ignorance prendrait fin. Les lycées aux mains de l'Etat deviendraient plus accessibles aux fils de paysans. Les injustices et les brutalités qui frappaient ceux-ci seraient allégées et les prix des récoltes revalorisés. Le président Biya, entendait-on dire, ferait construire des routes. Il dirait la vérité sur les richesses du pays, le pétrole notamment, avant de demander à ses compatriotes un effort supplémentaire. *Il* libérerait les prisonniers politiques, ferait rentrer au pays les exilés, mettrait fin à l'arbitraire et ferait régner le droit et la justice. Un immense faisceau d'espérances naquit parmi les jeunes et les désœuvrés, et la popularité du chef de l'Etat atteignit des cimes jamais égalées par un homme politique dans le pays, depuis l'indépendance.

Il y eut dans ce tourbillon de rêves autant d'impatience que de naïveté. La réalité se chargea de ramener les uns et les autres à la raison. Le contexte dans lequel s'est déroulée, en fin de compte, la « longue prise du pouvoir » par M. Paul Biya a permis que s'installe entre lui et les jeunes un malentendu.

ACHILLE MBEMBÉ.

(Lire la suite page 23.)



Chefs et paysans du Nord

« *DANS quel domaine le village a-t-il fait des progrès ?* », interroge le questionnaire. Sans ambages, l'élève de cet établissement agricole du nord du Cameroun répond : « *Ces villages ont le plus progressé dans le domaine du travail des champs de « Baba ». Cela veut dire : le travail dans les champs du chef Rey Bouba seulement. Même pour travailler dans leurs champs personnels, ils n'ont pas le droit de le faire. Quand la saison pluvieuse arrive, les gardes du chef viennent les chercher par village pour aller d'abord aux champs du chef afin de revenir pour commencer pour eux tardivement, raison pour laquelle j'ai dit qu'ils ont progressé dans le domaine des champs du chef Rey Bouba.* » Et le texte poursuit, imperturbable : « *Ce progrès a-t-il été fait par tous les paysans, ou par quelques-uns ? Pourquoi ?* » L'élève : « *Je veux dire que ce progrès est fait par tous les paysans. Ils sont tous les esclaves du chef Rey Bouba. Personne d'entre les tribus n'a son droit personnel.* »

Rey Bouba, c'est cette puissante chefferie dont la télévision française régale à intervalles réguliers son public, avide de pittoresque et d'archaïsme. L'Afrique éternelle, comme on dit. Lorsqu'en août 1984 le Baba a voulu nommer ses propres fils aux chefferies de deuxième niveau, nouvellement créées, les paysans, païens ou christianisés, ont commencé à rassembler pierres et gourdins.

Saisie, la présidence de la République a dépêché une commission d'enquête. Au terme de son rapport, les sanctions administratives sont tombées, sévères : le préfet et les sous-préfets du département ont été déplacés. L'épisode démontre à la fois la complexité des problèmes de l'une des régions les plus mal connues du Cameroun et le changement de politique de Yaoundé à son endroit. Changement de politique qui passe d'abord par un changement des méthodes de gouvernement : il y a quelques années, une affaire assez comparable s'était soldée par un affrontement entre des villageois et les forces de l'ordre, et, naturellement, par le massacre des premiers.

Les missions chrétiennes, qui poursuivent une œuvre scolaire et sanitaire remarquable dans les campagnes, conviennent volontiers que l'administration se montre aujourd'hui plus attentive aux difficultés sociales que par le passé.

La chefferie du canton

M. Biya a d'ailleurs pris soin de la renouveler entièrement. En août 1983, il a fait éclater l'ancienne et immense province du Nord en trois circonscriptions dont les chefs-lieux respectifs sont Ngaoundéré, Garoua et Maroua. A la faveur de cette réforme, il a systématiquement nommé aux postes de commandement des fonctionnaires originaires du Sud, mutant, en contrepartie, les fonctionnaires du Nord dans le reste du pays. L'erreur, pas toujours évitée, serait d'interpréter ces mesures en termes de « tribalisme ». Les choses ne sont pas aussi simples, car la question est moins ethnique ou religieuse que sociale et politique.

Tout d'abord, il est simpliste de réduire l'équation historique du Cameroun du Nord à un affrontement dichotomique entre une minorité dominante peule (ou foulbée), qui serait unanimement musulmane, et une majorité dominée de kirdis (païens) (1). Certes, aucun Peul ne se dira non-musulman, mais l'adhésion de certains d'entre eux – comme les pasteurs bororos, par exemple – à la foi du Prophète semble superficielle. Inversement, il est des musulmans, comme les arabes Choas de l'extrême Nord, qui ont été marginalisés et qui n'occupent pas une position socio-politique privilégiée. Quant aux Kirdis, ils représentent une mosaïque d'ethnies très diverses, dont l'insertion dans le système régional d'inégalité et de domination varie d'un groupe à l'autre, et qui sont eux-mêmes parcourues par des clivages profonds. Ce qui pose un problème, et interdit de bien comprendre le fond des choses, c'est en définitive la notion passe-partout d'ethnie. Les précieux travaux de Mohamadou Eldridge démontrent que nous sommes en présence de constructions historiques nullement homogènes de ce point de vue, et dont le ressort est, très classiquement, politique, militaire ou économique avant d'être « tribal ». Ainsi, le fameux lamidat de Rey Bouba, fondé au dix-neuvième siècle par des Peuls, a très vite composé avec les populations autochtones qui ont acquis en son sein une place prépondérante. Le lamidat de Ngaoundéré a pareillement intégré les Mboums à ses institutions. Quant aux puissants commerçants musulmans, ils sont souvent haoussas plutôt que peuls.

Il est en revanche certain que la colonisation, d'une façon patente du temps des Allemands, d'une manière plus nuancée à l'époque des Français, s'est appuyée sur ce bloc au pouvoir dirigé par les grandes familles peules et cimenté par l'*islamic way of life*. Bien qu'il ait assuré son ascension contre le gré des principaux lamidats de la région, qu'il leur ait imposé la création d'un parti politique de conception occidentale et qu'il ait restreint leurs prérogatives dès les premières années de son régime, M. Ahidjo avait poursuivi bon an mal an cette stratégie jusqu'au moment de sa démission, abandonnant même peut-être dans un deuxième temps le terrain qu'il était, au début, parvenu à reconquérir sur les chefferies.

Le plus gros reproche qui lui est aujourd'hui fait – y compris par de nombreux Nordistes – est d'avoir isolé la région du reste du pays et d'avoir maintenu l'illusion de son unité, dans le dessein à peine dissimulé d'asseoir et de préserver sa prééminence personnelle à l'encontre d'un Sud morcelé. En outre, il eût été plus utile, à terme, d'accélérer la modernisation, et en particulier la scolarisation, du Nord plutôt que de lui concéder des facilités débilitantes, tant économiques qu'administratives, comme l'octroi de crédits bancaires pour des projets non productifs ou la perpétuation d'un quota régional dans l'enseignement supérieur.

Dans les campagnes, la pierre angulaire de ce système régional d'inégalité et de domination est la chefferie de canton. Le plus souvent, elle n'a de « traditionnel » que le nom, pour avoir été créée par le colonisateur à des fins de bonne administration. La plupart des sociétés autochtones étaient lignagères et ne connaissaient aucune forme d'autonomisation du pouvoir politique. Les chefferies ont alors été inventées de toutes pièces et n'ont ni représentativité ni légitimité coutumières. Quand certaines structures métalignagères de pouvoir existaient, il est rare que ce soient elles qui aient été reconnues comme chefferies de canton.

Dans ces conditions, l'on ne s'étonnera pas que celles-ci se soient signalées par l'ampleur de leurs exactions. Chargés de collecter l'impôt en tant qu'auxiliaires de l'administration territoriale, les chefs le prélèvent à plusieurs reprises, y compris auprès des enfants et des vieillards, en omettant de délivrer le reçu théoriquement obligatoire et que tout représentant des forces de l'ordre ne manquera pas d'exiger. Il va sans dire que les sommes ainsi extorquées ne gagnent pas intégralement les caisses de l'Etat... De la même manière, les paysans ont dû s'acquitter plusieurs fois en 1984 de la contribution, prétendument bénévole, qui a été demandée pour financer la construction de la permanence du parti unique à Bamenda. Est-il nécessaire de préciser que, dans ce contexte, la cotisation annuelle du parti, elle aussi « non obligatoire », donne lieu à des pratiques similaires ? Ce à quoi il faut ajouter la *zakat* « islamique » à laquelle sont astreints l'ensemble des paysans, fussent-ils païens ou chrétiens, les jugement vénaux, le paiement réitéré des pièces d'état civil indispensables mais qui n'arrivent jamais, les corvées sur les champs du chef...



(*L'Illustration*, 1863)

Et, à la clef, la « chicotte », que ses gardes ont facile... N'y aurait-il que les chefs de canton, le scandale serait déjà consommé. Mais par malheur ceux-ci se sont entourés de cours, conçues sur le modèle peul et composées de parasites qui entendent également vivre aux dépens des paysans. Si l'on ajoute que le sous-préfet est très fréquemment l'un des bénéficiaires de ces malversations et que le parti, contrôlé par la chefferie, en constitue un rouage actif, en particulier grâce à sa milice, l'on saisit combien le système est verrouillé et combien M. Biya aura de la peine à faire prévaloir sa politique du « renouveau ». D'autres notables, par exemple dans les monts Mandara, ont levé des sommes importantes durant ces derniers mois pour reconstruire « *des bâtiments détruits à Yaoundé le 6 avril* » et en guise de représailles antinordistes – ce qui était doublement faux.

Le pouvoir central ne peut s'appuyer, pour percer cet écran de mauvaise foi et d'intérêts, que sur les plus hauts fonctionnaires de la région, lesquels sont tributaires dans les campagnes des services, parfois équivoques, des interprètes. En outre, les structures économiques établies, notamment les grandes sociétés d'encadrement rural ou d'agro-industrie, confortent au jour le jour, moitié par choix originel, moitié par inertie, les détenteurs de position de pouvoir.

Si l'on ajoute à la liste de ces iniquités la double pression d'une démographie vigoureuse chez les païens et celle de la sécheresse, d'ores et déjà dramatique dans la province de l'extrême Nord, l'on saisit que la moitié septentrionale du Cameroun pourrait à terme constituer une poudrière. Et une poudrière située à portée de pierre de deux foyers d'incendie : celui du madhisme dans le nord du Nigéria, celui de la guerre civile au Tchad. Qu'il en ait été conscient, qu'il ait été inspiré par le souci de contrer l'offensive de M. Ahidjo à partir de ses ressources régionalistes, ou qu'il ait agi en fonction de considérations de « justice sociale », M. Biya a pris le parti de faire bouger les choses.

Le risque eût été (et resterait) d'avancer d'une manière précipitée, comme avait prétendu le faire André-Marie Mbida en janvier 1958, en clamant haut et fort sa volonté de « démocratisation » du Cameroun du Nord (2). *La réaction de* l'establishment musulman avait été immédiate et avait contribué à porter au pouvoir M. Ahidjo, grâce à une manœuvre que ce dernier a tenté de rééditer en juin 1983 : la démission en bloc du gouvernement des ministres musulmans. Avertissement encore plus grave, la guerre civile tchadienne n'est pas sans rapport avec le délitement de la chefferie dans ce pays.

Des abus supprimés

Le gouvernement camerounais semble conscient de ces risques de déstructuration et de rejet. Les gouverneurs veillent notamment à ce que leurs subordonnés ne chaussent pas les bottes de leurs prédécesseurs musulmans, et plusieurs sous-préfets, surpris à rançonner leurs administrés, ont été immédiatement déplacés.

L'objectif n'est plus de supprimer la chefferie. Significativement, le gouverneur de Garoua est d'ailleurs issu d'une grande famille du Cameroun anglophone. On dit aussi que le ministre de l'agriculture, M. Sadou Hayatou, qui est le fils du lamido de Garoua, a été dépêché en mission spéciale pour rassurer les principaux notables foulbés, et que M. Biya a fait plusieurs gestes concrets dans leur direction. Il n'en reste pas moins que les abus d'hier, plus fréquents, au demeurant, de la part des chefs de canton d'origine païenne, sont pourchassés. En dix-huit mois, le gouverneur de Maroua aura ainsi fermé trente prisons privées, appartenant à des chefs, voire à des députés, et dans lesquelles des paysans purgeaient des peines de plusieurs mois, tout en étant astreints au travail. Progrès ambigu quand on connaît le surpeuplement des prisons d'Etat, le caractère expéditif d'une justice elle aussi dépendante d'interprètes plus ou moins consciencieux et la brutalité des forces de l'ordre. Mais au travers de ces petits pas, les paysans, ou une fraction d'entre eux, perçoivent d'une manière encore diffuse qu'ils ne sont plus complètement dépourvus de défense face aux exactions de notables dans lesquels ils ne se reconnaissent guère. Sur un plus long terme, le gouvernement attend sans doute beaucoup d'une amélioration de la représentativité des chefferies, qui permettrait à certains contrepoids coutumiers de limiter leurs prérogatives, et d'une mutation du parti, qui lui ferait exprimer le point de vue des « sans-voix ».

Les alliées objectives de cette politique, les missions chrétiennes, font preuve, sur le terrain, d'une prudence similaire. Longtemps en butte aux tracasseries administratives qui interdisaient de fait l'exercice de la pleine liberté religieuse en vigueur dans le reste du pays, elles se gardent aujourd'hui de tout triomphalisme et soulignent qu'elles demeurent attachées, autant que par le passé, à la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Conscientes de la situation délicate dans laquelle se trouvent les musulmans, elles s'emploient à les faire bénéficier de leurs services sociaux et à développer un dialogue intercommunautaire. Il n'empêche que, dans une région où elles étaient seules à apporter dans les villages l'école, la santé et le refus de l'injustice et où la conversion à l'islam était le passage obligé de toute promotion sociale, les Eglises chrétiennes – l'Eglise catholique plus que les Eglises réformées – représentent un potentiel politique aussi évident que tu.

Comme l'aptitude au silence – à la dissimulation, disent leurs ennemis – est l'une des qualités que l'on reconnaît aux Peuls, il est difficile de se faire une idée de leurs sentiments politiques actuels. Trop de privilèges s'étaient perpétués, trop de fortunes faciles s'étaient édifiées à l'ombre de son pouvoir, pour que le départ de M. Ahidjo, en novembre 1982, ne constituât pas en soi un traumatisme et n'entraînât pas de combats d'arrière-garde. Les investigations systématiques et souvent maladroites de la sûreté à la suite de la tentative de putsch du 6 avril 1984, la mutation de nombreux fonctionnaires, les sommations de rembourser les prêts bancaires inconsidérés qui avaient été obtenus à la fin des années 70, ne pouvaient pas non plus ne pas accroître l'inquiétude d'un monde aussi feutré et aussi longtemps protégé de la modernité.

La fermeture de la frontière nigériane et la démonétisation du naira ont ajouté au mécontentement. Mais par-delà, il y a probablement le malaise d'une culture racée qui se sait condamnée à mourir et qui rappelle à l'observateur européen le crépuscule du *Guépard* de Tomasi di Lampedusa. A cet égard, les débordements économiques du géant nigérian pèsent plus que les décisions de Yaoundé, et tout était noué avant même l'arrivée au pouvoir de M. Biya.

Par ailleurs, le long règne de M. Ahidjo, de son représentant, le gouverneur Ousman Mey, et de son compagnon retors, M. Moussa Yaya, ne leur avaient pas valu que des amis. S'il parvient à endiguer les appétits d'une fraction de l'élite du Sud, M. Biya devrait pouvoir compter sur certains soutiens au sein des Foulbés, à commencer par celui des grandes familles de Maroua, irritées de la prééminence de Garoua, et par celui des jeunes intellectuels.

L'âne mieux que le bœuf

Quoi qu'il en soit, l'avenir du Nord se jouera essentiellement au plan économique. Face à la progression du désert et à l'augmentation des naissances, il ne peut être qu'agricole. Beaucoup a changé en vingt ans, y compris chez les populations kirdies montagnardes : la généralisation de la vaccination, le vêtement, l'ameublement des cases, la circulation des deux-roues, l'attestent. Pourtant, les opérations autoritaires de colonisation des terres et l'extension des cultures industrielles n'ont pas donné les résultats escomptés. La plupart des populations vivent toujours dans une misère flagrante. Ainsi conçue, la modernisation a même engendré des effets pervers. Les cultures industrielles, comme le coton, le maïs ou le riz, s'étendent en partie au détriment de la qualité des soins apportés aux cultures vivrières et de la surface de terres qui leur sont consacrées.

En outre, l'afflux d'argent frais déroute les paysans peu rompus aux arcanes de l'économie monétaire et se traduit souvent par une régression du budget de la femme et de l'enfant, corollaire de la progression de l'alcoolisme chez les hommes. Ces maux sociaux sont considérablement aggravés lorsque l'agro-industrie mobilise une main-d'œuvre déracinée de jeunes célibataires et contribue à déstructurer les campagnes.

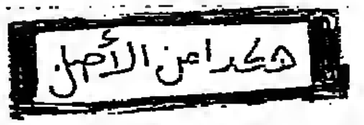
Enfin, ces grands projets mettent en danger l'équilibre écologique et sanitaire, déjà fragile, de la région. Aussi un nombre croissant d'experts locaux plaident-ils en faveur de formes moins tapageuses de développement rural. La priorité leur paraît devoir être conférée à l'introduction de la culture attelée, d'une part – parce qu'il est plus économique et qu'il permet le sarclage, l'âne semble préférable au bœuf, – et, d'autre part, à la multiplication d'ouvrages hydrauliques modestes (talus et fossés contre l'érosion, petits barrages, labours selon les courbes de niveau), qui favorisent par l'infiltration des pluies la remontée de la nappe phréatique (3). Aux comices de Bamenda, en décembre dernier, M. Biya a dit tout le prix qu'il accordait à la promotion d'une agriculture de paysans. Le Cameroun du Nord lui fournit un terrain privilégié d'application de cette nouvelle stratégie et une occasion de corriger de nombreuses erreurs, qui sont aussi des injustices.

JEAN-FRANÇOIS BAYART,
chercheur au centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques.

(1) Le terme « kirdi » a en fait été introduit lors de la première guerre mondiale par les troupes françaises en provenance du Tchad. Les Peuls parlent des *Haabé* (sing : *kaado*).

(2) J.-F. Bayart, *l'Etat du Cameroun*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1979, pp.39-40.

(3) Voir le remarquable document établi par les diocèses de Garoua, Maroua-Mokolo, Ngaoundéré et Yagoua. *Propos sur le développement agricole du Nord-Cameroun*, avril 1983, multigr.





La difficile reconversion de l'aristocratie Foulbé

LES gens du Nord parlent peu. Question de caractère... et de *conjoncture*, c'est-à-dire d'élémentaire prudence. Le vent a tourné pour l'aristocratie musulmane Foulbé et l'heure est aux reconversions. « *Disons qu'ils sont moins « sûrs d'eux et dominateurs » que par le passé* », résume un haut fonctionnaire. Personne, à Garoua, ne souhaite rouvrir la plaie qui, depuis la tentative de coup d'Etat du 6 avril dernier, s'est lentement refermée. Officiellement, les éléments de la Garde républicaine qui ont pris les armes pour tenter de déstabiliser le régime du successeur de l'ancien président, M. Ahmadou Ahidjo, n'étaient qu'une « *poignée de soldats perdus* », des naïfs manipulés, envoyés au « casse-pipes » au nom d'intérêts qui les dépassaient. Leurs chefs, eux, savaient ce qu'ils risquaient de perdre : la remise en cause de positions dominantes, l'impunité des trafics frauduleux. Cette évolution, amorcée dès l'accession de M. Paul Biya à la tête de l'Etat, s'est accentuée après le quitte ou double du 6 avril. Depuis deux ans, la carte politico-administrative de l'ancienne province du Nord (redécoupée en trois provinces : l'Extrême-Nord, le Nord et l'Adamaoua) a été bouleversée.

A tous les niveaux de la haute administration, des mutations sont intervenues, visant notamment les préfets, sous-préfets et commandants de légion de gendarmerie. Avec une volonté politique affirmée : faire en sorte que le Nord cesse d'être un Etat dans l'Etat. Globalement, cette mutation s'est faite en douceur. Un peu partout, des « Sudistes » ont été nommés aux postes « sensibles », en remplacement des hommes-liges de l'ancien président. Comme justification de cette politique, le pouvoir dispose d'arguments de poids : si l'on se base sur des critères comme la formation, l'éducation ou les diplômes, il est aisé de voir que bon nombre de hauts fonctionnaires du Nord avaient atteint leur « seuil d'incompétence ». Pour l'éducation et la scolarisation, le Nord a vingt ans de retard sur le Sud.

Divisé bien plus qu'on ne l'a dit, le Nord n'a donc pas bronché, au moment des « événements » et de la vague de répression qui a suivi. Les Foulbé ont fait le gros dos, tâchant de préserver ce qui pouvait encore l'être. Les familles des mutins qui ont été exécutés ont pleuré leurs morts en silence, sachant que la population du Nord, dans sa grande majorité, a condamné une aventure dont le seul résultat a été de mettre indûment à l'index tous les « Nordistes ».

Des fortunes de 2 milliards

A Maroua, où le départ de M. Ahidjo a souvent été ressenti comme une libération (la domination politique, ethnique, religieuse et financière de Garoua allait cesser), beaucoup de gens ont été traumatisés, pour avoir été assimilés à des mutins. Le mouvement de panique qui avait suivi la tentative de putsch, amenant les Nordistes installés à Yaoundé et Douala à venir se réfugier dans leurs familles du Nord (et vice versa pour les Sudistes de Garoua), s'est arrêté très rapidement, chacun aujourd'hui ayant repris sa place. Si quelques riches commerçants et dignitaires locaux ont devancé la répression en se réfugiant à l'étranger, et si quelques autres ont été arrêtés, la recherche des responsables de la rébellion a été, dans l'ensemble, aussi peu réussie à Garoua que... la tentative de coup d'Etat. Quelques maisons abandonnées par leurs propriétaires ont été mises sous scellés, et le maire de Garoua, M. Bako, qui gérait les biens de M. Ahidjo, a été arrêté, puis relâché, et son domicile perquisitionné.

La volonté du président Biya de ne pas laisser les trois provinces du Nord à l'écart de l'autorité du pouvoir central est cependant manifeste. Le mois dernier, le ministre de la défense, M. Andzé Tchoungui, est venu lui-même dans le Nord pour « installer » les nouveaux commandants de légion des gendarmeries de Ngaoundéré, Garoua et Maroua. Ce déplacement du ministre d'Etat avait une haute valeur symbolique.

Garoua et notamment les chefs des grandes familles Foulbé restent « sous surveillance », notamment le lamido (sultan) de Rey Bouba, la plus puissante incarnation du féodalisme Foulbé. Certains, persuadés, à tort ou à raison, d'être un jour inquiétés, cherchent encore à prendre le large, en dépit de difficultés accrues. La délivrance de passeports et de visas est aujourd'hui sévèrement contrôlée sur toute l'étendue du territoire. Dès lors, les prix ont considérablement monté : à Maroua, un passeport avec visa de sortie se négociait le mois dernier à 600 000 francs CFA (1).

Avec fermeté mais diplomatie, le gouverneur de Garoua, M. Fosi Yakum-Ntaw (originaire de l'Ouest), qui a remplacé celui que l'on surnommait le proconsul Ousmane Mey, a fait comprendre aux « barons » de l'ancien régime que les temps ont changé. Ses relations avec la noblesse du Nord sont bonnes, mais relativement distantes. Au fond, cette nouvelle règle du jeu n'est pas très contraignante. Certes, les Aladji ont pris conscience que leurs fortunes – souvent considérables – n'augmenteront pas aussi vite qu'avant, dans la mesure où il faudra du temps pour réorganiser les circuits financiers. Les réserves accumulées, de toute façon, permettent d'attendre des jours meilleurs. Un banquier du Nord évalue ainsi la fortune des Aladji : « *Au « top », il y en a deux qui possèdent plus de deux milliards. Ce sont Alhadji Nassouro et Alhadji Fadil. En dessous, une trentaine de personnes « pèsent » entre 500 millions et un milliard. Mais, vous savez, ces estimations ne peuvent tenir compte avec précision de ce qui repose sur des comptes bancaires à l'étranger.* » Les incertitudes politiques nées du changement de régime et surtout la fermeture des frontières nigérianes après le coup d'Etat militaire qui s'est produit à Lagos, le 31 décembre 1983, ont porté un coup sévère à l'activité économique du Nord. De septembre 1983 à mars 1984, les dépôts bancaires ont accusé une chute de 18 %. La situation s'est néanmoins lentement redressée : de décembre à janvier dernier, les dépôts ont augmenté de 5 %.

La confiance, manifestement, est revenue. Les mouvements d'argent ont repris, même si les chantiers en cours connaissent une baisse d'activité due à un certain attentisme. Ici, la politique de « moralisation économique » décrétée par le gouvernement n'inquiète pas beaucoup, en dépit d'un durcissement dans l'octroi de prêts bancaires et de sorties de capitaux, de quelques redressements fiscaux ostensibles à l'encontre des plus suspects, et de la multiplication des missions ministérielles dans les administrations locales. Avec fatalisme, les Aladji *évaluent* l'*inévitable accroissement* de leurs « frais généraux », c'est-à-dire des bakchichs qui seront nécessaires pour tempérer le nouveau zèle des fonctionnaires. Le système va évoluer, sera peut-être un peu assaini mais, fondamentalement, il ne changera pas.

A la fin de l'année dernière, une réunion des directions des principales banques du pays a eu lieu pour déterminer le montant des prêts bancaires attribués pendant des années, à fonds perdus, aux Aladji. Selon un banquier de Douala, la « facture » dépasserait le chiffre de ... 100 milliards de francs CFA ! Une petite partie de cette somme sera sans doute récupérée mais, pour l'essentiel, on « passera l'éponge ». La mise à plat du système bancaire camerounais remettrait trop d'intérêts financiers et politiques en cause, et risquerait d'atteindre d'anciens directeurs de banques qui occupent aujourd'hui des fonctions dans l'appareil d'Etat.

La perméabilité de la frontière nigériane

La normalisation de la situation politique dans le Nord-Cameroun s'explique aussi par des raisons purement géographiques. Avec l'exemple tchadien, les « Nordistes », plus que d'autres, sont conscients des risques d'affrontements tribaux. « *Nous vivons tous les jours l'expérience du Tchad* », rappelle un haut fonctionnaire de Garoua, en soulignant que les frontières entre les deux pays sont franchies quotidiennement par les réfugiés tchadiens, qui fuient à la fois la sécheresse et les troubles qui ravagent le sud de leur pays. Le camp de Poli, situé à environ 120 kilomètres au sud de Garoua, comptait près de 5 000 réfugiés à la fin du mois de février. D'autre part, 5 000 à 6 000 Tchadiens, selon le HCR (Haut Commissariat pour les réfugiés), sont établis à Kousseri, ville située en face de N'Djamena, de l'autre côté du Chari. Les autorités camerounaises n'ont mis aucune restriction à cette immigration anarchique, mais elles commencent à s'inquiéter de l'ampleur du phénomène. Lors de la visite officielle qu'il a effectuée à Paris début février, M. Paul Biya s'en est ouvert aux autorités françaises, qui pourtant n'y peuvent pas grand-chose.

Sur le plan économique, la perméabilité des frontières avec le Tchad et le Nigéria provoque des effets très différents. Avant la sécheresse, le nord du Cameroun ne connaissait guère de problème alimentaire et pouvait supporter l'exportation clandestine d'une partie de ses denrées vivrières. Des intermédiaires achetaient aux paysans une partie de leurs récoltes pour revendre celles-ci beaucoup plus cher au Tchad et au Nigéria. Or, selon les autorités de Garoua, le déficit vivrier de la seule province du Nord a atteint 25 000 tonnes en 1984. Et la situation est nettement plus grave dans l'Extrême-Nord. Les services des douanes s'efforcent donc d'arrêter les camions qui passent les frontières est et ouest. Mais ceux-ci, en coupant à travers la brousse, ont des chances très minimes d'être arrêtés. Au Nigéria, l'exercice de la contrebande est plus aléatoire, les douaniers nigérians n'hésitant pas à ouvrir le feu sur les passeurs.

La fermeture des frontières décidée par Lagos a porté un coup sévère aux bénéfices réalisés par les commerçants de Garoua et les petits trafiquants de tout acabit. Cette contrebande, portant notamment – de nuit – sur des véhicules Peugeot (504 et 505) construits à l'usine de Kaduna, et le matériel hi-fi japonais, est difficile à évaluer. Les chiffres avancés par les autorités de Garoua, pour qui la fraude a baissé de 90 % en un an, apparaissent tout à fait fantaisistes. Certes, les prix des passeurs ont nettement augmenté avec la diminution du trafic, mais il ne vient pour autant à l'idée de personne – hormis, en principe, les organismes publics ou parapublics – d'acheter une 504 chez un concessionnaire de Garoua. Du côté camerounais, les droits de douane atteignent – théoriquement – 71 % du prix du véhicule acheté au Nigéria, auquel s'ajoutent 10 % de pénalités pour importation sans licence. Même si ce calcul était strictement appliqué – ce qu'il n'est jamais – le bénéfice dépasserait 600 000 F CFA *pour une 505...*

Il suffit de circuler dans Garoua (où, contrairement aux autres villes du Cameroun, les voitures japonaises sont largement supplantées par les voitures françaises) pour se rendre compte que la contrebande n'a pas été stoppée. L'achat s'effectue discrètement, à l'intérieur des *saré* (habitation entourée par un mur d'enceinte) des Aladji. Il n'empêche : pour quelques professions méritantes – douaniers, policiers notamment – la fermeture des frontières nigérianes a entraîné une sensible baisse du pouvoir d'achat...

Ce trafic illicite a cependant ses règles : le prix de vente d'une voiture ou d'un auto-radio est basé sur le cours parallèle – au jour le jour – de la monnaie nigériane, la naira. Au marché central de Garoua, au milieu des étalages des vendeurs de légumes, de viande et de poisson, des banquiers « sauvages » ont élu domicile. Une simple planche, posée sur des tréteaux, sert de comptoir. Des piles de billets sont étalés et le « banquier », armé de sa calculatrice de poche, mène tranquillement ses affaires, devant un groupe de clients. Le 28 janvier dernier, pour 1 000 F CFA, on obtenait 8 nairas 500 kobos...

Au fond, les Nordistes ont-ils d'autres préoccupations que de faire fructifier leurs affaires ? « *Les gens du Nord*, reconnaît un homme d'affaires qui a amassé une confortable fortune, *n'étaient pas, pour la plupart, attachés à l'homme* (Ahmadou Ahidjo), *mais à leurs intérêts. Ahidjo pouvait servir, on l'a servi et on s'est servi...* »

L. Z.

(1) 1 franc CFA vaut 0,02 franc français.

Le Cameroun, terre bénie du tourisme

« L'AFRIQUE *en miniature* »... A lui seul, le Cameroun résume ce monde multiforme qu'est le continent noir. Du sud, éternellement drapé dans un épais manteau végétal, aux steppes et savanes du nord, le pays déroule une saisissante profusion de paysages, de sites, de types humains et de traditions. Il fait bon vagabonder sur cette terre chaude et généreuse, dans ce décor sans cesse renouvelé où la nature sait être à la fois prolixe et dépouillée, humide et brûlée.

Au cœur de cet Etat peu peuplé, puisque neuf millions et demi d'habitants vivent sur une superficie de 475 000 kilomètres carrés, chaque touriste y trouve son éden : il peut s'étendre sur les plages douces à l'ombre d'un cocotier, accompagner les piroguiers dans leurs périples quotidiens, pénétrer l'épaisse forêt où la lumière ne fait plus la loi, escalader l'énorme volcan appelé mont Cameroun ou découvrir la savane rousse qui s'étend à perte de vue. A chaque fois, il aura la sensation de frôler la liberté...

De la côte au mont Cameroun

POUR le touriste étranger, le voyage commence sur le littoral, à Douala. Porte d'entrée du Cameroun, la métropole économique, que desservent les grandes compagnies aériennes du globe, offre ses monuments, son musée aux riches collections et ses hôtels de classe internationale. Mais elle constitue surtout le point de départ vers la côte et ses superbes plages.

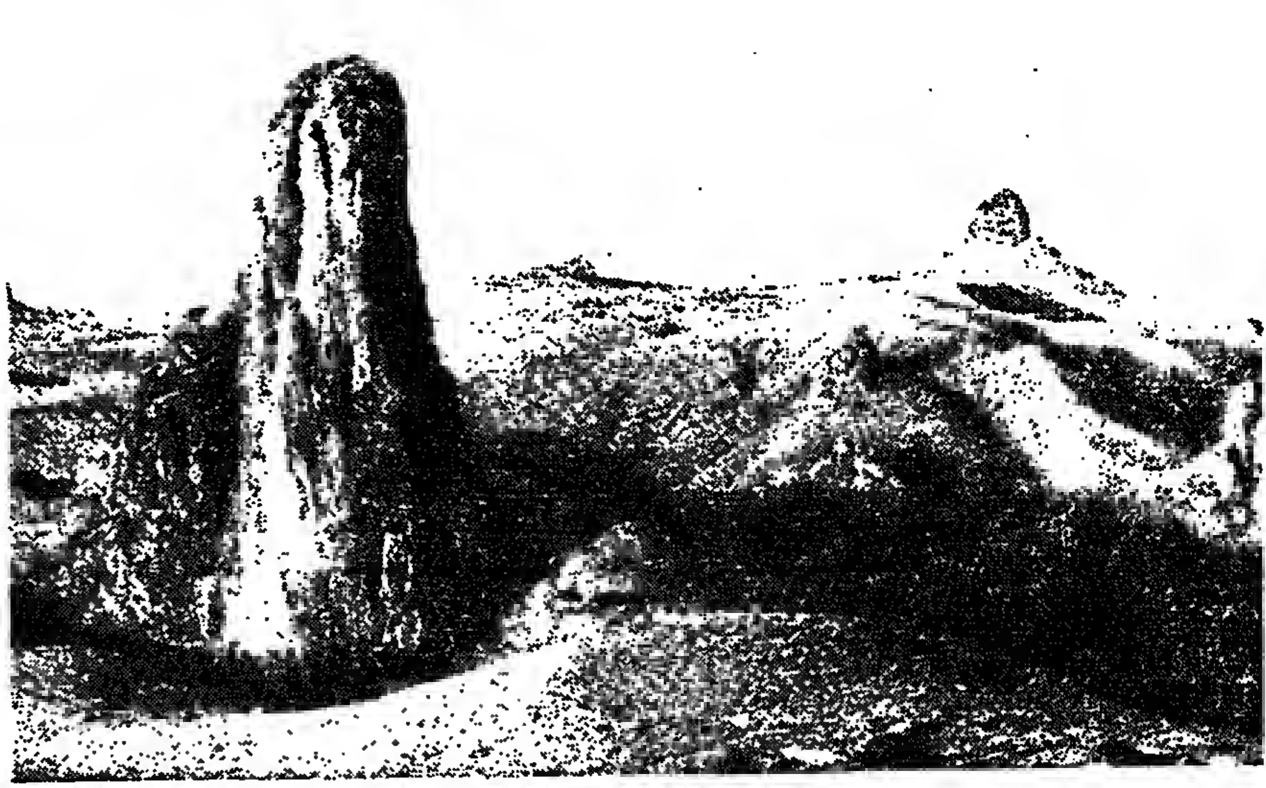
Véritable perle du littoral camerounais, Kribi attend le visiteur, avec son climat doux, ses baies étonnantes et ses bois. La côte y est lisse, le sable clair, les cocotiers obliques bercés par le souffle marin. Décor de rêve qui mêle l'océan à la beauté de la forêt équatoriale, l'ancienne ville forte allemande possède tous les atouts nécessaires pour procurer au touriste les conditions d'un séjour inoubliable.

Plus au nord, situé à une cinquantaine de kilomètres de Douala, le site de Limbé (ex-Victoria) est également propice au tourisme balnéaire, qui a su lui conserver son style britannique.

De là, il est aisé de remonter vers l'intérieur, où l'on découvre la forêt et les grands fleuves. Rien n'est plus étonnant, dépaysant, pour le voyageur occidental que la vaste forêt équatoriale qui se dresse au sud du Cameroun. Dans cet univers de géants où les arbres atteignent 50 mètres de haut, où l'environnement est aussi enivrant qu'oppressant, vivent de petits hommes : les Pygmées. Entre Yokadouma et Kribi, ils bâtissent des huttes à leur échelle avec des lianes, des écorces et des feuillages. Le touriste peut entreprendre nombre de périples, surtout dans les environs de Yaoundé, la gracieuse capitale aux sept collines dont la plus célèbre abrite un hôtel cinq étoiles, le Sofitel Mont Fébé. Des excursions sont en effet possibles vers les chutes de Nachtigal, sur la Sanaga, et vers les localités de Monatélé, Mbalmayo, Ebolowa ou Sangmélima.

Bien différent, l'ouest du pays présente un relief montagneux, où domine le mont Cameroun, volcan encore en activité, dont la dernière éruption date de 1982. En dépit de son altitude (4 070 mètres), il est relativement facile à escalader. Celui qui serait tenté de grimper jusqu'au sommet doit savoir qu'il n'a pas besoin d'aptitudes particulières à l'alpiniste, mais de détermination et de jambes solides. L'ascension se fait de préférence entre novembre et mai. Trois chalets-refuges ont d'ailleurs été aménagés pour accueillir les touristes, qui peuvent ainsi y passer la nuit.

Dans la zone Ouest et Nord-Ouest, le paysage est extrêmement vallonné. Souvent comparée à l'Auvergne, à laquelle elle ressemble avec ses montagnes arrondies d'anciens cratères, ses fleuves multiples qui l'irriguent et ses collines verdoyantes, la région abrite le folklore bamiléké et l'artisanat bamoun. Le climat y est tempéré, et Dschang, belle station climatique, enregistre des minima et maxima absolus de 8 et 32 degrés.



Les Kapsikis, dans le nord du Cameroun.



La plage de Kribi.

Le Nord, paradis de la faune africaine

L'ON ne saurait enfin évoquer le tourisme camerounais sans citer le nord du pays, véritable eldorado en la matière. Car la nature a réuni là une faune, un paysage et un folklore d'une rare variété. Ngaoundéré, riant portail du nord du Cameroun, est, à cinquante minutes d'avion de Yaoundé, le point de départ vers cette région. Si une étape est nécessaire à Maroua, agglomération connue pour son artisanat et son marché multicolore où s'attroupent quotidiennement tanneurs, potiers, tailleurs, tisserands, forgerons et chalands de toutes sortes, il est recommandé d'utiliser la route qui la relie à Kousseri. A mi-chemin, le touriste atteint Waza, dont le parc national est le plus riche, sinon le plus spectaculaire, d'Afrique francophone.

Dans ce royaume du lion, qui couvre une superficie de 170 000 hectares, on rencontre presque tous les représentants de la faune africaine : éléphants, girafes, guépards, damalisques, cobs de buffon, etc., ainsi qu'une importante colonie d'oiseaux qui compte des oies, des aigrettes, des autruches, des pélicans, des ibis...

Aux côtés de Waza, plusieurs autres parcs appellent l'amateur en zone de savane, tels Boubandjideh (fief du rhinocéros et de l'élan de Derby, la plus grande des antilopes), Bénoué, Kalamalhoué et Faro.

Carrefour ethnique et culturel

POUR ceux qui ne sont pas portés sur le seul safari-photo, le nord du Cameroun constitue aussi un endroit privilégié. Car il reste la seule province où la chasse est organisée. Vingt-sept zones d'intérêt cynégétique ont ainsi été aménagées autour de certains parcs, sur une superficie de quelque 1 773 000 hectares. Huit campements y ont été construits pour les quatre cents chasseurs étrangers qui viennent chaque année. En général, la saison cynégétique s'ouvre le 15 décembre et se termine le 31 mai.

Fameux pour le safari en tout genre, le Nord n'en demeure pas moins une région qui recèle mille autres richesses, telles que le folklore, la diversité de l'habitat et l'originalité des modes de vie. Les paysages lunaires des Kapsikis restent ainsi l'un des hauts lieux du tourime camerounais.

A la diversité géographique du Cameroun s'ajoute une diversité culturelle très riche, liée à un incroyable puzzle ethnique ; on dénombre ainsi près de deux cents ethnies dans le pays ! Terre de passage, zone de rencontres, carrefour d'influences, le Cameroun traduit ses particularités dans l'art de vivre, les traditions, le folklore et l'artisanat de ses populations. Du joueur de *mvet* bantou du Sud aux danseurs gourna au torse nu du Nord, en passant par les hommes masqués de l'Ouest, le touriste n'aura que l'embarras du choix.

Au cœur de cette contrée qui reste l'un des plus brillants et des plus anciens foyers de l'art africain, l'Occidental retiendra surtout le Nord et l'Ouest, hauts lieux de l'artisanat.

De la célèbre « case bamiléké » aux figurines ou masques bamoun se dégagent plus que la beauté des objets, car ils expriment un type d'organisation sociale, une philosophie de l'existence. Ces choses que l'on pourrait croire inanimées sont étroitement liées à un système pyramidal hiérarchisé de relations politiques, où chacun possède son rang, contribuant ainsi à l'équilibre de la société.

Le touriste ne doit pas manquer la visite de Foumban, siège du sultanat bamoun. Près du palais construit en 1917 par le sultan Njoya, inventeur d'une écriture à base de signes, le Musée des arts et traditions y présente la formidable collection d'un artiste chevronné, Moïse Yeyap.

A 80 kilomètres de Bafoussam, la ville de Bamenda offre elle aussi un aperçu des traditions camerounaises, car son musée donne au touriste la possibilité d'admirer les principaux aspects de l'art de la province dans sa diversité ethnique et historique.

Enfin, l'Occidental se laissera aisément tenter par les innombrables objets qu'il trouvera sur les marchés de Pitoa, Mora, Mokolo, et surtout à Maroua et Djingliya, où des coopératives artisanales proposent babouches, sacs en peau de crocodile, de serpent ou d'iguane, sabres, sculptures, poteries, etc. De quoi remplir une valise de souvenirs...

Vers un tourisme de standing

IL va sans dire qu'un tel potentiel touristique nécessite une mise en valeur optimale et rationnelle. Les responsables camerounais l'ont bien compris, qui ont rompu avec les méthodes artisanales, voire empiriques, pour opter définitivement pour un tourisme industriel et moderne. La volonté d'accorder au tourisme une place honorable dans l'économie nationale s'est traduite, pour le seul exercice budgétaire en cours, par des investissements de l'ordre de 3,5 milliards de francs CFA. En même temps que les touristes étrangers sont les bienvenus, le gouvernement sensibilise aussi la population locale pour qu'elle découvre ses propres richesses touristiques.

Aujourd'hui, la capacité d'accueil des établissements hôteliers du Cameroun frôle les neuf mille lits. La politique touristique présidentielle, qui repose sur la promotion d'un tourisme de standing et d'affaires, se traduit par la mise en place d'un complexe de haut niveau. Aussi le businessman exigeant trouvera dans les deux grandes métropoles du pays que sont Yaoundé et Douala des hôtels cinq étoiles (Mont Fébé à Yaoundé) ou quatre étoiles (Méridien et Sawa Novotel à Douala).



Dans une réserve, un cob de Fassa.

Le parc de la Benoué

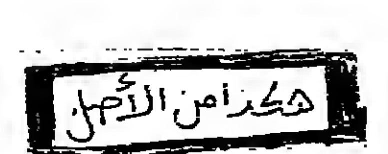
SITUÉ presqu'à mi-chemin entre les deux capitales des provinces du Nord et de l'Adamaoua (Garoua et Ngaoundéré), le Parc national de la Benoué constitue un des hauts lieux du tourisme camerounais.

D'une superficie de 180 000 hectares, la réserve, créée en 1932, a été érigée en parc national en décembre 1968.

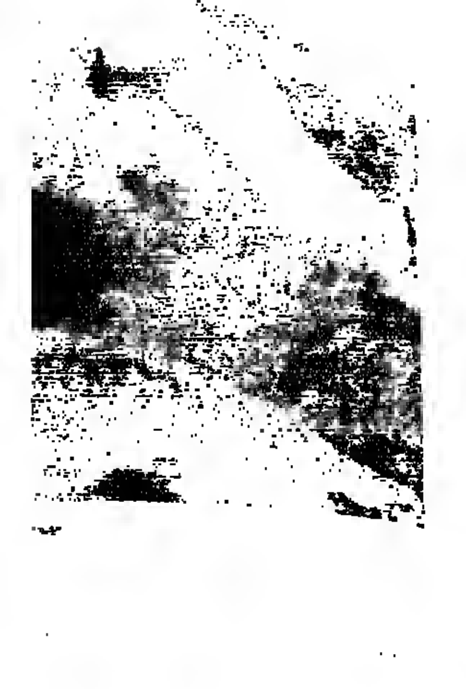
Son relief vallonné abrite une faune extrêmement riche. Il est essentiellement peuplé d'hippopotames qu'on rencontre dans les mares et le lit de la Benoué. Mais on y rencontre également des crocodiles, des bubales, des cobs de buffon, des hyènes, des panthères, des lions, des élans de Derby, des éléphants et divers primates. Les nombreuses collines qui parsèment le parc et le réseau routier de près de 300 kilomètres dont il dispose permettent l'observation de la presque totalité de la faune.

Ouvert à la visite en toute saison, le parc de la Benoué est accessible par trois entrées : Ex-Djaba (vers le nord), Banda (au centre) et Meyo Alim au sud. Les touristes désireux de séjourner plusieurs jours dans le parc trouveront une chambre au campement du Buffle noir ou à celui du *Grand Capitaine*.

Mais les amateurs de safari-photo ne sont pas seuls concernés car le secteur de Benoué compte aussi onze zones de chasse réparties autour du parc et trois campements annexes. Les chasseurs détenteurs de permis peuvent se livrer à leur sport favori s'ils en ont fait la demande au service provincial du tourisme à Garoua.



Le Monde des livres



L'étonnant retour de René-Victor Pilhes

Après neuf ans de silence, l'auteur de* l'Imprécateur *publie* la Pompéi, *le premier volume d'un immense roman « fin de siècle ».

VOILA plus de trois cents pages qu'on se croit dans une sorte de polar politico-médiatique : des morts suspectes, un empire de presse, une escouade de vieux pétainistes, survivants d'une extrême droite ringarde, des gauchistes version Ariège début des années 70. Et soudain on découvre ce qui ressemble à un pot-aux-roses, mais qui doit être une nouvelle bifurcation où s'égarer : les haines et les terreurs ancestrales, celles du sang, les étranges filiations, les parentés insoupçonnées et les tares familiales que portent, en toute ignorance, les bâtards auxquels on a volé leur origine.

C'est sur cette angoisse et ce mystère que se termine *la Pompéi*, le dernier roman de René-Victor Pilhes, qui n'avait donné qu'un petit livre, *la Bête* (1), depuis le succès de *l'Imprécateur* (2), prix Femina 1974, porté à l'écran par Jean-Louis Bertucelli. Pilhes tient à laisser le lecteur sur sa faim en attendant *la Pompéi* II, puis III, puis IV.

« Eh oui, dit-il, *je n'ai plus envie de faire des romans comme* l'Imprécateur. *Je suis dans de vastes machines. Après 1976, j'avais repris un travail commencé longtemps avant, sur les médias. Cela s'appelait* la Médiatrice. *Plus j'avançais dans l'écriture, moins je trouvais ça bien. Je frôlais le « sous-Imprécateur »... Je me suis remis à faire des tournois d'échecs pour n'y plus penser.*

La décision de ne pas publier

» Finalement, en 1979, j'ai pris la décision que tout le monde redoutait : ne pas publier. J'étais soulagé. On me disait bloqué, « à sec ». Moi, je ressentais une sorte de jubilation. »

Alors, René-Victor Pilhes a échafaudé une fiction délirante, mêlant le grand roman policier dont il rêvait depuis longtemps à l'univers des médias et aux passions politiques, le tout rassemblé dans le petit village ariégeois de Tonombres. Le livre qui vient de sortir n'est que la mise en place de cette histoire, une introduction, avec ce qu'il y faut de pièges, d'embûches, de fausses certitudes, mais aussi d'indices pour que le lecteur malin croie avoir tout découvert.

Qui peut bien avoir tué la comtesse Marthe de Tonombres, aux obsèques de sa belle-mère Irène, la vieille fasciste qu'elle haïssait, sous les yeux de tous les amis de la défunte, nostalgiques d'une extrême droite conquérante, notamment le fameux Sanaris, patron de la Médiatrice, groupe de presse multimédias ? Qui est vraiment Henri Rouquet, le narrateur, fils de l'aubergiste du village, devenu soudain l'homme de confiance de Sanaris ? Que veut Gisèle de Tonombres, l'arrière-petite-fille d'Irène, en rupture de ban avec sa famille, et comment deviendra-t-elle « la Pompéi » ? C'est tout juste si René-Victor Pilhes ne dit pas : « Vous le saurez en lisant le prochain épisode de notre feuilleton... »

Dans la conversation, il brûle de tout révéler, de se délivrer de cette imagination folle, qui, littéralement, le possède. Alors, il se met en scène, regarde au loin, derrière son interlocuteur, comme pour y chercher le fil du récit. Il mime un personnage, avance, recule, invente un dialogue et se rassied, déçu : *« Cette scène, il me tarde de l'écrire, et je sais que ça ne sera que dans trois ou quatre ans. »* De *la Pompéi*, il parle comme d'une épopée, tour à tour avocat, plaidant une cause qui le dépasse, et tribun populaire, gagnant des voix à son parti.

« Vous portez en vous un chaos »

Il n'en faut pas moins pour défendre cette histoire de fin de siècle où Pilhes étale comme à plaisir l'ambiguïté des époques, où tout le monde revient de tout, où se perdent certitudes et convictions, où le pragmatisme est tristement érigé en dogme, quand se délite le débat intellectuel.

Dans *la Pompéi*, Pilhes détaille des comportements d'où naît le malaise : les étranges égards du jeune Rouquet pour le vieux Bronme, responsable de nombreuses déportations, les anciens résistants sans courage, la dame juive oublieuse de ceux qui lui ont sauvé la vie, mais qui paraît aux réceptions de Sanaris... Tout cela dans un style que l'auteur lui-même n'hésite pas à qualifier de *« pompier »*. *« Oui, oui, j'écris parfois comme Ernest Pérochon*, plaisante-t-il, *puis tout à coup je casse, je change de registre. Quelle collision ! C'est ça qui m'intéresse. Tant pis si le lecteur me prend pour Ponson du Terrail et si cela l'agace. Je sais où je veux le mener. »*



BERENICE CLEEVE.

Certes, on est parfois irrité par les procédés narratifs et par l'écriture un peu « débordante », dans le genre roman de cape et d'épée. Mais la sobriété ne convenait guère à la plongée dans les eaux troubles du dernier quart du XXᵉ siècle, que René-Victor Pilhes remue jusqu'à la nausée, sous le signe de la phrase de Nietzsche mise en exergue de son roman : *« Je vous le dis : il faut porter encore en soi un chaos pour pouvoir mettre au monde une étoile dansante. Je vous le dis : vous portez en vous un chaos. »*

Pour rédiger, patiemment, cet énorme texte, dont il connaît déjà toute la structure, chapitre par chapitre, René-Victor Pilhes a abandonné son confort d'écrivain reconnu et son salaire de publicitaire. Il s'est brouillé avec son éditeur de toujours, Le Seuil, et a été accueilli chez Albin Michel. Il a ignoré la rumeur qui le disait « fini ». *« Il fallait que je prenne mon temps. Raconter, c'est un travail minutieux. Il n'y a pas de miracle. Pour* le Père Gorint *comme pour* Finnegans Wake, *il faut la même humilité : avancer chaque jour, s'appliquer. »*

Revenir comme débutant

Pendant dix années Pilhes s'est exercé à cette humilité et, à cinquante ans, il revient, *« comme un débutant »*. *« Vous comprenez, je suis un enfant de la critique. Si j'ai eu le prix Médicis en 1965 pour mon premier roman,* la Rhubarbe, *c'est parce que, avant tout, les critiques m'ont porté : Jacqueline Piatier, Robert Kanters, Kléber Haedens et d'autres. Vingt ans après je me trouve face à une génération de journalistes dont je ne sais même pas si elle me connaît. Ce n'est pas rassurant. »* Mais c'est peut-être une chance pour René-Victor Pilhes, car cette génération est au cœur des affrontements et des vacillements qui sont la matière de *la Pompéi*, et plus que ses aînés, sans doute, elle se cherche derrière les aventures équivoques des « tonombristes ».

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ LA POMPÉI, de René-Victor Pilhes. Albin Michel, 398 p., 89 F.

(1) Seuil, 1976.
(2) Seuil, 1974.

Rencontre avec Kenzaburo Oé

Né en 1935 dans un village de montagne de l'île de Shikoku, au sud du Japon – là où se passe *le Jeu du siècle*, – Kenzaburo Oé appartient à une génération qui a été profondément marquée par la guerre et par la défaite du Japon traditionaliste. A l'université de Tokyo, de 1954 à 1959, il étudie la littérature française et s'intéresse notamment à Pascal, Camus et Sartre (à qui il consacre sa thèse).

En 1958, il reçoit le Prix Akutagawa pour *Gibier d'élevage* (qui sera repris en traduction française avec trois autres nouvelles dans *Dites-nous comment survivre à notre folie* (Gallimard, 1982), se distinguant par un style d'une exceptionnelle liberté. Dès 1964, avec *Agwii, le monstre des nuages*, puis dans son roman *Une affaire personnelle*, Oé intègre à son univers romanesque un événement qui bouleverse sa vie : la naissance d'un enfant mongolien. *(Une affaire personnelle*, traduit à partir de la version anglaise et très abrégé, avait paru en 1971 chez Stock.)

A partir de 1967, avec *le Jeu du siècle* (en japonais : *Man'en gannen no futtobôru, « la partie de football de la première année de Man'en »*), il confère à son œuvre une dimension plus ambitieuse et donne libre cours à son imagination de plus en plus baroque ; il s'intéresse à *Malcolm Lowry* et à la littérature latino-américaine. Il séjourne au Mexique et enseigne à l'Université. Il publie ensuite des romans : *le Déluge étendu jusqu'à mon âme* (1973), *le Jeu contemporain* (1979) ; des nouvelles : *Les femmes qui écoutent l'arbre à pluie* (1982), *Réveillez-vous, ô jeunes gens du nouvel âge* (1983), *Comment tuer un arbre* (1984), des articles sur les sujets qu'il traite dans ses romans : Hiroshima, la linguistique, les cultures minoritaires, etc.

Notre correspondant au Japon, Roland-Pierre Paringaux, s'est entretenu avec lui à Tokyo à propos du *Jeu du siècle*, qui vient de paraître chez Gallimard.

« Le Japon est un pays fragile »

« LES protagonistes du *Jeu du siècle*, à la recherche d'une identité dans un monde qui leur paraît insupportable, appartiennent à la « génération perdue », idéaliste, des années 60 (1). Vingt ans après, ont-ils découvert une « vie nouvelle » ou bien, comme les villageois de Shikoku, sont-ils résignés au règne de « l'empereur des supermarchés » ?

– Pour moi, pour les intellectuels et artistes qui représentaient la « génération perdue » de l'après-guerre, l'essentiel était de forger une nouvelle identité japonaise. Pour cela, nous nous sommes engagés dans des mouvements politiques et sociaux (2). Vingt ans après, je suis pratiquement le seul à avoir une activité politique. Elle est d'ailleurs limitée au domaine antinucléaire : je m'occupe d'organiser les survivants d'Hiroshima. Pour le reste, écrivains, compositeurs, architectes, se consacrent à leur métier. La quête d'une identité se poursuit, mais aujourd'hui ce sont surtout nos travaux qui sont là pour en témoigner. Nous avons cinquante ans, et ceux qui en ont vingt ne s'intéressent pas à nous.

» Dans mon village natal, que j'ai transposé dans le livre, il y a eu, après la guerre, un mouvement de révolte des villageois, encore animés par l'esprit d'indépendance, contre l'implantation du supermarché. Mais graduellement les petits commerçants ont dû fermer boutique. Aujourd'hui, les jeunes ne comprennent pas *le Jeu du siècle*. La révolte que je décris était possible dans les années 60, mais pour les nouvelles générations elle paraît impensable.

Le racisme anticoréen

» Cela dit, si l'on s'intéresse un jour à cette réalité des révoltes villageoises, ce sera pour beaucoup grâce aux historiens français. J'ai été très influencé par eux : par Henri Lefebvre, par *Fête et révolte* d'Yves-Marie Bercé, par le *Carnaval de Romans* de Le Roy Ladurie. J'ai voulu montrer que, dans mon village reculé de l'île de Shikoku, il s'était passé des choses semblables et qu'au Japon aussi, dans la révolte, il y avait un caractère folklorique, un sens de la fête et un esprit démocratique marqués. Mais les nouveaux universitaires, même s'ils prennent conscience de cela, ne sont plus intéressés par la dimension sociale de tels phénomènes. C'est bien là le problème.

– De votre histoire émergent aussi les thèmes du chef charismatique, Takashi, emporté par des rêves héroïques violents, celui des foules qui suivent aveuglément, celui du groupe, impitoyable pour qui est faible ou différent, celui du racisme anticoréen. Croyez-vous ces tendances encore fortes dans la société japonaise ?

– Oui, parfois c'est évident, parfois moins. Cela ne se voit pas clairement à la surface, dans les institutions. Mais, dans la structure profonde de la société japonaise, on trouve toujours les symptômes violents de la ségrégation à l'encontre des Asiatiques, tout particulièrement des Coréens : il y a quelques années, presque tous les jours, des écoliers japonais attaquaient des écoliers coréens du Japon dans les trains. Comment changer cette attitude et retrouver notre véritable identité asiatique ? C'est pour moi le problème fondamental.

» Aujourd'hui, aucun dirigeant du Japon ne se veut vraiment japonais. Depuis la Restauration Meiji, l'occidentalisation est la règle ; or elle nous a conduits dans l'impasse : l'expansionnisme, la guerre, la défaite. Après la guerre nous aurions pu, nous aurions dû, retrouver nos racines asiatiques, mais nous avons repris la voie de la modernisation et de l'occidentalisation effrénées, de l'alliance militaire avec les Américains. Nous avons à nouveau trahi les peuples de l'Asie. Notre force militaire est un complément de celle des Etats-Unis. Nous sommes redevenus une menace pour l'Asie et pour l'URSS. Nos dirigeants ne sont pas indépendants.

– Vos thèmes recoupent parfois ceux de Mishima. N'est-ce pas le même dégoût d'une société *reniant son passé et devenant une* « société de marchands » occidentalisée qui pousse votre héros, Takashi, à la révolte et au suicide, tout comme Mishima trois ans plus tard ?

– Mishima était très prosaïque et avait un grand sens de l'humour, mais, selon moi, il ne croyait pas vraiment à l'idéologie qu'il professait ; il jouait un rôle.

R.-P. PARINGAUX.

(Lire la suite page 33.)

(1) Le livre a été publié au Japon en 1967.

(2) L'auteur fut très actif dans les mouvements d'étudiants et d'intellectuels de gauche, notamment contre la signature du traité de sécurité nippo-américain.

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

● ESSAI

Une volée de bois vert

AVEC *A distance*, Annie Le Brun reprend les thèmes de *Lâchez tout*, son pamphlet contre le néo-féminisme. Elargir l'horizon, réinventer l'amour et l'érotisme, démonter le *« bureaucratie des amazones »* – de Duras à Beauvoir – ou le *« kitsch théorique »* – Kristeva et Sollers, – tel est encore son programme.

Les opinions d'Annie Le Brun sont inconvenantes. Liée au surréalisme (de 1963 à 1969), elle marche obstinément à l'écart des troupes et fustige ceux, ou celles, qui les dirigent. Leur morale n'est pas la sienne, leurs croyances non plus.

« Penser est une besogne de pauvre. » Cette formule de Jacques Rigaut, elle l'a d'abord revendiquée par des écrits brefs, convulsifs, inspirés : *Tout près les nomades* (1), *Annulaire de lune* (2). La montée du *« stalinisme en jupons »*, armé de lieux communs carcéraux, la décida, en émule de Théroigne de Méricourt, d'apparaître publiquement. Rebelle et irréductible. On n'a pas oublié ses livres vengeurs, *Lâchez tout* (3) et *les Châteaux de la subversion* (4).

A distance est plus qu'un recueil de textes de circonstance, articles, réponses, préfaces, interviews. Annie Le Brun y mesure, sous *« le disparate d'une attaque acharnée du néo-féminisme »*, les effets d'un véritable réflexe de défense. Contre ce qui ne fut *« qu'une caricature du totalitarisme bien pensant qui aura été la pensée moyenne du vingtième siècle »*, elle a tenté, en partie inconsciemment, de préserver l'étincelle du rêve et de la révolte, du désir, de la poésie.

Annie Le Brun souhaite pour le corps d'être le centre de la pensée (*« le corps singulier, le corps unique, le corps périssable »*). La confiscation de ce corps par un ministre (Mme Roudy), une militante (Gisèle Halimi), des parleuses et des romancières (Michèle Perrein, Xavière Gauthier, etc.) lui semble toujours obscène et rétrograde.

Ce qui échappe aux bavards, confondant hâtivement lyrisme et fascisme (Milan Kundera, Bernard-Henri Lévy), brille dans des ouvrages inclassables : la *Confession anonyme*, de Suzanne Lilar, *le Surmâle*, de Jarry, *Anatomie de l'image*, de Bellmer, *Roger ou les à-côtés de l'ombrelle*, de Jean Bruyère. Le théâtre de Radovan Ivsic, des photographies de Morhor et de Pater Debac, *« empreinte du hasard »* ou *« traces de nuit, traces de rire »*, les toiles de Toyen, l'inventeur de l'humour érotique, des mots et des images, s'enchaînent pour définir une souveraine impudeur d'où la pure intelligence n'est pas absente.

Un long essai inédit clôt *A distance*. Annie Le Brun y aligne, comme au tir, les pigeons séduits par le *« kitsch théorique »* d'*Histoires d'amour* (Denoël), où, renouvelant le *« bluff culturel »* du *Deuxième Sexe*, Julia Kristeva a transcrit en *« sabir sémanalytique »* ce qu'elle a accumulé sur Don Juan, Roméo, Juliette, Narcisse. Annie Le Brun, en lui donnant au passage une leçon de style, dévoile le pot aux roses : un *« projet hygiéniste »*, voué à neutraliser la subversion érotique. – R. S.

★ **A DISTANCE, d'Annie Le Brun. Jean-Jacques Pauvert aux Ed. Carrère, Carrère Distribution (35, rue Gabriel-Péri, 92130 Issy-les-Moulineaux), 248 p., 85 F.**

(1) Ed. Maintenant, 1972.

(2) Ed. Maintenant, 1977.

(3) Ed. Le Sagittaire, 1977.

(4) Jean-Jacques Pauvert aux Ed. Garnier Frères, 1982.

LETTRES ÉTRANGÈRES

Les griffonnages de Peter Altenberg

« Vers où vous envolez-vous, choses de l'âme ? ». Comme Tchekhov, Peter Altenberg aime les ellipses, les silences. Ses esquisses, finement ciselées, donnent à son art l'air d'un éternel prélude et le dessin d'un perfectionnement inachevé. Il susurre ses poèmes en prose à l'oreille des *happy few* qui savent jeter un coup d'œil distrait sur la vie pour en saisir l'essentiel.

Dans les *Nouvelles esquisses viennoises*, remarquablement traduites par Miguel Couffon (1), et qui rassemblent des textes choisis dans toute l'œuvre d'Altenberg, le poète nous mène dans son pays des merveilles, où les « contes de la vie », parfois cruels et ironiques, laissent souvent place aux souvenirs d'enfance.

« Ce que le jour m'apporte » s'ouvre sur une *« autobiographie »* qui est aussi le manifeste de cet écrivain fier de sa passion pour *« le style télégraphique de l'âme »* (2) et pour « le *corps de la femme* ». Au crépuscule de sa vie, lui qui n'a rien à envier au baiser maternel de Proust, se souvient des soirs où sa mère sortait : *« J'étais profondément malheureux. Je regardais les chambres avec les lampes à pétrole comme après une guerre dévastatrice, après une catastrophe. »*

Son père était le plus sage, le plus honnête, le plus juste des hommes ; *« dans ce monde corrompu »*, il était un saint. Il aimait Victor Hugo, mais n'appréciait pas les griffonnages de son fils : *« Toi, ça n'est pas sitôt commencé que c'est déjà fini ! Et cela tourne autour de quoi ? Personne n'en sait rien. Je suis désolé, je ne pourrai jamais pénétrer dans la vie de tes histoires ! »* – R. J.

★ **NOUVELLES ESQUISSES VIENNOISES, trad. par Miguel Couffon. Actes Sud, diffusion PUF. 186 p., 79 F.**

(1) Signalons qu'en 1982 parurent aux éd. Pandora les *Esquisses viennoises*, également trad. par M. Couffon, qui firent connaître Altenberg en France.

(2) Cf les *Télégrammes de l'âme*, éd. de l'Aire. (Voir « le Monde des livres » du 28 décembre 1984).

Le bonheur ? Ah ! ah ! ah !

« Le bonheur ? Ah, ah !, ça n'existe pas ! » est une ritournelle amère qui chante dans notre mémoire quand nous refermons le livre d'Alfredo Bryce-Echenique, après la lecture des neuf nouvelles qu'il rassemble.

Ecrites entre 1967 et 1972, antérieures donc à *la Vie exagérée de Martin Romana* (1), les neuf nouvelles du recueil d'Alfredo Bryce-Echenique anticipent à leur manière les éblouissements et désenchantements si cocasses du protagoniste de ce beau roman débridé. Mais, ici, la concision du récit, le contrôle constant de l'écriture et l'humour triste donnent à chaque texte une angoissante tonalité.

Jeunes ou vieux, pauvres ou nantis, crédules ou sceptiques, rebelles ou conformistes, les héros de ces contes cruels n'échappent pas à l'échec dans leur course au bonheur. Car c'est bien au bonheur, à la *felicidad*, pour reprendre le terme espagnol, qu'ils aspirent tandis que la fatalité, toute d'aventures burlesques et de déboires destructeurs.

Plus poétiquement intimiste, une nouvelle nous a particulièrement séduit. Elle est intitulée *Florence et Nos tres*. Le narrateur, péruvien comme l'auteur, enseigne l'espagnol dans une école privée, obscure et glaciale, de la rue des Francs-Bourgeois, fréquentée par une poignée d'élèves *« presque tous à moitié tarés »*.

Un matin d'hiver, une malencontreuse crotte de chien fait choir ce Petit Chose moderne à la porte du cours, devant une blonde adolescente qui le contourne avec mépris. C'est Florence, une élève qui le fascine par son insouciance, ses confidences et peut-être ses mensonges, ses provocations parfois humiliantes.

Florence la riche, Florence la musicienne, fait fantasmer ce fils de famille déchu pour qui elle veut bien jouer Eric Satie mais refuse d'interpréter une chansonnette brésilienne pleine de souvenirs sentimentaux : *Nos tres*. Est-elle malade, comme sa pâleur semble le révéler, et la mort l'emportera-t-elle à la fin de l'hiver, comme le narrateur l'imagine et la redoute ?

On le croit aussi, et pourtant le printemps arrive, et Florence part pour Venise dans un palais loué par son père. Elle en reviendra, bronzée, pimpante, pour séduire le nouveau professeur, M. Lopez, *« un garçon comme l'autre, vingt ans et quelque, aux vêtements râpés »*.

L'amour. L'humour. *Le bonheur ?* Ah ! ah ! ah ! – C. C.

★ **LA FELICIDAD, AH ! AH ! AH !, d'Alfredo Bryce-Echenique. Traduit de l'espagnol par Jean-Marie Saint-Lu. Ed. Luneau Ascot, 252 p., 69 F.**

(1) Traduit par Jean-Marie Saint-Lu, éd. Luneau Ascot, 1983.

PHILOSOPHIE

Marxisme à l'italienne

« La réforme de la culture communiste est indispensable aux tâches de l'émancipation. » Cette formule d'André Tosel peut servir à caractériser son projet.

Contrairement à ceux qui, au nom du Goulag et de l'échec historique des pays de l'Est, combattent désormais le marxisme et considèrent qu'il engendre par essence la servitude et le totalitarisme, cet agrégé de philosophie refuse de jeter le bébé avec l'eau du bain.

Il persiste à voir dans la théorie de Marx un instrument indépassable pour comprendre la réalité et la transformer. D'un autre côté, il ne saurait s'en tenir au dogme du matérialisme dialectique qui fit les beaux jours de la rhétorique stalinienne.

D'où le projet d'une « refondation en philosophie marxiste » qui emprunte beaucoup à Gramsci, à la philosophie de la praxis et à divers théoriciens italiens de ces dernières années, peu lus en France, tels Ludovico Geymonat ou Nicola Badaloni.

Ce recueil d'articles, publiés de 1977 à 1984 dans diverses revues, constitue une intéressante contribution au renouvellement d'une pensée en crise. Encore faut-il admettre, pour que cet intérêt existe, que cette crise n'est pas mortelle. C'est là que se séparent aujourd'hui les convictions – dans l'univers de la croyance, finalement. – R.-P. D.

★ **PRAXIS, vers une refondation en philosophie marxiste, d'André Tosel. Éditions sociales, coll. « Terrains », 312 p., 160 F.**

RÉCITS

L'or et l'ordure

Lire Christine Jacquet relève de la navigation en eaux troubles. C'est s'exposer à un déluge de fantasmes, affronter de redoutables contorsions de style, encourir ensemble l'or et l'ordure.

L'histoire ne *laissait pas présager* ces périls : *Angle mort* retrace l'itinéraire d'un adolescent, Daniel Guérie, dont la sœur a été internée en clinique psychiatrique ; atteint dans son identité, rongé par le remords de n'avoir pu la sauver, il inspecte son enfance, suspecte ses parents. Au risque d'y sombrer à son tour, il reprend à rebours le chemin de la folie.

D'emblée, on est happé par un *déferlement* d'*anathèmes et* d'*interjections*, qui vont de la flamboyance « kitch » à une poétique recéa. Errant dans la ville, l'adolescent se heurte à tous les *miroirs* – vedettes TV, psychiatres, prostituées, gens dits normaux – et s'affuble au passage des tares et des plaies *de* l'humanité entière.

Christine Jacquet veut tout dire, tout ressentir, *tout casser*. Se faire, en un mot, *l'âme monstrueuse*. Et à quoi bon la modestie, l'autocensure, quand, *« aux pétales que nous lui lançons, le ciel répond par une pluie de métastases »* ?

A trop s'étourdir d'adjectifs et d'imprécations, pourtant, elle va s'attirer *les foudres des censeurs*. Et il est vrai que, si son livre se bornait à rendre compte du dégoût que lui inspire l'époque, il rejoindrait tout naturellement la pile des diatribes anonymes. Mais derrière l'insolence, il y a de réels malaises, où beaucoup se reconnaîtraient ; derrière le blasphème, une insatisfaction jamais trahie, ce qu'il faut bien nommer un appel supérieur, même si, craignant de passer pour un mystique de bazar, l'auteur confond ironiquement désir d'absolu et soif de limonade.

Mais une chose est sûre : il y a dans ce livre plus de tension, plus d'exigence, plus d'émotion que dans bon nombre de romans actuels. – V. L.

★ **ANGLE MORT, de Christine Jacquet. Robert Laffont, 230 p., 68 F.**

HISTOIRE

La Bible des juifs de Chine

C'est *« une découverte très importante »* que le *Journal des Sçavans* révélait à ses lecteurs le *lundi 16 mai 1707*. *Dans la province chinoise* d'Honan, à K'ai-Feng, on avait retrouvé *« une synagogue, fondée* avant *la naissance de Jésus-Christ ; des juifs, à qui ce sauveur était inconnu »*. On pouvait donc supposer, comme l'écrit le jésuite bordelais Jean Domenge, que *« leur entrée en Chine est antérieure à* la *destruction de Jérusalem ou même à l'Incarnation »*. Et l'intelligentsia européenne des années 1700 allait se passionner pour cette *affaire* au point *d'*envoyer en Chine des jésuites connaissant l'hébreu, pour vérifier l'état de judéité de ces juifs chinois.

Le retentissement de la « découverte » de cette synagogue qu'on imaginait archaïque s'explique par l'espoir tout chrétien de rencontrer des juifs *de* l'âge d'or, non contaminés par leurs frères de la Diaspora ; et donc dépositaires d'une Bible authentique, antérieure aux falsifications du texte par les juifs de l'ère talmudique. Puisque, *« depuis la naissance du christianisme, les juifs ennemis des chrétiens ont altéré les livres saints (...) pour en déterminer le sens suivant les préjugés de leur secte »*.

La déception fut à la dimension de la ferveur lorsque les correspondances des jésuites annoncèrent que la Bible de K'ai-Feng *« est conforme au texte de celle d'Amsterdam »*. Et que, comme ces juifs de Chine possédaient également d'autres écritures parsemées *« de sornettes »*, ils n'étaient que des *« Hébreux du Talmud, descendants de rabbins ignorants et blasphémateurs »*.

Dans sa préface, Jacques Gernet admire le *« souci d'exactitude scientifique »* de ces écrits missionnaires tout en rappelant que la passion qui animait nos jésuites ne prenait pas sa source dans *« un besoin désintéressé de connaissance »*. *« Mais y en eut-il jamais ? »*, conclut Gernet. – M. O.

★ **JUIFS DE CHINE A TRAVERS LA CORRESPONDANCE INEDITE DES JESUITES DU DIX-HUITIEME SIECLE, publié et commenté par J. Dehergne (s. j.) et D. D. Leslie, avec une préface de Jacques Gernet, Les Belles Lettres, 250 p. et 11 planches, 150 F.**

Ont collaboré à cette rubrique : Bernard Alliot, Claude Couffon, Roger-Pol Droit, Roland Jaccard, Vincent Landel, Maurice Olender et Raphaël Sorin.

● DERNIÈRES LIVRAISONS

● DANS CE SECOND TOME DES MEMOIRES DE LA COLLABORATION, Jacques Benoist-Méchin traite des événements qu'il connut comme acteur et témoin en tant que secrétaire d'Etat chargé des relations franco-allemandes. Il commente, notamment, les conséquences de l'évasion du général Giraud, du débarquement de Dieppe, les préparatifs du service du travail obligatoire, la formation de la légion tricolore qui devait remplacer la LVF, les relations vichyssoises et allemandes après le débarquement allié en Algérie et au Maroc, etc. (Jacques Benoist-Méchin : *De la défaite au désastre, tome 2 : l'espoir trahi (avril-novembre 1942)*, Albin Michel, 356 p., 120 F.)

● UNE HISTOIRE DES « INFAMES » : tel est le projet que Maurice Lever, auteur du délicieux *le Sceptre et la Marotte* (Fayard, 1983), s'est dévolu avec *les Bûchers de Sodome*. Il évoque le sort souvent tragique que connurent les homosexuels sous l'*Ancien Régime* après que le christianisme eut repris à son compte, au troisième siècle, la malédiction de Yahvé contre Sodome. Assimilés aux hérétiques, les homosexuels étaient promis aux bûchers quand ils ne figuraient pas parmi l'élite, par nature au-dessus des lois. L'auteur s'est attaché aussi à reconstituer le Paris *gay* des Lumières à partir d'un fond d'archives inédit. (Maurice Lever : *les Bûchers de Sodome*, 426 p., 95 F.)

● LOUIS XVI, dernier roi de l'Ancien Régime, n'eut jamais la passion du pouvoir. Il a *laissé l'image d'un souverain « honnête homme »* et hésitant, dont les ressorts de la personnalité furent brisés par une éducation castratrice. Evelyne Lever, ingénieur de recherche au CNRS, donne une imposante biographie du monarque mort sur l'échafaud, éloignée des controverses que l'attitude de Louis XVI souleva parmi les thuriféraires de la Révolution et les défenseurs de l'Ancien Régime. (Evelyne Lever : *Louis XVI*, Fayard, 698 p., 150 F.)

● HISTORIEN DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ESCLAVAGE ANTIQUES, Moses Finley traite cette fois de la politique, *« invention que firent séparément les Grecs et les Romains »*. A partir d'une analyse comparée de deux sociétés qui ont en commun un fondement agraire et un système social stratifié et hiérarchisé et qui prirent l'initiative d'incorporer les classes inférieures – paysans, artisans et boutiquiers – dans la communauté politique, *il met en lumière des questions toujours* actuelles comme la démocratie, les rapports entre société, pouvoir et idéologie. (Moses I. Finley : *l'Invention de la politique*, traduit de l'anglais par Jeannie Carlier. Préface de Pierre Vidal-Naquet. Flammarion, 218 p., 95 F.)

● DORA FUT L'UN DES CAMPS LES PLUS MEURTRIERS *que conçut le régime* hitlérien. Dans des conditions inimaginables, des milliers de détenus durent creuser dans la montagne une usine souterraine destinée à la fabrication des armes secrètes d'Hitler. La plupart moururent à la tâche. Yves Béon, déporté pour actes de résistance à l'âge de *dix-huit ans, fut l'un des rares survivants de* cet enfer. Il raconte aujourd'hui ce qu'a été Dora-la-maudite, pour ceux qui auraient la mémoire courte. (Yves Béon : *la Planète Dora*, Seuil, 286 p., 89 F.)

● DEVANT L'ARMÉE ROUGE ET SUR LES TRACES DE L'ARMÉE ALLEMANDE EN RETRAITE, sept millions de civils fuirent d'Est en Ouest en 1944-1945. Jacques de Launay, auteur de nombreux ouvrages sur la seconde guerre mondiale, a reconstitué ce qui fut le plus grand exode de l'histoire, au cours duquel plusieurs millions de personnes périrent tragiquement. (Jacques de Launay : *la Grande Débâcle - 1944-1945*, Albin Michel, 320 p., 98 F.)

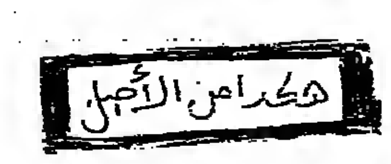
● CONSIDÉRÉ COMME L'UN DES FONDATEURS DE LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION, le Père Leonardo Boff se fait l'interprète d'un nouveau modèle d'Eglise avec *Charisme et Pouvoir*. *« Il est des forces vives, en particulier à la base*, écrit-il, *que les canaux traditionnels de l'organisation ecclésiastique ne sont pas en mesure de recueillir convenablement. Elles réclament une nouvelle restructuration et une nouvelle division tant du travail que du pouvoir religieux. »* (Leonardo Boff : *Charisme et Pouvoir*, traduit du brésilien par Didier Voïta et Jane Lessa, Lieu commun, 288 p., 85 F.)

● FRANCE QUÉRÉ montre que les ennemis de Jésus, s'ils utilisent contre lui la persécution et l'insulte, font et disent l'Evangile malgré eux. Paradoxalement, ils sont eux aussi des apôtres. Pêcheurs, *ils se métamorphosent* en pourvoyeurs de la grâce. C'est à une découverte de leur rôle dans les évangiles qu'invite l'auteur. (France Quéré : *les Ennemis de Jésus*, Seuil, 178 p., 69 F.)

● LES AZTÈQUES AVAIENT UNE PHILOSOPHIE digne de ce nom, affirme Miguel Leon Portilla à l'encontre de bien des idées reçues. A partir de l'analyse des textes nahuas, il relève l'interrogation sur l'au-delà et la morale respectueuse de l'autre (dans une société pourtant réputée sanguinaire) d'une civilisation dont on croit d'ordinaire qu'elle était inséparable des mythes, des théogonies et des croyances. (Miguel Leon Portilla : *la Pensée aztèque*, traduit de l'espagnol par Carmen Bernand, Seuil, 318 p., 145 F).

● YVES CHRISTEN, qui dirige actuellemnt les pages scientifiques du *Figaro-Magazine*, entend poser les bases d'une nouvelle discipline : la biopolitologie, *« synthèse des acquis de la science politique et de la biologie moderne »*. (Yves Christen : *Biologie de l'idéologie*, J.-J. Pauvert, éditions Carrère, 236 p., 69 F.)

● *« SUR UN BATEAU, IL Y A 28 MOUTONS ET 10 CHÈVRES, QUEL EST L'AGE DU CAPITAINE ? »* Cette interrogation, apparemment saugrenue, débouche en fait sur la question du sens en mathématique. Des réponses « folles », des erreurs, en apprennent plus sur le fonctionnement psychique réel du sujet confronté à un savoir, sur la nature de ce savoir, et sur les *modalités de sa transmission* que la bonne réponse conforme. Stella Baruk propose une approche neuve de l'enseignement des mathématiques, où l'erreur cesse d'être une faute dévalorisante pour devenir l'étape constitutive d'un savoir. (Stella Baruk : *l'Age du capitaine : de l'erreur en mathématique*, Seuil, 312 p., 99 F.



LA VIE LITTÉRAIRE

● SONDAGE

Bazin et Troyat « plus grands écrivains français »

HERVÉ BAZIN *est considéré comme « le plus grand des auteurs français actuels »* par 31 % des Français, suivi de près par Henri Troyat (30 %). Viennent ensuite Simone de Beauvoir (21 %), Bernard Clavel (19 %), Marguerite Yourcenar et Georges Simenon (18 %), Robert Sabatier et Marguerite Duras (11 %), Eugène Ionesco (8 %), Julien Green et Michel Tournier (6 %), Patrick Modiano (2 %), Julien Gracq et JMG Le Clézio (1%). Tels sont les résultats d'un sondage réalisé par la SOFRES à la demande du club de vente par correspondance « Le Grand Livre du Mois ». Les personnes interrogées étaient invitées à choisir dans une liste de noms établie à partir des suggestions d'un certain nombre d'éditeurs.

On retrouve Bazin en tête lorsqu'on demande aux Français quels sont *« les plus grands romans contemporains »* : *Vipère au poing* obtient 33 % des suffrages, loin devant *Bonjour tristesse*, de Françoise Sagan (19 %), *les Semailles et les Moissons*, d'Henri Troyat (18 %), *la Chambre des dames*, de Jeanne Bourin (16 %), *les Allumettes suédoises*, de Robert Sabatier (15 %), *Mémoires d'Hadrien*, de Marguerite Yourcenar (11 %), *l'Amant*, de Marguerite Duras (8 %), *le Roi des aulnes*, de Michel Tournier (8%), *l'Allée du Roi*, de Françoise Chandernagor (7 %), *les Amitiés particulières*, de Roger Peyrefitte (6 %), *l'Imprécateur*, de René-Victor Pilhes (3 %) et *le Rivage des Syrtes*, de Julien Gracq (2 %).

Chez les étrangers, les plus souvent cités sont Soljenitsyne (23 %) et Graham Greene (22 %) devant Samuel Beckett (15 %). Les Français étant peu ouverts à la littérature étrangère (52 % d'entre eux sont sans opinion) les autres auteurs proposés ne réunissent que peu de réponses : Gabriel Garcia Marquez et Alberto Moravia sont cités par 7 % des Français et les autres auteurs par 5 % ou moins (Norman Mailer, Anthony Burgess, Gunther Grass, Milan Kundera, Doris Lessing, Isaac Singer, William Styron, Ernst Junger et Elsa Morante).

Pour les documents, la palme revient à *Quand la Chine s'éveillera* d'Alain Peyrefitte (31 %) devant *Toujours plus* de François de Closets (24 %) *le Cheval d'orgueil* de Pierre Jakez Helias (17 %), *Histoire des Français sous l'occupation* et *Napoléon* d'André Castelot (15 %) et *le Défi américain* de Jean-Jacques Servan-Schreiber (11 %). Sont également cités : *les Carnets du major Thomson* de Daninos, *Tristes tropiques* de Claude Lévi-Strauss, *la Paille et le Grain* de François Mitterrand, *Montaillou, village occitan* d'Emmanuel Le Roy Ladurie et *la Tentation totalitaire* de Jean-François Revel.

Ce sondage fait apparaître que les réponses sont peu influencées par la situation socio-professionnelle ou les opinions politiques. Toutefois Simone de Beauvoir fait de bons scores chez les jeunes, Georges Simenon chez les petits commerçants et les ouvriers, Robert Sabatier chez les agriculteurs, Eugène Ionesco et Marguerite Duras chez les socialistes, Roger Peyrefitte et René-Victor Pilhes chez les communistes, Henri Troyat et Hervé Bazin chez les partisans de l'UDF et du RPR. Enfin si on ne s'étonnera pas de constater qu'Alain Peyrefitte est plus souvent cité par les proches du RPR, on apprendra avec plus de surprise que François Mitterrand l'est davantage par les communistes que par les socialistes...

Jean-Pierre Carasso et Stanley Elkin lauréats du prix M.-E.-Coindreau

Le jury du prix Maurice-Edgar-Coindreau, décerné au meilleur livre américain en traduction française, a choisi *le Marchand de liberté*, de Stanley Elkin, traduit par Jean-Pierre Carasso, aux Editions Alinéa, pour son prix 1985.

Une mention spéciale a été attribuée à Mimi Perrin pour l'excellente qualité de sa traduction de *Cher Bon Dieu*, d'Alice Walker (Robert Laffont). Avaient également été retenus dans la sélection finale : *l'Incident*, de David Bradley (traduction E. Gille, Denoël), *la Bonne et son maître*, de Robert Coover (traduction D. Roche, Seuil), *Voix dans la nuit*, de Frederic Prokosch (traduction L. Dilé, Fayard) et *Un jeune Américain*, d'Edmund White (traduction G. Barbedette, Mazarine).

Le prix sera remis au lauréat, et en présence de l'auteur, le samedi 4 mai, lors de la Journée de littérature américaine contemporaine organisée par la Société des amis de Maurice-Edgar Coindreau, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

Le prix Sonning à William Heinesen

A Copenhague, le prix Sonning 1985 a été attribué à un écrivain originaire des îles Féroé, William Heinesen. Agé de quatre-vingt-cinq ans, membre de l'Académie danoise depuis 1961, il est l'auteur d'une œuvre abondante entièrement écrite en danois (poèmes, romans, nouvelles), et très fortement marquée de régionalisme. Nombre de ses livres ont été traduits en anglais, en allemand, en italien, en russe, etc., mais jamais encore en français. Déjà titulaire du Grand Prix du Conseil nordique, il avait été, dans le passé, pressenti pour le Nobel de littérature, mais s'était récusé.

Créé en 1959, le prix Sonning, d'un montant de 200 000 couronnes (160 000 F), est décerné tous les deux ans par l'université de Copenhague à une personnalité qui, au cours de sa vie, a contribué à servir ou à enrichir la culture européenne. Simone de Beauvoir l'a reçu en 1983 et, avant elle, le docteur Schweitzer.

CAMILLE OLSEN.

Politique d'après-demain et d'avant-hier

Baudrillard est au sommaire du dernier numéro de la revue *Traverses*, consacré à la *« Politique fin de siècle »* où il propose de *« pousser des hypothèses à leur limite »* pour peser cette *« idée pénible »*, de Canetti : *« Au-delà d'un certain point précis du temps, l'histoire n'a plus été réelle. »* Empruntant des modèles d'explication à l'astrophysique (*big bang* et fin de l'histoire, effet-masse et accélération des particules-événements), il poursuit son analyse des registres de *simulation* qui caractériseront, de plus en plus selon lui, nos perceptions politiques.

Le numéro s'ouvre sur une autre hypothèse, d'Alexandre Zinoviev, « Le monde après la troisième guerre mondiale », où le communisme s'imposera comme *« moyen de survie »*. Autre hypothèse, méritant prospection : la société soviétique *« pouvait très bien voir le jour sans l'aide du marxisme »*. Le numéro s'achève d'ailleurs par les « Variations sur des thèmes d'Alexandre Zinoviev », de Paolo Fabbri. Il est intéressant de connaître le Japon en fonction des codes de simulation occidentaux d'aujourd'hui.

Parallèlement à ces travaux d'hypothèse, on pourra souhaiter remonter, par l'histoire, à l'origine des recompositions actuelles de l'opposition droite-gauche. C'est ce que fait la revue *le Débat* dans son dernier numéro. Les fameuses zones de consensus politique, présentes et inavouées, Luc Ferry et Alain Renaut les croient inaccessibles tant qu'on n'est pas remonté à la conception de la loi comme interdiction d'interdire selon Tocqueville, et à *« l'Etat »* qui *« n'exprime pas une classe »*, mais *« le rapport des classes »* selon Jaurès.

Au sommaire également, un nouveau travail de Bernard Manin, qui étudie *« le processus délibératif »*, où *« chaque point de vue a intérêt à montrer qu'il est plus universel que les autres »*. Et Stéphane Rials se propose de trouver, dans *« La droite ou l'horreur de la volonté »*, le *« critère qui distingue sûrement de la gauche »* cette *« droite qui existe. »*

JEAN-PHILIPPE DOMECQ.

★ TRAVERSES, n° 33/34, Revue du Centre de création industrielle, 248 p., 75 F.

★ LE DÉBAT, n° 33, janvier 1985, Gallimard. 192 p., 63 F.

Marguerite Yourcenar et Léopold Senghor à Tours

L'université de Tours, deux ans après le colloque sur le grand poète René Char, organise à nouveau en mai prochain deux importantes rencontres consacrées à des écrivains de renom : Léopold Sédar Senghor et Marguerite Yourcenar. Le vendredi 10 mai, le président Senghor sera donc à Tours. Il s'agira, pour le chantre de la négritude, d'un émouvant recul dans le temps puisque le poète a enseigné au lycée Descartes de cette ville de 1936 à 1938. Le lendemain se tiendra à la faculté des lettres une journée de réflexion consacrée à son œuvre.

L'université a également mis sur pied, toujours en mai, un colloque international consacré à Marguerite Yourcenar. Le maître d'œuvre de l'opération est le professeur Daniel Leuwers, qui enseigne à Tours et à Paris. On lui doit notamment un ouvrage sur Pierre-Jean Jouve et des préfaces aux poésies d'Arthur Rimbaud. Il compte cependant sur la présence de la romancière académicienne, dont l'œuvre sera disséquée quatre jours durant, du 20 au 23 mai, par les plus grands spécialistes. — ALEXIS BOODAERT.

● EN BREF

● LE SECOND COLLOQUE DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA PSYCHOHISTOIRE se tiendra les 22 et 23 mars à l'université de Toulouse-Le Mirail sur le thème : « Le temps des despotes ou l'empire du sens. – L'Europe à la fin du dix-huitième siècle ». (Renseignements : Jean-Maurice Bizière, U.E.R. d'histoire, université de Toulouse-Le Mirail, 31058 Toulouse Cedex. Tél. : (61) 41-11-05, poste 406.)

● LE « ROMAN ROSE », UNE LITTERATURE POPULAIRE : sur ce thème a lieu, ce jeudi 14 mars, un débat entre écrivains et responsables de l'édition, à la salle d'actualité du Centre Pompidou, à 18 h 30 (entrée libre).

● « LA POÉSIE MODERNE : PARADOXES ET CONFLITS », tel est le thème d'un colloque organisé par le Centre de recherche sur la modernité de l'université de Caen, qui se tiendra les 15 et 16 mars (Amphi Copernic, bâtiment des lettres ; renseignements : tél. 94-81-40 postes 3272 et 3500). Ce colloque réunira des universitaires, des créateurs et des éditeurs.

● NOUS AVONS RENDU COMPTE (« le Monde des livres » du 1er mars) des *Lettres de Juliette Drouet à Victor Hugo*, parues aux éditions Harpo, avec une préface de Jean Gaudon, sans indiquer que le texte de cette correspondance était établi par Evelyn Blewer. Celle-ci, avec Jean Gaudon, a collaboré à l'édition de *la Fin de Satan*, pour Gallimard.

● SCIENCE-FICTION

Planètes, ô planètes !

● RETOUR DE VALENTIN A MAJIPOOR, après *le Château de lord Valentin* et les *Chroniques*, *deux livres de Silverberg également* publiés dans la collection « Ailleurs et demain ». L'ensemble constitue une superbe saga d'aventures et de *fantasy*, dans le cadre grandiose de la planète Majipoor, monde gigantesque, coloré, fabuleux. C'est en outre un récit initiatique et picaresque, où Robert Silverberg développe sa verve humaniste comme il n'avait encore jamais réussi à le faire, bien qu'il écrive de la science-fiction depuis trente ans. Cette œuvre considérable lui permet en même temps d'accéder à une complète maturité littéraire et de gagner la faveur du grand public... Dans ce dernier volume, Valentin devient l'« empereur-dieu » de Majipoor ; mais on assiste surtout à l'irrésistible *ascension* du petit Hissune, le héros des *Chroniques*, à travers mille paysages et mille scènes jouées par une myriade de personnages. La philosophie de Silverberg, implicite tout au long du récit, surgit en clair à la fin. Comme l'humour ne perd aucun de ses droits, c'est un monstre marin qui se charge de l'exprimer. Un grand et beau livre. (*Valentin de Majipoor*, de Robert Silverberg, Ed. Robert Laffont, 368 p., 89 F ; traduit de l'américain par Patrick Berthon et Marie-Laure Tourlourat.)

● TI-HARNOG, la planète que peint *Christian Léourier*, a les couleurs et la musique de Majipoor. Ou bien est-ce la sensibilité des années 80 qui transparaît dans les deux récits ? Ti-Harnog est un monde rural, primitif, divisé en castes pittoresques : l'auteur nous y conduit suivant un itinéraire précis et vivant. L'action, un peu sage au début, devient bientôt passionnante. Elle met en scène des non-humains... très humains, avec une étrange physiologie et des coutumes surprenantes. Le statut des « justiciers » est savoureux ; le rôle des « conteurs-avocats » n'est pas sans correspondance dans notre monde terre à terre... Quant au héros, Twern, *« il était extraordinairement doué pour se laisser porter par les événements sans se débattre en vain, mais sans laisser échapper l'occasion qui lui permettrait de se sortir d'un mauvais pas »*. L'auteur s'en sort bien aussi. (*Ti-Harnog*, de Christian Léourier, Ed. J'ai lu, 220 p., 17 F.)

● ELISABETH VONARBURG a obtenu en 1981 le Grand Prix de la science-fiction française pour son excellent roman *le Silence de la cité*. Dans la même collection, « Présence du futur », *elle vient de publier Janus, un gros recueil* qui confirme la richesse et la variété de son talent. Huit nouvelles où l'auteur redécouvre et explore, avec une sensibilité très moderne, quelques-uns des grands thèmes de la SF classique : variations temporelles dans *la Machine lente du temps* et *le Nœud*, mort et survie dans *l'Oiseau des cendres*, clones et clonage dans *Eon*... A chaque page, on retrouve le mélange de subtilité intellectuelle, d'émotion vraie et de lyrisme contenu qui caractérise cet écrivain de qualité. Elisabeth Vonarburg vit au Canada depuis 1973. Elle enseigne la littérature à l'université du Québec. (*Janus*, d'Elisabeth Vonarburg, Ed. Denoël, 288 p., 39,80 F.)

● DOSADI, un Frank Herbert de 1977, nous vaut, entre autres plaisirs, celui de renouer avec Fanny Mae, l'extraordinaire « Calibane » de *l'Etoile et le Fouet*... Presses Pocket réédite tous les grands romans de Herbert. Voici donc, après *Dune* et sa postérité, cette fresque de la « co-sentience » qui est de la grande SF. Jorj X. McKie, le saboteur extraordinaire, est un personnage plus excitant que l'empereur Muad Dib. La planète Dosadi (car c'est une planète, encore une !), moins pittoresque que Dune, est un monde d'horreur et de malheur. Le récit ne manque ni de force ni de profondeur. Un aperçu de la philosophie : *« Au sein d'un univers changeant, seule une espèce changeante peut espérer être immortelle. »* N'est-ce pas d'actualité ? (*Dosadi*, de Frank Herbert, Ed. Presses Pocket, 416 p., 21,50 F ; traduit de l'américain par Guy Abadia.)

MICHEL JEURY.





● CARTE BLANCHE

La liberté du lecteur menacée

Par Pierre MERTENS

Dans cette rubrique, « Carte blanche », des écrivains s'expriment sur un sujet ayant trait à la littérature* (1). *Pierre Mertens prend la parole dans le débat sur le prix unique du livre. Dans cette bataille, affirme-t-il, la liberté du lecteur est en jeu.

DANS le débat cacophonique qui entoure la loi Lang sur le prix unique du livre, une voix tarde à se faire entendre : c'est, ô paradoxe, celle de l'écrivain. Ce serait peu dire qu'on ne lui demande pas son avis. On s'en passe allègrement. Il demeure le soldat inconnu de cette bataille... Au point qu'il en viendrait, pour un rien, à douter qu'il sort à bon droit de sa réserve. Tout cela l'intéresse-t-il vraiment ? N'est-il pas, par nature, au-dessus de la mêlée ?

Hélas, non ! Rien ne peut lui faire oublier ceci, qui est d'évidence, qu'un livre demeure une entreprise collective. Lui-même se trouve à l'origine d'une chaîne qui implique une solidarité de fait entre tous les intéressés : créateur, producteur et distributeur. Qu'un chaînon vienne à manquer, ou qu'il s'avère faible, et tout se défait. Qu'on ne donne plus à l'éditeur ou au libraire les moyens de leur politique, et c'est le livre lui-même qui se trouve en péril : ne parlons même plus alors de celui qui le crée. Son armure est vide, désormais. Voici la théorie des dominos appliquée à la culture !

La tentation est réelle de se réjouir de l'écrasement des prix dans les grandes surfaces. On parlera volontiers de démocratisation : tous les poujadistes le font. S'agissant des livres, en particulier, on se réjouira que la jeunesse y ait plus aisément accès. Plaisante démagogie. Car de quelle littérature s'agit-il, en l'occurrence ? Pas de celle, novatrice, voire révolutionnaire, qui n'a pas encore fait son trou. Qui n'est pas encore entrée dans les mœurs. Si la jeunesse est censée constituer l'interlocutrice privilégiée du *discount*, c'est pour y absorber, précisément, ce qu'il y a de moins jeune dans la littérature elle-même. A court terme, tout au *moins*.

Le même auteur d'un premier livre, dont il ne s'est pas vendu trois cents exemplaires l'année de sa publication, peut se retrouver, comme on sait, canonisé par le prix Nobel quinze années plus tard... Mais voulons-nous donc tuer dans l'œuf les possibles Nobel de demain, renonçons donc au prix unique ! Il n'y va pas que d'un slogan, d'une formule facile. Ignorer la dynamique de la littérature occupée de naître au présent, c'est déjà hypothéquer son avenir. Car tout se tient : qu'un éditeur soit assuré de ne pas vendre un minimum d'exemplaires du livre d'un débutant prometteur, il le refusera avec, dans le meilleur des cas, toutes les politesses dues à son rang, et personne ne sera informé que celui-là existait...

Affirmer, donc, qu'un livre n'est pas un produit comme un autre, que son prix ne peut être comparé à celui d'autres produits, ce n'est verser ni dans l'élitisme ni dans le corporatisme. Ce qui est en jeu, c'est rien moins que la liberté du lecteur qui, certes, ne se sait pas si responsable, et dont tout va cependant dépendre. N'ayons pas peur des mots : il s'agit d'un choix de civilisation. On ne le dira jamais assez : que serait-il advenu de Beckett, de Lowry, de Gombrowicz, de Leiris, de Claude Simon si de petits libraires, valeureux, fervents, constants, patients, n'avaient rempli à leur propos leur rôle : celui de pédagogues ? On n'ose y penser. Mais jouer, demain, Guy des Cars contre Thomas Bernhart, Gérard de Villiers contre Louis-René des Forêts, Denis Roche ou Bernard Noël, les parkings à papier n'auront certes pas à en souffrir !

De même que l'œuvre d'un grand créateur peut mûrir lentement, celle qu'accomplit l'éditeur, risquée, aventurée, parfois héroïque, va de pair. Et l'effort du libraire, alors, n'est récompensé qu'à la longue. Se battre ici pour le maintien d'une concurrence loyale, donc pour la subsistance de « petits points de vente », c'est le contraire absolu d'un repli réactionnaire, c'est le fer de lance d'une lutte progressiste pour que soient sauvegardées la curiosité, la vigilance intellectuelles.

Quand on cesse d'appréhender la culture pour ce qu'elle est, on dégaine déjà, pour pasticher une formule sinistrement célèbre, le revolver qui va l'abattre.

(1) Voir *le Monde des livres* du 14 décembre 1984 (Jean-Michel Maulpoix) et du 8 mars 1985 (Jean Gaulmier).

● POLÉMIQUE

Les amalgames douteux de Pascal Ory

Une analyse très approximative de l'anarchisme.

AUTEUR réputé pour ses ouvrages sur la collaboration (1), Pascal Ory, lassé sans doute d'être considéré comme un simple historien, s'est mué, dans *l'Anarchisme de droite*, en polémiste. Son livre, qui se veut une étude ironique sur la « *place de la France profonde* », où trône, selon lui, le célèbre « *Café du commerce* », est écrit sous le signe de l'à-peu-près.

L'auteur, qui aurait été plus inspiré d'intituler son pamphlet « l'Individualisme de droite » définit peu ou prou ceux qu'il soumet à sa vindicte. Pour Ory, l'anarchiste de droite est « *hypocondriaque, souvent bilieux, parfois neurasthénique* » et, comble de l'horreur pour un universitaire, ce « *féodal égaré en démocratie* » pratique trop, dans ses écrits, « *l'élage de l'autodidacte* ».

Pascal Ory prétend apprécier ceux qu'il nomme curieusement « *les anarchistes de gauche* », mais il manifeste à leur égard une ignorance qui confine à la médisance. Non content de méconnaître que l'anarchie, outre un projet révolutionnaire clair, représente « *la négation de toute autorité d'où qu'elle vienne* », notre polémiste pratique des amalgames douteux en découvrant « *un solide lot d'exécrations communes aux disciples estampillés de Bakounine et aux lecteurs tétanisés de Céline* ».

L'auteur accorde des brevets d'anarchie à Jacques Mesrine et à Action directe alors que le hors-la-loi et l'organisation terroriste ne se sont jamais réclamés de cette idéologie. San Antonio, Cavanna et le cinéaste Jean-Pierre Mocky ont droit aussi au qualificatif *d'« anarchiste de gauche »*. Reconnaissons, toutefois, qu'Ory prend la précaution de se traiter lui-même de fabuliste. Ce goût prononcé pour la fable l'amène d'ailleurs à prétendre que « *l'écrivain de 1984 au sens orwellien, c'est le Céline des pamphlets* » et que « *dix ans de plus, et Nimier dirigeait « Je suis partout », dix ans de moins, et Brasillach était élu en 1977 à l'Académie française* ».

Cinéphile averti, Pascal Ory, bien qu'il se défende de croire que certains films puissent déformer l'esprit public, accorde une importance qu'il n'a pas à un cinéma français plus médiocre que méchant, plus mercantile que politique. L'auteur croit nécessaire de nous infliger une foule de citations extraites de dialogues de Michel Audiard et de Pascal Jardin. Mais, là aussi, à vouloir trop prouver, il s'égare et pratique la perfidie par omission volontaire.

S'acharnant particulièrement sur Jean Gabin, Pascal Ory laisse entendre que le comédien craignait pour ses « *lingots* » à la veille de la seconde guerre mondiale. Et il ajoute benoîtement : « *Ça lui donnait des cheveux blancs, la guerre passa, et un après-guerre pire encore* ». Une élémentaire honnêteté aurait dû pousser Ory à mentionner que Jean Gabin quitta la France pour les États-Unis après l'armistice de juin 1940 et qu'il s'engagea ensuite dans les Forces françaises libres. Un historien se devrait de savoir qu'un homme, même s'il est comédien, se juge d'abord à ses actes !

Le seul lecteur heureux de ce livre au style relâché et à l'humour poussif sera certainement E.-M. Cioran, qui, craignant plus que tout les louanges, appréciera d'être enfin vilipendé. Traité de « *penseur politique professionnel* », le philosophe voit son nom accolé à celui de Charles Maurras, ce qui ne réjouira pas particulièrement les laudateurs du théoricien du nationalisme intégral. « *Les petits cris poussés par Cioran contre l'homme, l'humanité, la société, me sont, par leur existence, la meilleure preuve de son erreur* », écrit encore Pascal Ory, qui prouve, en une phrase, qu'il n'a lu ou pas su lire les livres de celui qu'il a la prétention de mépriser. A défaut de pousser des « petits cris », Pascal Ory jette des boules puantes en se pinçant le nez de dégoût.

PIERRE DRACHLINE.

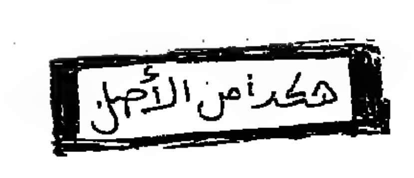
★ **L'ANARCHISME DE DROITE, de Pascal Ory, Grasset, 288 p., 69 F.**

(1) *Les Collaborateurs* (Le Seuil, 1977) ; *la France allemande* (Gallimard, 1979) ; *le Petit Nazi illustré* (Albatros, 1979).









● ROMANS

L'humour féroce de Vassilis Alexakis

Des personnages à la Buster Keaton que rien ne saurait consoler.

UN homme entre dans un café, se met au comptoir et lève les yeux vers la glace comme s'il était à la recherche de quelqu'un. En fait, il ne sait pas qui il est. Le miroir lui renvoie l'image d'une quinzaine de consommateurs. Il se dit qu'en les regardant bien dans les yeux, il croisera fatalement son propre regard. Privé de repères, il a tout oublié. Son amnésie l'acculera à se découvrir, à retrouver son visage et à se réconcilier avec ses racines.

Il s'appelle Paul. Il est né en Yougoslavie et travaille dans l'entreprise de Stabilo Boss, un jeune patron qui croit à l'effort, au travail et qui s'arrange avec la vie. Italien d'origine, il a pris sa revanche sur la vie. Une piètre revanche : il n'est plus « rital » mais un Français moyen qui reçoit des invités pas très ordinaires.

Capélius est commissaire de police. Il a des doutes sur le pays d'où il vient. C'est un homme vaniteux mais désenchanté. Il ne croit plus à rien et surtout pas à l'amour. Parmi les autres invités, une duchesse anachronique, et que l'amour a oubliée. Fatalitas est un vieux *professeur*, désabusé et amer, qui se réfugie dans la lecture assidue et maniaque du *Monde*. Basil est amoureux. Il rentre de Lisbonne, où il a vécu un amour impossible. Tous les invités l'écoutent.

Et puis arrive M. Beau, une espèce de clochard qui a tout abandonné et qui habite dans un coin de la gare de l'Est. Il est à l'image de celui qui s'est affranchi du pouvoir de la mort et qui *« se dispense d'accrocher sa vie à des points d'appui aussi précaires que le temps et la glaire »* (1). C'est un homme que personne n'a invité. Il débarque dans l'histoire de chacun, comme s'il était envoyé par le destin. Il a rompu avec tout, n'attend plus rien et n'en fait pas un drame. Il est au-delà du désespoir et de la tristesse. M. Beau a cependant un vague désir : revoir ses enfants ; mais il pense qu'ils doivent être plus vieux que lui à présent !

Le suicide à la boutonnière

M. Beau s'installe, gênant comme un rire gras, au milieu de *convives tristes et pitoyables qui* se reconnaissent en lui ou du moins lui envient son détachement, sa liberté et son suicide à la boutonnière. Le roman est traversé en filigrane par un enterrement que suit une enfant. Une longue marche à travers le temps et la ville. Arrivée au cimetière, la petite fille a vieilli. C'est la mère qu'on enterre. Tous les personnages ont en commun un amour déçu et une mère décédée.

Vers la fin apparaît un autre métèque. C'est un Grec qui écrit des scénarios, qui a deux enfants, vivant en France mais ne se sentant bien nulle part. Il a à moitié oublié sa langue maternelle. Ce qui l'a définitivement éloigné de son pays c'est la mort de sa mère : *« Depuis, la Grèce n'est plus qu'une croix de marbre sous le soleil. »* La France ne prendra pas la place de sa terre natale : *« Cette place,* dit-il, *restera vide. »*

Ses enfants, Aris et Pétros, lui montrent des figurines comme dans le théâtre d'ombres grec. Cela l'émeut aux larmes. C'est finalement le personnage principal, synthèse de tous les autres, habité par les mêmes désillusions, accroché à la vie par de petites choses bien minces.

Ce roman profondément désespéré, d'un humour féroce, poursuit et développe dans une facture simple et astucieuse, les thèmes déjà ébauchés dans *les Girls de City Baum Boum* et dans *Talga* : l'amour malheureux, le sexe triste, les rêves petits, le fardeau du temps et, *surtout, l'impossible consolation*. On rit souvent en lisant ce livre parce que Vassilis Alexakis avance comme Buster Keaton, sérieux et tragique, en trébuchant sur des objets insignifiants et qui parfois déterminent le destin. On est ému par tous ces personnages en quête d'eux-mêmes, à l'ambition étroite, que l'écriture, précise et souple, nous rend très proches.

TAHAR BEN JELLOUN.

★ CONTROLE D'IDENTITÉ, de Vassilis Alexakis. Le Seuil, 194 p., 75 F.

(1) Selon Stig Dagerman (*Notre besoin de consolation est impossible à rassasier*, Actes Sud).

La passion épistolaire de Gilbert Lascault

Des dangers de la célébration amoureuse.

GILBERT LASCAULT s'est-il souvenu, dans le sillage de Baudelaire, du rêve que chacun de nous dédie *« à une passante »*, aimée de n'être qu'un mirage ? Avec *Éloges à Geneviève*, il trace le portrait imaginaire de cette inconnue, entre séduction et déception.

« Tu gagneras de 1 000 à 3 000 F de plus par mois en écrivant chaque jour l'éloge d'une Geneviève » : telle est l'annonce lue dans *Libération* un beau jeudi de 1983 par Paul Malbec. Doit-il son nom à une malformation de la bouche, à une inhibition de la parole ? Ou bien le bec de sa plume alimente-t-il des fantasmes pervers ? Pendant plus de six mois, il adresse donc à l'inconnue des lettres débridées et tenues à la fois, comparables à ces poèmes brûlants d'amour et de réserve dont les poètes courtois avaient le secret. Parallèlement, il ouvre un dossier intime, une sorte de journal de bord où il consigne, avec le double de ses missives, ses observations d'écrivain velléitaire, d'enseignant insatisfait, d'amant sans gloire.

Cette rencontre, sur la table de dissection ducassienne, de l'annonce anonyme et de la célébration amoureuse introduit dans la vie de l'épistolier un clivage envoûtant. D'un côté, les détails triviaux d'une terne existence. De l'autre, le dévergondage surréaliste d'un homme en quête de la grande passion.

Avec son prénom ancien et indémodable, Geneviève devient, sous la plume de Paul Malbec, un être fabuleux, sorti tout droit d'une tapisserie mythologique, tantôt *« la centauresse soûle »*, tantôt *« une chienne des Enfers, la putain des morts, une pleureuse lubrique, une lascive suppliante »*. Agréé par l'énigmatique correspondante *« comme son historiographe, son flatteur, son glorificateur »*, il se meut, durant le temps de l'écriture, en un être exceptionnel ; il édifie un univers où son héroïne, dotée des pouvoirs de la métamorphose et de l'ubiquité, incarne toutes les formes impossibles et concevables de la fiction. Présente-absente, elle suscite une sorte de nécrophilie pleine d'ardeur et d'effroi.

Jeux de mots, jeux de monnaie. Régulièrement rémunéré, Paul Malbec a maille à partir avec son sexe, son identité, sa création. Il se sent peu à peu enveloppé d'un malaise diffus, de menaces imprécises, qui ne sont peut-être pas sans rapport avec les *Éloges*. Qui sait ? Geneviève ne serait-elle pas une maîtresse délaissée, une élève, un homosexuel, un espion, un écrivain prêt à usurper sa copie ?

Passant de la suspicion à la sublimation, Paul Malbec renonce à toucher l'argent de son intouchable destinataire. *« Ne faites plus jamais cela. G. »*, lui répond-on abruptement. Paranoïa ? Bientôt les signes d'un complot se multiplient autour de lui, contre lui. L'angoisse envahit ses textes : *« Les yeux de Geneviève sont d'un bleu catastrophe. »*, note-t-il dans un *Éloge* prémonitoire.

De l'amour à la mort il n'y a qu'un pas. Notre « cher laudateur » Gilbert Lascault, fidèle à la tradition passionnelle de la culture occidentale, le franchit avec une ironie allègre. Pirouette, escamotage : il nous offre pour finir un éloge funèbre qui en annonce d'autres, mortellement amoureux. De la petite annonce considérée comme un piège érotique.

Bricoler sa vie en œuvre d'art

Autres formes de variations (au sens musical du terme), les courts textes qui composent *Faire et défaire*. Consacrés à des artistes (peintres, sculpteurs, écrivains), ils se réfèrent aussi à des êtres qui ont « bricolé » leur vie en œuvre d'art.

Ainsi, avec Henri Michaux et Francis Bacon, spécialistes de la discontinuité, voisinent des figures emblématiques. Telle, *« rusée autant qu'Ulysse »*, Pénélope, qui annule la nuit la tapisserie diurne, comme pour abolir ou *retarder le temps*. Ou bien voici le criminel Lacenaire qui, déclarant la guerre à la société, *« oblige en quelque sorte la société à le défaire »*.

Gilbert Lascault promène sur les œuvres contemporaines un regard insolite et dégage, en virtuose du fragment, les éléments d'une esthétique *« de fêtes et de défaites »*. Ce qui nous ramène à l'amour.

SERGE KOSTER.

★ ÉLOGES A GENEVIÈVE, de Gilbert Lascault. Balland, 175 p., 79 F.

★ FAIRE ET DÉFAIRE, de Gilbert Lascault. Fata Morgana, 150 p.

Un « crime » de Suzanne Prou

SUZANNE PROU, le regard net des oiseaux, raconte toujours des lieux ambigus, des maisons inquiétantes, où l'air, au fil des pages, se raréfie, se trouble. *Les Amis de Monsieur Paul* a donc pour héroïnes deux maisons, un palais rouge, aux pièces baroques éclairées de jaune, et une maison blanche et noire, secrète, *« yeux baissés »*. Entre les deux, un jeune homme fragile déambule, fasciné par un vieux monsieur précieux, le long des allées d'Azémar. Pierre et Monsieur Paul.

Dans le palais à la façade rouge, un gros homme solitaire remâche un passé exotique, éructe et lance les ordres qu'autorise son argent — c'est l'Oncle, — une femme pâle se contemple et parfait son image : Hélène. Dans la maison blanche de Monsieur Paul, des jeunes gens organisent des fêtes.

Mais ce *n*'est pas un roman habituel de Suzanne Prou, il file plus vite, tout droit, droit au but qui est un dénouement conforme aux règles d'un roman policier. *« Quand Simone Gallimard m'a demandé d'écrire une histoire policière, l'idée m'a amusée,* dit Suzanne Prou. *Je me raconte toujours l'histoire au fur et à mesure que je l'écris, cela donnait du piment de me demander qui était l'assassin. C'était une fantaisie et des règles, deux raisons d'y prendre du plaisir. »*

Il fallait, par exemple, un policier : il s'appelle l'inspecteur Jeunâtre, il est calme, futé, et logique. Sympathique. Il fallait une victime : c'est l'Oncle, le gros homme, une sorte de pirate louche mal enrichi, assassiné pour son argent, ou pour son passé trouble. Il fallait plusieurs suspects. Tous les autres personnages le sont.

Il fallait un mobile, un criminel, un indice qui mette l'inspecteur sur la piste. On ne les dira pas. Parce que Suzanne Prou a écrit un bon « policier », on ne devine rien, et puis, quand on sait, cela paraît évident, limpide, inévitable. On s'est bien amusé, avec elle, avec eux.

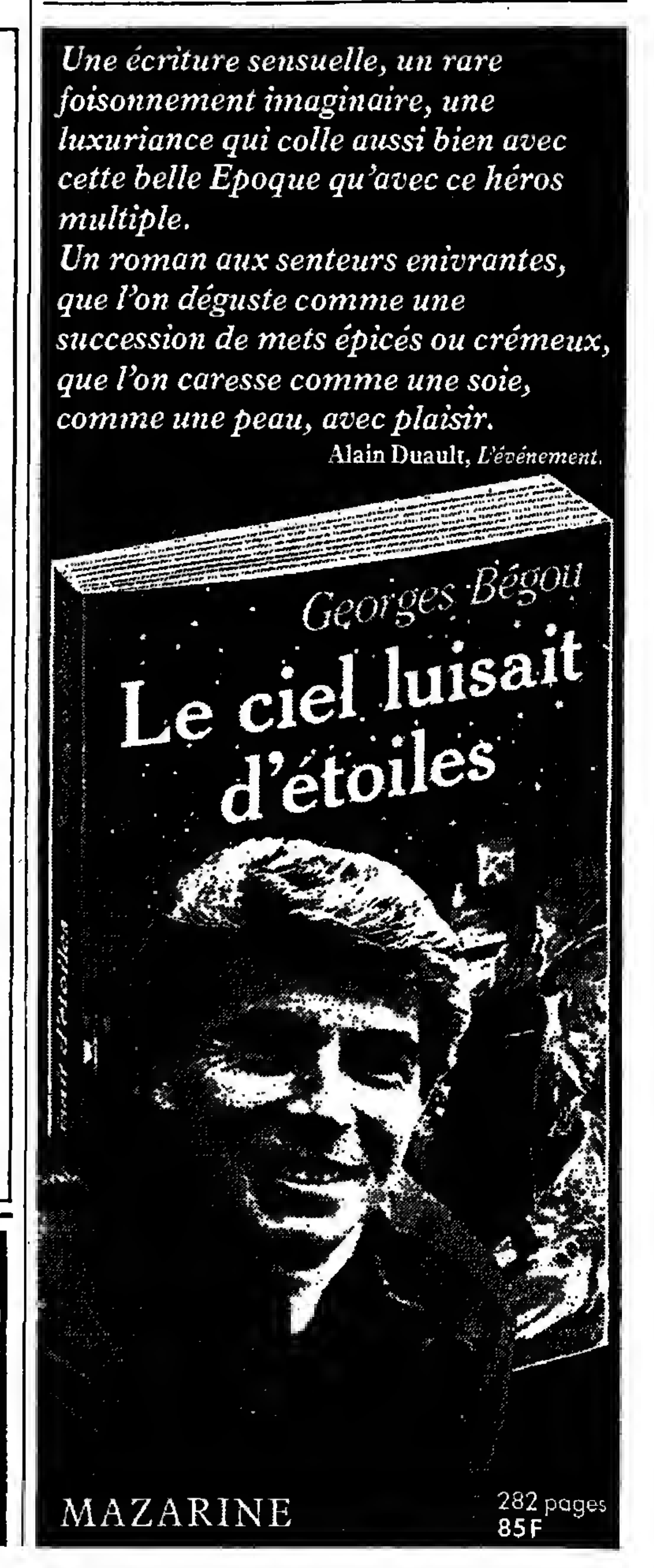
Car, paradoxalement, ce livre sonne beaucoup plus clair, plus léger, que ses autres romans. *« C'est une fiction non engagée,* remarque-t-elle, *même s'il s'y trouve des détails que j'ai piochés ici et là, comme on fait pour tous les livres, les pendules, par exemple, qui jouent un rôle décisif dans l'intrigue, et que mon mari collectionne, ou cette maison rouge, qui était celle de ma grand-mère et de ses sœurs, quai de la Joliette à Marseille. Je n'ai pas, en l'écrivant, buté sur ces pannes qui frappent parfois quand on écrit un livre qu'on va chercher plus profond. Je m'amusais. J'aurais écrit ce livre dans un autre cadre, il n'y aurait sans doute pas eu de réponse, on n'aurait pas su les motifs ni l'assassin. »*

Le livre-jeu est réussi. Il en contient d'autres en pointillé, sur ses marges. L'histoire de l'Oncle et de sa servante pleine de rage, l'histoire d'Hélène, résignée et silencieuse, et de son fils Pierre, dont nous ne saurons qu'*un* morceau de vie. C'est que Suzanne Prou, même quand elle s'amuse, garde avant toute chose le sens et l'art de l'ellipse.

GENEVIÈVE BRISAC.

★ LES AMIS DE MONSIEUR PAUL, de Suzanne Prou. Mercure de France, collection « Crime parfait », 147 p., 59 F.







● PORTRAIT

Vallès, le « forban » fraternel

Par Henri GUILLEMIN

L'irréductible réfractaire que fut Jules Vallès est mort il y a cent ans. Journaliste pourfendeur de l'injustice sociale, auteur, en particulier, de l'émouvante et célèbre trilogie* Jacques Vingtras, *Vallès fut l'un des derniers combattants de la Commune. Henri Guillemin évoque la vie de cet homme hors du commun qui avait épousé la cause du peuple.

UN peu trop oublié, non, Jules Vallès ? Il y a pourtant juste cent ans qu'il est mort. Né trente ans après Hugo, en 1832, il a trouvé moyen de mourir deux mois avant lui, le 14 février 1885, à cinquante-deux ans, comme Verlaine. Ce doit être la faute à Hugo si Vallès est ainsi négligé. Son nom est étouffé par l'autre, celui du tout grand, plus que légitimement célébré cette année, et ce n'est pas moi qui déplorerai cette commémoration solennelle.

N'empêche : pas normal que Vallès soit ainsi passé sous silence, ou presque (1), d'autant plus que sa disparition avait fait du bruit. Songez donc que Ferdinand Brunetière en personne, le pontife, alors, de la critique littéraire, n'avait pas dédaigné, et sur dix pages de *la Revue des Deux Mondes*, le cadavre de Vallès à peine refroidi, dès le 1er mars 1885, de lui rendre un de ces hommages qui prennent date dans l'histoire : un « *saltimbanque* », Vallès, un « *forban* », un « *tartufe* », une de ces « *natures foncièrement immorales, mauvaises, dangereuses* » ; un homme qui n'avait « *jamais bien aimé* » ; dans toute son œuvre, un « *accent unique de haine et de convoitise* » ; partout « *l'envie brutale du jouisseur* ». Trois jours plus tard, Léon Bloy, le 4 mars, dans *le Pal*, co remettait dans l'ignominie : Vallès, « *l'immonde parmi les immondes* ». Je pense qu'on a déjà compris : les « bonnêtes gens », les amis du Bien, réglaient son compte à l'individu qu'on avait vu, quatorze ans plus tôt, membre de la Commune. Ce seul fait disait tout sur l'Abominable.

Et cependant ! Ces « *bouteilles qui trinquent du ventre entre les doigts du cabaretier* » ; ce petit gars de dix ans – c'est Vallès en 1842 – « *tout craquant de bonheur* » parce que son oncle (un curé) lui a fait cadeau d'une petite pièce d'or, 10 francs ; cette boulangère trop poudrée, pareille à « *un pain qui a gardé de la farine sur sa croûte* » le vieux Blanqui avec « *sa bouche démeublée où trottine, entre les gencives, un bout de langue rose* » ; Rochefort, « *osseux, crochu* », « *sa barbiche au menton comme un fer de toupie* » ; Courbet, « *désordonné et patient, bûcheur et soiffard, parlant avec des circonflexes et des modulations et des pétarades de rire dans sa barbe qu'il torchait ensuite d'un revers de main* ». Et j'en aurais cent à citer, des textes, chez Vallès, de cette veine. Allons ! Les preuves sont là, flagrantes : un incontestable écrivain, un écrivain pour de bon.

« J'ai touché la vie avec mes doigts pleins d'encre »

Le gaillard, maintenant, l'affreux bonhomme. Des choses à savoir, à son sujet : que son enfance n'a pas été très réussie : qu'il a été témoin de scènes tragiques, à la maison : le père trompe sa femme, et elle l'a découvert ; le gamin en reste bouleversé, déchiré. « *J'ai touché la vie avec mes doigts pleins d'encre* », « *j'ai gardé les yeux ouverts pendant que les autres enfants dormaient* ». L'atmosphère du foyer qui tourne à l'irrespirable ; le père, depuis le drame, plus dur que jamais avec ses deux gosses, un fils, une fille.

« *Un rien le fait devenir cruel. Il tape, il cogne pour la moindre peccadille (...) tant il avait la pensée malade, l'esprit noir.* » C'est sur la petite Louise qu'il s'acharne particulièrement. En vain, elle criait : « *Mol ! Mol ! Popo !* » Elle criait « *comme j'avais entendu une folle crier, un jour qu'elle croyait voir dans le ciel quelqu'un qui voulait la tuer ; dès que son père s'approchait d'elle, son brin de raison tremblait dans sa tête d'ange* ».

« Ces mots-là, Vallès ne les a pas choisis à la légère. Louise a sombré dans la folie ; il faudra l'interner, à vingt ans, et elle mourra à vingt-quatre ans, dans son asile. Mais attention ! Vallès a délibérément caché la vérité ; c'est à une voisine, dans *l'Enfant*, que cette catastrophe arrive, et il l'appelle, pour protéger la mémoire de son père, Louisette Bergougnard. Autre dissimulation, du même ordre. Après le coup d'Etat du 2 décembre, comme il s'est associé à la défense républicaine, le père, professeur, qui craint une révocation, négocie avec l'administration des hospices de Nantes pour que son fils atteint, selon lui, d'aliénation mentale, soit admis chez les fous. Et Jules Vallès passera là deux mois.

La Commune agonisante

Ouvrons son récit : son père s'est borné, dit-il, à le menacer de la prison ; tandis qu'un de ses collègues, « *plus crâne* », pareillement alarmé, compromis, n'a pas hésité, lui, à fourrer son rejeton chez les dingues. Vallès, là, ment pour la seconde fois et nous cache que ce fut sa propre aventure. Entendu, le père n'était pas commode ; pas heureux non plus. Mais ni vengeance ni rancune. Il a tant travaillé, ce père de famille sans le sou (la dot de sa femme ? 200 francs) et qui, à force de courage, s'est élevé, instituteur au départ, jusqu'à la licence, jusqu'à l'agrégation.

Le jour où les Versaillais ont définitivement gagné la partie, avec leur artillerie et leurs troupes de choc, contre la Commune agonisante, tapi chez un camarade où il s'attend, d'une minute à l'autre, à être arrêté, Vallès écrit à sa mère, le 28 mai 1871, pour lui dire adieu : « *Ma dernière pensée est pour toi.* » Et il ajoute : « *Maman, peut-être verras-tu venir à toi une femme qui te demandera ta bénédiction* » ; accueille-la, je t'en prie ; sache qu'elle a « *soutenu ma peine, partagé ma misère, voulu mes dangers* » ; ouvre-lui ton cœur ; prends son visage entre « *tes saintes mains* ». Ainsi parlait le « *forban* », le monstre. Il confie à sa mère cette Joséphine Lapointe qu'il aimait depuis dix ans, une « *échappée du monde des ivrognes et des méchants* ».

Oui, il a fait partie de la Commune. Il a imposé à ses amis que leur traitement soit de 300 francs. (Il avait gagné, naguère, des 1 500 francs dans la bonne presse.) Il a pris son travail au sérieux ; il a dirigé la section de l'enseignement, dressant un plan, qui n'aboutira pas de sitôt, en vue de l'instruction primaire à la fois obligatoire et gratuite.

« Nous voilà payés de vingt ans de défaites »

Comment effacerions-nous de notre mémoire son article du 27 mars 1871, dans *le Cri du peuple*, au lendemain de ce beau dimanche où plus de deux cent mille gardes nationaux avaient défilé, la fleur au fusil, devant le perron de l'Hôtel de Ville, où se groupaient les élus de Paris. Vallès est en pleine illusion lyrique, des sanglots de joie dans la gorge. « *Ce ciel tiède et clair, cette odeur de bouquets... Nous voilà payés de vingt ans de défaites et d'angoisse... Embrasse-moi, camarade, qui as comme moi les cheveux gris ; et toi, marmot, viens que je t'embrasse aussi... Fils des désespérés, tu seras un homme libre.* »

Hélas ! Le tribunal militaire de Versailles, le 4 juillet 1872, condamnera Vallès à mort (par contumace, car il a pu trouver refuge à Londres) pour « *complicité dans l'assassinat des otages* », alors que, le 26 mai, rue Haxo, Vallès avait positivement risqué sa vie pour tenter d'empêcher le massacre des ecclésiastiques et des gendarmes captifs qu'on transférait d'une prison à l'autre et que des mégères frénétiques ont assaillis, écharpés, sauvagement exterminés.

Je sais bien qu'il y eut un temps sombre, au milieu de sa vie ; surtout quand son père disparut, en 1857 ; que sa femme (qu'il a d'ailleurs abandonnée pour vivre avec une maîtresse) ne reçoit du gouvernement qu'une aumône infime ; que le fils, sans emploi, ne sait plus comment faire pour venir au secours de sa mère. Il se vend alors à Mirès, le financier, puis on l'engage au *Figaro* parce qu'il a donné les gages d'un retour aux idées saines.

Et c'est le vertige des hautes payes, de la notoriété, de l'élégance vestimentaire. Mais quelque chose en lui – une honte – n'est pas d'accord, gronde, proteste, revendique. Girardin l'a pris avec lui à *la Liberté* (c'est l'empire « libéral ») à la condition absolue qu'il s'abstienne de toute « politique ». Et le voilà qui outrage un général, un général en activité. Dehors, l'inadmissible ! Son salut, cette mise à la porte. Il se récupère, réalisant son identité, accumulant amendes et mois de prison.

Les bataillons de la misère

Viendront, après la Commune, les années d'exil, les « *années béantes* », comme il dit, où l'espoir est mort, où il se sent vieillir, où, par surcroît, s'éteint entre ses bras sa petite Jeanne-Marie qu'il avait eue, à Londres, en 1875, et qui meurt, à dix mois, en décembre. Coup terrible, pour lui. Des mois à s'en remettre. Enfin, enfin, en 1880, l'amnistie et Paris, de nouveau.


CAGNAT.

On se l'imagine chez les bien-pensants, changé, assagi. Erreur. Voilà *le Cri du peuple* qui ressuscite ; un Vallès déchaîné contre ce Gambetta qui ose dire de la « *question sociale* » qu'elle « *n'existe pas* » (alors qu'« *il n'y en a pas d'autre* »), contre Jules Ferry le colonialiste, contre ceux qui ont horreur des « *bataillons sans cesse foudroyés et sans cesse renaissants de la misère* ».

Que l'on me pardonne – c'est ma manie – de m'intéresser beaucoup à ce que des gens comme Hugo, comme Vallès, comme Jaurès, pensaient « *en matière de religion* ». Vallès refusait de se dire athée : « *ni déiste ni panthéiste ; pas même athée* ». Il n'aime pas *l'Aurore boréale* de Rochefort, pas non plus le roman anticlérical de Fèvre et Després, *Autour d'un clocher*. « *Franchement, à quoi ça rime ?* » Il écrit : « *La croisade contre le prêtre n'est plus la guerre sainte* » ; « *les soutanes redoutables, aujourd'hui, sont en queue de redingote* ».

Séverine, qui le vénérait, qui l'a assisté jour et nuit dans ses dernières semaines, le portant elle-même – décharné, inerte, il ne pesait plus que trente-sept kilos – de sa chaise longue à son lit, Séverine a raconté, en 1886, pour l'anniversaire de sa mort, que son « *dernier copain* », à la campagne, chez Gebhart, avait été un petit curé des environs dont Vallès chérissait la simplicité virile, la cordialité fraternelle. Ce lutteur, qui défendit passionnément les opprimés, les humiliés, les pauvres, il s'est demandé un jour, et en public, s'il n'était pas, après tout, un « *faux impie* », un « *religiosâtre rouge* », une espèce de « *religieux à rebours* ». A rebours, vraiment ? Je n'en suis pas tellement sûr.

(1) Je ne saurais trop souligner l'intérêt et la valeur des travaux conduits sur Vallès, depuis des années, par Roger Bellet, professeur à l'université de Saint-Étienne.

Points de repère

– 11 juin 1832. Jules Vallès naît au Puy (Haute-Loire) d'un père professeur. Enfance malheureuse avec des parents bornés et sévères. Etudes à Saint-Etienne et à Nantes.

– 1849. Vient à Paris. Abandonne ses études pour se mêler aux milieux politiques et littéraires. Mène une vie de bohème.

– 1857. Publie *l'Argent*.

– 1861-1865. Ecrit dans de nombreux journaux et revues.

– 1865. Réunit ses articles dans *les Réfractaires*.

– 1866. Publie un autre recueil d'articles, *la Rue*, et crée un journal qui porte ce nom.

– 1870. Suspect aux autorités par son passé de polémiste, il est enfermé à Mazas. Libéré par la révolution du 4 septembre, il s'affilie à l'Internationale.

– 1871. Est nommé membre de la Commune. A la tête de son journal, *le Cri du peuple*, il devient un des chefs de file de l'insurrection.

– 1872. Condamné à mort après l'échec de la Commune, il s'enfuit à Londres, où il devient correspondant de plusieurs journaux parisiens.

– 1879. Publie *l'Enfant*, premier volet de la trilogie autobiographique *Jacques Vingtras*.

– 1881. *Le Bachelier*, suite de la trilogie.

– 1883. Revient à Paris. Recrée *le Cri du peuple* et reprend son action en faveur des revendications populaires.

– 14 février 1885. Meurt à Paris.

– 1886. Parution de *l'Insurgé*, dernier tome de la trilogie.

– 1932. Publication du *Tableau de Paris*, réunissant des chroniques parues en 1882 et 1883.

∴

La trilogie est disponible en livre de poche dans les collections Folio-Gallimard et Garnier-Flammarion. Il existe deux éditions des Œuvres complètes, chacune en 4 volumes, l'une au Livre Club Diderot, l'autre chez Temps actuels. Une autre publication est en cours à la Pléiade. Seul est paru le premier volume, rassemblant les œuvres publiées entre 1857 et 1870. Il est dommage que Gallimard ne profite pas de cette année du centenaire pour publier le second...

Les manifestations

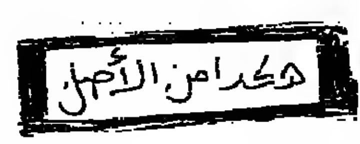
Le coup d'envoi de « l'année Vallès » a été donné... à Pékin, où un colloque a été organisé en janvier par l'Institut des langues étrangères. Les Chinois, qui s'intéressent beaucoup à l'ancien communard, avaient déjà monté une pièce peu connue de lui : *la Commune*.

En France, la société des Amis de Jules Vallès, présidée par Roger Bellet, qui a été créée en 1982, vient de publier le premier numéro de son bulletin (université de Saint-Etienne, rue Tréfilerie, 42100 Saint-Etienne). Elle organise aussi un colloque international sur Vallès les 21, 22 et 23 mars à Saint-Etienne.

La bibliothèque Picpus (70, rue de Picpus, 75012 Paris. Tél. : 345-87-12), située dans le quartier où Vallès fut candidat malheureux aux élections en 1869, présente une exposition rassemblant des éditions originales ou illustrées des principales œuvres de Vallès, des lettres manuscrites, les journaux auxquels il a collaboré (*la Rue, l'Eclipse, le Grelot, le Cri du peuple, l'Illustration, etc.*, et même le n° 2 et dernier du *Journal de Sainte-Pélagie*, manuscrit conçu et réalisé en prison et dont Jules Vallès était le *« rédacteur en chef élu »*).

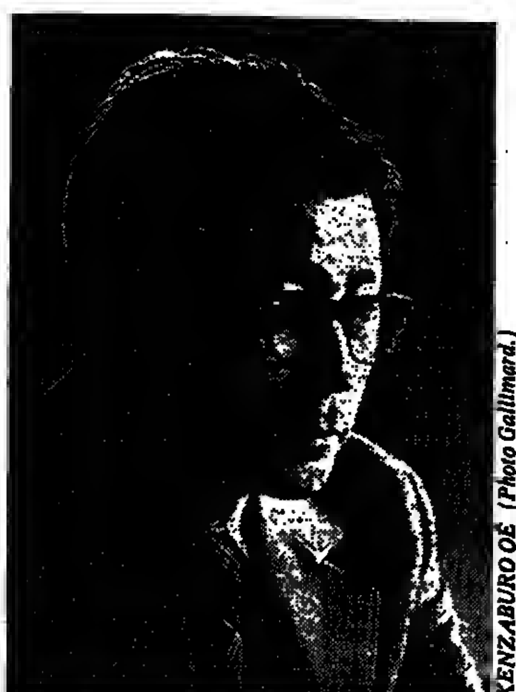
Une série de panneaux fort bien faits où se mêlent citations, photographies, gravures, portraits et tableaux retracent, à travers une série de thèmes, les principaux aspects de l'œuvre et de la vie de Vallès : Le Puy, sa ville natale, l'enfance et l'éducation, Nantes, la Commune, Londres, la vie littéraire et politique à Paris...

Diverses manifestations sont prévues par la bibliothèque Picpus pour accompagner cette exposition : une lecture de textes de Vallès par Marianne Auricoste, le 23 mars à 16 heures, une promenade-conférence sur sa tombe au Père-Lachaise le 20 avril à 11 heures.



● LETTRES ÉTRANGÈRES

« Le Japon est un pays fragile »



KENZABURO OÉ (Photo Gallimard.)

(Suite de la page 27.)

» Le plus lamentable dans cette affaire est qu'il a entraîné des jeunes gens à mourir avec lui.

» La révolte de Takashi dans *le Jeu du siècle* est radicalement différente. Il veut imiter ses ancêtres – mes ancêtres, car les faits sont authentiques – qui, au dix-neuvième siècle, conduisirent une révolte paysanne contre les autorités. Takashi est un démocrate, un esprit indépendant opposé à l'absolutisme du système impérial et de sa culture centralisée. Sa révolte, c'est celle d'une culture marginale. Au Japon, la culture reste très centralisée. Il existe une Académie des arts (Geijutsuin) où l'on entre quasi automatiquement vers soixante ans. Il suffit de continuer à produire, d'être conservateur et d'avoir l'âge requis.

– Vous n'en serez pas membre dans dix ans ?

– Je ne crois pas.

– Mishima a écrit : « *Au sommet de la littérature japonaise d'après la guerre, Kenzaburo Oé est le porte-parole des années 60.* » En 1985, êtes-vous un porte-parole ? Y en a-t-il encore ? Quelle est la place de l'intellectuel ?

– Je ne suis pas un porte-parole. Au contraire, j'ai l'impression d'être très isolé, et c'est très bien ainsi du point de vue de la création. Par ailleurs, personne n'a plus aujourd'hui le rôle que nous avions, Mishima et moi-même, dans les années 60. Les jeunes aujourd'hui n'attendent plus de porte-parole. Ils ont des héros qui se succèdent comme des modes, mais sans message. C'est à nous, auteurs, artistes, de renouer la relation avec le public, de proposer des héros qui l'attirent, des modèles culturels symboliques porteurs des vraies valeurs populaires. Hélas ! nous n'avons plus de héros culturels, c'est la grande misère de l'époque, et pas seulement au Japon. C'est donc à cela que je travaille : à la création d'un nouveau modèle de héros folklorique.

– Vous peignez le côté tragique de la condition humaine dans un monde impitoyable et oppressant. Pourtant, le monde entier reçoit l'image édifiante du « modèle japonais ».

– J'ai écrit un livre qui s'intitule : *Nous, chose fragile.* Sous la superstructure économique forte, derrière la technostructure triomphante, il y a, au fond, une grande fragilité du modèle japonais. C'est pour cela qu'il nous faut trouver un nouveau modèle social stable. Avant la modernisation de Meiji, nous avons eu trois cents ans de *stabilité* et d'indépendance. Depuis, tout est déstabilisé : la société, la famille, l'individu, la ville, le village. Combien de temps pourrons-nous continuer la fuite en avant que nous imposent les politiciens ?

» Quand je vais à Paris, en France, j'ai une impression de stabilité sociale, d'enracinement paysan. Pas au Japon. Avec un groupe d'intellectuels, j'essaie de recréer un archétype de vie et de culture villageoises traditionnelles.

– En 1960, vous avez fait votre thèse sur « l'Imaginaire chez Sartre », mais, en 1985, vous parlez plutôt comme un disciple de Rousseau...

– Pendant trois années de ma vie, j'ai lu Jean-Jacques Rousseau, je n'ai presque lu que ça. Et je suis convaincu d'une chose, c'est qu'il y a deux cents ans l'*Emile* avait déjà répondu aux problèmes du Japon d'aujourd'hui. »

R.-P. PARINGAUX.

Révoltes paysannes dans un miroir déformant

COMMENT peut-on être Japonais après Hiroshima ? Comment peut-on participer au *Jeu du siècle*, après la grande faillite de la pensée humaniste, quand ce qu'on croyait être le progrès aboutit à des massacres, quand la raison fait place au cauchemar ? Le vieux Japon a sauté sur une bombe, l'avenir bégaie, entre les deux le présent est impossible.

C'est sur ce fond de désastre qu'écrit Kenzaburo Oé. Pour en dénoncer les résonances, tenter une description de cet orphelin qu'a fait apparaître la défaite, en deuil de toute croyance, riche de désillusions terribles, et qui ne sait plus quelle direction donner à sa vie. Oé pratique une littérature violente et combative, qui s'attache à la douleur d'être, quand l'action n'a plus de sens.

Il rejoint ainsi cette grande famille de visionnaires précis qui, de Dostoïevski à Fuentes, ont mis en scène le descellement qu'opèrent les forces obscures, où se mêlent la déraison des temps et le trouble des âmes. Comme eux, il veut saisir la crise d'une époque et la crise dans la tête, indissociables, le champ politique qui devient *chant des nerfs. Entre folie et mort* : le grand fuseau de mots qu'Oé fait entrer en vibration oscille rapidement de l'une à l'autre, implacablement. Entre cauchemar et hallucination : le long monologue intérieur qui constitue, dans un emboîtement de scènes et de remémorations, le roman tourbillonne dans la zone indécise précédant l'ivresse ou le réveil. *Le Jeu du siècle* est un roman exaspéré, d'un mauvais goût saisissant, magnifique.

La répétition de la tragédie

Mais quelle est la faute, qui est réellement le coupable de toute cette douleur ? C'est ce que vont rechercher deux frères, Mitsu le narrateur, et Takashi, qui retournent dans leur vallée natale pour, peut-être, y trouver une « vie nouvelle ».

Chacun d'eux porte le poids d'une trahison. Mitsu est hanté par le suicide grotesque de son ami le plus proche, et par l'« idiotie » de son fils, mongolien, qu'il a confié-abandonné à un établissement spécialisé. Mitsu, l'intellectuel borgne, se laisse « pourrir » et n'attend plus que la mort. Taka, qui se veut homme d'action, est lui aussi marqué par la culpabilité : il a renié ses engagements politiques – on est dans les années 60, juste après les grandes émeutes d'étudiants, – et cette apostasie militante semble redoubler une trahison plus ancienne et plus sombre encore, dont il fait son secret.

Or, ce que les frères vont trouver dans la vallée, ce n'est pas leur avenir, mais bien les passés dont ils sont dépositaires. Ils vont en effet rejouer une tragédie qui s'est déroulée un siècle plus tôt dans leur famille, et la mener *ainsi* à terme, *enfin*. Takashi, l'homme moderne, qui revient d'Amérique, ne sait se trouver d'identité qu'en s'assimilant à son arrière-grand-oncle, autrefois responsable d'une émeute sanglante menée par les gens de la vallée – qu'il a, peut être, lui aussi trahis, avant d'être, à ce qu'on dit, trahi par son frère.

Taka va donc à son tour fomenter une révolte – qui aboutira à la destruction du supermarché du village, empoisonneur des corps et des esprits, – mais il choisit, pour effacer la tache initiale, d'en être la victime. Et, au fur et à mesure que s'organise cette répétition minutieuse, obsé*dée*, où *présent et passé s'em*brouillent, où le malaise individuel et le mécontentement social se conjuguent confusément, c'est l'impossible liberté d'inventer son chemin qui peu à peu fait rayonner sa souffrance.

Le règne du désespoir et du temps qui piétine

Car, quand Taka et Mitsu tentent de régler leurs comptes avec leur difficulté à vivre, c'est le monde dont ils sont héritiers qui règle ses comptes avec eux. Ils croient ne souffrir que d'eux-mêmes, mais c'est aussi de ne plus trouver place dans un monde qui n'arrive pas à comprendre quoi faire de son histoire. Tant qu'ils ne se seront pas confrontés à leurs fantômes, tant que le pays n'aura pas compris de quoi sont tissés ses rêves, ce sera le règne du désespoir et du temps qui piétine. Avec la radicalité de l'urgence, Oé déploie la métaphore d'un Japon peuplé d'âmes perdues, que seul peut revitaliser le procès où il devra comparaître devant lui-même.

Mais en attendant, tout devient jeu, oui, mais de miroirs, et déformants, où nul ne parvient à se reconnaître. Taka et Mitsu, comme le *Japon même*, sont emprisonnés dans toutes les mémoires qui les constituent – personnelle, familiale, nationale – tout s'entremêle, se fait écho, chacun se démultiplie et est plus et moins que lui-même. Oé murmure, syncope, saccade les convulsions de ces êtres parcourus d'identités plurielles. Il rythme le vertige de la dépossession de soi, dans un splendide lyrisme du paroxysme, qui fait hurler les discordances et les béances.

Il n'y a plus de dehors, plus de dedans, *tout* s'interpénètre, *puis*que l'identité fuit de toutes parts, le corps est dans la tête, les délires de la tête passent dans le monde extérieur, la réalité se dissout dans les fantasmes et les fantasmes deviennent vrais, il n'y a plus de repère, comme un caillou dans l'eau chaque mot, chaque geste, envoie ses ondes, et le roman selon Oé se transforme en fastueuse épopée cinglée, en fresque onirique et bouffonne : définitivement un choc.

Car celui qui sait faire de son pays mental la transposition intime et singulière de son pays natal, et, inversement, celui qui sait nous donner à sentir l'entrelacement de l'histoire collective à l'histoire individuelle, celui-là oblige le lecteur à interroger, comme les deux frères, *« le lieu de ses racines »*. Oé, par la démesure de son étrangeté, littéralement, nous rend à l'exploration des contes de notre propre folie ordinaire. A nous de nous demander à qui la faute. Et le jeu continue.

EVELYNE PIEILLER.

★ **LE JEU DU SIECLE, de Kenzaburo Oé. Traduit du japonais par René de Ceccatty et R. Nakamura. Gallimard, 345 p., 180 F**

Le chrysanthème, fleur divine...

CE court roman est l'un de ces bijoux de la littérature classique japonaise qui entraîne le lecteur dans un monde délicat où les relations entre hommes et femmes sont empruntées de raffinement et de légèreté : un univers qu'ont immortalisé *le Roman du Genji* et les notes de chevet de Sei Shonagon. Mais ce texte est aussi une « première » en matière d'édition : la Bibliothèque nationale inaugurant avec cet ouvrage une politique de publication des documents prestigieux qu'elle conserve. *Le Chrysanthème solitaire* est un roman anonyme composé à l'époque Muromachi (XIVe-XVIe siècle). *Il fait partie d'un genre de livrets illustrés, dits nara-ebon,* genèse peut-être d'une littérature populaire dans la forme de la grande tradition classique. Les *nara-ebon* sont un genre que les Japonais eux-mêmes sont en train de redécouvrir : plusieurs cen*taines d'œuvres ont été recensées au Japon mais aussi* dans les collections publiques en Europe et aux Etats-Unis.

L'intrigue est classique (deux amants, une marâtre) et les sentiments reflètent une esthétique qui ne l'est pas moins, privilégiant *en particulier* l'expression indirecte des sentiments. L'un des éléments de cet art de la métaphore est le chrysanthème. Jacqueline Pigeot et Keiko Kosugi esquissent une analyse de la symbolique de cette fleur, « nationale » s'il en fut, au Japon : métaphore, par sa blancheur, de la lune et du givre, la « *fleur divine* » est aussi celle du cœur humain, de l'amour fidèle comme de la fragilité des choses, de la précarité de la beauté. Un texte à goûter dans son inaltérable fraîcheur, comme l'esprit du chrysanthème.

PHILIPPE PONS.

★ **LE CHRYSANTHÈME SOLITAIRE, roman anonyme. Introduction et traduction du japonais de Jacqueline Pigeot et Keiko Kosugi. Bibliothèque nationale, 112 p. 15 planches en couleurs, 160 F.**

● **UN « MAGAZINE LITTÉRAIRE » SPÉCIAL JAPON. – Ce dossier consacré à la culture japonaise aborde principalement la littérature, *mais aussi la peinture*, l'architecture, la photographie, le cinéma. On lira avec beaucoup d'intérêt deux articles de Maurice Pinguet, l'auteur de *la Mort volontaire au Japon*, sur Akutagawa (suicidé à trente-cinq ans) et Osamu Dazai (suicidé à trente-neuf ans), le portrait de Tanizaki par Yasushi Inoué, l'état de la critique, de la littérature féminine, du roman populaire, des études sur les jeunes romanciers et sur ceux qui sont confirmés, ainsi qu'une petite histoire de la réception de la littérature française au Japon (où l'on apprend que Julia Kristeva a plus de succès que San Antonio !). *(Magazine littéraire*, spécial Japon, mars 1985, 25 F.)**

● **YUKIO MISHIMA EST A LA MODE. – Outre le film sur sa vie – supervisé par le Mishima Estate, – les éditions *Balland* publient la meilleure biographie de l'auteur du *Pavillon d'or : Mort et Vie de Mishima*, de Henry Scott-Stokes (348 pages, 119 F). Les éditions Gallimard annoncent – pour le 28 mars – un essai de 1967 de Mishima dans la nouvelle collection que dirige François Erval : *le Japon moderne et l'Ethique samouraï – la Voie du hagakuré* (collection « Arcades », 148 pages, 36 F). En outre, jusqu'à fin mars, Jean-Pierre Granval présente au Théâtre du Rond-Point *l'Arbre des tropiques*, « *tragédie* » de Mishima *traduite par* André-Pieyre de Mandiargues.**

Le Monde des livres

● LE FEUILLETON

Un hommage de la revue *Commentaire* à Raymond Aron

Penseur et artiste, ça fait deux

Par Bertrand POIROT-DELPECH

QUAND donc les Français admettront-ils que le penseur n'a pas à faire l'artiste, ni l'artiste le penseur ? Sitôt qu'un philosophe s'annonce, chez nous, la question fuse : écrit-il bien ? Qu'un écrivain surgisse, et on chipote : oui, mais a-t-il une vision du monde ?

Le parallèle Aron-Sartre relance le débat. Il est en passe de remplacer, pour le vingtième siècle, la comparaison-rengaine des lycées d'autrefois entre Corneille et Racine. Aron aurait pensé plus juste mais sans art ; Sartre aurait « déconné » mais avec génie. Questions subsidiaires : que vaut-il mieux ? Raison et imagination dans les productions de l'esprit ; scrupule et bluff à la naissance des vocations : vous avez quatre heures, il est huit heures, à midi je ramasse...

L'hommage imposant que la revue *Commentaire* rend à Aron dépasse de tels exercices scolaires. On verra plus loin que les moments et les thèmes de l'œuvre occupent l'essentiel du numéro. Mais les témoins, notamment ceux de la jeunesse, amènent à réfléchir sur les quelques mois où se joue l'orientation d'une destinée intellectuelle. D'un point de vue humain, romanesque, la question n'est pas si triviale.

CE n'est pas notre faute si le hasard scénariste a collé sur la même photo de classe les deux esprits les plus fringants du milieu du siècle. Un cahier d'illustrations montre bel et bien Sartre et Aron côte à côte, rue d'Ulm, en 1924. Déjà, Sartre tient sur les genoux un chapeau d'artiste, et Aron porte des guêtres de professeur. Le premier a l'air bougon de qui n'en finira jamais avec son monde intérieur ; c'est avec le monde extérieur qu'a hâte de se colleter, assurément, le second. Ici, la *névrose* ; là, non.

Là où il y a le moins de souffrance, il y a le plus de générosité. Leur condisciple Pierre Bertaux rappelle une scène mal connue. Découvrant que Sartre est recalé à l'agrégation de philo, où il est reçu premier, Aron vitupère le jury : « *Les cons ! les cons !* » On imagine mal la réciproque. Sartre sera méchant, si gros qu'il laisse de pourboires aux garçons du Flore ; Aron, non, pas même froid.

Une légende, cette froideur ! Il se trouve que les interlocuteurs d'Aron, presque toujours, raisonnent moins bien ou moins vite, alors le regard gris-bleu, forcément, s'impatiente... Mais ce serait plutôt par crainte de l'émotion. Si l'étudiant Aron tourna le dos à la littérature — il l'a souvent dit et il me l'a répété à la sortie des *Mémoires*, — c'est que la littérature fait appel à un niveau de sensibilité par lequel il a l'impression qu'il serait submergé.

Il accepta de limiter ainsi ses perspectives, même en philosophie. Il l'a reconnu ; s'il est devenu sociologue et politologue, c'est par manque d'imagination métaphysique. Sartre subit la tentation opposée, qui ne va pas sans comédie du « grand homme », du « Chateaubriand ou rien ». Le futur auteur des *Mots* a « besoin » d'une philosophie. « Tu n'as pas une idée ? » Et c'est la suggestion, venue d'Aron, de voir du côté de l'Allemagne, où le hasard romancier, têtu, les envoie tour à tour.

TOUJOURS le parallèle : Aron voit le monde tel qu'il se donne à comprendre, Sartre tel qu'il se donne à détester. Sartre aime affirmer, juger ; Aron, seulement corriger. L'un se soigne à la politique, comme dit Duras ; l'autre n'a pas à se soigner, et surtout pas comme ça. Précision d'abord : quand Aron écrit à Albert Palle, en juin 1940, « *Les hommes, ici, sont désespérés* », il barre et rectifie : « *proches du désespoir* ». Il y a des ratures qui signent une vie, et valent des poèmes.

Comment fonctionne-t-elle, cette somptueuse machine à rendre intelligible, et quelles règles se donne-t-elle ? Liliane Tasca et Irène Fernandez éclairent bien là-dessus. Des valeurs sont posées : vérité, liberté de l'esprit. Un espoir : le triomphe ultime de la raison à l'horizon de l'histoire — « *du moins n'est-ce pas exclu* », précisait-il avec le sourire particulier qui accompagnait, chez lui, les écarts dans le souhaitable invérifiable.

Fabre-Luce a résumé les deux courages intellectuels d'Aron : intégrer tous les faits connus sans en omettre aucun, et ne pas prendre prétexte de leur complexité pour conclure en nègre blanc. Le premier de ces courages lui a valu, de la part de ceux qui en manquaient, une hostilité dont on n'a plus idée. Alain Besançon, François Fejtö, Julien Freund, François Furet, Claude Roy, évoquent le pavé dans la mare que fut *l'Opium des intellectuels*, et les ronds produits. Les anciens des « séminaires » complètent le portrait du grand esprit travaillant à la barre, comme on dit des danseurs.

L'art de reformuler lumineusement ce que l'interlocuteur bafouille n'exclut par les bouffées d'éloquence. Ni l'humour : « *Est-ce ma faute à moi si j'ai toujours raison ?* », lance-t-il à Jean d'Ormesson, qui l'a traité, par boutade, de « paranoïaque ».

Triste, Aron ? Blasé ? Parfois résigné un peu vite, c'est vrai, à ce que certaines données ne changent pas. « *Il faut bien qu'un journal ait un propriétaire* », tranche-t-il. Pourquoi « *il faut bien* », demande Claude Roy, avec l'optimisme de ceux qu'aucun cauchemar ne décourage de rêver ?

LES aroniens de vieille date se sont agacés que, à la mort du maître, déferle un trop commode consensus. Souvent, les premiers fidèles se sentent dépossédés par les ralliements tardifs. Peu de réserves, aujourd'hui encore, se font jour. Dans cette révérance entre, j'imagine, la peur du ridicule qu'il y aurait à prétendre corriger la copie de Raymond Aron, et pis aujourd'hui : dans son dos ! Thierry de Montbrial et Dominique Wolton s'y risquent. Par dédain du psychologique, Aron n'a-t-il pas négligé l'étude de l'homme d'Etat en tant que sujet soumis à des sollicitations contradictoires ? Par refus des illusions, n'a-t-il pas sous-estimé leur rôle dans l'histoire, à l'exception, de taille, de l'« *opium* » marxiste ?

Aron n'ignore pas le « *facteur humain* ». Il sait, par exemple, que Marx est « méchant » ; il a éprouvé que son petit camarade Sartre pouvait l'être aussi, mais il n'en tient pas rigueur. Si les autres manquent d'égards, c'est pour eux qu'il souffre. Son enseignement est de tolérance, de non-violence. « *On peut conserver son admiration pour Sartre tout en étant aussi ami d'Aron.* » La formule, prononcée devant François George, au milieu d'autres, moins amènes, que le témoin, en cela très aronien, préfère taire, mériterait de clore le parallèle Aron-Sartre — s'il doit jamais se clore, le propre des parallèles étant de n'en pas finir...

LES études par thèmes donnent une belle vue cavalière sur cinquante ans de production intensive et d'histoire mouvementée : les rapports avec Tocqueville (St. Hoffmann), Weber (Ph. Raynaud), l'Allemagne (R. Lowenthal, J. Rovan), les idéologies (J.-F. Revel), la politique française (J.-Cl. Casanova, maître d'œuvre du numéro), l'Algérie (M. Winock). Les rappels de textes épars fixent certains jugements moins connus sur des problèmes — l'objection de conscience, la trahison, le pacte atlantique — ou des contemporains : Alain, Arendt, Bergson, de Gaulle, Lévi-Strauss, Malraux...

Au terme du parcours, on se dit : comme Aron s'est peu trompé, décidément ! Prenez l'analyse du national-socialisme dès 1934 : qui osera maintenir, après cela, que certaines vérités n'éclatèrent qu'en 1945 ? Devant un presque sans-faute souvent prophétique, l'émerveillement, sans égaler celui qu'inspire une création d'artiste, finit par y ressembler. A un pareil degré d'ajustement à son objet, l'esprit spéculatif ne fait-il pas appel à des ressources aussi prodigieuses et mystérieuses que l'inspiration ?

La puissance de l'hommage rendu à Aron a ceci d'utile qu'elle rétablit le penseur dans ses prestiges, par rapport aux virtuoses du « brin de plume » autoproclamés et surévalués.

D'avance, Aron a refusé la religiosité dont les artistes, notamment français, entourent leur création ou tolèrent que d'autres l'entourent. « *Je déteste par-dessus tout ceux qui se croient d'une autre essence* », écrit-il dans ses *Mémoires*. Il aurait pu ajouter : Et ceux qui vous croient d'une autre espèce.

★ RAYMOND ARON, 1905-1983, textes, études et témoignages. Revue *Commentaire* hiver 1985, Julliard, 542 pages, 120 F.

● A TRAVERS LE MONDE

Allemagne : le poème inconnu de Hölderlin est-il un faux ?

Il y a quelques mois, une longue dépêche de l'agence de presse allemande DPA (1) annonçait la découverte d'un poème inconnu de Friedrich Hölderlin, long de vingt et une strophes, non signé, dépourvu de titre, mais précédé de l'avertissement suivant : « *Chanté à l'occasion de l'inauguration d'une maisonnette de campagne répondant au nom de* Serenity. » C'est dans un *Almanach pour les amis de la nature et des jardins*, publié à l'automne 1796 en Souabe, que M. Reinhard Breymayer, chercheur indépendant à Tübingen, a trouvé ce texte, et, après l'avoir analysé, l'a attribué à Hölderlin.

Les éditions Nous-Verlag, de Tübingen, viennent de le publier — assorti d'un impressionnant appareil critique dû à M. Breymayer — sous le titre de *Hymne an die Heiterkeit*, (Hymne à la Sérénité). La couverture en désigne sans hésitation l'auteur, Friedrich Hölderlin, même si, sur la page de garde, semble s'exprimer comme une ultime hésitation : Friedrich Hölderlin *(Zuschreibung — attribué à)*. Deux universitaires, Klaus Schuffels et Alain Brossat, restent sceptiques devant cette « découverte ». Ils expliquent pourquoi.

EMINENT spécialiste du piétisme en Souabe au dix-huitième siècle, M. Breymayer n'en est pas à son coup d'essai : c'est le quatrième texte attribué à Hölderlin qu'il découvre, au fil d'inlassables recherches dans les caves et les greniers des bibliothèques et des presbytères de la région de Tübingen. Mais sa dernière trouvaille, tant par son thème, sa longueur, que par la date supposée de sa rédaction, a rencontré un écho tout particulier, suscité d'ardents débats non seulement parmi les spécialistes, mais dans la grande presse ouest-allemande elle-même.



C'est que, en effet, les découvertes « hölderliniennes » de M. Breymayer posent un problème singulier : elles ne sont jamais signées ni manuscrites. Du coup, aucune d'entre elles ne s'est imposée jusqu'alors aux chercheurs et aux spécialistes avec la force de l'évidence. Les *Annales de la société Hölderlin* ont publié la contribution de M. Breymayer où il argumente en faveur de l'authenticité de ses découvertes, mais sans engager d'autre responsabilité que la sienne. Les éditeurs de la grande édition critique des *Œuvres complètes* de F. Hölderlin, qui fait autorité — le Stuttgarter Ausgabe — se sont refusés à intégrer les différents poèmes trouvés par le chasseur de trésors de Tübingen. Les auteurs du *Dictionnaire électronique des Œuvres complètes de F. Hölderlin*, projet franco-allemand, dont le premier volume répertorient tous les poèmes a paru en 1983, n'ont pas davantage considéré ces textes dans l'établissement du corpus de l'œuvre du poète...

Ces réserves n'avaient pas, jusqu'alors, ouvert les vannes à un grand débat sur l'authenticité des découvertes de M. Breymayer ; c'est que les premiers poèmes qu'il a attribués à Hölderlin relevaient à l'évidence de la poésie de circonstance (il s'agissait en fait de textes rédigés à l'occasion de fêtes de famille) et ne semblaient présenter qu'un intérêt secondaire — tant en ce qui concerne leur qualité littéraire que la biographie de leur auteur supposé.

Ledit *Hymne à la Sérénité* est d'un tout autre calibre : l'année 1795, en effet, date de sa rédaction, est une véritable croisée des chemins dans l'existence du poète, une station essentielle dans son inexorable marche au silence. Cet hymne apaisé, où l'auteur célèbre l'enchantement des frondaisons campagnardes, l'amitié, la bonté de la nature, la beauté, invite à l'action noble, dessine la silhouette insolite d'un Hölderlin en proie à une sorte de jubilation écologique, « verte », loin des trépidations de son temps :

A toi, élue des Dieux et des Déesses,
Amie de la bonne Humanité
A toi, dernière-née de l'allégresse
Douce sœur, Sérénité.

Mais d'où M. Breymayer tire-t-il son inébranlable conviction que ce poème, égaré dans une revue horticole auprès d'un article vantant les mérites d'un moyen infaillible de chasser les taupes de nos jardins *(sic)*, est bien l'œuvre de Hölderlin ? De rapprochements biographiques, tout d'abord : au printemps 1795, en effet, le poète emménage dans la petite maison champêtre de son ami intime, Isaac de Sinclair, tout près de Iéna. Il y demeurera un peu plus d'un mois avant de quitter Iéna pour des raison longtemps réputées mystérieuses. Pour M. Breymayer, il ne fait pas de doute que c'est cet emménagement que vise à célébrer cet hymne. Mais cette interprétation suscite quelques réserves.

Les éléments biographiques enracinent le doute. Fin 1793, Hölderlin achève à Tübingen ses études de théologie. Il gagne alors la région de Iéna, centre intellectuel de l'Allemagne, y travaille comme précepteur, puis suit assidûment les cours du philosophe Fichte ; il côtoie Schiller et d'autres célébrités du monde intellectuel.

Elève de Fichte à Iéna

Elève distingué de Fichte, protégé de Schiller, le jeune Hölderlin voit se dessiner la perspective d'une carrière universitaire à Iéna. Au printemps 1795, ses chances ne semblent pas minces d'obtenir un poste d'enseignant dès l'année universitaire suivante. Mais l'époque est rien moins que « sereine » et le poète lui-même, en conséquence, rien moins que « serein ». Fichte, qui ne fait pas mystère de ses sympathies pour la Révolution française et le jacobinisme, est à Iéna la cible d'élection des étudiants réactionnaires, qui ne laissent passer aucune occasion d'aller manifester bruyamment leur haine du « rouge » sous les fenêtres du savant. Hölderlin habite à un jet de pierre de son maître, et ces cris, ces invectives, le bouleversent profondément. A la même époque, Sinclair est menacé par ces mêmes étudiants.

C'est dans ce contexte que le poète se retire à la campagne, tout comme Fichte, excédé par ces agressions... pour y goûter la sérénité des verts ombrages et des chants d'oiseau, dirait M. Breymayer. Mais il se trouve que, plus encore que Hölderlin, le camarade Sinclair est intimement mêlé à toute l'agitation jacobine dans cette région de l'Allemagne, qu'il est un animateur impénitent des sociétés secrètes qui y prolifèrent dans l'ombre de la Révolution française, que sa maison est le lieu de passage de nombreux émissaires de la subversion.

Tout cela ne semble guère cadrer avec l'atmosphère convenue d'allégresse écologique qui émane, de bout en bout, du poème « Serenity ». D'ailleurs, au mois de mai 1795, quelques semaines après l'installation de Hölderlin chez son ami, des tumultes commencent à Iéna, des troubles mettant aux prises étudiants jacobins et forces de l'ordre à la dévotion du duc de Weimar, dont le conseiller privé est un certain... Johann Wolfgang von Goethe. Ces troubles culminent au mois de juillet avec l'envoi de hussards et de tireurs d'élite. A la suite de ces événements, de nombreux étudiants, suspects d'être des « agitateurs », doivent s'esquiver précipitamment.

C'est à ce moment que Hölderlin part aussi.

Ce départ brise pour lui toute perspective de carrière universitaire et le condamne à se vouer sa vie durant à l'ingrat métier de précepteur. Il tombe dans une profonde dépression. Il regagne alors son village natal de Würtemberg où il retrouve sa mère.

A ces objections d'ordre biographique s'en ajoutent d'autres dans les registres idéologique, philosophique et linguistique. Par exemple, la confrontation de ce texte avec les données fournies par le *Dictionnaire électronique* nous indique qu'apparaissent dans cet hymne vingt-deux mots (un par strophe en moyenne) qui ne se présentent jamais dans l'ensemble des *Œuvres poétiques* de Hölderlin. Tous les linguistes objecteront que ce n'est pas là une preuve de la non-authenticité de ce texte, pas plus que son ton naïf et banal ; pas plus que ses maigres qualités poétiques, que l'emploi des mots à la mode dont le poète avait horreur ou encore l'apparition, unique elle aussi, dans son œuvre d'un vocable anglais *Serenity*, ou, enfin, l'emploi de quatrains composés de vers comportant chacun quatre trochées, inconnus par ailleurs sous la plume de Hölderlin...

De la sérénité à la rigolade

La hâte avec laquelle M. Breymayer a proclamé la bonne nouvelle de sa trouvaille et la façon quelque peu tapageuse dont son éditeur a lancé ce « scoop » sur le marché des lettres et des arts n'ont pas manqué de susciter outre-Rhin d'importantes réserves. C'est ainsi qu'un critique littéraire de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, affichant ouvertement son scepticisme, rappelle que Hölderlin proclamait lui-même son peu d'aptitude à la poésie de circonstance :

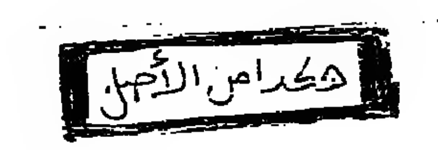
Je voulais chanter un chant léger, mais *jamais* n'*y parviens*
Car mon heur ne *me rend pas la parole légère.*

En allemand, le mot *Heiterkeit* a deux sens : sérénité, bien sûr, mais aussi *hilarité*. C'est la raison pour laquelle le même journaliste titra son article sur la « sensationnelle trouvaille » de M. Breymayer : « *O Heiterkeit* » *(Quelle rigolade !)*.

ALAIN BROSSAT et KLAUS SCHUFFELS.

★ L'HYMNE AN DIE HEITERKEIT : EIN UNBEKANNTES LIED (MIT DEM UBERLIEFERTEN TITEL) : « GESUNGEN BEI DER EINWEIHUNG EINES GARTENHAUSES DAS ZUR AUFSCHRIFT HAT : SERENITY », de Friedrich Hölderlin (mutmasslicher Verfasser, Hrsg. von Reinhard Breymayer. Tübingen : Nous-Verlag, Thomas Heck, 1985.

(1) Voir *le Monde des livres* du 31 août 1984.



ANNONCES CLASSÉES

emplois internationaux

La République Rwandaise, pour son Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts, recherche

UN CONSEILLER FINANCIER

Agé de 35 ans minimum, titulaire du DECS ou équivalent, il a au minimum 6 années d'expérience sur un poste de Responsable Financier, de préférence à l'étranger, et plus précisément au niveau des projets de développement.
Sa mission consistera à participer à l'harmonisation des systèmes comptables de projet et d'organiser leur suivi et contrôle financier.
Le poste est à pourvoir à Kigali au RWANDA et le contrat, financé par la Banque Mondiale, offre tous les avantages liés à l'expatriation.
Prière adresser C.V., photo et prétentions à :
Pascal DAOUST
c/o Banque Mondiale BP 609
KIGALI (RWANDA).

AFRICA SYSTEM DIGITAL
RECHERCHE
ING. MAINTENANCE
ING. LOGICIEL
POUR LA TUNISIE
Ecrire sous le n° 303052M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

emplois régionaux

Village de vacances tourisme social, situé en Auvergne (Puy-de-Dôme), recherche pour saison d'été et hiver 85/86 son

RESPONSABLE D'ANIMATION

Durée d'emploi :
11 mois si compétence.
Homme ou femme âgé au minimum de 25 à 30 ans, ayant dans la responsabilité plusieurs années d'expérience d'animation en village de vacances.
Capable de diriger et d'organiser le travail d'une équipe de 10 animateurs dans des secteurs comme :
— L'animation générale ;
— L'animation sportive ;
— L'animation enfants ;
— Les travaux manuels ;
Assurera l'utilisation d'un budget de 150.000 F.
Les candidats ou candidates devront obligatoirement posséder une formation musicale, chants, instruments.
Ecr. s/n° 7019 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

ORGANISME DE FORMATION
recherche pour vacations
FORMATEURS CONSULTANTS
— économie d'entreprise,
— analyse financière,
— télémarketing, (bilingue français-anglais).
Adresser CV sous réf. 207 à :
IRCOM, 50, rue Gérard
75013 PARIS qui transmettra.

ST MAUR, ÉCOLE PRIVÉE
à distance ch. temps partiel
Adjt de Direction
Format. univers. Capacités polyval. administr. pédago. Exp. pratique orientation adultes. C.V. ECOLE au FOYER, B.P. 101, St-Maur 94100.

DEMANDES D'EMPLOIS

Ingénieur 48 a., bilingue, 15 a. exp. minéraux industriels, resp. ccial France/étranger, connaiss. milieu industriel, niv. élevé, expér. contrats, procédure export, ch. poste Respons. direction commerciale. Ecr. s/n° 2.070 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INFORMATICIEN
homme 45 ans
16 ans chez constructeur mini-informatique
sérieuses références
cherche emploi
support technico-commercial ou formateur animateur en logiciel de gestion micro.
M. MICHEL BERTRAND,
26, boulevard Grand-Ru,
95590 PRESLES.
Téléphone : 034-21-24.

Assistante de direction générale et financière, expér., goût des chiffres, sens des responsabilités, cherche situation stable en rapport.
Ecr. s/n° 6.739 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 27 ans, permis de cond., ch. place, nourri, logé, pour emmener enfants à l'école, cours, etc. Tél. : 526-67-47.

travail à domicile

J'effectue à domicile dactylographie, traitement texte, rédaction, correction et rewriting. Tél. : 258-49-47.

traduction demande

Traductions françaises-allemandes.
Ecr. s/n° 7035 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

cours et leçons

Cours de français toutes classes primaires, secondaires, adultes, prof. expérimenté. Tél. : 642-00-25.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

ARCHIVES dans bel imm. 18e s. 3 p. allure, soleil, park. 1.100.000 F. 274-23-23.

4e arrdt

ILE ST-LOUIS, IMM. 17e s. Studio ensoleillé, 22 m². 400.000 F. Pour visiter. T. 281-84-46.

5e arrdt

NEUF
JARDIN PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate.
Reste 2 appts de 4 et 5 PCES + un DUPLEX. 6e et 7e ét. 5 P. av. 158 m² de TERRASSE.
Vis. témoin ts jours 14/19 h, sf mercredi et dimanche.

6e arrdt

SEINE BX ARTS
Et. élev., asc., 75 m². 703-32-31.

RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
Gd studio à amén. dans imm. XVIIIe siècle, 3e ét., charme et caractère s/cour et rue. Finitions au choix. Direct propriét. Téléphone 329-58-65.

7e arrdt

2 PCES. 560.000 F.
Bon placement, loyer libre, 6e ét. s/cour. Stand. ravalé. T. 660-83-67, matin ap. 21 h. Visite vendredi 12 h à 15 h. 55, av. de la Bourdonnais.

12e arrdt

BOULEVARD DIDEROT, belle résidence neuve, 2 P., 54 m², s. de bains, cuis., park., 8e ét., soleil. Tél. av. 11 h ou soir au 504-02-52.

NATION
Dans imm. récent, 2 P., tt cft + parking. 634-13-18.

14e arrdt

PRÈS MONTPARNASSE 2/3 P. Cuis., wc, douche, à rénover. 634-13-18.

2, RUE LA ROCHELLE
3 P.; cuis.; bains, wc, très clair. Imm. pierre de T., 4e ét., vendredi 13 h-16 h et samedi 16 h-18 h. Tél. 508-53-84.

ST-JACQUES. Bel imm. 3 PCES TT CONFORT. 500.000 F. 322-61-35.

15e arrdt

RUE CAMBRONNE
Beau duplex à aménager. 100 m². Division possible, professionnel ou mixte. GARBI, 567-22-88.

FELIX FAURE, beau living (ou 2 p.) tt cft, balc. soleil, urgt. 470.000 F. 805-10-05.

16e arrdt

NEUF STAND. Dernier lot GD 3 P. TERRASSE PLANTÉE, cuis. équipée. Px intéress. 16, R. JOUVENET, 14-17 h.

17e arrdt

PLACE PEREIRE
11 fenêtres plein soleil, double récept. + 3 chbres, 2 chbres serv. Tél. : 502-13-43.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE
121, BD J.-JAURÈS.
Pptaire vd dans bel imm. 1935 en cours de réfection, asc., tapis, chauf. central.
APPTS LIBRES
4 pièces 87 m².
2 pièces 40 m².
POSSIBILITÉ CRÉATION DUPLEX entre 4 P. 6e étage et 2 P. 7e étage.
VISITE SUR PLACE
Le samedi 16 mars 1985 de 14 h 30 à 18 h.

NEUILLY SAINT-JAMES
MAGNIFIQUE 2 P., GD STAND. 54 m². 3e étage. GARBI 567-22-88.

93 Seine-Saint-Denis

PARTICULIER
VEND A VILLETANEUSE
Dans petit immeuble
Appartement type F4. Chauffage indiv., garage, cave. Faibles charges. Prix 350.000 F. T. 822-80-62 (après 19 h).

94 Val-de-Marne

5/6 PCES, DUPLEX, TERR. Tél. 898-28-91. RER Créteil. 850.000 F.

GENTILLY, pr. Mo, récent beau 2 p., tt cft, garage, loué jusqu'au 31/12/85. Px 368.000 F. 387-28-56.

locations non meublées demandes

Paris

Pour cadres supér. et person. IMPORTANTE STÉ FRANÇAISE PÉTROLIÈRE rech. appts tres catég., stud., villas. Paris-banlieue. Loyer élevé accepté. 503-37-00.

LOCATION DISPONIBLE
entre particuliers
Paris-banlieue
707-22-05
CENTRALE DES PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES
43, r. Claude-Bernard, PARIS-5e.
Métro CENSIER.

Région parisienne

Pour stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. (1) 889-89-66, 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris, rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par stés ou Ambassades. 285-11-08.

immeubles

Je vends 2 beaux immeubles récemment rénov., rapport 2.200.000 F. net d'impôts 5 ans. Prix 21 millions, évalués par expert Cour cassation, Appel et Crédit foncier. Pour recevoir expertise :
Ecrire sous le n° 302 837 M
Régie-Presse
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris
Avec références bancaires
INTERMÉDIAIRE ET CURIEUX S'ABSTENIR, MERCI.

hôtels particuliers

BUTTE MONTMARTRE, Hameau des Artistes. Rare maison part. 350 m² s/3 nivx gar. JARDIN TERRASSE. 325-48-82.

SENS, 100 km. PARIS-SUD. HOTEL PARTICULIER 18e s. Surface hab. 400 m², 2 corps bât. entier, rest. Cour int. et jardin, ensemble 1.000 m². Quartier classé. T. (86) 64-54-62.

villas

Ouest Lyon résid., villa 127 m², 4 ch., 2 bs. Garage s/terr. 600 m². Px exc. 690.000 F. (7) 844-20-30.

maisons individuelles

13e, limite 5e, maison à rénov. 200 m² + 100 m² jardin, cave, grenier. T. 546-26-25.

pavillons

PAVILLONS
JUSQU'A 120 KM DE PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire
Centre d'information
FNAIM de Paris-Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER,
27 bis, avenue de Villiers,
75017 PARIS. T. 227-44-44.

PALAISEAU
(Calme, boisé, 600 mèt. Mo)
PAVIL. 1976, ss-sol, 150 m², 200 m² habit., séj. (ouvr. s/terr.-sud et jard. 800 m², s. v.-à-v.), parf. état. 145.000 F. 014-33-68.

maisons de campagne

310.000 F. propr. vd mais. 400 m terr. hab. ste sans aucun frais, 2,5 km stat. therm. rhumat., 2 log. séper., asc. indép., séj. 30 m² av. chem. chamb., c., w.-c., s. eau, 1er ét. séj., 2 ch., c., w.-c., dchs, ch. centr., poss. loc. 1er ét. curiet. Cantaloube, Paul Jurgall, CRANSAC, 12110 AUBIN. Tél. : (65) 63-11-53.

propriétés

AUTUNOIS, Prop. bd rivière. Propriét. châteaux, domaines. Bourgogne, Morvan, Bresse, Jura.
SERRES IMMOBILIER
3, rempart St-Pierre, 71100 Chalon-sur-Saône. T. (85) 48-89-66.

chalets

ALPE HUEZ (38)
Prop. vend dans ravissant chalet rénové SUD au pied des pistes, studios tt cft à partir de 175.000 F. Tél. (1) 828-92-99 ou BV (76) 80-61-20.

terrains

PALAISEAU
— CENTRE VILLE (partie de Parc), 630 m², exp. sud (vue sur vallée). Prix 445.000 F.
— LOZÈRE : 1.087 m², exp. sud (vue s. vallée). Px 500.000 F. T. 014-33-68.

viagers

F. CRUZ, 266-19-00
8, RUE LA BOÉTIE-8e.
Conseil 47 a. d'expérience.
Px rentes indexées garanties.
Etude gratuite discrète.

Pensez retraite Côte-d'Azur. Ach. un viager. Catal. gratuit. ETUDE LODEL, 50, avenue J.-Médecin, Nice (93) 37-25-24.

immobilier information

GROUPE FINANCIER SUISSE
recherche
PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES
ET
TERRAINS AU MAROC
Paiement en Suisse.
Faire propositions à C.M.S.
B.P. 344, CH 1211 Genève 11.

ANCIENS NEUFS
DU STUDIO AU 6 PIÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris, Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27, avenue de Villiers
75017 PARIS. 227-44-44.

Pour vendre maison, appartement, propriété, terrain, commerce sur toute la France.
Indicateur LAGRANGE
fondé en 1876, 5, rue Greffulhe, 75008 Paris.
Tél. (16-1) 266-48-40.

Immobilier d'entreprise et commercial



bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitutions de sociétés et tous services. 355-17-60.

Siège social ou bureau avec secrétar. partagé. BUSINESS Buro (1) 348-00-55.

UNIQUE CENTRE VILLE MARSEILLE
Immeuble indépendant-bureaux 1re partie RUE DE ROME entièrement neufs, insonorisés. 17 bureaux chauffés. Issue de secours. Location pure. 12.000 F par mois hors taxe. SONEMER (91) 33-70-70.

locaux commerciaux

Ventes

Local professionnel proche Mo Tolbiac, rez-de-ch. sur cour calme, très clair. Idéal profession libérale type architecte. Créd. 90 % poss. 329-58-65.

boutiques

Ventes

Près PL. DAUMESNIL
Ds imm. rénové, murs de bout. libres. Excellent placement. 634-13-18.

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 14 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Série : Au nom de tous les miens.
D'après le livre de M. Gray et M. Gallo. Réal. R. Enrico, avec J. Penot, M. Meril, H. Hugues...
Sixième épisode : Martin Gray a dix-neuf ans. Il s'engage totalement dans la résistance polonaise en 1944. Les troupes soviétiques entrent en Pologne. Varsovie est « libérée ».

21 h 30 Les jeudis de l'information : L'enjeu.
Magazine économique et social de F. de Closets, E. de la Taille et A. Weiller.
« L'homme du mois » : Vincent Bolloré, PDG de trente-trois ans ; « Irlande : le pari sur l'étranger » ; Lafarge-Coppée : le n° 1 du ciment français ; « Les huiles dégriffées » : compagnies pétrolières et constructeurs automobiles.

22 h 45 Journal.

23 h 5 Etoiles à la une.
Emission de Frédéric Mitterrand.
Drôle de rendez-vous, *court métrage de François Rossini, avec Gabrielle Lazure.*

DEUXIÈME CHAINE : A 2

La Samaritaine ouverte jusqu'à la fin du journal : 20 h 30 ? C'est vrai et c'est dans le journal (comme tous les mardis et vendredis).

20 h 35 Série : Western sicilien.
D'après L. Sciascia, réal. P. Passalacqua, avec D. Modugno, R. Pellegrin, G. Saitta...
Dernier épisode, Tano Contrera tombe enfin victime d'un meurtrier mystérieux. Avant de mourir, il réussit à faire connaître le nom de l'insoupçonnable auteur des crimes. Un feuilleton bien mis en scène mais sans consistance.

21 h 40 Musiques au cœur : Michel Plasson.
D'E. Ruggieri.
Portrait d'un musicien, chef d'orchestre, à l'écoute de la musique contemporaine. Michel Plasson dirige actuellement l'Orchestre du Capitole de Toulouse. Après avoir participé, l'an passé, au Palais omnisports de Bercy, à Aïda, *de Verdi, il y sera de nouveau fin mai pour monter* Turandot.

22 h 40 Histoires courtes.
« Bluff », de P. Bensoussan. « Et Dieu créa la prise », de A. de Ploubinec et M. Jolivet.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma 15 : le Soleil des autres.
D'Armand Meffre, avec J. Dufilho, P. Forest, P. Barge.
Un architecte, accompagné de sa très belle amie, est venu travailler au calme dans une vieille ferme perdue de Provence. Il est assassiné. Magouille immobilière ? Intrigue policière bien menée qui tient en haleine, de beaux paysages et plus encore un extraordinaire Jacques Dufilho, en vrai Gédéon farouchement attaché et accroché à ses terres.

22 h 5 Journal.

22 h 30 Prélude à la nuit.
Te Deum, *de Marc-Antoine Charpentier, interprété par le BBC Welsh Symphony Orchestra.*

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Oum le dauphin ; 17 h 10, L'héritier, Henri Michel ; 18 h 5, Atout PIC ; 19 h, Feuilleton : Janique Aimée ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, Un étrange voyage, film de A. Cavalier ; 22 h 10, L'Indiscrétion, film de P. Larry ; 23 h 35, Slam ; 0 h 30, Celles qu'on n'a pas eues, film de P. Thomas ; 2 h 15, Solstice d'été.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le Lamantin, de Jacques Perry. Avec M. Lonsdale, F. Fabian, J. Berger...
21 h 30 Vocalyse : La voix libérée.
22 h 30 Nuits magnétiques : Les abattoirs ; Elles sont mantes.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : *Suite n° 8 en fa mineur*, de Haendel ; *Partita n° 4 en ré majeur*, de Bach ; *Sonates*, de Scarlatti, par Scott Ross, clavecin.
22 h 30, Les soirées de France-Musique : Vincent d'Indy, portrait en coupe ; à 0 h 30, Anthologie Hans Rosbaud ; œuvres de Schoenberg, Nono, Sibelius.

Vendredi 15 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 ANTIOPE 1.
11 h 45 La Une chez vous.
12 h Feuilleton : Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui.
12 h 30 La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 45 A pleine vie.
Série : Galactica ; 14 h 45, La maison de TF 1 ; 15 h 20, Temps libres... la télévision de demain.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h Nounours.
18 h 5 Le village dans les nuages.
18 h 25 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 40 Série : Huit, ça suffit.
19 h 15 Jeux : Anagram.
19 h 40 Cocoricocoboy.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Le jeu de la vérité.
De P. Sabatier et R. Grumbach.
Avec Bernard Tapie, chef d'entreprise très entreprenant. Et Daniel Lavoie, Serge Lama, les Coco-girls.
21 h 50 Les grands moments de la conscience française : la Commune.
Emission de F. Verny et C. Santelli, avec A. Cuny, M.-Ch. Barrault... *(2e partie : la Semaine sanglante).*
22 h 55 Les grandes expositions.
L'impressionnisme et le paysage français.
Autour de la grande exposition au Grand Palais à Paris où les œuvres sont rassemblées par thèmes : mers, gares, etc.
23 h 20 Journal.
23 h 45 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télématin (à 8 h 30, feuilleton : Une femme seule).
10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Les amours des années folles.
13 h 45 Aujourd'hui la vie.
Cuba : Habanera.
14 h 45 Série : La chasse aux hommes.
15 h 40 La télévision des téléspectateurs.
16 h Reprise : Les jours de notre vie.
L'eau, l'air et la santé (diffusé le 13 mars).
17 h Itinéraires.
De Sophie Richard.
Mali : le temps du retour.
17 h 45 Récré A 2.
Poochie ; Teddy ; Anim'A 2 ; Latulu et Lireli ; les maîtres de l'univers ; Téléchat.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : Châteauvallon.
Réal. P. Planchon et S. Friedman, avec P. Hatet, L. Merenda, C. Nobel.
Armand Berg élu, on apprend que Quentin s'est suicidé. Florence se sent coupable... Elle aurait besoin du soutien de Travers, mais celui-ci est visiblement amoureux de Catherine Bossis-Kovalic, entrée à la Dépêche. Mais Quentin s'est-il vraiment suicidé ?
21 h 35 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème « L'histoire et les mythes », sont invités : René de Ceccatty (l'Extrémité du monde), *Eduardo Galeano* (Mémoire du feu), *Jean Grosjean* (Jonas), *Jean-Marie G. Le Clézio* (le Chercheur d'or).
22 h 50 Journal.
23 h Ciné-club : l'Homme du Sud.
Film américain de Jean Renoir (1945), avec Z. Scott, B. Field, J. Carrol Naish, B. Bondi, P. Kilbride, B. Yurka (v.o. sous-titrée. N.).
Un planteur de coton tente, avec sa famille, de cultiver une terre abandonnée. Il se heurte à l'hostilité d'un voisin et aux rigueurs de la nature. La vie des « pauvres Blancs » du sud, filmée d'une manière presque documentaire. Un réalisme auquel s'ajoute une dimension spiritualiste. La meilleure œuvre de la « période américaine » de Renoir.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 Vendredi : les Sentiers de la violence.
Magazine d'information d'André Campana.
La jeune démocratie péruvienne n'a pu remédier au déficit provoqué par douze années de dictature, les conflits sociaux se succèdent, la migration vers sa capitale Lima entraîne une expansion « sauvage » de cette métropole. Parallèlement, dans l'ombre, agit l'organisation révolutionnaire d'inspiration maoïste Sentier lumineux, avec à sa tête Abimael Guzmann, alias « Presidente Gonzalo ». En 1980, début des premières actions armées. Une équipe de télévision a pu rencontrer des responsables de ce mouvement clandestin. Un reportage du magazine « A suivre » de la RTB réalisé par J. Vizcarra et M. Gomez.
21 h 35 Journal.
21 h 55 Décibels de nuit.
Emission rock de J.-C. Morin, présentée par J.-L. Janeir. *Avec les Ramones et Stéphane Eicher.*
22 h 40 Musiclub.
Sonate en mi bémol majeur opus 22, *de Beethoven, par Arturo Benedetti-Michelangeli, au piano.*

CANAL PLUS

7 h, 7/9 M. Denisot ; 9 h, le Trompette, film de J. Rosza ; 10 h 20, Entre ciel et glace ; 11 h 20, Hill Street Blues ; 12 h 5, Soap ; 12 h 30, Cabou Cadin (Sherlock Holmes) ; 13 h 5, Jeu ; 13 h 30, Rue Carnot (et à 18 h 45) ; 14 h, Eraserhead, film de D. Lynch ; 16 h, Courage... fuyons, film de Y. Robert ; 17 h 30, Cabou Cadin (les Quatre filles du docteur March) ; 18 h 5, Rock Concert ; 19 h 15, Tous en scène ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 25, Football : Auxerre-Paris Saint-Germain ; 22 h 20, Pourquoi pas ? film de C. Serreau ; 23 h 55, Laura ou les ombres de l'été, film de D. Hamilton ; 1 h 20, l'Indiscrétion, film de P. Lary ; 2 h 55, Donna Summer en concert ; 3 h 50, l'Alchimiste, film de C. Band ; 5 h 10, Hill Street Blues ; 5 h 55, Batman.

FRANCE-CULTURE

0 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : De Meslier à Mably, philosophes marginaux du siècle des Lumières (et à 10 h 50 : Fustel de Coulanges) ; 9 h 5, Matinée du temps qui change : Gilbert Durand ou la sociologie des profondeurs ; 10 h 30, Musique : Miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école hors les murs : Quel cirque ! ; 11 h 30, Feuilleton : La laine et la neige, ou les brebis du Seigneur ; 12 h, Panorama ; 13 h 40, On commence : Théâtre de la décentralisation ; 14 h, Un livre, des voix : « Invitation à un concert officiel et autres récits », d'Ismaël Kadare ; 14 h 30, Prix Italia : « les Vacances de Brutus », de C. Denys et P. Nivollet ; 15 h 30, L'échappée belle : Le thermalisme ; à 16 h 35, Terre des merveilles : le naufrage du Karluk ; 17 h 10, Le pays d'ici, en direct de Cahors ; 18 h, Subjectif : Semaine spéciale édition ; 19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : Synthèse et reconnaissance de la parole ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Festival de Gargilesse (harpe).
20 h 30 Le grand débat : La décentralisation, portrait de l'Arlésienne. Avec P. Grémion, sociologue, Jean-Claude Thoenig et Elisabeth Dupoirier.
21 h 30 *Black and Blue* : Le présent et l'avenir du disque.
22 h 30 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique ; 7 h 10, L'imprévu : magazine de l'actualité musicale ; 9 h 5, Le matin des musiciens : *l'organisation de la vie musicale* en Allemagne de 1920 à 1950 - Au cœur de la nuit ; œuvres de Wagner, Bittner, Zemlinsky, Hartmann, Schoenberg, Weill ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton « Les aventures de Sidney Bechet » ; 12 h 30, Concert : œuvres de Hummel, Smetana, Schubert par le Beaux-Arts Trio (M. Pressler), piano, L. Cohen, violon, B. Greenhouse (violoncelle) ; 14 h 2, Repères contemporains : Tribune internationale des compositeurs ; Claudio Prieto, Jose Luis Turina (Espagne) ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée : Espace renaissance ; 15 h, Vervelne-Scotch : Spécial polar ; 17 h, Histoire de la musique ; 18 h 2, Les chants de la terre ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : dernière édition ; 19 h 15, *Les muses en dialogue* ; 20 h 4, Avant-concert : *Cantate BWV 103*, de Bach.
20 h 30 Concert (émis de Stuttgart) : *Ouverture tragique*, de Brahms ; *Symphonie n° 4 en la majeur*, de Mendelssohn ; *Le Sacre du printemps*, de Stravinski, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. Garcia Navarro.
22 h 20 Les soirées de France-Musique : Les pêcheurs de perles : œuvres de Mozart, Hindemith, Jean Rivier, Rameau, Ravel ; à 24 h, Musique traditionnelle.

économie

REPÈRES

Dollar : grande confusion

Soumis, depuis le début de la semaine, à de fortes variations qui ont éprouvé les nerfs des opérateurs, le dollar a évolué, jeudi 4 mars, très peu au-dessus des cours de la veille, cotant 10,30 F et 3,37 DM environ, contre 10,27 F et 3,36 DM. Le calme a régné sur les marchés où une grande confusion règne, tous les signaux en provenance des Etats-Unis apperaissant brouillés. Ainsi, la semaine dernière, les taux américains étaient orientés à la hausse, sur la perspactiva d'una asaaz forta axpansion da l'économie outre-Atlantique. Au début de cette semaine, les pronostics inverses faisaient baisser ces taux, en même temps que le dollar. A Paris, mercredi, l'annonce d'une augmentation de 1,4 % des ventes au détail américaines en février surprenait les observateurs et relançait à la hausse tant les taux que la « billet vert ». A Londres, l'annonce du projet gouvernemental de suppression de la BNOC, la compagnie pétrolière nationale, a commencé par déprimer la livre, puis l'a raffermie : cette mesure devait alléger la charge de la stabilisation des prix pétroliers qui pèse actuellement sur le budget britannique.

Conflits du travail : forte baisse en janvier

Les conflits du travail ont, de nouveau, fortement diminué en janvier dernier. Selon les statistiques du ministère du travail, les conflits localisés ont touché, ce mois-ci, 183 établissements, occupant 64 300 salariés, parmi lesquels 22 000 ont cessé le travail, entraînant la perta de 59 100 journées de travail. La diminution est sensible par rapport à décembre 1984 (66 400 journées perdues et 24 800 salariés en grèva) et très forte par rspport à janvier 1984 (139 900 journées perdues et 52 000 salariés ayant cessé le travail). On a recensé, en janvier, 800 journées perdues du fait de conflits généralisés, contre 4 200 en décembre 1984 at 900 en janvier 1984.

Commerce : le groupe britannique Dunhill rachète la société parisienne Chloé

Le groupe britannique Dunhill, spécialisé dans les articles de luxe pour hommes, vient d'acquérir Chloé, sociétá française de parfums *et prêt-à-porter, indiquait à Londres, mercredi 13 mars, un* porte-parole du groupe. Cette acquisition représente une somme de 6,4 millions de livres sterling (environ 70 millions de francs), selon la même source. Dunhill est réputé pour sa gamme d'articles de luxa (briquets, bijoux, pipes, accessoires de bureau, habillement), mais s'adressait, jusqu'à présent, à une clientèle surtout masculine. L'achat de la société parisienne lui permet d'ajouter à sa gamme des produits féminins réputés.

Nucléaire : Séoul ralentit la réalisation de son programme

La Corée du Sud a décidé de reporter, de 1986 à 1988, le début de la construction de ses centrales nucléaires nº 11 et nº 12. En outre, l'édification des centrales nucléaires 13 at 14, programmée pour 1987, est reportée *sine die,* en application du programme énergétique à long tarme, révisé à la suita de la baisse de la demande. Le ministère de l'énergie et des ressources précise que les appels d'offres pour la construction des centrales 11 et 12 seront lancés au second semestre 1985. Des constructaurs étrangers, tels que Framatome (France), Westinghouse (E-U) et Atomic Energy (Canada), devraient répondra à ces offres. Enfin, il o été précisé, da source officielle, que la moitié environ du projet, d'un montent total de 4 milliards de dollars, sera réalisée par des firmes coréennes, le gouvernement imposant la participation de l'industrie nationala au programme nucléaire. – *(AFP.)*

AFFAIRES

Peugeot va produire 15 000 véhicules par an en Chine

M. Jean Boillot, président d'Automobiles Peugeot, devait signer, le 15 mars à Pékin, un accord pour la production dans un délai de quatre ans de quinze mille breaks et pick-up (petits véhicules utilitaires) dans une usine de la province de Guangzhou (*le Monde* du 2 mars).

Pour ce faire, Peugeot va participer à la création de la Guangzhou Peugeot Automobiles Company, une société en participation commune *(joint venture)* dont le constructeur français détiendra 22 % du capital aux côtés de la Guangzhou Automobiles Manufactory (46 %) et de deux partenaires fioaociers, la China Ioternational Trust and Investment Corporation (28 %) et la Banque nationale de Paris (4 %).

Le capital de cette société sera de 240 millions de francs, mais la participation de Peugeot sera constituée par des apports en nature (licences, biens d'équipements, ingénierie).

Cette coopération franco-chinoise se fera en deux temps. Dans une première phase, mille pick-up et breaks 504 déjà commandés et huit mille autres qui devraient l'être le 15 mars et qui seront livrés au cours des trente prochains mois seront montés en Chine à partir de pièces détachées françaises. Pendant ce temps, l'usine de Huang-Pu, près de Canton, qui produisait des autobus, sera transformée et modernisée – pour un coût de 360 millions de francs – afin de pouvoir y assembler mille véhicules par an à partir de septembre-octobre 1987. Les véhicules qui sortiront de la chaîne à ce moment-là devront comporter 30 % de production locale, mais cette proportion devra passer à 85 % à la fin de la décennie. A ce moment-là, la production devrait être de quinze mille véhicules par an, mais les Chinois o'excluent pas de la porter ultérieurement à trente-cinq mille véhicules par an. Ils envisagent aussi d'exporter le tiers de cette production (soit cinq mille véhicules vers 1990) dans les autres pays d'Asie.

Sans doute ne s'agit-il pas là du cootrat do siècle. Le montant des deux premières commandes atteint respectivement 40 millions et 320 millions de francs. Mais pour Peugeot, qui a déjà vendu six cents 504 pour une flotte de taxis et trois mille cinq cents Talbot Horizon à la Chine, il était important de s'implanter en Chine. Comme l'explique M. Jacques Calvet, cet accord, interveou après cinq ans et demi de négociations, *« marque le début d'une coopération à long terme telle que les Chinois lo souhaitent et dont l'ompleur pourrait surprendre »*. La coopération pour l'instant est prévue pour vingt ans, et Citroën, l'autre marque du groupe PSA, en discussion depuis de longues années avec la Chine, ne désespère pas d'y signer un accord pour le développement de la BX.

Peugeot est ainsi le second constructeur européen à s'implanter dans le pays le plus peuplé du monde. Volkswagen a en effet signé en octobre 1984 un accord plus ambitieux pour la production à partir de 1989 de vingt mille Santana par an à Shanghai et l'implantation d'une chaîne d'assemblage de moteurs capable de produire cent mille moteurs à partir de 1990.

Si les Chinois n'en sont qu'aux balbutiements de l'automobile, le marché potentiel est vaste. Les autres construeteurs, comme Renault, qui, par sa filiale American Motors, va produire des Jeeps en Chine, ou Toyota, s'efforcent aussi de s'y implanter. En 1983, la Chine a produit deux cent vingt mille véhicules (dont cinq mille voitures particulières), mais on estime à un millions de véhicules la production oécessaire à la fin du siècle. On comprend donc que ce premier pas de Peugeot soit important.

B. D.

Le trente-neuvième congrès de l'artisanat du bâtiment

« UN ETAT D'EXTRÊME FRAGILITÉ »

La Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) tient son trente-neuvième congrès à Paris, au Palais de la mutualité, les 14 et 15 mars. La profession se trouve dans un *« état d'extrême fragilité »*, pour reprendre les termes de M. Paul Letertre, président de la CAPEB. L'artisanat du bâtiment, qui avait mieux résisté depuis dix ans que les grandes et moyennes entreprises à la crise de la construction, en ressent aujourd'hui les effets. *« En l'espace de quatre ans, l'artisanat a pratiquement perdu une entreprise, un compagnon, un apprenti sur dix »*, peut-on lire dans la oote de conjoncture de la CAPEB, qui regroupe un peu moins de 100 000 artisans sur les 290 000 que compterait le secteur. Pourtant, selon l'Assemblée permanente des chambres de métiers, le bâtiment rassemblerait 38,7 % des 853 500 entreprises artisanales, soit environ 330 000 d'entre elles, sans que ce chiffre ait beaucoup varié ces dernières années.

Pour la CAPEB, ce gonflement artificiel est dû à l'inscription au répertoire des métiers de *« milliers d'ouvriers sans vocation ni compétence »*, que le chômage pousse à se mettre à leur compte. Il en est beaucoup question lors du congrès, à un moment où la situation financière des artisans se dégrade, en raison de l'allongement des délais de règlement et de la multiplication des impayés : 70 % des artisans auraient un découvert bancaire.

Au cours de ce congrès, les responsables de la CAPEB vont tenter de liser leurs troupes sur les « actions concrètes » lancées par la Confédératioo : création d'une carte d'identité professionnelle (CIP), opération pilote sur les marchés HLM, encouragement des groupements artisanaux de production, systèmes informatiques adaptés, poursuite de l'effort de formation continue (un millier de stages eo 1984).

● **Boycottage de la carte American Express en Suède.** – Sept cent cinquante restaurateurs et hôteliers suédois ont décidé de boycotter la carte de crédit American Express pour protester contre la commission, jugée trop élevée (3,5 % à 5 %) que cet organisme prélève par rapport aux cartes de paiement concurrentes. American Express réplique, à Stockholm, que *« le restaurateur et l'hôtelier perçoivent beaucoup plus vite leur argent avec la carte American Express qu'avec les autres sociétés de crédit »*, qu'il *« contribue à drainer des touristes américains vers la Suède »*. – *(AFP.)*

● **Electrolux aux Etats-Unis.** – Le groupe suédois Electrolux, spécialisé dans l'électroménager, a acquis Duo-term, société américaine filiale de Goodyear qui fabrique des équipements de chauffage et de climatisation pour caravanes. Son chiffre d'affaires en 1984 était d'environ 60 millions de dollars.

ÉTRANGER

SELON LA BANQUE MONDIALE

La dette du tiers-monde atteindrait 970 milliards de dollars à la fin de 1985

Près de 1 000 milliards de dollars : la dette des pays du tiers-monde atteindrait 970 milliards de dollars à la fin de cette année, en augmentation de 8,4 % par rapport à 1984, estime la Banque mondiale dans un rapport qui vient d'être publié. En 1980, cette dette représentait 610 milliards de dollars. Elle s'est accrue de 15,1 % en 1981, 10,4 % en 1982, 8,8 % en 1983 et 6,2 % en 1984.

Pour la première fois en 1984, depuis le début de la crise, l'ensemble des pays en développement – les tableaux de la Banque mondiale portent sur 104 pays – s'est trouvé eo position de *créditeur net.* En fait, le tiers-monde a versé l'an dernier au reste du monde 92 milliards de dollars au titre du service de sa dette (intérêts et remboursement du capital), alors qu'il en a reçu 85 milliards (aide, crédits, investissements et autres flux de capitaux). En 1983, les transferts vers les pays en développement étaient positifs de 1 milliard de dollars.

Ce renversement, qui doit être attribué aux douze principaux débiteurs, découle de l'accroissement du service de la dette en raison de taux d'intérêt plus élevés. Il est à rapprocher de l'amélioratioo de la situation fioancière des pays d'Amérique latine qui supportent en valeur absolue les plus lourdes dettes (Argentine, Brésil, Mexique).

Ce mouvement est loin de gagner tous les pays démunis, en particulier la plupart de ceux qui sont situés en Afrique, au sud du Sahara, d'autant que les crédits publics et privés qui leur sont accordés sont eo fort repli. De façon générale, la persistance de bas prix internationaux pour les produits de base a empêché en 1984 les pays qui en sont exportateurs d'améliorer leurs termes d'échanges.

Une année charnière

A Washington, au siège de la Banque mondiale, 1985 est considéré comme une année charnière pour l'eodettemeot du tiers-monde – dont la croissance économique se situerait globalement à 4,5 % contre 4,1 % en 1984, – année au cours de laquelle les relations entre débiteurs et créanciers pourraient, après les secousses récentes, se situer dans une perspective à long terme. Pour Mme Kruger, vice-présidente, les progrès observés récemment dans le domaine du rééchelonnement sont *« spectaculaires et encourageants »*, le cas du Mexique étant jugé exemplaire.

La Banque mondiale encourage la communauté financière internationale *« à continuer à faire preuve d'innovation »*, notamment en procédant à une transformation des créances, ou bien à une diversification des dettes au niveau des monnaies (75 % des dettes publiques à long terme sont libellées en dollars). Toutefois, le tiers-monde, qui subit souvent les contraintes des ajustements, continuera encore, au moins en 1985 et durant les prochaines années, à rembourser davantage qu'il n'obtiendra des autres pays.

Ce *transfert net négatif*, qui a représenté 7 milliards de dollars l'an dernier, devrait néanmoins se réduire grâce à *« un retour de lo confiance »* parmi les prêteurs. Pour 1984, en tout cas, les experts de la Banque mondiale font état d'une stagnation des prêts des banques commerciales au tiers-monde à un niveau aussi bas qu'en 1983.

Il est certain que la seule approche financière ne suffit pas. Ainsi, pour l'Afrique, laissée-pour-compte dans le mécanisme d'étalement des dettes, *« des actions et des programmes exceptionnels sont urgemment nécessaires pour accélérer le rythme de développement »*. Faisant référence aux interventions du club de Paris, les experts de la Banque noteot que sa perception des problèmes est limitée *« au très court terme »* et que des réponses *« plus imaginatives »* sont nécessaires.

● *Vers un rééchelonnement de la dette de lo Mauritanie.* – Les principaux pays créanciers de la Mauritanie ont examiné, les 12 et 13 mars, à Paris, la situation financière et les perspectives de redressement économique de ce pays, lourdement endetté et frappé par la sécheresse. La Mauritanie, dont la dette extérieure totale s'élève à 1,6 milliard de dollars, doit, pour la seule année en cours, faire face à des échéances s'élevant à 216 millions de dollars (en principal et intérêts). Ce dernier chiffre concerne à concurrence de 85 % des pays créanciers arabes, qui étaient représentés à la réunion de Paris, les 15 % restants étant dus à des pays membres de l'OCDE. Selon le ministre des finances de la Mauritanie, M. Bahaly, certains Etats ont pris, à l'égard de son pays, des *« engagements fermes »* qui, selon lui, *« vont se concrétiser dans les jours à venir »*.

ETATS-UNIS

● **Progression de 1,4 % des ventes au détail aux Etats-Unis en février.** – Les ventes au détail ont progressé de 1,4 % en février pour atteindre le niveau record de 112,1 milliards de dollars. Cette hausse, très supérieure à celle prévue par les économistes, se compare à une progressioo de 0,5 % en janvier et une baisse de 0,3 % eo décembre. Selon le département du commerce, les veotes de biens durables ont progressé de 1,7 %, et celles de biens non durables de 0,9 %. Le montant des ventes au détail en février a été de 6,3 % supérieur à celui noté lors du même mois de 1984. – *(AFP.)*

MANŒUVRES SOVIÉTIQUES DANS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS SPATIALES

L'URSS pourrait adhérer à l'organisation Intelsat

Enjeu économique de première importance, les télécommunications spatiales donnent parfois lieu à des opérations inattendues. Ainsi en va-t-il des conversations récentes qu'ont tenues voici deux semaines environ des responsables de l'organisation internationale de télécommunications par satellites Intelsat, dont les Etats-Unis sont le plus gros client, et des dirigeants de l'Union soviétique. Eo effet, selon un des directeurs de ce consortium ioternational, qui regroupe les intérêts de cent neuf pays (1) et assure les deux tiers des communications internationales du globe, Intelsat et les PTT soviétiques seraient sur le point de passer un accord portant, dans une première étape, sur l'échange d'informations réciproques. A terme, cela pourrait conduire peut-être, et c'est ce que certains souhaitent, à l'adhésion de l'Union soviétique à Intelsat.

Cette nouvelle peut surprendre dans la mesure où les Soviétiques disposent depuis 1971 de leur propre réseau de télécommunications spatiales internationales. Sous l'égide d'Interspoutnik, l'Union soviétique assure à une douzaine de membres amis de l'URSS – bieo qu'Interspoutnik soit juridiquement ouvert à tout le monde – des services de radio-télévision et des liaisons téléphoniques et télégraphiques transitant par des satellites mis en orbite par elle. Dans ces conditions, on peut se demaoder la raison pour laquelle les Soviétiques souhaitent s'associer à Intelsat. Il semble, selon un responsable de cette organisation, que l'URSS *recherche*, au travers de cette coopération, plus des moyens de retransmission d'émissions de télévision que des liaisons téléphoniques ou inter-ordinateurs.

Quoi qu'il eo soit, rien n'est encore signé avec Intelsat, qui, depuis loogtemps, assure quand même les liaisons du « téléphone rouge » entre Moscou et Washington. On ne peut cependant manquer de s'interroger sur l'opportunité de cette annonce, qui intervient au moment même où l'administration américaine encourage la mise eo place de systèmes de télécommunications internationaux privés qui pourraient concurrencer Intelsat. Le hasard serait-il seul responsable et les Soviétiques « technologiquement » plus intéressés finalement qu'ils ne le laissent croire ?

J.-F. A.

(1) La Chine et le Vietnam sont membres d'Intelsat.

SOCIAL

EMBAUCHE APRÈS LICENCIEMENT

Des infractions « exemplaires »

« *Il est inadmissible d'être condamné pour avoir embauché.* » M. Claude Vissac, PDG de la société électronique vendéenne Tronico, ne mâche pas ses mots et veut faire de son entreprise un cas exemplaire dans le débat pour la flexibilité de l'emploi.

C'est en 1973 que Tronico a été créée à Saint-Philbert-de-Bouaine, (Vendée) accueillie à bras ouverts par le maire de cette commune de deux mille habitants, M. Eugène Gaborieau.

Pendant dix ans, l'entreprise a progressé régulièrement. Mais Tronico est fragile, car elle travaille exclusivement en sous-traitance. En 1983, elle perd 70 % de son chiffre d'affaires. En septembre de cette année-là, elle recourt au chômage partiel puis licencie trente personnes.

Depuis quelques semaines, les affaires reprennent, et Tronico se prépare à ouvrir un nouvel atelier de micro-électronique. Pour faire face à « *un plan de charge subit et important* », la direction réintègre les salariés licenciés et demande à plusieurs d'entre eux de dépasser momentanément les horaires.

Or une entreprise qui a procédé à des licenciements économiques doit avertir l'inspection du travail lorsqu'elle réembauche dans un délai d'un an. La sanction tombe. La direction de Tronico devra payer quarante et une amendes pour un montant total de 40 000 F pour diverses infractions à la législation du travail. FO, principal syndicat de l'entreprise, se porte partie civile.

Mais l'affaire n'en reste pas là. « *Nous avons fait circuler une pétition parmi le personnel,* affirme une salariée membre du comité d'entreprise. *Le personnel s'est désolidarisé de FO. Les membre de ce syndicat élus au CE ont donné leur démission du syndicat.* »

La direction de Tronico voit dans cette affaire un « *cas exemplaire* » et réclame le droit d'adapter son personnel au plan de charge de l'entreprise. Les salariés réembauchés l'ont été pour trois mois renouvelables avant de se voir proposer des contrats à durée indéterminée.

Aujourd'hui, c'est l'union sacrée, salariés, élus locaux, clients de l'entreprise, direction marchent du même pas, et mettent en cause l'attitude de FO. Mais que deviendrait cette belle unité si Tronico devait à nouveau licencier ?

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

LES SALAIRES DANS LE SECTEUR PUBLIC

Regain pour la politique contractuelle

La politique contractuelle salariale dans le secteur public et nationalisé va-t-elle connaître un regain en 1985 après une « année noire » ? Certains signes semblent l'attester. L'an dernier, ladite politique contractuelle avait connu une longue période d'hibernation. Il n'y avait pas eu de contrat salarial dans la fonction publique pour la première fois depuis 1977. Il n'y avait pas eu davantage d'accord aux Charbonnages de France, et les textes qui avaient été signés à la SNCF, à EGF et à la RATP avaient surtout tenté, en fin d'année, d'apurer le contentieux existant. Dans les banques, seul le SNB-CGC avait contracté.

Depuis le début de l'année 1985, on assiste à un réveil de cette politique contractuelle dans le secteur public, même si la rigueur salariale prônée par le gouvernement de M. Fabius demeure la règle. La fonction publique a donné le « la » avec la signature d'un « relevé de décisions », le 13 février, par la FEN, la CFDT, la CFTC et les autonomes. Des accords salariaux ont été signés par la suite dans les banques, à la SNCF, à EGF. Aux Charbonnages de France, tous les syndicats ont rejeté les propositions de la direction, tandis qu'à la RATP les négociations 1985 ne devraient commencer qu'à la mi-mars.

La caractéristique de ces accords dans le secteur public est qu'ils sont tous calqués sur le « modèle » de la fonction publique — et des directives gouvernementales, — seules les mesures d'accompagnement faisant la différence. Ainsi, partout, l'augmentation des salaires en niveau sera pour l'année 1985 de 4,5 % — conformément au glissement des prix attendu —, en trois étapes. Comme dans la fonction publique, les accords SNCF, EGF et banques prévoient des « clauses de sauvegarde » permettant un réajustement en masse (le « glissement vieillesse technicité » y étant généralement intégré pour 0,5 %) si la moyenne des prix dépasse 5,2 %. La situation économique de l'entreprise et du pays sera cependant prise en considération au moment de l'application de cette clause. Ainsi, le texte qui vient d'être signé à EGF prévoit une éventuelle compensation, mais « *en fonction de la situation économique et salariale générale et compte tenu des résultats de l'entreprise* ».

Les « mesures d'accompagnement » conservent, elles, leur spécificité. L'accord SNCF prévoit ainsi le versement d'une prime uniforme de 280 F en septembre. A EGF, l'accord comporte un relèvement du coefficient minimal des pensions et un engagement de présenter d'ici à la fin du premier semestre des propositions de créations de poste à mi-temps. Aux Charbonnages de France, le texte proposé tentait de renouer avec l'originalité passée de la politique salariale : en plus des 4,5 % en niveau pour l'année, une « prime de progrès » est prévue pour 1 % de la masse salariale en liaison avec l'amélioration des résultats de l'entreprise.

Effet du « fédéralisme » syndical ou paradoxe, les accords du même type ne recueillent pas d'une entreprise à l'autre les mêmes signatures. Cohérente sur ce point, la CGT s'est tenue à l'écart de tous les contrats. FO, qui a rejeté l'accord dans la fonction publique, a en revanche signé des textes très voisins à la SNCF et à EGF — où elle se félicite d'une « *réelle amorce de relance de la notion de contrat* », — mais pas dans les banques. La CFDT a contracté dans la fonction publique mais ni à la SNCF ni dans les banques (tandis qu'un recours à l'arbitrage sur le « contentieux 1984 » l'empêche visiblement de signer pour 1985 à EGF). Quant à la CGC, qui avait refusé l'accord dans la fonction publique, elle a signé — seule — dans les banques ainsi qu'à la SNCF et à EGF. Erreur dans la fonction publique, vérité au-delà...

MICHEL NOBLECOURT.

...N BREF

● **SNCF : la Fédération des ...nducteurs autonomes décide une ...ève pour le 19 mars.** — La ...AAC (Fédération générale autonome des agents de conduite ...NCF), qui représente 30 % des ...nts de conduite, appelle l'ensem... des personnels de conduite à une ...ve de 24 heures le 19 mars. La ...AAC entend obtenir l'application des 35 heures par attribution de ...os supplémentaire sans perte de ...aire. La FGAAC n'a pas signé ...cord salarial 1985.

● **Suppression de deux cent cinquante emplois à Ugi-Fos.** — La suppression de deux cent cinquante emplois en 1985 à l'usine Ugi-Fos de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) a été annoncée le 13 mars par la direction au comité d'entreprise. Une autre série de deux cent cinquante suppressions d'emplois doit intervenir en 1986. Le plan social correspondant à cette restructuration a été élaboré en application de la convention générale de protection sociale de la sidérurgie.

● **A Lannion, la CGT appelle les chômeurs partiels à aller au travail.** — Le syndicat CGT de l'usine Thomson-CSF de Lannion (Côtes-du-Nord) a appelé, le 13 mars, cent vingt personnes concernées par une mesure de chômage partiel à se rendre normalement à leur poste de travail. Selon la CGT, quatre-vingts des cent vingt salariés concernés sont venus travailler. Depuis plusieurs mois, le mercredi est un jour de chômage partiel à la Thomson-CSF de Lannion.

...ONJONCTURE

...n va manquer de main-d'œuvre en l'an 2000

...n l'an 2000, il n'y aura probable...nt pas suffisamment de main-...uvre pour faire fonctionner ...es les machines dont nous vou...ns disposer.

...ette opinion, qui va à l'encontre ...celles que l'on émet d'ordinaire, ...ort d'une étude effectuée par ... équipe de chercheurs améri...ns sous l'égide du prix Nobel ...conomie Wassily Leontief, et analyse dans le *Guardian* du ... février M. Christopher ...hme (1).

...elon ces chercheurs, les muta...ns technologiques auront pour ...et de diminuer de façon spectacu...re le nombre d'employés de ...reau, tandis qu'augmentera le ...mbre de travailleurs du secteur de production et surtout celui des ...ofessions libérales. La grande affaire est qu'il faudra savoir se réconvertir dans les secteurs en pleine expansion qui fabriquent les nouveaux équipements nécessaires à la base de la révolution technologique. Perspective nouvelle aussi : la proportion des travailleurs agricoles pourrait augmenter.

Cependant, l'introduction des nouvelles techniques informatiques entraîne des changements considérables dans la structure globale de l'emploi et il faudra savoir se former assez rapidement pour accéder à ces nouveaux emplois. L'équipe du professeur Leontief souligne l'importance de la formation du corps enseignant.

A cet égard, les chercheurs américains citent la France en exemple à propos de l'utilisation de l'ordinateur dans les écoles : on y privilégie la formation des enseignants, alors qu'aux Etats-Unis, souligne Christopher Huhme, l'achat des équipements intervient souvent avant même que les éducateurs n'aient appris à s'en servir.

« *Plus vite nous nous adapterons aux compétences qu'exigent ces mutations et aux possibilités qu'elles offrent, plus grandes seront nos chances de voir reculer le chômage et s'améliorer notre niveau de vie* », conclut notre confrère britannique.

F. S.

(1) L'article du *Guardian* est diffusé par la direction générale des études de la Banque de France.

ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DE L'EMPLOI PAR CATÉGORIES PROFESSIONNELLES (EN %)

Catégories professionnelles	1978 (1)	2000
...mployés de bureau	17,8	11,4 −
...ain-d'œuvre industrielle	15,7	16,5 =
...rofessions libérales	15,6	19,8 +
...rtisans	13,3	15 +
...ervices	12,4	14,7 +
...irigeants d'entreprise	9,5	7,2 −
...ommerce	6,6	6,5 =
...alariés agricoles	4,9	5,5 =
...xploitants agricoles	3,2	3,4 =

(1) Les chiffres correspondent à la structure de l'emploi aux Etats-Unis. La ...jection sur l'an 2000 a été établie par l'Institut d'analyses économiques de l'uni...sité de New-York que dirige le professeur Leontief.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −	
...-U.	10,3010	10,3060	+ 150	+ 160	+ 255	+ 280	+ 280	+ 380
...n.	7,3975	7,4091	− 36	− 13	− 72	− 38	− 516	− 394
...(100)	3,9566	3,9600	+ 135	+ 144	+ 275	+ 293	+ 818	+ 866
...4	3,0540	3,0573	+ 114	+ 122	+ 233	+ 245	+ 609	+ 650
...vis	2,6998	2,7021	+ 74	+ 80	+ 150	+ 160	+ 418	+ 453
...(100)	15,1977	15,2163	− 9	+ 34	− 16	+ 54	− 325	+ 68
...	3,5879	3,5947	+ 145	+ 157	+ 303	+ 320	+ 833	+ 891
...1000)	4,8728	4,8820	− 153	− 138	− 326	− 298	−1 074	− 998
...	11,1889	11,2047	− 374	− 332	− 642	− 574	−1 245	−1 076

TAUX DES EUROMONNAIES

...-U.	8 5/8	8 3/4	8 13/16	8 15/16	9 1/8	9 1/4	9 15/16	10 1/16
...d	5 7/8	6 1/8	6 1/16	6 3/16	6 1/8	6 1/4	6 9/16	6 11/16
...in	7 1/8	7 3/8	7 1/4	7 3/8	7 5/16	7 7/16	7 3/8	7 1/2
...(100)	10 1/2	11	10 9/16	10 7/8	10 5/8	11	10 7/8	11
...	2 1/4	2 1/2	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16	5 7/8	6
...1000)	13 1/2	14	13 7/8	14 3/8	14 1/4	14 3/4	15	15 3/8
...	15 1/8	15 3/8	14 3/8	14 1/2	14 1/16	14 3/16	13 1/8	13 1/4
...franç.	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 3/4	10 3/4	11	11 5/16	11 11/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en ... de matinée par une grande banque de la place.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOFICOMI

Le conseil d'administration de la Société pour le Financement d'Immeubles Commerciaux et Industriels (SOFICOMI) s'est réuni le 12 mars 1985 pour arrêter les comptes de l'exercice 1984 qui seront présentés à l'assemblée générale ordinaire prévue pour le 26 avril prochain.

Les engagements nouveaux pris pendant l'exercice, en augmentation de 50 % par rapport à ceux de l'année précédente, s'élèvent à MF 165 et correspondent, à raison de MF 105, à des opérations de crédit-bail, et pour le solde, à des acquisitions d'immeubles destinés à la location simple.

Au total, les engagements bruts de « SOFICOMI » représentent, au 31 décembre 1984, MF 1 280, dont MF 429 se rapportant à des investissements en patrimoine locatif.

L'ensemble des produits a atteint MF 207, contre MF 174 en 1983. Après amortissements et provisions pour un montant de MF 40, le bénéfice net de l'exercice ressort à MF 108, en progression de 15,1 %.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires :

— de fixer le dividende net par action à F 41,71, contre F 38,31 au titre de l'exercice précédent (+ 8,9 %), assorti d'un avoir fiscal de F 0,33, contre F 0,16, portant ainsi le dividende unitaire global de F 38,47 à F 42,04 (+ 9,3 %) ;

— et d'offrir en option le paiement du dividende net sous forme d'actions de la société.

D'autre part, le conseil d'administration a examiné les différentes résolutions à soumettre à l'assemblée générale extraordinaire qui sera convoquée pour le même jour, aux fins d'apporter certaines modifications aux statuts de la société pour les adapter à l'évolution de la législation, tant en matière d'activité des SICOMI, que du droit des sociétés.

SODEXHO

Pierre Bellon, président-directeur général du groupe Sodexho, vient de signer avec James R. Cochrane, président, et Phillip A. Gorman, exécutive vice-président, actionnaires à 70 % de Seiler Corporation un accord définitif en vue d'acquérir la totalité du capital de cette société.

Ayant son siège social à Boston (USA), jouissant d'une excellente réputation, dirigée par une équipe jeune et motivée, Seiler est leader de la restauration collective en Nouvelle-Angleterre. Elle opère dans 15 Etats, réalise un volume d'affaires de 170 millions de dollars, dirige en propre ou pour le compte de ses clients 7 270 personnes. Classée sixième entreprise américaine de restauration pour les établissements de santé, elle réalise dans ce segment de marche 60 % de son chiffre d'affaires et gère aujourd'hui 75 hôpitaux.

Aboutissement d'une recherche commencée il y a deux ans, cet accord permettra à Sodexho d'atteindre aux USA le double objectif qu'elle s'était fixé :

1. *Renforcer ses positions sur le plus* grand marché du monde. L'Amérique du Nord représente à ce jour seulement 4 % des ventes totales du groupe, ce qui est insuffisant. Avec Seiler, le Groupe y réalisera 30 % de ses activités.

2. Trouver, dans un pays à faible risque, un créneau à fort potentiel d'expansion : c'est le cas de la restauration et des services aux établissements de santé. Pour l'exercice en cours, Seiler est en progression de plus de 15 % et devrait faire encore mieux à l'avenir.

L'accord ne deviendra effectif que lorsque les autorisations nécessaires auront été obtenues et au plus tard le 15 mai 1985.

Créée à Marseille il y a 18 ans, Sodexho, avec plus de 6 milliards de francs de volume d'affaires et 27 000 personnes dans 45 pays, sur les 5 continents, consolidera ainsi ses positions dans le marché de la restauration et des services aux collectivités dont elle est l'un des leaders mondiaux.



FINEXTEL

Le conseil d'administration de Finextel, réuni le 12 mars 1985 sous la présidence de M. Jacques Lallement, a arrêté le bilan au 31 décembre 1984 et le compte de résultats de l'exercice 1984.

Cet exercice est caractérisé :

— par la signature d'un nouveau protocole avec les PTT de 420 MF à couvrir pour 60 MF par des fonds propres et pour le solde par des fonds d'emprunt ; par des engagements immobiliers représentant 73 MF dont 40 % en immeubles destinés à la location et le solde en immeubles loués en crédit-bail ;

— par un résultat net de 145,6 MF, en diminution de 9,3 % sur celui de l'exercice 1983, évolution conforme aux prévisions.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire de la société, qui doit se réunir le 15 mai ou à défaut de quorum le 28 mai 1985, de distribuer un dividende de F 20,00 par action.

En outre, le conseil a décidé de convoquer, en même temps que l'assemblée générale ordinaire, une assemblée générale extraordinaire dont l'objet sera de *mettre en harmonie les statuts* de la société avec des dispositions légales ou réglementaires récentes.

COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL

(Groupe BNP)

EXERCICE 1984

Durant l'année écoulée, la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL et ses cinq filiales françaises ont distribué 4 382 millions de francs de nouveaux concours en capital (+ 11 % par rapport à 1983).

Les engagements de leur clientèle, produits à recevoir inclus, atteignaient 8 750 millions de francs au 31 décembre 1984.

Le bénéfice net consolidé du groupe s'établit à 75,3 millions de francs pour 1984.

Les bénéfices nets des différentes sociétés qui le composent sont, respectivement, de :

69 075 165 F pour la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL, dont 37 millions de revenus des filiales ;
32 581 590 F pour le CRÉDIT UNIVERSEL ;
2 964 089 F pour UNIVERSAL FACTORING ;
8 908 969 F pour LOCUNIVERS ;
2 238 021 F pour UNIFIMO ;
1 631 699 F pour LOCATIONFOR.

Pour les filiales, contrôlées à près de 100 % par la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL, les distributions proposées, qui reviendront donc presque intégralement à la société mère, forment un total de 42,4 millions de francs, soit un dividende net par action de 46 F pour CRÉDIT UNIVERSEL, 5 F pour UNIVERSAL FACTORING, 70 F pour LOCUNIVERS, 20 F Pour UNIFIMO et 155 F pour LOCATIONFOR.

Le conseil d'administration de la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL proposera pour sa part de répartir aux actionnaires une somme de 38 696 451,30 F, correspondant à un dividende net unitaire de 35,10 F (en augmentation de 4,5 % par rapport à celui de l'exercice précédent) soit, avec l'avoir fiscal, un revenu global de 52,65 F par action.



TRANSPORTS

LA GRÈVE DES DOCKERS

L'abcès de Bayonne

Grues immobiles, cargos sur rade, ports en panne. La Fédération nationale des ports et docks CGT appelle ce jeudi 14 mars les quelque treize mille dockers à cesser le travail. Un grand rassemblement est prévu à Bayonne. Pourquoi dans ce petit port de l'embouchure de l'Adour, et non au Havre ou à Marseille ?

A Bayonne se joue pour les travailleurs portuaires une partie symbolique. Une coopérative agricole qui exporte du maïs ne veut pas que les opérations de manutention de ses propres marchandises, des silos aux cargos, soient effectuées par les dockers – ce serait trop cher, – mais par ses propres salariés. Les dockers répliquent en invoquant les principes de la loi de 1947 : « *Le transbordement des marchandises sur le domaine public maritime nous est réservé.* » Le conflit dure depuis plusieurs années et a été marqué cet été par de violents accrochages avec les forces de l'ordre. Il se politise et se complique, en cette période électorale, du fait que le dirigeant de la coopérative en question n'est autre que le président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, M. Franz Duboscq (RPR). Mais il ne devrait pas être insoluble, et les partenaires pourraient trouver un compromis comme on l'a fait ailleurs, à Bordeaux et à Port-la-Nouvelle notamment.

Bayonne étant pour un jour la capitale de la grogne des dockers, les ouvriers devaient y évoquer aussi les conflits en cours à Nice (modification des conventions collectives) ou dans les ports de pêche du sud de la Bretagne (la CGT revendique le statut de dockers, avec toutes les garanties qui s'y rapportent, pour les employés, hommes et femmes qui trient les poissons débarqués des chalutiers avant qu'ils soient exposés à la criée). « *Nous avons pu obtenir que les travailleurs du Tréport ou de Roscoff acquièrent enfin le statut de dockers. Pourquoi pas dans les ports bigoudens ? M. Lengagne doit tenir les promesses faites par son prédécesseur, M. Le Pensec* », dit-on à la CGT.

« *La grève d'aujourd'hui est dirigée contre les pouvoirs publics non contre le patronat* », réplique l'Union nationale des industries de manutention (UNIM). Au reste, les questions de salaires ont été réglées pour 1985 de même que les conventions de préretraites. « *Quant à la loi de 1947, bible et tabou, nous ne voulons pas y toucher, que les dockers soient rassurés.* »

Ils sont pourtant inquiets, les dockers. Leur nombre diminue. Ils ne trouvent du travail en moyenne que cent soixante jours par an. Dans la profession, le taux de chômage dépasse 30 %, mais il peut atteindre 50 %, à Nantes par exemple. Pourtant, bien que les vents soient contraires, le pouvoir d'achat des ouvriers a pu résister à l'érosion. Selon les statistiques officielles (pour 1983), la rémunération annuelle moyenne des dockers est voisine de 100 000 F. Ce qui ne diffère d'ailleurs pas beaucoup des salaires de leurs collègues d'Anvers, de Rotterdam ou de Hambourg, qu'on cite habituellement – parfois à tort – en exemple. La compétitivité des ports du nord de l'Europe tient bien davantage aux coûts d'acheminement terrestre des marchandises, à la puissance du négoce local et, pour ce qui est des dockers, à des charges sociales moins lourdes, à des horaires de travail plus souples et à des équipes moins pléthoriques.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

AGRICULTURE

SELON LE PRÉSIDENT DES COOPÉRATIVES

Le nombre des producteurs de lait pourrait diminuer de plus de cent mille en cinq ans

Comme les producteurs de lait devaient le rappeler ce jeudi 14 mars à M. Rocard, au cours de l'assemblée générale de la Fédération nationale des coopératives laitières (FNCL), les coopératives sont elles aussi favorables à la poursuite de la restructuration de ce secteur pendant plusieurs années encore. La FNCL, qui tiendra son assemblée générale les 20 et 21 mars, préconise la prolongation du programme d'incitations au départ, notamment des plus petits éleveurs.

Le président de la FNCL, M. Fréjus Michon, estime à 100 000 litres le volume moyen souhaitable, par exploitant, d'ici cinq ans, et à 150 000 litres ultérieurement.

Le plan mis en place en 1984 permettra de faire passer la moyenne actuelle de 60 000 litres à 70 000 litres en 1986, alors qu'elle est actuellement de 175 000 litres aux Pays-Bas et de 260 000 litres en Grande-Bretagne.

Le président de la FNCL a encore estimé que, pour respecter les objectifs de production (quotas) fixés actuellement dans la Communauté, le nombre des producteurs de lait en France devrait passer de 414 000 en 1983 à 250 000 à l'horizon 1990. Ce qui représenterait, compte tenu des 46 000 départs acquis en 1984, plus de 23 000 nouvelles cessations de production par an pendant cinq ans, soit le double du rythme annuel des départs « naturels ». Commentant la mise en place des quotas sur l'ensemble de la France, M. Michon a déclaré : « *Cette année, on a très mal travaillé, mais on ne pouvait pas faire autrement.* »

Polémique en Espagne autour de la multiplicatio[n] des catastrophes aériennes

De notre correspondant

Madrid. – L'espace aérien espagnol est-il maudit ? On serait tenté de le croire devant la « série noire » d'accidents d'avions qu'a connue le pays. Durant ces quinze derniers mois, trois catastrophes meurtrières y ont fait quatre cent vingt-deux victimes. Le bilan apparaît également très lourd lorsqu'on le dresse sur une période plus longue : depuis 1970, mille cinq cent vingt-huit personnes ont péri dans l'espace aérien espagnol.

En novembre 1983, un Boeing-747 de la compagnie colombienne Avianca s'écrasait contre une colline peu avant d'atterrir à Madrid (cent quatre-vingt-un morts). En décembre 1983, un Boeing-727 d'Iberia heurtait dans la brume, au moment de décoller, un DC-9 de la compagnie Aviaco qui s'était trompé de piste (quatre-vingt-treize morts). Le 19 février dernier, c'était un Boeing-727 d'Iberia qui s'écrasait contre une colline en descendant vers Bilbao (cent quarante-huit morts).

Un débat plus politique que technique

Fortune adverse ? Erreurs des pilotes ? Insuffisance des mesures de sécurité ? Il n'est guère aisé de démêler l'écheveau des responsabilités respectives au milieu de la virulente polémique qui oppose aujourd'hui le ministère des transports, le SEPLA (Syndicat des pilotes de ligne) et la presse. D'autant que le débat n'est pas sans arrière-pensées politiques, les relations entre le gouvernement socialiste et le syndicat des pilotes étant franchement mauvaises.

Une commission parlementaire d'enquête avait été formée pour étudier les causes des deux accidents survenus à la fin de 1983. Elle doit rendre publiques ses conclusions après un débat à huis clos. Les réunions de cette commission semblent d'ailleurs avoir donné lieu à fortes divergences. Les représentants d'Alliance populaire (droite), la principale formation d'opposition, l'ont abandonnée en novembre dernier en affirmant que le gouvernement refusait de leur remettre certains documents utiles à l'enquête.

Le débat, là aussi, semble plus politique que technique. Les socialistes insistent sur le fait que la responsabilité de l'administration n'est pas engagée, les accidents étant dû à des défaillances des pilotes. Celui de l'appareil d'Avianca (tout comme, apparemment, celui du Boeing qui s'est écrasé près de Bilbao) avait commis une erreur en introduisant dans les appareils de bord les données relatives à l'altitude. Le pilote d'Aviaco, de son côté, avait continué à rouler sur les pistes après s'être perdu à cause du brouillard.

L'opposition et le SEPLA sont d'un autre avis et mettent en cause les installations au sol. Ni l'aéroport de Madrid ni celui de Bilbao, affirment-ils, ne disposent du système d'alarme d'altitude qui aurait permis d'avertir le pilote qu'il volait trop bas. L'installation d'un tel système, il est vrai, est facultative, et le nombre d'aéroports européens qui le possèdent reste limité.

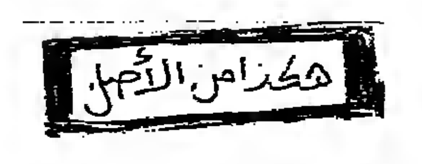
Du côté du ministère des transports, on fait remarquer que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), n'a jamais relevé en Espagne d'infractions aux normes de sécurité internationales. Une enquête effectuée à l'aéroport de Madrid après l'accident de décembre 1983 par la FAA (Federal Aviation Administration) américaine avait reconnu que les installations répondaient aux exigences légales. L'existence de systèmes de sécurité supplémentaires n'aurait-elle pas pu permettre toutefois d'éviter certains accidents ? D'autant que quelques aéroports espagnols, comme ceux de Bilbao et de Los Rodeos à Tenerife, sont réputés d'accès d[i]fficile.

« *Il faut qu'il existe une rel[a]tion raisonnable entre le coût [des] nouveaux systèmes et les risqu[es] qu'ils sont censés éviter*, affirm[e]-t-on à la direction générale [de] l'aviation civile à Madrid. *Ce q[ue] nous devons garantir, c'est qu'a[u]cune opération ne soit autoris[ée] dans nos aéroports si elle n'off[re] pas de garanties de sécurité suf[fi]santes. Des installations suppl[é]mentaires n'augmenteraient p[as] forcément la sécurité. Elles au[g]menteraient le nombre d'opér[a]tions possibles, par exemple [en] permettant le décollage ou l'a[t]terrissage dans des circonstanc[es] plus difficiles.* »

L'équipement des aéroports e[s]pagnols correspond-il à l[a] moyenne européenne ? Dix d'e[n]tre eux seulement, sur un total d[e] trente-neuf, ne disposent pas e[n]core du système permettant l'a[p]proche par instruments ILS (In[s]trument Landing System). [Il] s'agit pour la plupart de petits a[é]rodromes au trafic très faible. Le[s] cinq principaux aéroports esp[a]gnols (Madrid, Barcelone, Palm[a], Las Palmas et Malaga) possède[nt] un radar d'approche. Cinq autre[s] sont en cours d'installation.

Un effort réel a été réalisé e[n] matière d'équipements de sécu[ri]té, puisque les investissement[s] dans ce secteur ont plus que dou[]blé entre 1983 et 1984, atteignan[t] l'an dernier 5,9 milliards de pe[]setas (330 millions de francs). U[n] ambitieux programme de cinq an[s] d'automatisation du contrôle aé[]rien, d'un coût total de près d[e] 12 milliards de pesetas (660 mil[]lions de francs) vient d'être lancé. Il s'agit d'un effort réel en cett[e] période de crise, alors que tous le[s] ministères sont soumis à de[s] coupes claires. Il est vrai que pour un pays où le tourisme représente à lui seul près de 6 % du PNB, la sécurité des transports constitue plus qu'ailleurs un impératif économique.

THIERRY MALINIAK.





MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

13 mars

Nouvelle hausse

Le ton est toujours à la hausse au Palais Brongniart où les séances restent animées ainsi qu'en témoigne le volume traité mardi : 405 millions de francs environ sur les valeurs françaises cotées au marché à règlement mensuel.

Poursuivant sur sa lancée depuis le début de la semaine, le marché parisien, qui a gagné 0,6 % en deux jours, a encore mis 0,4 % à son actif sous l'effet d'une nouvelle pression des achats dont bénéficient des valeurs à large marché, tel Carrefour.

Mercredi, l'un des faits marquants de la séance a été la hausse de Peugeot (+ 5 %). Voilà plusieurs semaines que la firme de Sochaux figure en bonne place, parmi les favorites, dans les carnets noirs des commis d'agents de change. Mais ce regain d'attention est à rapprocher de la signature imminente (elle est prévue pour le 15 mars) d'un accord qui doit permettre au groupe d'entrouvrir une – petite – porte sur le vaste marché chinois de l'automobile.

Peugeot doit prendre en effet 22 % (la BNP 4 %) d'une société chinoise à créer avec deux institutions locales pour la construction de voitures de petite cylindrée.

Par ailleurs, OPFI-Paribas, SFIM, Labo Bellon, Printemps, au plus haut de l'année, gagnent 3 % à 6 %, suivies par Midland, Schneider, Suez, Générale des eaux.

A l'inverse, Signaux, située à son plus bas niveau de l'année, perd 2 %, précédée par Lebon, CFAO, Matra, Crouzet, Primagaz, Chargeurs.

Le dollar, relativement stable sur les marchés des changes, permet à la devise-titre de se maintenir à 10,58/60 F. Sur le marché de l'or, le lingot perd 500 F, à 95 150 F, le napoléon gagnant 1 F, à 581 F.

A Londres, l'or international s'est traité à 290,10 dollars l'once contre 290,25 dollars mardi.

NEW-YORK

En baisse

Le marché new-yorkais a vivement réagi, mercredi, aux prévisions de résultats en *baisse concernant un certain nombre de* valeurs technologiques, et l'indice Dow Jones, qui avait assez bien résisté la veille, a baissé de 10,05 points, pour s'établir à 1 261,70 points. Les replis l'ont emporté sur les gains dans la proportion de 1 000 contre 490 environ, et le volume des échanges est passé à 101,67 millions d'actions, contre 92,84 millions la veille.

Parmi les valeurs les plus actives de la séance de mercredi, on trouve encore Phillips Petroleum avec plus de 3,6 millions d'actions à elle seule, suivie par American Natural Resources, Computervision, Chrysler Corp, American Medical International, Texas Oil Gas, Digital Equipment et American Telephone, toutes avec des volumes supérieurs au million de titres.

On apprend, à propos d'American Natural Resources et de Coastal Corp, initiateur d'une OPA de 2,3 milliards de dollars sur AMR, que les deux belligérants sont convenus d'enterrer la hache de guerre dans la mesure où *« il n'y a aucune assurance qu'un accord définitif puisse être conclu entre les deux compagnies »*, selon un communiqué commun publié par les deux firmes.

En ce qui concerne Computervision, qui a baissé de plus de 9 points d'une séance à l'autre, *la société a annoncé que ses* objectifs de croissance, définis pour le premier trimestre 1985, ne seraient pas atteints.

VALEURS	Cours du 12 mars	Cours du 13 mars
Alcoa	34	33 7/8
A.T.T.	21 7/8	21 3/8
Boeing	63 3/4	63 9/8
Chase Manhattan Bank	82	81 3/4
Du Pont de Nemours	82	81 7/9
Eastman Kodak	69 1/2	68 7/9
Exxon	49 9/4	48 1/4
Ford	44 3/8	43 5/8
General Electric	62 3/4	62
General Foods	60	59 1/2
General Motors	78	77 9/9
Goodyear	26 7/8	28 3/8
I.B.M.	131 9/4	130 1/8
I.T.T.	31 3/8	32 1/4
Mobil Oil	30	29 5/8
Pfizer	40 1/8	40 1/4
Schlumberger	38 7/8	37 7/9
Texaco	35 1/4	35 1/8
U.A.L. Inc.	47 1/2	49 9/8
Union Carbide	38 3/4	38
U.S. Steel	27	27
Westinghouse	30 7/8	30 1/8
Xerox Corp.	43 7/8	43

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SODEXHO. – « Numéro un » français de la restauration collective et l'un des leaders mondiaux de la profession, le groupe Sodexho va racheter la société américaine Seiler, dont le siège social est à Boston, et qui réalise un chiffre d'affaires annuel de 170 millions de dollars. Le président de Sodexho, M. Pierre Bellon, vient de signer aux Etats-Unis un accord en ce sens avec le président de Seiler, M. James R. Cochrane, pour le rachat de la totalité du capital de cette firme spécialisée dans la restauration collective en Nouvelle-Angleterre. Classée au sixième rang, aux Etats-Unis, dans la restauration destinée aux établissements de santé, Seiler réalise 60 % de son chiffre d'affaires sur ce créneau en gérant l'alimentation de soixante-quinze hôpitaux situés dans une quinzaine d'Etats.

Cet accord, dont le montant n'a pas été révélé par la compagnie française, permettra à Sodexho de réaliser dorénavant (le contrat doit être effectif à compter du 15 mai 1985) quelque 30 % de son chiffre d'affaires consolidé, qui a atteint 3,69 milliards de francs en 1984 (dégageant un bénéfice net de 181 millions de francs), alors que l'Amérique du Nord ne représente actuellement que 4 % de ses ventes pour ce groupe créé à Marseille il y a dix-huit ans et qui emploie actuellement dix-neuf mille personnes. Sodexho a déjà étendu ses activités dans le domaine de la restauration collective en créant récemment au Japon, à parts égales avec le groupe Shida, « numéro trois » nippon de la restauration collective, Shida Sodexho Hospital Food Service.

UAP-CFAO. – L'Union des assurances de Paris a informé les autorités boursières que la participation de l'UAP-Vie dans la Compagnie française de l'Afrique occidentale (CFAO) a franchi le seuil de 10 %.

MARTELL. – Le fabriquant de cognac – désormais diversifié dans les produits de beauté, la parfumerie et la maroquinerie de luxe – a annoncé l'émission d'un emprunt de 200 millions de francs et une augmentation de capital destinée à le porter de 140 à 149 millions de francs par l'émission de 72 000 actions nouvelles de 130 F, au prix de 1 000 F sur la base d'une action nouvelle pour quinze anciennes.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	12 mars	13 mars
Valeurs françaises	111,4	
Valeurs étrangères	112,1	

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	12 mars	13 mars
Indice général	208	208,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 14 mars 10 11/16

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	13 mars	14 mars
1 dollar (en yens)	259,70	260,55

BOURSE DE PARIS — Comptant — 13 MARS

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]								

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1760	....
Calberson	353	353
C.D.M.E.	720	717
C. Equip. Elect.	312	312
Daisa	284	....
Dauphin O.T.A.	2000	....
Filipacchi	580	580
Guy Degrenne	715	715
Merlin Immobilier	340	339
Métallurg. Minière	220	220
M.M.B	400	400
Navale-Delmas	460	459
Om. Gest. Fin.	305	305
Petit Bateau	320	329
Petrofigaz	739	739
Pochet	1665	1670
Poron	326	325
S.C.G.P.M.	316	318
Sofibus	225	225
Sovac	781	791

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	221	....
Boiro	285	....
Cellulose du Pin	85	85
C.G.M.	10	....
Cochery	28	....
C. Sabl. Seine	110 50	....
Coparex	505	505
F.B.M. (Li)	70	3 80 o
La Mure	60	....
Mic	203	....
Profils Tubes Est	1 52	....
Prosuptio	121	121
Ripolin	....	....
Rorento N.V.	121 30	120 70
Sabl. Morillon Corv.	70	....
S.P.R.	170	....
Thann et Mulhouse	92 20	....
Total C.F.N.	35	....
Ufimeg	340	....

SICAV 13/3

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]					

◆ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
[illegible]					

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 13/3	Cours des billets aux guichets: Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	10 238	10 280	9 900	10 500
ECU	6 796	6 798	....	....
Allemagne (100 DM)	306 530	306 680	294	314
Belgique (100 F)	15 212	15 214	14 600	15 700
Pays Bas (100 fl.)	269 770	269 950	260	280
Danemark (100 krd)	85 550	85 390	80	88
Norvège (100 k)	106 600	106 700	103	110
Grande-Bretagne (£ 1)	11 102	11 137	10 650	11 400
Grèce (100 drachmes)	7 205	7 216	6 050	7 900
Italie (1 000 lires)	4 882	4 877	4 650	5 160
Suisse (100 fr.)	359	360 150	3 490	3 670
Suède (100 krs)	107 100	107 430	108	112
Autriche (100 sch)	43 900	43 470	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 532	5 529	5 300	5 900
Portugal (100 esc.)	5 550	5 540	5	6 200
Canada ($ can 1)	7 364	7 376	7 170	7 560
Japon (100 yens)	3 937	3 847	3 690	3 980

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13/3
Or fin (kilo en barre)	95500	95500
Or fin (en lingot)	95650	95150
Pièce française (20 fr)	580	581
Pièce française (10 fr)	431	.....
Pièce suisse (20 fr)	558	554
Pièce latine (20 fr)	548	549
Souverain	689	692
Pièce de 20 dollars	3940	3960
Pièce de 10 dollars	2100	2082 50
Pièce de 5 dollars	1380	.....
Pièce de 50 pesos	3580	3595
Pièce de 10 florins	576	578

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

M. LE PEN SERAIT REÇU LE 27 MARS PAR LE CARDINAL LUSTIGER

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a récemment demandé une entrevue au cardinal Lustiger, archevêque de Paris. Celui-ci en a accepté le principe, à certaines conditions. La rencontre serait fixée au mercredi 27 mars.

Dans l'entourage du cardinal, on précise que celui-ci a toujours reçu les hommes politiques qui lui en faisaient la demande. Il s'est cependant fixé deux règles. La première est de ne jamais organiser de telles rencontres en période électorale, sauf pour les représentants des institutions avec lesquelles l'archevêque de Paris entretient des rapports fonctionnels, comme le président de la République, le premier ministre, ou le maire de Paris. La deuxième règle est de ne jamais annoncer ces rencontres à l'avance et de ne pas en faire un compte rendu.

Ces entrevues avec des hommes politiques, ajoute-t-on, ont toujours un caractère personnel et n'ont jamais donné lieu à publicité. Elles ne concernent que « *les problèmes de fond* » que le cardinal estime être de sa compétence morale et spirituelle.

R. S.

En Grande-Bretagne

La suppression de la compagnie nationale pétrolière

La British National Oil Company (BNOC), société pétrolière nationale, qui commercialise une partie du pétrole britannique et fixe les prix officiels du brut de la mer du Nord, va être supprimée. Cette décision risque de relancer la guerre des prix et de mettre à mal la solidarité difficilement acquise des membres de l'OPEP.

Le ministre britannique de l'énergie, M. Alick Buchanan-Smith, a, en effet, annoncé à la Chambre des communes, le 13 mars, que la BNOC allait être remplacée par une simple agence gouvernementale du pétrole et des oléoducs (Government Oil and Pipelines Agency). « *Il y a eu un changement majeur dans la structure du marché pétrolier, sur lequel les contrats à terme ont laissé la place aux transactions « spot » et à court terme. Cette tendance n'a aucune chance de se renverser dans un futur proche. Dans ces circonstances, le seul moyen pour la BNOC d'éviter de perdre de l'argent consisterait à lier les prix de son pétrole de participation étroitement et continuellement aux mouvements du marché libre. Un tel système signifierait que la BNOC ne pourrait plus contribuer à la stabilisation du marché.* » Voilà qui plaide, selon M. Buchanan-Smith, pour la suppression pure et simple de la compagnie.

Cette décision intervient au moment où la BNOC fait l'objet de vives critiques, alors qu'elle réclame 25 millions de livres (275 millions de francs) pour éponger ses pertes commerciales, après avoir déjà obtenu 45 millions de livres en décembre dernier pour les pertes du deuxième semestre 1984. Pour le seul mois de mars, le déficit de la BNOC serait estimé entre 10 et 20 millions de livres. C'est dire que la stabilisation du marché pétrolier coûte cher au Trésor britannique.

Créé en avril 1975 par le gouvernement travailliste pour contrôler les ressources en pétrole et en gaz découvertes en mer du Nord, la BNOC a été amputée en 1982 de ses activités d'exploration et de production, confiées alors à la BRITOIL, une société privatisée en 1983.

La BNOC était chargée essentiellement, depuis lors, pour garantir l'approvisionnement britannique en cas de crise, de recueillir et d'écouler de l'ordre de 57 % du brut extrait en mer du Nord, soit d'une part les redevances (12,5 %) versées en nature à l'Etat par les compagnies et, d'autre part, les quantités définies par les accords dits de participation signés avec chaque producteur.

La baisse des prix sur le marché libre a entraîné des tensions insupportables sur le système. La décote entre prix officiels et prix du marché (de l'ordre de 1,5 dollar par baril au second semestre de l'an passé) a amené plusieurs compagnies à interrompre à partir du mois d'août 1984 leurs contrats d'achat avec la BNOC. Celle-ci, qui continuait d'acheter au prix officiel (30 dollars par baril) tout le brut qui lui revenait au titre des accords de participation (soit environ 1 million de barils par jour), fut alors contrainte d'en vendre une partie (de 30 à 40 %) sur le marché libre. D'où les pertes et les critiques de la commission de l'énergie de la Chambre des communes, qui accuse la politique pétrolière du gouvernement d'entretenir « *les rapports les plus étroits possibles avec l'OPEP* », pour soutenir les prix à un niveau supérieur à ceux du marché.

Sans doute, faudra-t-il attendre des précisions sur la date de la suppression de la BNOC (qui devra être soumise au Parlement), sur le rôle de la nouvelle agence et sur le mode de fixation des prix du brut de la mer du Nord, pour évaluer plus précisément l'impact de la décision britannique sur le marché. Mais les premières indications données par M. Buchanan-Smith laissent penser que cette agence aura pour seule tâche de commercialiser le pétrole cédé par les compagnies en règlement des royalties, mais pas le brut de participation. Quant à la commission de l'énergie de la Chambre des communes, elle recommande clairement un alignement rapide des cours sur les niveaux du marché libre international au comptant.

Il n'en est pas moins sûr que, avec la suppression de la BNOC, c'est un des éléments importants de la stabilisation du marché pétrolier qui disparaîtra. Or nul n'ignore que l'alignement pur et simple des prix britanniques sur les cours du marché libre contraindrait le Nigéria, concurrent direct de la Grande-Bretagne sur le marché américain, à abaisser lui aussi ses tarifs, ce qui ferait alors voler en éclats le fragile accord adopté par l'OPEP. Le marché a d'ailleurs réagi avec appréhension, puisque le *brent* britannique a perdu dès hier une vingtaine de cents pour se retrouver pratiquement un dollar au-dessous de son cours officiel (28,65 dollars par baril).

BRUNO DETHOMAS.

Le numéro du « Monde » daté 14 mars 1985 a été tiré à 443 138 exemplaires

Sur le vif

Raissa, fais les valises

Il paraît que c'est rien du tout, aucune gravité, la tache lie-de-vin sur le front de Gorbatchev. On nous l'expliquait hier à la radio, tout en précisant qu'il fallait quand même surveiller ça de près, sait-on jamais ! Moi, je veux bien, mais ce sera pas facile, vu qu'elle est soigneusement gommée sur toutes ses photos officielles. Non, question santé, pour une fois, ça a l'air d'aller. On ne peut guère espérer, à moins d'un coup de chance, pardon, d'un coup du sort, s'offrir le voyage à Moscou avant des années.

Alors que là, pas de problème, on se pointait tous les treize ou quatorze mois au Kremlin pour rencontrer, occasion unique, fallait sauter dessus, le successeur de celui qu'on venait d'enterrer en fanfare sur la place Rouge. Hier, ils étaient tous là, tous les chefs d'Etat et de gouvernement. Ils faisaient antichambre. Ils se surveillaient, ils se jalousaient, ils se poussaient du coude.

Gandhi est entré le premier. Il n'y a pas de raison, pourquoi lui ? Ortega, bon, c'était couru. Vous pensez... le Nicaragua. Nous, ça va : Mitterrand est passé avant Thatcher et Gonzalez. Je me marrais en entendant, à la télé, nos envoyés spéciaux suggérer d'un air pincé que Bush – c'est pourtant pas Reagan – avait été reçu plus longuement, plus chaleureusement, avec plus d'éclat que les copains.

Un qui est drôlement vexé, c'est le père Kohl. Il a attendu toute la journée – Honecker, il l'avait vu la veille au soir – pour s'entendre dire qu'on avait pris du retard, qu'on n'avait plus le temps de le recevoir et qu'il était prié de revenir ce matin.

Chacun y est allé de son invitation. Et je peux vous dire – les journaux étrangers en sont pleins – qu'il les a toutes acceptées. Pas seulement celle de l'Elysée, faut pas pavoiser. Le Quirinal ? La Zarzuela ? La Maison Blanche ? Buckingham ?... Un de ces jours, oui, pourquoi pas, je serais enchanté, merci beaucoup.

De là à ce qu'il y aille, qu'il dise à sa femme : Raissa, fais les valises, on part, c'est peut-être pas demain la veille. C'est pas le genre de la maison. Quand on a enfin réussi à se hisser à la tête du parti, c'est pas le moment d'aller voir ailleurs si on y est. Ce ne serait pas prudent.

Comme ils ne sont pas près de la revoir, j'espère que ses visiteurs empressés auront eu le loisir d'observer son visage « inquiétant et rassurant », ses yeux trahissant « la ruse et l'humour », son nez « plein de charme et de sensibilité aux plaisirs de la table » et ses oreilles révélatrices du « goût du pouvoir ». En tout cas, il y en a une qui l'a vu. Et à distance. C'est une extralucide de Hambourg.

CLAUDE SARRAUTE.

A Pointe-à-Pitre

Un attentat fait un mort et huit blessés

Les salles de cinéma ont été désertées, les rues se sont vidées, peu de voitures ont circulé à Pointe-à-Pitre mercredi soir 13 mars après l'attentat commis dans un bar, qui a fait un mort et huit blessés dans l'après-midi. L'établissement visé est tenu par M. Jean-Claude Muller, qui avait été candidat sur la liste du Front national aux élections européennes de 1984. Le commissaire de la République, M. Maurice Saborin, a aussitôt annoncé la mise en place en Guadeloupe d'un important dispositif policier à l'aide de renforts venus de Paris. Le préfet a affirmé que depuis plusieurs semaines la Guadeloupe doit faire face à une opération visant à « *déstabiliser le département* ». Cet attentat contraste avec les précédents, car d'ordinaire ils se produisaient en des lieux isolés. Il rappelle celui qui avait été commis en novembre 1983 à la préfecture de Basse-Terre et qui avait fait vingt-trois blessés. Quatre personnes avaient par ailleurs trouvé la mort en juillet 1984 dans l'explosion des bombes qu'elles transportaient. Selon les premiers éléments de l'enquête, un couple a abandonné dans le restaurant une valise contenant une charge estimée à un kilo d'explosifs programmée par un dispositif d'horlogerie.

Le Front national a aussitôt accusé « *les hommes politiques de gauche et certains leaders de l'opposition* » d'être « *les vrais responsables* » de cet attentat et de développer « *depuis des mois en métropole une campagne de haine, de violence et de racisme anti-français* ».

Mme Lucette Michaux-Chevry, présidente du conseil général, qui avait elle-même échappé à un coup de feu tiré dans sa direction le 7 mars dernier, a qualifié l'attentat d'« *acte inadmissible* » et a affirmé qu'il constitue une « *tentative de déstabilisation* ».

La victime est Mme Marie-Josée Anbery, fille de M. Yves Pravaz, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Pointe-à-Pitre. La notoriété de la victime, le caractère directement meurtrier de l'attentat, commis en plein jour, dans le centre-ville à une heure très animée, ont provoqué un grand émoi dans l'île. Les observateurs sur place estiment qu'il s'agit vraisemblablement d'une escalade des attentats indépendantistes plusieurs militants venant d'être condamnés à de lourdes peines de prison.

(Le Monde *a publié, dans ses éditions des 1er et 2 mars, une enquête de Philippe Boggio sur la montée de la violence en Guadeloupe.*)

● *L'atoll de Bikini nettoyé à nouveau.* – Pour permettre à ses habitants de revenir y vivre, le gouvernement des Etats-Unis a accepté de nettoyer une seconde fois l'atoll de Bikini, dans le Pacifique, qui, durant les années 40, avait servi de champ d'expérimentation atomique. En 1968, les îles avaient été nettoyées et déclarées aptes à recevoir leurs anciens habitants. Dix ans plus tard, il avait fallu évacuer ceux-ci car la radioactivité contenue dans le sous-sol remontait par les racines des plantes cultivées. Cette fois, les autorités vont racler le sol sur 30 centimètres et enlever des millions de mètres cubes de terre. Coût : 40 millions de dollars. Les 1 200 habitants réclament au gouvernement américain 450 millions de dollars de dommages et intérêts.

M. SEYDOUX RACHÈTE « LE POINT » ... A GAUMONT

Les difficultés financières du groupe Gaumont – qui ont entraîné notamment les départs de MM. Daniel Toscan du Plantier et Christian Fechner (*le Monde* des 28 février et 2 mars) – ne risqueront pas d'avoir d'incidences sur l'avenir de l'hebdomadaire *le Point*. C'est le sens des dispositions arrêtées mercredi 13 mars entre M. Nicolas Seydoux, PDG de Gaumont, et M. Olivier Chevrillon, PDG du *Point*.

En 1982, la société Gaumont a acquis, en effet, la majorité du capital (51 %) de l'hebdomadaire *le Point*, fondé en 1972 par un groupe de journalistes dissidents de *l'Express*. Ces 51 % vont être rachetés par Cinépar, la société holding que dirige M. Nicolas Seydoux, laquelle contrôle la majorité du capital de Gaumont. Si *le Point* reste dans la « famille Gaumont », ses liens avec elle seront désormais davantage personnalisés à travers M. Nicolas Seydoux. Ce transfert n'aurait aucune incidence sur la politique rédactionnelle du *Point*.

LA GUERRE DU GOLFE

Cinq morts à Téhéran à la suite d'un bombardement irakien

Deux heures après le tir par l'Iran d'un missile sol-sol sur Bagdad, ce que conteste l'Irak, l'aviation irakienne a effectué, ce jeudi 15 mars, à l'aube un raid sur Téhéran. Deux roquettes ont été tirées sur un quartier résidentiel du nord de la ville, tuant cinq occupants d'une villa.

L'alerte aérienne avait été déclenchée quelques minutes auparavant, l'électricité coupée et la DCA a tiré durant environ une demi-heure.

Une autre ville iranienne, Tabriz, au nord-ouest du pays, a été également bombardée par l'aviation irakienne. Quatre-vingts Français environ y travaillent à la construction d'une centrale électrique. Aucun bilan de ce raid, survenu à 4 h 30 (1 h GMT), n'est encore disponible.

Un communiqué de l'état-major, diffusé par l'agence de presse IRNA indique que les forces iraniennes ont commencé leur riposte contre toutes les villes d'Irak, à l'exception de quatre villes saintes. Le communiqué indique que le pilonnage de Bassorah a commencé ainsi que des attaques contre d'autres villes qui ne sont pas citées.

A Bagdad, les autorités ont démenti qu'un missile sol-sol ait touché la capitale. Selon un porte-parole officiel irakien, l'explosion survenue au centre de Bagdad était due à un attentat à l'explosif et non à un missile. Selon la version officielle, une forte charge a explosé au siège de la principale banque irakienne Al-Raffidein, dans la rue Rachid, l'une des artères de la capitale. Selon des témoins, deux ou trois des quinze étages de l'imposant immeuble ont été endommagés par la déflagration. Aucune indication n'a été encore donnée sur d'éventuelles pertes en vies humaines.

L'explosion a eu lieu, note-t-on, alors que les gardiens seuls se trouvaient au siège de la banque et que la rue était déserte. Le porte-parole a accusé des « *agents* » du régime iranien d'être à l'origine de l'« *attentat* ».

Bagdad a réagi en faisant donner l'aviation contre Téhéran et Tabriz. Un porte-parole militaire a indiqué qu'elle a effectué un raid « *destructeur* » sur le quartier où réside l'imam Khomeiny, « *au cœur* » de la capitale iranienne.

Par ailleurs, des combats acharnés opposaient toujours jeudi, pour la troisième journée consécutive, dans les marais de Howeizah, au nord-est de Bassorah, d'importantes formations irakiennes à des forces iraniennes, qui avaient réussi à franchir la frontière lundi dans la nuit.

Le ministre irakien de la défense, le général Adnan Khairallah, bras droit du président Saddam Hussein à la tête de l'armée, ainsi que le chef de l'état-major et plusieurs de ses adjoints se sont rendus sur le champ de bataille pour diriger les opérations. – (*AFP.*)

● *Grève de la faim d'une trentaine d'Iraniens à Strasbourg.* – Une trentaine de jeunes Iraniens a commencé, mercredi 13 mars, à Strasbourg une grève de la faim « *illimitée* », à l'appel du Mouvement de la résistance nationale iranienne (présidé par M. Chapour Baktiar), afin de protester contre les bombardements qui ont fait des milliers de victimes civiles en Irak et en Iran.